



Après les municipales

■ Droite : comment Jacques Chirac veut pousser son avantage

■ Entretien : la « nouvelle offre politique » selon le RPR François Fillon

■ Gauche : quel effort pour les « couches populaires » ?

■ Extrême droite : de quelle façon la droite reconquiert les électeurs lepénistes

Lire pages 6 à 9 et le point de vue de William Abitbol page 16

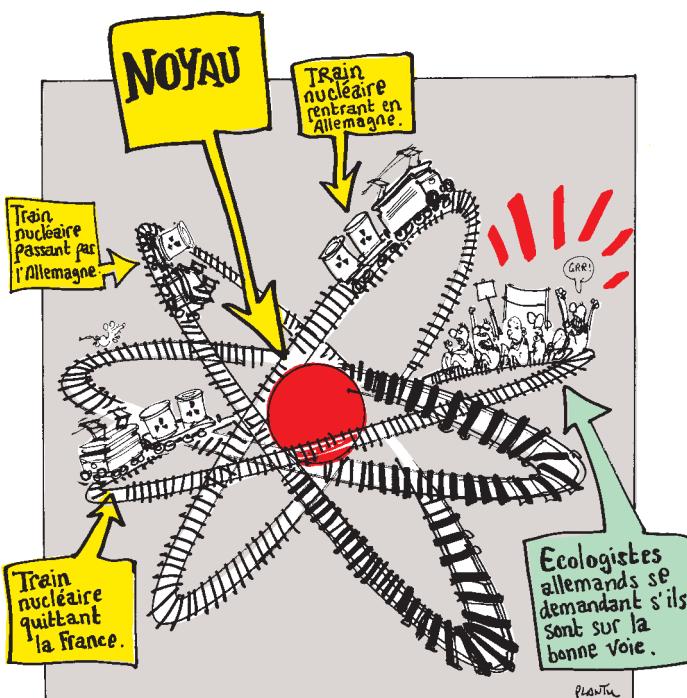
► www.lemonde.fr/municipales

Que faire des déchets nucléaires ?

● Les convois de combustible retraité ont repris lundi ● Depuis l'usine de la Hague, une vingtaine de trains sont prévus dans les dix ans à venir ● En Allemagne, les manifestations d'opposants mettent à l'épreuve la coalition entre socialistes et Verts ● En France, le retraitement des déchets est mis en cause

LA REPRISE des convois ferroviaires de déchets nucléaires entre la France et l'Allemagne, interrompus depuis 1997, relance le débat de société sur l'industrie nucléaire. Un convoi de déchets d'origine allemande est parti, lundi matin 26 mars, de l'usine de retraitement de la Hague, à destination du site de stockage de Gorleben en Allemagne. Le train a franchi la frontière dans la nuit de lundi à mardi, sous haute protection policière en raison de la présence de plusieurs centaines de manifestants. Il s'agit du premier d'une vingtaine de transports de combustibles retraités attendus dans les dix ans à venir.

Cette reprise des convois a été imposée par le gouvernement de Lionel Jospin à celui de Gerhard Schröder, comme une condition sine qua non de la poursuite du retraitement des déchets nucléaires des centrales allemandes par la société française Cogema. C'est aussi une condition impérative de la mise en œuvre du consensus signé l'an dernier outre-Rhin entre



M. Schröder et les électriques du pays, en vue d'un démantèlement de l'industrie nucléaire allemande d'ici une vingtaine d'années. Les piscines de stockage des centrales allemandes étant proches de la saturation, le retraitement en France est donc une nécessité vitale.

Jürgen Trittin, le ministre Vert de l'environnement, converti au réalisme depuis son entrée au gouvernement en 1998, a appelé les manifestants antinucléaires qui jalonnent la voie à ne pas bloquer le convoi. Le site très controversé de retraitement de la Cogema à la Hague, dont l'avenir apparaît de plus en plus compromis, embarrasse le futur pôle nucléaire français Topco, en cours de constitution par le regroupement des activités des entreprises de la filière nucléaire française : Cogema, CEA-I, Framatome. Une fois constitué, Topco envisage en effet de s'introduire en Bourse.

Lire page 18 et notre éditorial page 17

TELEMA PRODUCTIONS



CINÉMA

Intimités charnelles

Onze sorties cette semaine, dont six françaises illustrant une France ouverte au monde. Ours d'or au Festival de Berlin, tourné en anglais, *Intimité* (photo), de Patrice Chéreau, dit la passion charnelle de deux amants au cœur de Londres, sur un scénario de l'écrivain Hanif Kureishi. *Toutes les nuits* est le premier long métrage d'Eugène Green, un Américain de Paris, inspiré d'une nouvelle de Flaubert. Avec *Rue du Retrait*, René Ferret ose parler de la vieillesse. *Mercredi, folle journée !* marque le retour de Pascal Thomas... p. 30 à 33

Les priorités de Bernard Kouchner

DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, le nouveau ministre délégué à la santé, Bernard Kouchner, affirme qu'il faut passer de la gestion d'un système de soins au développement d'une « culture de la santé publique ». De la lutte contre le cancer aux programmes nationaux contre le sida ou les hépatites, il a présenté ses priorités, mardi, à la Conférence nationale de santé. Un comité de suivi sera chargé de s'assurer, tous les quinze jours, de la mise en œuvre des différents volets de cette politique. M. Kouchner a en outre annoncé, lundi 26 mars, l'ouverture, avec près de trois mois de retard, du service des urgences de l'hôpital Georges-Pompidou, situé dans le 15^e arrondissement, à Paris.

Lire page 10

Le député qui accuse



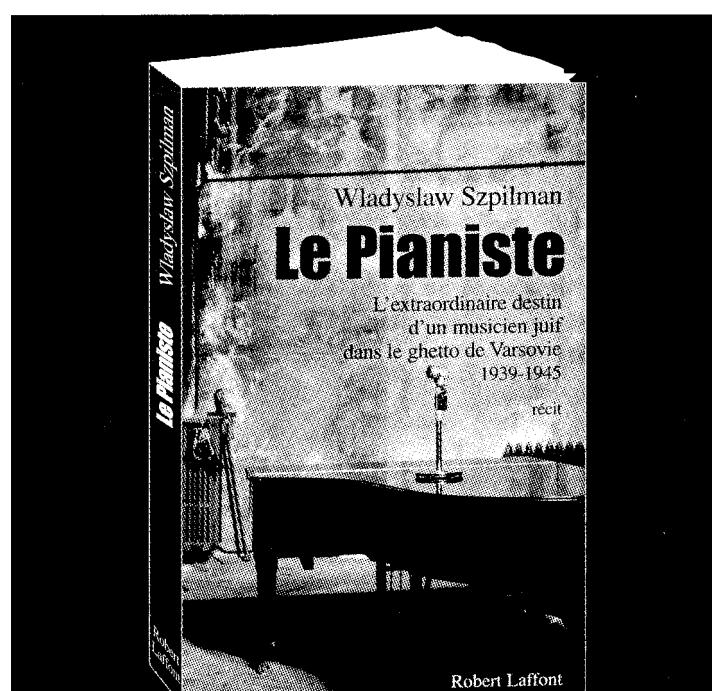
ARNAUD MONTEBOURG

DES TRIBUNAUX de commerce à la Mairie de Paris, Arnaud Montebourg, avocat de métier devenu député (PS) de Saône-et-Loire, a choisi le rôle d'accusateur public au nom de la défense de la République. Portrait.

Lire page 15 et, sur les tribunaux de commerce, pages 16 et 36

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 270 CON ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 328 - 7,50 F



“ Je donnerais toute la production romanesque française depuis dix ans pour ce livre unique qu'il faut ABSOLUMENT avoir lu.”

Michel Polac

Robert Laffont
www.laffont.fr

Les Massaïs du Kenya pleurent les vaches folles d'Europe

NAIROBI
de notre correspondant

Une mauvaise nouvelle court les marchés de brousse de la vallée du Rift, au Kenya, où convergent chaque semaine les pasteurs massaïs et leurs troupeaux de vaches. Parmi les éleveurs habiles de leur couverture rouge traditionnelle, il se murmure que là-bas, en Europe, on massacre des vaches, avant de les brûler et d'enfouir leurs cendres, sous prétexte de lutter contre la fièvre aphteuse. Pour des éleveurs qui ont appris depuis longtemps que cette maladie ne menace pas la vie humaine, voilà de quoi ébranler l'entendement pastoral. Plus grave, les abattages en masse sont une insulte à l'ordre universel, une atteinte à la cosmogonie bovine des Massaïs qui enseigne que, « tous les troupeaux du monde » étant leur propriété virtuelle, la vache est un objet de désir ou de convoitise, mais pas de destruction.

Devant le corral de Ntulele, un groupe de maisons en tôle à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Nairobi, Daniel Tirati déplore ce crime perpétré contre l'humanité des Massaïs. La nouvelle de cette lointaine et inexplicable hécatombe

ne b'est pas loin de lui arracher des larmes de colère : « Nos pères nous ont appris que les vaches nous appartiennent. Alors, de quel droit les Européens les tuent-ils ? Ils vivent trop loin d'ici pour que nous puissions lancer une razzia et prendre leurs troupeaux. Mais, s'ils n'en veulent pas, pourquoi ne pas nous les donner ? Nous serions même prêts à les acheter ! » On n'ose alors préciser l'ampleur du désastre – plusieurs centaines de milliers de bêtes abattues.

« D'autres animaux de la brousse aussi peuvent être malades. Des buffles s'accouplent parfois avec les gnous, des girafes boivent aux mêmes points d'eau que les troupeaux. Les Européens ont-ils l'intention de tous les éliminer ? » L'indignation est d'autant plus grande que la fièvre aphteuse est jugée ici relativement bénigne, au point que le terme massaï qui la désigne est synonyme de grippe. « Personne n'abat un homme parce qu'il a la grippe, n'est-ce pas ? », s'étonne Daniel Tirati. Chaque animal malade est isolé du reste du troupeau, et soigné dans la « forêt sacrée », au sommet d'une montagne, par des décoctions d'écorces, d'acacia et de racines. En moins d'un mois, il est guéri. »

Cette quarantaine est particulièrement efficace depuis qu'elle est relayée par des campagnes de vaccination organisées par les services vétérinaires dans toutes les zones touchées par le virus, pour la modique somme de 40 shillings (3 francs) par tête de bétail. Les pays d'Europe ont abandonné ces vaccinations, considérant qu'elles introduisaient la confusion dans le diagnostic des animaux malades, et risquaient d'empêcher leur exportation. Mais le Kenya n'est pas exportateur, du moins pas officiellement. Si son bétail sort parfois des frontières, c'est qu'il est volé. « Pokots, Marakwets, Samburus, et d'autres encore, tout le monde veut les vaches », explique Daniel Tirati. La diffusion d'armes automatiques depuis la Somalie voisine, ou depuis le Soudan, a transformé en jeux de massacre ces raids qui, auparavant, pimentaient la passion des éleveurs. Récemment, l'un de ces raids dans l'ouest du pays a fait quatre-vingts morts. Aucune vache n'a été blessée.

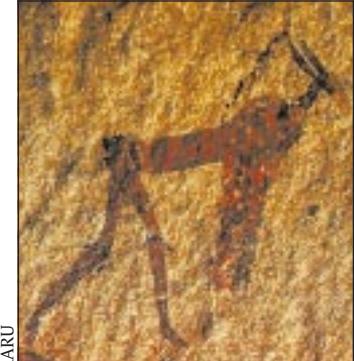
Jean-Philippe Rémy

Lire nos informations page 12

THOMAS WIRTH/AFP

Grève reconduite

La grève des transports publics en province, appelée notamment par la CGT et FO, a touché une quarantaine de villes, lundi 26 mars. Mardi matin, elle ne concerne plus qu'une douzaine d'agglomérations, mais parmi les plus importantes, comme Marseille, Lyon ou Strasbourg. Parties de la retraite à 55 ans, les revendications se sont étendues aux problèmes de sécurité. p. 20



TRANSPORTS URBAINS

Le climat creuse le fossé entre Europe et Etats-Unis

EN RÉAFFIRMANT, le 13 mars, son opposition au protocole de Kyoto sur le changement climatique, le nouveau président des Etats-Unis n'avait sans doute pas prévu la vivacité des réactions qu'il provoquerait. La tempête de protestations émises par les associations écologistes américaines a catalysé les critiques de nombreux élus démocrates, tandis que les Européens ont réagi vivement : le chancelier allemand, Gerhard Schröder, qui rencontrera M. Bush le 29 mars, lui écrit pour lui rappeler la « responsabilité des Etats-Unis », tandis que Jacques Chirac a jugé, vendredi 23 mars, la position de M. Bush « décevante et inquiétante ».

La veille, la présidence suédoise de l'Union européenne avait écrit au président américain pour lui indiquer sa « vive préoccupation ». Le climat s'ajoute au contentieux américano-européen, qui, du bœuf aux hormones aux OGM, en passant par le bouclier antimissile, s'allonge continûment.

Le dépit européen est d'autant plus grand que, lors de la réunion des ministres de l'environnement du G 8 à Trieste, début mars, l'envoyé du président Bush, Christine Todd Whitman, chef - « mi-

nistre » - de l'Agence américaine sur la protection de l'environnement, membre du cabinet, avait rassuré les Européens en affirmant que George W. Bush voulait limiter les émissions de gaz carbonique des centrales électriques et que les Etats-Unis restaient attachés à finaliser les négociations internationales sur le climat.

Las ! Le 13 mars, M. Bush écrivait à quatre sénateurs républicains, parmi lesquels Chuck Hagel, un opposant farouche à la théorie du changement climatique. « Je m'oppose au protocole de Kyoto, indiquait-il, parce que 80 % de la population du monde en sont exemptés, dont la Chine et l'Inde, et qu'il causerait un dommage sérieux à l'économie américaine. » De surcroît, il précisait que les émissions de CO₂ des centrales électriques ne seraient pas contenues - contredisant une promesse faite dans un discours de campagne le 29 septembre 2000.

Hervé Kempf

Lire la suite page 17 et nos informations sur les relations franco-américaines pages 2 et 3

RARI

SCIENCES

Chamanisme préhistorique ?

La réédition des *Chamanes de la préhistoire*, de Jean Clottes et David Lewis-Williams, relance le débat sur l'origine des peintures rupestres (photo). Pour les deux auteurs, l'art pariétal ne serait pas de l'art pour l'art, mais manifestera un chamanisme fondé sur le voyage vers les esprits et destiné à guérir des maladies ou à influencer la chasse. p. 25

International	2	Tableau de bord	22
France	6	Aujourd'hui	25
Société	10	Météorologie-Jeux	28
Régions	12	Culture	30
Carnet	14	Guide culturel	33
Horizons	15	Kiosque	34
Entreprises	18	Abonnements	34
Communication	21	Radio-Télévision	35

► www.lemonde.fr/climat

AMÉRIQUES Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, effectue cette semaine une visite aux Etats-Unis. C'est la première véritable prise de contact entre

Paris et Washington depuis que le président George W. Bush a pris ses fonctions le 20 janvier. ● **LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE** de George Bush marque une nette rupture avec l'ère

pragmatique et mondialiste de Bill Clinton. ● **DES INITIATIVES** de l'équipe Bush – expulsion de cinquante diplomates russes, suspension des négociations avec la Corée du Nord,

frappes sur l'Irak – ont suscité l'inquiétude des alliés des Etats-Unis. ● **LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK** ne font pas l'unanimité, au sein même du cabinet de M. Bush. Après son entre-

tiens avec le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, M. Védrine s'est montré réservé, dans l'attente de la révision d'un régime de sanctions, souhaitée par les pays arabes.

Hubert Védrine rencontre la nouvelle diplomatie américaine

Visite à Washington du ministre français des affaires étrangères sur fond de durcissement de la nouvelle administration sur la scène internationale. Sanctions contre l'Irak et bouclier antimissile sont les principaux sujets de divergences entre Paris et l'Amérique de George W. Bush

WASHINGTON

de notre correspondant

La visite à Washington cette semaine du ministre français des affaires étrangères s'inscrit dans la liste, déjà longue, des dignitaires étrangers venus tenter de déchiffrer les intentions de la nouvelle administration américaine. Les premiers signaux semblent indiquer un durcissement de la politique étrangère des Etats-Unis.

Hubert Védrine a fait, lundi 26 et mardi 27 mars, la tournée des dirigeants américains, du vice-président Dick Cheney au secrétaire d'Etat Colin Powell, en passant par la conseillère pour les questions de sécurité Condoleezza Rice, Bob Zoellick, chargé du commerce extérieur (USTR), et les responsables de la politique étrangère au Congrès.

Deux éléments paraissent définitifs cette nouvelle diplomatie, en devenir puisqu'elle suscite un profond débat au sein même de l'équipe républicaine : une radicalisation à l'encontre des ennemis d'hier, qui n'est pas sans rappeler cette guerre froide qui s'est achevée sous la présidence Bush père, et un désengagement affiché à l'égard des grands problèmes mondiaux dans lesquels les Etats-Unis se sentaient jusqu'à présent impliqués. S'agit-il d'une orientation délibérée ou d'un débat lancé publiquement par le président George W. Bush entre modérés soucieux de continuité au département d'Etat et conservateurs représentés en particulier par le Pentagone ?

Au cours des dernières semaines, on a vu M. Bush imposer son système de défense antimissile, nommer des conservateurs bons teint aux postes de responsabilité, désavouer les propos conciliants de son secrétaire d'Etat sur la Corée du Nord, refuser de soutenir les efforts du président sud-coréen pour réduire la tension dans la péninsule, adopter un ton plus agressif envers la Chine et Cuba, expulser une cinquantaine de diplomates russes, se désengager du

conflit israélo-palestinien et du dossier nord-irlandais et revenir sur les engagements sur l'environnement pris lors du sommet de Kyoto en décembre 1997.

A la fin de l'année 2000, Condoleezza Rice avait laissé présager un retrait américain des Balkans, voire une réduction des forces américaines en Europe. Mais cette femme intouchable, car très proche de M. Bush – certains la surnomment « la troisième fille du président » –, s'est attiré l'inimitié de la droite républicaine. Les événements au Kosovo et en Macédoine en ont, pour le moment, décidé autrement. De plus, le général Powell s'est efforcé, de son côté, de convaincre Hubert Védrine que l'on n'assistait pas à un retour de la guerre froide.

Un passage en revue des principaux dossiers paraît donner quelque consistance à cette nouvelle tendance :

● **IRAK : le renversement de Saddam Hussein est un objectif affiché.** L'aide à l'opposition irakienne va être intensifiée. L'admini-

nistration est à l'affût de la moindre provocation pour frapper le régime, comme l'ont montré les bombardements décidés le mois dernier. Tandis que le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, fournit ses armes, le secrétaire d'Etat Colin Powell poursuit ses efforts en faveur de sanctions strictement militaires.

● **ISRAËL-PALESTINE :** George

W. Bush a abandonné l'attitude de son prédécesseur Bill Clinton, qui s'était engagé à fond pour tenter d'arracher un accord israélo-palestinien. Le président, qui a eu de bons contacts avec le premier ministre israélien, Ariel Sharon, n'a toujours pas organisé de rencontre avec Yasser Arafat. Cette prise de distance à l'égard du conflit a été résumée par Colin Powell par ces

mots : « *Nous sommes prêts à assister, non à insister.* »

● **CHINE :** recevant la semaine dernière le vice-premier ministre chinois, Qian Qichen, le président l'avait prévenu qu'il serait « **respectueux mais ferme** » à l'égard de Pékin, en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme, la liberté religieuse et Taïwan. Il s'est refusé à discuter des ventes d'armes américaines à Taïwan avec le régime de Pékin qu'il avait qualifié pendant la campagne électorale de « *rival stratégique* » par opposition à l'expression de « *partenaire stratégique* » employée par l'administration Clinton.

● **RUSSIE :** retour à une atmosphère glaciale avec l'expulsion de cinquante diplomates la semaine dernière. M. Powell a affirmé qu'il ne s'agissait que de « *mesures réalistes, ponctuelles* (...) Cela ne fait pas partie d'un grand dessein, c'est un cas particulier ». Les récents propos du chef du Pentagone, proche de M. Cheney, accusant Moscou de menacer la vie des Américains en vendant des armes à l'encan,

rappellent un vocabulaire que l'on croyait dépassé et tranchent avec les efforts de Bill Clinton pour maintenir le dialogue avec le Kremlin.

● **CORÉE :** en venant à Washington début mars, le président sud-coréen Kim Dae-jung espérait obtenir le feu vert de M. Bush pour sa politique de main tendue au Nord. Mais le président a contredit Colin Powell et manifesté sa méfiance à l'égard du régime communiste de Pyongyang. Durcissant le ton, le secrétaire d'Etat a indiqué qu'il faudrait attendre de pouvoir vérifier la bonne foi de la Corée du Nord avant de reprendre le dialogue, « *au moment de notre choix. Nous ne sommes pas particulièrement pressés* ». La récente initiative coréenne des Quinze n'en prend que plus d'importance.

Les prémisses d'une nouvelle politique de radicalisation à l'égard des ennemis d'hier suscitent un profond débat au sein même de l'équipe républicaine

Un réfugié anticastriste au département d'Etat

Choisi par George W. Bush comme secrétaire d'Etat adjoint pour les Amériques, Otto Reich est un ancien réfugié cubain qui a joué un rôle majeur dans le soutien à la guérilla antisandiniste durant les années Reagan, comme chef du Bureau de diplomatie publique au sein du département d'Etat. S'il n'a pas été sanctionné pour ses activités, son bureau a été accusé de s'être « *engagé dans des activités de propagande clandestine interdites* » pour avoir rédigé ou fait écrire des articles publiés dans la presse américaine en faveur des Contras.

Si sa nomination est confirmée par le Sénat, cet ultraconservateur sera chargé du dossier considéré par le président comme le plus cher à son cœur. M. Reich, qui a joué un rôle dans la conception de la loi Helms-Burton, destinée à empêcher les investissements dans l'île, a également conseillé l'entreprise de spiritueux Bacardi, en procès avec Pernod-Ricard pour utilisation illicite d'une marque de rhum cubain appartenant à la société française. – (Corresp.)

Un milliardaire de l'agroalimentaire nommé ambassadeur à Paris

LE CHANGEMENT d'administration à Washington a donné lieu à une ruée des alliés politiques de M. Bush sur les ambassades. Le 17 mars, le *New York Times* a rapporté que 1 700 candidatures avaient été enregistrées pour 49 postes à pourvoir, tous situés en Europe occidentale et dans les Caraïbes, les ambassades d'Afrique ou d'Asie étant généralement laissées aux diplomates de carrière. Le quotidien a remarqué que les candidats n'avaient pas grandi en commun et même parfois « *peu de compétences* » diplomatiques, mais que tous possédaient une qualité précieuse : avoir collecté des sommes record pour le Parti républicain.

Ainsi les ambassadeurs pressentis pour Londres, Dublin, Paris et Berne sont-ils tous d'anciens membres du club des « *Pionniers* » de George W. Bush, ce premier cercle des contributeurs de la campagne du candidat à la présidence (plus de 100 000 dollars). A Paris (« *the crème de la crème* » des ambassades, selon l'expression du journal), c'est un fidèle donateur qui a été choisi : Howard H. Leach, âgé de

soixante-dix ans, un milliardaire de l'agroalimentaire de San Francisco. Responsable des finances du Comité national républicain de 1995 à 1997, M. Leach a fourni pour plus de 282 000 dollars à la dernière campagne Bush.

FIDÈLE À LA FAMILLE BUSH

En novembre, il a aussi versé 5 000 dollars, tout comme son épouse Gretchen, au fonds Bush-Cheney de recomptage des voix en Floride, Etat où il dirige aussi une entreprise forestière. En 1988, il figurait déjà dans le club des 249 plus riches contributeurs de George Bush père. Administrateur de l'université de Californie, M. Leach dirige deux entreprises d'investissements de San Francisco, Leach Capital Corp. et Leach McMicking. Joint par l'AFP dans sa maison de Baja California, au Mexique, après l'annonce, lundi 26 mars, de sa nomination, il a estimé que son « *succès dans le secteur privé* » lui donnait « *les qualités nécessaires pour représenter les Etats-Unis en France* ». A l'université, il n'a pas laissé le souvenir d'un libéral : il s'est

opposé à la politique d'admission préférentielle en faveur des minorités. Il a aussi voté contre la décision d'octroyer des prestations sociales aux couples homosexuels comptant parmi les employés.

Pour la Suisse, M. Bush a choisi un de ses anciens partenaires, l'homme d'affaires Mercer Reynolds, avec qui il avait acheté l'équipe de baseball des Texas Rangers en 1989. A Londres, c'est un éleveur de chevaux et vieil ami de la famille, Will Farish, un autre « *pionnier* » qui a été désigné. Selon le Center for Responsive Politics, une association de Washington qui étudie les liens entre l'argent et la politique, un tiers des 164 missions américaines à l'étranger donnent lieu à des affectations de récompense. Compte tenu du fait que les positions concernées (Lisbonne, Luxembourg, etc.) n'entraînent pas grand risque politique, le Centre ne s'affirme pas démesurément choqué par ces gratifications.

Corine Lesnes

Les Etats-Unis lancent un programme massif de satellites espions

LES ÉTATS-UNIS devraient déployer, à partir de 2005, un réseau de satellites espions aux performances encore inégalées dans le monde. A ce titre, le groupe américain de défense Boeing vient de recevoir un contrat portant, à terme, sur un total de 25 milliards de dollars (28 milliards d'euros).

Ce programme concerne plus spécialement l'exploitant d'un tel dispositif, le National Reconnaissance Office (NRO), qui, pour le compte de l'armée de l'air américaine, est chargé de planifier l'espionnage par satellites et qui travaille en relation avec la National Security Agency (NSA), une agence fédérale vouée à intercepter les communications de toutes natures sur la planète. Cette alliance du NRO avec la NSA donnera aux autorités américaines des capaci-

tés de renseignement sans équivalent dans le monde.

Le NRO a longtemps été un service aux activités dissimulées. Il aura fallu attendre une trentaine d'années, depuis sa création en 1961, pour que l'existence du NRO soit officiellement reconnue, en 1992, par le Pentagone. Chaque année, ce service mobilise un budget de 6 à 8 milliards de dollars (entre 6,6 et 9 milliards d'euros), soit *grossièrement* le quart des crédits alloués à la « communauté du renseignement » aux Etats-Unis.

Boeing, en coopération avec Raytheon et Eastman Kodak, a obtenu le contrat, face à Lockheed-Martin qui était jusqu'à présent le fournisseur attitré du NRO en la matière. On doit la révélation de ce marché – sur lequel le Pentagone reste muet – au quotidien *Los Angeles Times*, qui a observé que

plusieurs sociétés de Californie avaient annoncé le prochain recrutement de 5 000 spécialistes attachés à la réalisation du projet.

SURVEILLANCE PERMANENTE

A l'heure actuelle, le NRO exploite, en permanence, six satellites espions : trois de la classe KeyHole pour l'observation optique et infrarouge par beau temps ou temps couvert, et trois autres de la classe Lacrosse pour la reconnaissance radar, par mauvais temps et de nuit. Ces satellites pèsent 15 tonnes en moyenne. Tel qu'il a été révélé par des indiscretions de sources ayant requis l'anonymat, le projet consiste à passer, dès 2005, à l'exploitation de vingt-quatre satellites espions en orbite haute, pesant le tiers des satellites actuellement en service et capables de collecter, selon les cas,

entre huit et vingt fois plus d'images avec une précision de 15 centimètres. Le NRO a donc fait le choix d'une constellation de satellites espions moins lourds que les précédents et maintenus ou renouvelés en orbite, de façon à disposer d'une couverture relativement permanente de la Terre.

Selon le *Los Angeles Times*, ce programme a un coût global de l'ordre de 25 milliards de dollars, comparé aux 20 milliards de dollars dépensés à l'époque pour le projet Manhattan de mise au point, par les Etats-Unis, de leur bombe atomique. Ce qui donne une idée des ambitions du NRO en matière de surveillance spatiale. Selon la Fédération des scientifiques américains, c'est « *le programme le plus cher dans l'histoire de la communauté du renseignement* ». Baptisé Future Imagery Architectu-

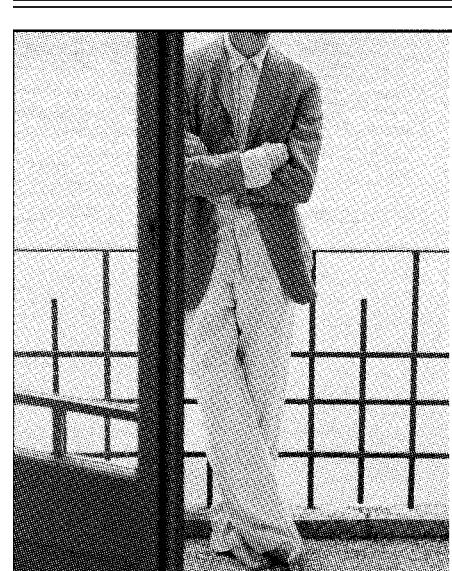
re, ce projet viendra compléter les informations recueillies par le réseau mondial d'écoutes géré par la NSA, dont le système Echelon qui implique plusieurs pays anglo-saxons.

Le NRO est l'œil, quand la NSA est l'oreille de l'espionnage américain. Comme pour la NSA, qui a lancé de son côté un programme (dénommé « *Groundbreaker* ») de rénovation de ses technologies à hauteur de 5 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) sur dix ans, les activités du NRO bénéficient, s'ils en expriment le besoin, à quelques alliés des Etats-Unis (l'Australie, le Canada, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande) grâce à l'accord dit Ukusa qui règle l'échange d'informations secrètes entre ces cinq partenaires.

Jacques Isnard

Patrice de Beer

Nouvelle Collection Printemps/Été 2001



Paris 10 rue de la Paix 75002 48 bis rue François I^e 75008 368 rue Saint-Honoré 75001
Le Bon Marché Galeries Lafayette Autres points de vente Tél 01 42 61 74 74
Cannes 17 boulevard La Croisette 06400 www.zegna.com

Ermengildo Zegna



Colin Powell et Hubert Védrine minimisent leurs divergences sur l'Irak

WASHINGTON
de notre correspondant

Le premier sujet à l'ordre du jour des conversations entre Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères, et le général Colin Powell, le secrétaire d'Etat, a été l'Irak. Ils ont également fait le tour des grandes questions internationales : Macédoine, Russie, défense européenne. L'Irak a été discuté lors de leur tête-à-tête avant d'aborder la question des sanctions, qui est au cœur du débat actuel, tout comme la réflexion menée par celui qui était à la tête de l'état-major américain pendant la guerre du Golfe.

On a longtemps entendu chaque capitale critiquer la position de l'autre sur ce dossier. Côté américain, où certains ont accusé la France de mettre ses intérêts mercantiles avant l'endiguement de la menace représentée par Saddam Hussein, on laissait entendre que le premier accroc avec Paris porterait sur l'Irak.

L'objectif affiché par les Etats-Unis est de renverser le régime de Saddam Hussein. A Washington, les « faucons » critiquent Colin Powell parce qu'il préconise une rationalisation des sanctions plutôt que leur radicalisation. Cette question préoccupe la Maison Blanche au moins autant, sinon plus, que le conflit israélo-palestinien.

Dans ce contexte, des milieux proches de l'administration estimaient que M. Védrine devait faire très attention de ne pas heurter ses interlocuteurs, non seulement au département d'Etat, mais à la Maison Blanche et au Congrès. Ils appelaient à ne pas sous-estimer l'intense émotion qui sous-tend le débat sur l'Irak, considéré comme la principale menace dans la région, voire même plus loin puisque ce pays est l'un de ces « Etats-félon » (*rogue states*) contre lequel

M. Bush veut construire son bouclier antimissile (NMD).

Lundi, le *Washington Post* a publié les grandes lignes des réflexions qui se poursuivent ici sur les sanctions contre l'Irak. Pour Colin Powell, elles doivent perdre leur caractère économique – qui choque nombre de pays, à commencer par les pays arabes – pour se concentrer sur le militaire. Ces idées tournent autour du renforcement des contrôles aux points d'entrée des importations irakiennes, et dans les aéroports d'où elles sont expédiées, dans le but d'empêcher tout achat de matériel militaire.

En compensation pour leur coopération, les Etats voisins seraient autorisés à commercer avec l'Irak, qui serait contraint de verser ses paiements sur des comptes bloqués ne pouvant être utilisés qu'au profit de ces mêmes pays. Les Nations unies dresseront la liste des compagnies habilitées à acheter du pétrole irakien pour entraver l'utilisation d'intermédiaires et le versement de surpômes dans les coffres de Saddam Hussein.

« ESPRIT PRAGMATIQUE »

Le ministre des affaires étrangères s'est montré très diplomate lors de la conférence de presse avec M. Powell. Dans le cadre de relations abordées « dans un esprit pragmatique, constructif et d'amitié », les deux hommes ont fait le bilan de leurs réflexions, les Américains n'ayant pas encore été au bout des leurs : M. Bush n'a pas encore tranché entre les modérés et les durs de son équipe et pas encore soumis de projet de réforme des sanctions contre l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le secrétaire d'Etat n'a pas été en reste, disant avoir discuté avec M. Védrine « du moyen de s'assurer

que les sanctions de l'ONU soient ciblées sur les efforts du régime irakien de développer des armes de destruction massive tout en épargnant toute souffrance au peuple irakien ». Après avoir insisté sur les « relations très, très fortes entre nos deux nations », il a ajouté avoir apprécié le caractère « si ouvert et si franc » de ce premier contact approfondi avec un allié avec lequel les Etats-Unis ont « des sujets d'accord profonds et, à l'occasion, des sujets de désaccord ».

P. de B.

► www.lemonde.fr/irak

Les pays arabes, unanimes sur l'Intifada, restent divisés sur l'Irak

AMMAN

de notre envoyé spécial

En termes statutaires, il ne s'agit que d'un sommet ordinaire. Et c'est justement ce qui rend extraordinaire le sommet de la Ligue arabe qui devait s'ouvrir, mardi 27 mars à Amman, deux mois après le sommet extraordinaire convoqué les 21 et 22 octobre 2000 au Caire, en soutien à l'Intifada. Le dernier sommet ordinaire de la Ligue s'était tenu en mai 1990 à Bagdad, où, de façon routinière, les délégués avaient condamné la politique de soutien américaine à l'égard d'Israël, et réaffirmé leur mutuelle solidarité.

Trois mois plus tard, l'Irak envahissait le Koweït, faisant voler en éclats l'apparente unité du monde arabe. Ce dernier n'en est jamais totalement remis. Près de onze ans plus tard, l'épine du Koweït est toujours plantée dans la gorge de plusieurs des pays réunis à Amman pour deux jours. Plus encore que la Palestine, dossier sensible qui ne présente pas de difficulté majeure, l'Irak devrait constituer le plat de résistance des vingt-deux chefs d'Etat et de leurs représentants qui participent à la réunion.

Malgré d'intenses négociations de couloirs, la résolution traitant de l'Irak ne semblait toujours pas définitivement rédigée mardi matin. Les ministres des affaires étrangères ont tenté de trouver un compromis entre la pression des masses arabes

qui, sans faire le détail, exigent la levée pure et simple de toutes sanctions, économiques comme militaires, imposées par l'ONU au régime de Saddam Hussein, les méfiances des voisins de Bagdad, essentiellement l'Arabie saoudite et le Koweït, favorables seulement à leur desserrement, et la position intransigeante des Irakiens, qui ambitionnent de revenir sur le devant de la scène comme si rien ne s'était passé.

« CRIMES DE GUERRE »

Le dossier palestinien devrait soulever moins de difficultés. Après six mois de violentes confrontations entre Palestiniens et Israéliens, les Arabes n'ont aucune hésitation à remettre en question les embryons de normalisation que le processus de paix avait suscités. Le projet de résolution qui, dès dimanche, avait été montré à plusieurs journalistes, indique que, sans surprise, et en termes forts, les délégués soutiendront les revendications de l'Autorité palestinienne : condamnation de « l'agression israélienne » et des « crimes de guerre » qui constitueront

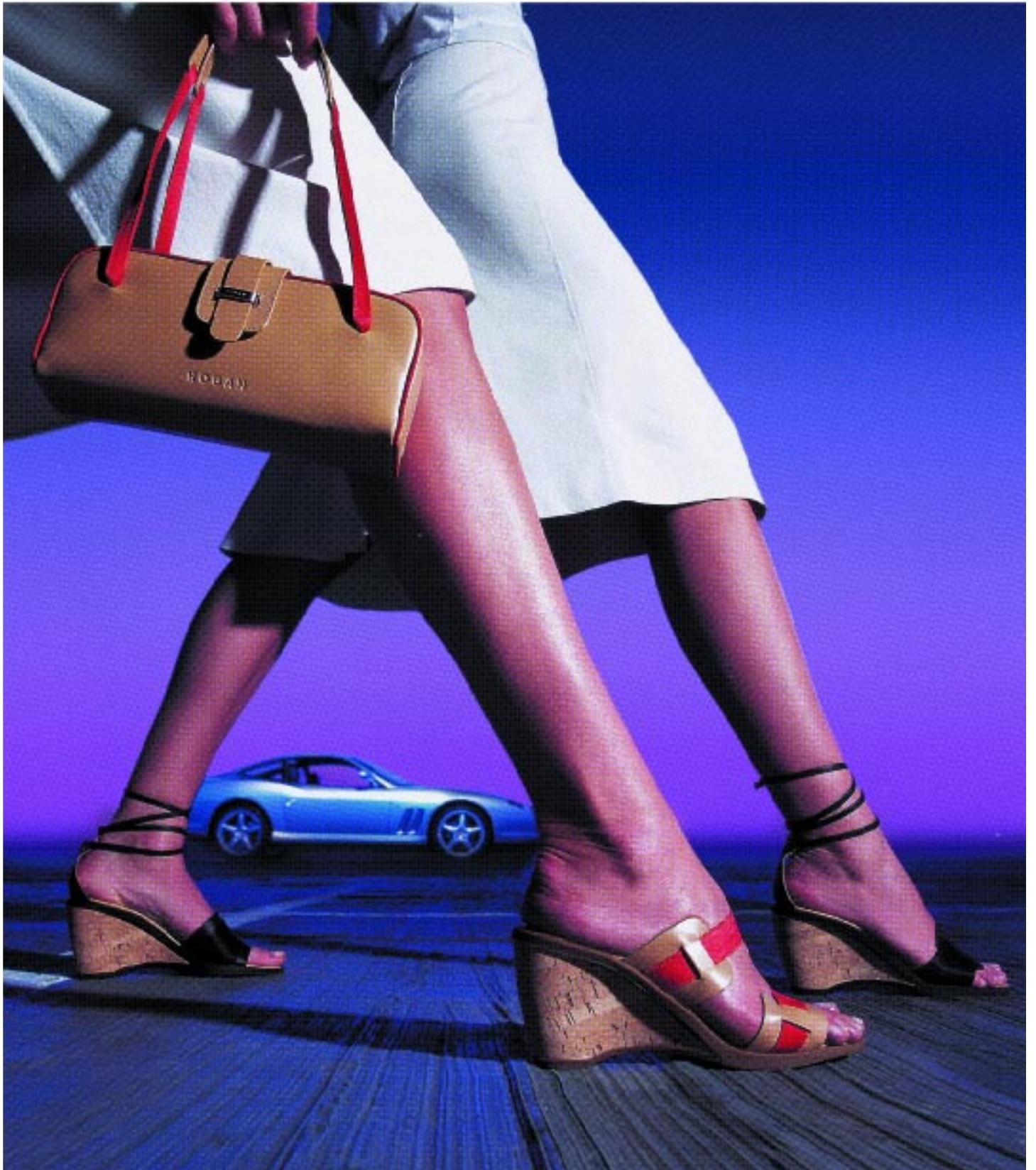
ses « violations des droits de l'homme » ainsi que les « sanctions imposées au peuple palestinien, le bouclage de ses territoires et les multiples attaques contre ses institutions ». Le projet met en garde contre toute tentative de solution qui ne déclouerait pas des résolutions internationales, demande le jugement

des « criminels de guerre israéliens auteurs de massacres contre les citoyens arabes en territoires occupés » et l'envoi d'une force d'interposition internationale pour « protéger les populations palestiniennes ». Une résolution similaire a été déposée, le 20 mars, au Conseil de sécurité des Nations unies. A ces intentions déjà énergiques, plusieurs pays, dont la Syrie, parlent d'ajouter un appel au boycottage de toutes relations, économiques ou autres, avec Israël.

Moins spectaculaire, mais autrement plus importante pour les dirigeants palestiniens particulièrement amers sur le sujet, le sommet devra décider de l'aide financière des pays arabes à l'Autorité palestinienne. En octobre 2000, au Caire, les délégués avaient voté à l'unanimité l'établissement de deux fonds de soutien, d'un montant d'un milliard de dollars. Un bon tiers de la somme a été rassemblé, mais seule une fraction infime en a été versée à l'Autorité, souvent accusée de corruption, et qui est financièrement étranglée par les sanctions israéliennes.

Selon le projet de résolution, le sommet s'engagerait désormais à distribuer pendant six mois une aide mensuelle de 40 millions de dollars. Cette somme servira essentiellement au fonctionnement d'un appareil administratif palestinien menacé d'effondrement.

Georges Marion



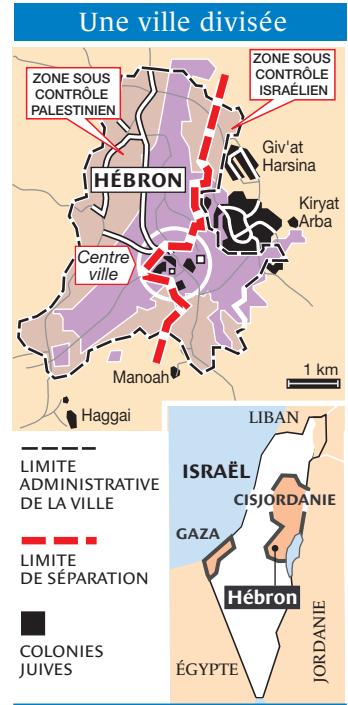
Un bébé israélien a été tué à Hébron par des tirs palestiniens

JÉRUSALEM
correspondance

L'Intifada a fait lundi 26 mars sa plus jeune victime, un bébé de dix mois. Shalevet Pas a été tuée de deux balles dans la tête tirées par un Palestinien, alors qu'elle était avec ses parents sur l'aire de jeux du quartier juif Avraham Avinou de Hébron. Le père, Itzak, 24 ans, blessé au thorax et à la jambe, a été emmené dans un hôpital de Jérusalem. Ce drame est la dernière épreuve de la famille Pas-Zerbib, trois de ses membres ayant déjà été blessés.

L'armée pourrait, comme le demandent les colons, prendre le contrôle de ce quartier, mais une telle initiative ne peut être prise sans un avis politique au plus haut niveau. Or, pour le moment, alors que le sommet arabe commence ce mardi à Amman, le premier ministre Ariel Sharon et son ministre de la défense, Benjamin Ben Eliezer, préfèrent éviter les risques d'une escalade. Dans la nuit et aux premières heures du jour, mardi 27 mars, des colons ont tenté, sans succès, de pénétrer dans le quartier de Abou Seneine. Lundi soir, le ministre de la défense avait pourtant enjoint les Israéliens à ne pas prendre d'initiatives individuelles. Mais l'explosion, mardi matin, d'une voiture piégée à Talpiot, un quartier sud de Jérusalem, qui a fait quatre blessés légers, n'est certainement pas de nature à calmer les esprits.

Catherine Dupeyron



Mohamed Charfi, tête de file de l'opposition en Tunisie « M. Ben Ali se prépare de toute évidence à une présidence à vie »

MOHAMED CHARFI est professeur à la faculté de droit de Tunis. Ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, il a cru en M. Ben Ali quand celui-ci est arrivé au pouvoir, le 7 novembre 1987. Ministre de l'éducation nationale à partir de 1989, il a démissionné cinq ans plus tard pour désaccords grandissants avec le chef de l'Etat. Après des années de silence, pendant lesquelles il a notamment travaillé à la rédaction d'un livre (*Islam et liberté, le malentendu historique*, Albin Michel), il a créé la surprise il y a quelques jours en s'associant à une centaine d'autres personnalités modérées de la société civile, et en signant un manifeste qui dénonce la violation des libertés en Tunisie ainsi que l'éventualité d'une présidence à vie de M. Ben Ali.

« Qu'est-ce qui vous a décidé à sortir de votre réserve ?

— La dérive a atteint une dimension telle en Tunisie qu'on ne peut plus être patriote et continuer à se taire. Il arrive un moment où il faut savoir prendre ses responsabilités. La plus grande erreur du président Bourguiba, despote éclairé, a été d'engager le pays dans une impasse en s'installant dans une présidence à vie. Or nous voici à la veille d'une date fatidique, le président Ben Ali étant visiblement tenté de s'engager dans un quatrième mandat et de modifier pour cela la Constitution qui, telle qu'elle est aujourd'hui, le lui interdit. Un nouveau mandat de sa part reviendrait à le voir emprunter la même impasse.

« Ceux qui font de la politique à l'heure actuelle servent ce régime comme des mercenaires, uniquement par intérêt »

se que le président Bourguiba. Car M. Ben Ali se prépare, de toute évidence, à une présidence à vie. Il appartient donc à tous les Tunisiens de s'engager pour éviter à leur pays un tel malheur.

— Un certain nombre de vos compatriotes vous reprochent votre soutien passé au président Ben Ali, et d'avoir accepté d'être son ministre pendant cinq ans.

— Quand j'ai accepté d'être son ministre, c'était des années de liberté. J'y ai cru, et j'ai plongé, je le reconnaiss. Est-ce que j'étais naïf ? Peut-être. Certains me le reprochent encore, c'est leur droit, mais je crois qu'ils sont de moins en moins nombreux. Il faut se souvenir que la déclaration-programme de M. Ben Ali, quand il est arrivé au pouvoir, répondait presque mot pour mot aux revendications exprimées depuis des années par les démocrates tunisiens. Et le régime de Ben Ali, à ses débuts, a été réellement libéral. Il n'y avait alors aucun détenu politique. Les espaces de liberté étaient nombreux, la liberté de presse et d'association réelle. Malheureusement, cette première phase a été suivie par une seconde, celle des promesses oubliées, puis par une troisième, celle des promesses trahies.

— Quand avez-vous estimé que les choses étaient devenues intolérables pour vous ?

— La situation a changé pendant les années 1991-1992, quand les islamistes ont tenté de prendre le pouvoir par la violence. L'Etat s'est défendu. Il y a eu des abus et des bavures, je l'ai déploré à ce moment-là. Mais j'espérais que cette parenthèse allait se refermer rapidement et que les responsables de ces dérapages allaient être jugés. Il n'en a rien été et la situation a continué d'empirer sur le plan des libertés publiques. En 1994, alors que j'avais déjà avalé bien des couleuvres, il y a eu des élections présidentielle et législati-



MOHAMED CHARFI

ves. Le président Ben Ali a remporté la victoire — ainsi que le parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel et démocratique, le RCD — mais en renouant avec la tradition des 99 % et 98 % de votes positifs. Quant aux deux autres candidats de principe, le docteur Moncef Marzouki et l'avocat El Héni, qui avaient osé se présenter contre lui, ils ont été poursuivis en justice et jetés en prison. Tout cela m'a fait comprendre que tout espoir de revenir à la démocratie des années 1988-1990 s'était évaporé. J'ai choisi d'assumer mes responsabilités en démissionnant.

— A tous ceux qui critiquent les violations répétées des libertés en Tunisie, le pouvoir répond en citant ses réussites en matière économique.

— Cela aussi, je le conteste. J'ai longtemps cru que le régime Ben Ali était comparable au régime de Franco, en Espagne, c'est-à-dire inacceptable en matière de droits de l'homme, mais tenant la route sur le plan économique. Aujourd'hui, je révise totalement cette idée. Le niveau de corruption en Tunisie est tel qu'il freine à présent le développement économique du pays. Quant aux finances de l'Etat, on voudrait nous faire croire qu'elles sont saines et que la balance des paiements n'est pas si mauvaise, ce qui n'est pas faux, mais on oublie de nous dire pourquoi ! Ce résultat positif a été obtenu l'année dernière grâce à la vente de deux cimetières à des groupes espagnol et portugais, transactions qui n'ont pas créé le moindre emploi. Cela s'appelle dilapider son capital et non attirer des investisseurs.

— Les islamistes ne vous portent pas dans leur cœur, d'abord parce que vous avez mené une importante réforme quand vous étiez ministre de l'éducation nationale, afin de contrer leur influence, ensuite parce que vous les avez combattus aux côtés du président Ben Ali dans les années 1991-1992. Avez-vous changé de stratégie à leur égard ?

— J'ai toujours défendu la même position : les droits de l'homme sont universels, tout le monde a le droit d'en bénéficier, et je déplore qu'il y ait aujourd'hui, dans les prisons tunisiennes, un nombre élevé d'islamistes. Cela dit, pour ce qui est de la vie politique, je ne mêlerai jamais ma voix à la leur.

— Quel est votre objectif principal à présent ?

— Empêcher la présidence à vie en Tunisie, instaurer la démocratie et les droits de l'homme, et restaurer la noblesse de la politique. Car ceux qui font de la politique à l'heure actuelle servent ce régime comme des mercenaires, uniquement par intérêt. Or la politique, à mes yeux, consiste à mener un dialogue permanent entre un peuple et ceux qui le gouvernent, dialogue totalement inexistant, aujourd'hui, en Tunisie.

— Tous ceux qui ont pris un engagement politique véritable en Tunisie l'ont payé très cher. Ne craignez-vous pas des représailles, maintenant que vous vous êtes ralliés ouvertement à l'opposition ?

— Si un Ryad Ben Fadhel, en mai de l'année dernière, a reçu deux balles dans le corps pour avoir simplement osé soulever la question de l'échéance présidentielle de 2004 dans les colonnes du *Monde*, c'est vous dire combien nous sommes tous conscients des risques que nous courrons. »

Propos recueillis par Florence Beaugé

Les forces macédoniennes estiment avoir mis en déroute la guérilla albanaise de l'UCK

MM. Solana et Robertson louent la « modération » de la riposte

Les activités militaires de l'armée macédonienne qui, dimanche 25 mars, a donné l'assaut à la guérilla albanaise de l'UCK, se sont considérable-

ment réduites au cours de la journée de lundi. Les maquisards albanaise se sont repliés en direction du Kosovo alors que les autorités de Skopje

ont assuré vouloir seulement « repousser les terroristes hors du territoire ». Le conflit a déjà provoqué l'exode de 30 000 habitants.

civile » restée dans la dizaine de villages tenus jusqu'alors par la guérilla sur les hauteurs de Tetovo.

Le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, et le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, envoyés en mission d'urgence à Skopje, ont apporté pour la première fois, lundi soir, leur soutien total au gouvernement macédonien.

30 000 RÉFUGIÉS

Le ministère macédonien de la défense a assuré avoir réduit l'intensité de son opération, devant « le désarroi total des terroristes ». « Nous n'avons pas recours à une violence excessive », a assuré, de son côté, le porte-parole du gouvernement Antonio Milososki. Se voulant rassurant, il a affirmé que Skopje avait adopté « une approche très prudente fondée sur la précision et non la force » dans son offensive. « Nous avons été très modérés », a-t-il ajouté, précisant que les combats n'avaient fait « aucun blessé parmi la population

nauté internationale « soutiennent pleinement la lutte contre ceux qui préfèrent les armes aux urnes ».

Le gouvernement macédonien a expliqué que toutes les précautions étaient prises pour éviter de faire des victimes dans la population civile et ne pas provoquer « des combats face à face » avec la guérilla, a souligné le porte-parole du ministère de la défense Georgi Trendafilov. « Si nous repérons un groupe [de l'UCK] tentant de franchir la frontière, nous ne faisons rien qui mettrait des vies en danger », a-t-il assuré. Le porte-parole de l'armée, le colonel Blagoja Markovski, a en outre expliqué que l'offensive ne visait pas à éliminer l'UCK, mais à « pousser les terroristes hors du territoire ». « Notre but n'est pas de les arrêter, et nous n'avons fait aucun prisonnier », a-t-il souligné.

Les autorités macédoniennes affirment avoir chassé très rapidement les rebelles de sept positions,

dont la forteresse de Kale, au-des-

sus de Tetovo, et le village de Selce, qui fut ces dernières semaines le bastion de l'UCK. Les 130 000 habitants de Tetovo ont repris peu à peu lundi le cours de leurs activités. Magasins et cafés commençaient à rouvrir et seuls des tirs de mortier isolés étaient entendus depuis le centre. Selon M. Trendafilov, « Les terroristes sont dans un désarroi total et ont beaucoup de blessés ».

Le conflit a déjà provoqué l'exode de 30 000 habitants du nord-ouest du pays, et environ 2 000 civils sont arrivés depuis dimanche dans le sud du Kosovo, après avoir franchi à pied les montagnes entre la Macédoine et le Kosovo. Par ailleurs, 7 650 ressortissants de Macédoine se sont également réfugiés ces deux dernières semaines en Turquie. Ces réfugiés, la plupart d'origine turque ou albanaise, transitent par la Bulgarie. — (AFP.)

► www.lemonde.fr/macedoine

Sept proches de Slobodan Milosevic ont été arrêtés en Serbie

LA POLICE de Belgrade a arrêté, lundi 26 mars, sept proches de l'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic, soupçonnés d'abus de pouvoir dans deux affaires différentes, a annoncé le parquet de la capitale dans un communiqué. Un membre de la direction du Parti socialiste (SPS, opposition) de M. Milosevic, Uros Suvakov, l'ancien secrétaire général du ministère yougoslave des affaires étrangères, Danilo Pantovic, et un autre diplomate, Milos Loncar, figurent parmi les personnes arrêtées, selon le communiqué. M. Pantovic est membre de la Gauche yougoslave, le parti de Mira Markovic, l'épouse de l'ancien président yougoslave.

L'ancien ministre yougoslave des affaires

étrangères, Zivadin Jovanovic, est également soupçonné dans ce dossier, mais son nom ne figure pas parmi la liste des personnes arrêtées publiée par le parquet. Ces quatre personnes sont soupçonnées de « s'être, par des malversations financières, assuré, le 7 septembre 2000, la propriété d'une résidence » dans le quartier huppé de Dedinje, sur les hauteurs de Belgrade.

Par ailleurs, Tomislav Jankovic, Nikola Mitrovic, Radosav Sekulic et Zoran Visnjic ont également été arrêtés dans une affaire liée à la Sécurité sociale. Ces anciens responsables sont soupçonnés d'avoir « détourné » plus de 3 millions de dinars (50 000 euros) de la caisse de la Sécurité sociale, ajoute le communiqué. L'arrestation

de ces responsables fait suite à celle, en février, de l'ancien chef de la police secrète serbe Rade Markovic, accusé de meurtre avec prémeditation.

Le Parti socialiste de l'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic a condamné, lundi soir, ces arrestations, dans un communiqué cité par l'agence Beta. « Il s'agit d'un nouvel acte de persécution contre les membres de notre parti », estime le SPS dans ce communiqué, qui affirme que le nouveau pouvoir « est dans l'erreur s'il pense que les persécutions des membres du SPS contribueront à améliorer la situation économique dans le pays, qui est de plus en plus difficile ». — (AFP.)

Condamné à mort sous Franco, un ex-étarra dénonce les dérives de l'ETA

Ancien militant d'extrême gauche, Mario Onaindia est aujourd'hui menacé par l'organisation séparatiste

VITORIA
de notre envoyée spéciale

Il a pris du recul, désormais, pour raisons de santé, même s'il préside encore le Parti socialiste de la province basque de l'Alava et vient de publier le début de ses mémoires sous le titre *Le Prix de la liberté*. Un prix que Mario Onaindia a toujours payé comptant. Doublement même. Militant de l'organisation séparatiste basque, ETA, dans les années 1960, les plus féroces du franquisme, ce qui lui vaudra d'être arrêté, torturé et condamné à mort, en 1970, au procès de Burgos qui souleva des protestations, à l'époque, dans toute l'Europe, il est aujourd'hui menacé de mort par cette même ETA pour qui il faillit perdre la vie. Mais si l'opinion internationale avait fait flétrir Franco, qui l'avait gracié, rien ne flétrit l'ETA : comme des dizaines d'intellectuels, artistes, hommes politiques basques, le prix de sa liberté de pensée, c'est cette « liberté surveillée à vie », avec des gardes du corps pour le protéger.

Comment assumer pareil parcours ? Dans ce minuscule café de Vitoria, qu'il remplit de sa seule présence, Mario Onaindia, cet homme au regard droit, auquel les certitudes de la cinquantaine n'ont rien enlevé de son intensité, répond sans hésiter : « Je combattais Franco, non parce qu'il était espagnol, mais fasciste. Trente ans après, la situation s'est inversée, c'est l'ETA qui l'est devenue. » Et de raconter ce long parcours de militant basque « gauche-gauche », comme il le dit avec un brin d'autoironie, passé par le séminaire et fasciné par la révolution cubaine et l'Algérie, qui « justifiait la violence pour la lutte contre la dictature, au nom des libertés nationales ».

La suite, on la connaît : en 1968, le premier assassinat programmé de l'ETA, contre un tortionnaire franquiste, Meliton Manzanas. La répression, Burgos. Après huit ans de prison, Mario Onaindia jettera les bases d'un parti indépendant de gauche, Euzkadi Ezkerra, qui se fonda dans le Parti socialiste, dont il sera député en 1980. « En

s'arrêtant de prison, résume-t-il, j'avais le choix entre continuer une révolution d'inspiration tiers-mondiste, sans issue, ou opter pour construire la gauche basque, dans l'Espagne qui affrontait le défi de sa transition. La décision la plus difficile de ma vie, mais après des années à déstabiliser le franquisme, j'ai pensé qu'il était l'heure de construire. Et au Pays basque, la clef, c'était le gouvernement autonome. On l'a institué avec un référendum, approuvé par la majorité du peuple basque, et on a créé des institutions qui nous assurent plus d'autonomie que dans n'importe quel Land allemand. »

Un virage que ne prendra pas l'ETA, qui, dans les années 1980, n'avait rien changé, explique-t-il. « Sauf qu'elle s'attaquait à un Etat démocratique au lieu d'une dictature. Mais nous supposions qu'en le faisant, l'ETA recherchait un meilleur gouvernement autonome. » Hypothèse démentie par la suite, après l'arrestation, en 1992 à Bidart, en France, des anciens chefs de l'ETA. Là, selon Mario Onaindia, tout a basculé : « La nouvelle direction, sans plus de références de gauche ni de vrais buts autonomistes, a imposé l'idée que la nation basque à créer, c'était une nation de nationalistes. Les non-nationalistes devaient s'effacer, disparaître. Et ils s'en sont pris à tous ceux, politiciens, intellectuels, policiers autonomes, qui défendaient la démocratie et, à leurs yeux, légitimaient l'Etat espagnol. Surtout nous, symboles de la lutte antifranquiste, qui sommes les traîtres à abattre. »

Et à évoquer cette rhétorique « totalitaire et excluante », lui qui s'enorgueillit « d'avoir plus écrit en euskera que n'importe lequel de ces radicaux qui s'approprient la langue et veulent réduire les non-nationalistes à voter au Pays basque dans des consulats, comme les Allemands résidant aux Baléares », il perd presque son calme. La violence physique, il l'a supportée, avouant pudiquement que durant des années il a gardé la marque, dans la chair de ses poignets, des menottes de ses tortionnaires, mais cette violence-là, lâche-t-il, « c'est insupportable ! ».

Comment explique-t-il que tant

de jeunes, fils pourtant de la démocratie, rejoignent Haika, les jeunes radicales, pépinière propice à l'ETA ? Où est la faille ? « C'est le discours politique qui n'a pas fonctionné. Pendant vingt ans, le Parti nationaliste basque, qui gouverne ici, n'a eu de cesse de jouer les Pénelope, défaissant ce qu'il faisait, gouvernant les institutions basques pour mieux les déstabiliser, elles et la démocratie. Alors ces jeunes radicaux, qui vivent dans un monde clos, enkysté dans la société basque, entendent dire à la télévision basque qu'ils sont opprimés par Madrid et que leurs institutions ne valent rien : ils se persuadent que la lutte armée est légitime. D'autant qu'en

debut entre nationalisme radical et modéré, c'est l'ETA qui l'a gagné. »

Le résultat, dit-il encore, avec une pointe d'accablement, c'est que « nous sommes dans une situation sans précédent en Europe : avec un gouvernement basque qui sape les institutions qui lui permettent de gouverner et une organisation terroriste qui n'attaque pas le gouvernement mais son opposition démocratique ». D'où son espoir dans les élections autonomes du 13 mai où, pour la première fois, le Parti populaire de José María Aznar et les socialistes espèrent établir une « alternance » au nationalisme. « Je crois qu'il y a une grande prise de conscience au Pays basque de ce qu'il faut sortir de cette situation absurde. Il faut en finir avec cette idée que plus on donne au PNV, plus on démarre l'ETA. C'est faux : on a toujours tout donné au PNV, sans rien en échange, jusqu'à l'ikurrina, le drapeau basque, qui est légalisé alors que le PNV n'accepte pas la bannière espagnole. »

Et il ajoute : « Vous savez, le projet d'origine, ici au Pays basque, était très intéressant. On voulait construire non une simple cohabitation de gens divers mais une société plurielle où, a priori, tout le monde aurait été basque à 100 % et espagnol à 100 %. Il faut retrouver cet esprit, en mettant au pouvoir quelqu'un qui gouverne pour tous les Basques et croit au statut d'autonomie et à la constitution. »

Et l'ETA, comment en finir avec elle ? Mario Onaindia est formel : « En arrêtant de poser le problème en termes de paix ou obtient mais plutôt de libertés à rétablir. La voie du dialogue a échoué, la fin de l'ETA passe par une déroute politique et policière et par une mobilisation sociale dans la rue, comme c'est déjà le cas avec Basta Ya et les autres plates-formes citoyennes. » Et, en vieux militant antifranquiste qui a payé pour un passé qu'il ne renie pas, il conclut, gêné : « Aujourd'hui, il n'y a pas un seul jeune Basque, rebelle ou idéaliste de valeur qui peut décentement s'engager dans l'ETA. »

Marie-Claude Decamps

Les ruines des bouddhas géants de Bamiyan au cœur d'une région ravagée par les combats

Le régime des talibans a organisé une première visite de journalistes étrangers sur le site

Les talibans ont organisé, lundi 26 mars, une première visite de journalistes étrangers du site où les deux bouddhas géants de Bamiyan – « Shah-

mana » (la mère du roi) et « Solsol » (année après année) – ont été détruits. « L'important était d'appliquer le décret » ordonnant au nom

de l'islam la destruction de toute représentation humaine, a expliqué un représentant du régime, dans une région désertée par ses habitants.

BAMIYAN

de notre envoyée spéciale

Sur la falaise ocre de Bamiyan, dans un cirque aux pics encore enneigés, les niches des deux

REPORTAGE

A part un vieillard et ses deux ânes, aucun civil ne semble présent dans la ville

bouddhas géants, anathème à l'islam rigoriste des talibans, sont désormais vides. Même les débris de ces statues, qui avaient survécu à plus de 1 500 ans d'histoire, ont quasiment disparu. Seuls quelques blocs de pierres blanches, qu'il est interdit d'emporter, gisent devant ces niches immenses. « Nous avons d'abord démolî le petit qui était une femme », affirme Abdul Haidi, le commandant local qui a supervisé l'opération. « Puis nous avons fait sauter son mari. » Compagnons de ces trésors de l'art bouddhique, les habitants de Bamiyan appelaient le plus grand bouddha, haut de 53 mètres, « Solsol » (année après année) et le plus petit, 35 mètres, « Shahmana » (la mère du roi), bien qu'aucune partie de cette statue ne puisse faire penser qu'il s'agissait d'une femme.

Au pied de ce qui fut « Solsol », Abdul Raouf, un combattant taliban explique : « Nous avons tout fait sauter, il y a dix jours. Nous avons commencé par les jambes du grand bouddha [dont l'une était déjà coupée au genou et l'autre au fémur] puis nous avons détruit le petit. Il nous a fallu quatre jours pour venir à bout du grand bouddha. » Comment ? « Avec des

mines, des explosifs et même des obus de chars », dit-il, en précisant : « Nous étions très heureux. » On distingue encore ce qui fut la tête du bouddha et des câbles de fer qui avaient été posés pour renforcer la prise de la statue sur la falaise. A 150 mètres de là, la niche du petit bouddha semble avoir été lissée comme si la statue avait été coupée par-derrière. Creusé dans la falaise, l'escalier qui permettait de monter le long du bouddha est toujours là et, dans les caves, sortes de dômes circulaires qui subsistent à chaque palier, les niches sont vides et des débris de pierres sont visibles sur le sol.

Maître de cérémonie pour cette première visite organisée d'une vingtaine de journalistes étrangers à Bamiyan, le maulawi Faiz Ahmad Faiz, responsable de la presse au ministère des affaires étrangères, précise : « Ces destructions n'étaient dirigées contre personne. C'était une décision interne de l'Emirat islamique, mais nous sommes préoccupés par le silence de la communauté internationale devant les souffrances du peuple afghan, alors qu'elle s'est totalement mobilisée pour la destruction de ces pierres. »

Nichée dans une vallée à 2 500 mètres d'altitude, la ville de Bamiyan est déserte. Mis à part un vieillard et ses deux ânes, aucun civil ne semble présent dans les rues poussiéreuses qui encadrent des centaines de maisons en pisé. Les combats opposant dans le Hazarajat (centre de l'Afghanistan) les talibans aux combattants en majorité chiites du Hezb-i-Wahdat de Karim Khalili ont repris fin décembre. Depuis, Bamiyan et Yakaolang, à 40 km, ont changé de mains à plusieurs



reprises. Le massacre d'environ 300 civils qui a lieu à Yakaolang en janvier, lors de la brève reprise de la ville par les talibans, a marqué les esprits. Pour éviter le renouvellement d'un tel acte, des appels avaient été lancés à la population de Bamiyan pour fuir avant que les talibans ne reconquissent la ville le 17 février, trois jours après l'avoir perdue. « Pour la première fois, même les talibans étaient divisés à propos du massacre », affirme un responsable humanitaire hazara. Certains responsables talibans sont hazaras et ils ont dit à la population de Bamiyan et de quarante-cinq autres villages de fuir avant la reprise de la ville. »

2 000 FAMILLES RÉFUGIÉES À KABOUL
Principale figure hazara ralliée aux talibans, le commandant Mohammad Akbar Akbari « a menacé de changer de camp si d'autres massacres se reproduisaient », affirme un autre travailleur humanitaire. « Jusqu'à la reprise des combats par l'opposition, la situation était plutôt calme et la sympathie des gens ordinaires allait avec la relative paix apportée par le contrôle des talibans. D'autant plus

que les talibans, très peu nombreux dans la région, exerçaient leur pouvoir à travers des personnalités locales », ajoute-t-il.

Aujourd'hui, tout a changé. Près de 2 000 familles ayant fui Bamiyan sont arrivées à Kaboul, où, installées dans les ruines à ciel ouvert du quartier chiite détruit par le commandant Ahmad Shah Massoud en 1994 et 1995, elles mendient littéralement leur pain quotidien. « Chaque jour, certains viennent ici pour réclamer de l'aide, affirme un responsable humanitaire d'une agence travaillant dans le Hazarajat. Mais nous n'avons rien à leur donner. Ces gens ne veulent que la paix et sont pour ceux qui la leur apporteront. » Les Hazaras ont d'autant plus peur que les victimes des massacres n'étaient pas des opposants aux talibans, qui se seraient vengés sur la communauté parce que la majorité des troupeaux de Karim Khalili en est issue.

Avec des mitrailleuses antiaériennes sur les toits, des chars en position, des lance-roquettes à certains carrefours, Bamiyan ressemble à un camp militaire que des jeunes talibans, pastouros, tadjiks, hazaras, parcourent à toute vitesse sur des pick-up munis de mitrailleuses. Soutenu par l'Iran, Karim Khalili cherchera sans doute à reprendre son fief. Dans leur guerre pour le contrôle de l'Afghanistan, Bamiyan est pour les talibans une place stratégique et la destruction des bouddhas n'est qu'un épisode secondaire. Pour les Hazaras, très attachés à leur histoire, c'est une nouvelle blessure irréparable.

Françoise Chipaux

► www.lemonde.fr/afghanistan

Le pape pour la première fois dans une mosquée à Damas

VATICAN. Le programme de la première visite du pape en Grèce et en Syrie a été publié lundi 26 mars. Elle aura lieu du vendredi 4 au mercredi 9 mai. Jean Paul II se rendra, comme promis lors du Jubilé de l'an 2000, sur les pas de l'apôtre Paul. Le 4 mai, à Athènes, il sera sur la colline de l'Acropole où, selon la tradition chrétienne, l'apôtre Paul s'adressa (en 50 après J.-C.) aux Athéniens, puis sur l'Acropole.

Le samedi 5 mai, à son arrivée à Damas, Jean Paul II visitera la tombe de saint Jean-Baptiste dans la grande mosquée des Omeyyades. Il sera ainsi le premier chef de l'Eglise catholique à entrer dans une mosquée. Sa visite, les pieds nus, ne durera que quelques minutes. La grande mosquée de Damas est l'une des plus vénérées de l'islam. Le lundi 7, le pape se rendra à Quneitra, en bordure du plateau du Golan, et quittera la Syrie le 8 mai pour une brève étape sur l'île de Malte, où il s'était déjà rendu en mai 1990. – (AFP, Reuters.)

L'interdiction de la conférence négationniste approuvée à l'Unesco

PARIS. Les ambassadeurs et délégués arabes auprès de l'Unesco se sont félicités, le 23 mars, de la décision prise par le gouvernement libanais d'interdire la tenue à Beyrouth d'une conférence négationniste. « Cette décision est conforme à l'esprit de cohabitation millénaire entre les Juifs et les Arabes, elle vise à préserver de toute altération une mémoire commune fondée sur cette cohabitation et sur la contribution reconnue de la communauté juive à l'épanouissement de la civilisation arabo-islamique », ont assuré les ambassadeurs dans un communiqué adopté à l'unanimité.

« Notre lutte pour une paix globale, juste et durable, ne doit pas être entachée par des manœuvres visant à établir un quelconque lien entre le combat du peuple palestinien pour ses droits nationaux, la lutte du Liban et de la Syrie pour la récupération de leurs territoires occupés et les crimes irrémédiables commis par les nazis contre les juifs », assure aussi le communiqué. Ce projet de conférence avait suscité l'indignation d'intellectuels arabes (Le Monde du 16 mars).

DÉPÈCHES

■ UNION EUROPÉENNE : un général finlandais, Gustav Hagglund, âgé de soixante-deux ans, a été nommé, lundi 26 mars à Bruxelles, président du comité militaire de l'Union européenne (UE) pour trois ans. Ce comité rassemble les chefs d'état-major des armées des quinze pays membres de l'UE. Le général Hagglund a notamment participé à des missions de l'ONU au Proche-Orient. C'est un général allemand, Rainer Schuworth, qui a pris, le même jour, les fonctions de chef d'état-major de l'UE. – (AFP.)

■ UKRAINE : le président ukrainien, Leonid Koutchma, a annoncé, lundi 26 mars, la nomination d'un nouveau ministre de l'intérieur, Iouri Smirnov, en remplacement du général Iouri Kravtchenko, destitué sous les pressions de l'opposition l'accusant d'être impliqué dans le meurtre d'un journaliste. Le président Koutchma fait face, depuis plusieurs mois, à un mouvement de contestation grandissant suite à la disparition du journaliste Gueorgui Gongadze. L'opposition avait notamment produit un enregistrement, dont l'authenticité reste à prouver, d'une conversation dans laquelle le président aurait demandé à M. Kravtchenko de faire enlever le journaliste, ex-directeur d'un quotidien d'opposition sur Internet. – (AFP.)

L'air pur est ici.

AUSTRALIE - © Monash University - C. C. 2000



La majorité des grandes villes a choisi Gaz de France pour améliorer la qualité de l'air.

Et ici aussi.



Gaz de France

Une vingtaine de grandes villes de France a déjà adopté le bus au GNV (Gaz Naturel Véhicules). Parce qu'un bus au GNV, c'est à la fois plus de confort et plus d'économie. Et c'est surtout moins de bruit et moins de rejets néfastes pour la santé.

Ici. Là-bas. Pour vous. Pour demain.

gazdefrance.com

OPPOSITION L'ensemble des parlementaires de droite sont conviés, mercredi 28 mars, au lendemain de la rentrée parlementaire, à une réunion destinée à tirer le bilan

des municipales. ● **LES SUCCÈS** des candidats du RPR, de l'UDF ou de DL incitent les proches de Jacques Chirac à renforcer l'union de l'opposition dans le cadre de la nouvelle

association Alternance 2002. ● **FRANÇOIS FILLON**, conseiller politique du RPR, annonce, dans un entretien au *Monde* son départ de la direction du parti gaulliste. Il entend ainsi

« reprendre sa liberté » pour participer pleinement à cette initiative. ● **FRANÇOIS BAYROU**, président de l'UDF, et Alain Madelin, président de DL, tous deux tentés par une candidature présidentielle, s'estiment également renforcés par les résultats des municipales. Ils n'entendent pas participer aux réunions d'Alternance 2002, pour garder leur liberté.

La droite cherche à capitaliser ses succès aux élections municipales

Les partisans de Jacques Chirac se préparent à faire progresser l'union de la droite au sein d'Alternance 2002. François Fillon quitte la direction du RPR pour mieux participer à cette initiative. François Bayrou et Alain Madelin entendent garder leur liberté par rapport à un tel regroupement

BRANLE-BAS de combat dans le parti du président ! Lundi 26 mars au matin, le secrétaire général du RPR, Adrien Gouteyron, annonce, sur RMC, une démission à laquelle il aspirait de longue date. Le lendemain, le numéro trois du mouvement, François Fillon, explique qu'il « *reprend sa liberté* » pour mieux se consacrer à la recherche d'une « *nouvelle offre politique* » (lire ci-dessous). Entre-temps, le président de la République n'a pas craint de se prêter lui-même à la manœuvre, en recevant, dès lundi soir, la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, en quête d'une nouvelle équipe, quatre mois seulement après l'avoir remodelée. Auparavant, Jacques Chirac s'était directement entretenu avec M. Fillon et avec Jean-François Copé, ancien député, brillamment réélu à Meaux, et candidat déclaré au poste de secrétaire général.

Les succès de la droite aux élec-

tions municipales ont évidemment redonné du baume au cœur de M. Chirac. Le chef de l'Etat explique désormais à tous ses interlocuteurs que, « *sauf catastrophe*, la droite gagnera les législatives ». Mais il n'a encore véritablement choisi ni la méthode, ni les hommes et les femmes qui lui permettront d'atteindre cet objectif. Lui faut-il préserver les partis, et notamment la machine de guerre RPR, qui lui fut bien utile, en 1995, face à la candidature d'Edouard Balladur ? Ou doit-il les laisser se faire bousculer ? Deux réunions d'Alternance 2002, une tentative d'unification de l'opposition, devraient permettre d'éclairer le terrain.

« UNION EN MOUVEMENT »

La première doit réunir, mercredi 28 mars, l'ensemble des parlementaires de l'opposition, à l'invitation des sept présidents des groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat. Hormis trois rencontres, à

caractère convivial, qui ont réuni députés et sénateurs autour de M. Chirac, c'est une première depuis le début de la législature, en 1997. La seconde réunion, plus décisive, mercredi 4 avril, au palais de la Mutualité à Paris, doit permettre aux initiateurs d'Alternance 2002 de vérifier l'audience de leur message et de jeter les bases de ce que l'un d'eux, Hervé Gaymard, député (RPR) de Savoie, appelle cet « *organisme mutant de la vie politique française* ». « *Union, renouveau, priorité au projet : il faut faire au niveau national ce qui a été fait au niveau local, lors des municipales* », résume Renaud Duteil, député (UDF) de l'Aisne et président de l'association Alternance 2002.

Une nouvelle dénomination – « *l'Union en mouvement* » ? – sera proposée à cette occasion. Elle pourrait devenir un label pour les futurs candidats aux élections législatives. Aux côtés des militants encartés, il sera fait appel à

des « *adhérents directs* », ce peuple de droite favorable à l'union, mais réticent vis-à-vis des partis. L'objectif est d'organiser, au printemps, des conventions décentralisées dans chaque département, afin d'élaborer un projet d'alternance, à la fois cohérent et audible. Les partis existants survivront, bien sûr, au moins jusqu'en 2002. Une ultime assurance sera enfin donnée aux intéressés, celle de tenir la nouvelle coalition à l'écart de l'élection présidentielle.

Les animateurs d'Alternance 2002 sont, du reste, à ce point convaincus qu'il vaut mieux rester à l'écart de cette querelle qu'ils plaident aujourd'hui pour que l'inversion du calendrier électoral ne soit pas le prétexte à un conflit au sein de l'opposition. Le chef de l'Etat lui-même, qui ne cessait de dénoncer « *la magouille* » de Lionel Jospin, ne souhaite pas que cette affaire pèse trop lourdement sur les rapports entre les centristes de

François Bayrou et ses propres troupes. Car il pense, avant toute chose, à préserver les reports de voix sur son nom, au second tour de la présidentielle.

Après avoir constaté qu'il serait probablement impossible de faire changer d'avis les 25 députés de l'UDF qui ont voté pour l'inversion du calendrier en première lecture, M. Chirac mise désormais sur la guerre de retardement menée par le Sénat. Mais il a réclamé à ses troupes d'éviter d'attaquer l'UDF de front.

« NE PAS DRAMATISER »

Nicolas Sarkozy, qui a été reçu au lendemain des municipales par le chef de l'Etat, a d'ailleurs, dès dimanche, clairement dit les choses : « *Je crois qu'il faut prendre bien garde à n'insulter personne parce que nos électeurs sont les mêmes* ». Lundi, M. Gouteyron a rempli l'une de ses dernières missions de secrétaire général du RPR

en disant à peu près la même chose : « *Il ne faut pas dramatiser* » une éventuelle inversion du calendrier. Mardi matin sur RMC, Jean-Pierre Raffarin a renchéri, en estimant que voter l'inversion serait « *une erreur, pas une faute* ». Car les conseillers de M. Chirac ont aussi fait valoir un élément : le président ne doit pas accorder l'idée qu'il s'oppose à l'inversion du calendrier par « *peur d'affronter d'abord la présidentielle* ».

En attendant, pour encourager ses troupes tout en récupérant à son profit un peu de la gloire des nouveaux élus, M. Chirac devrait se rendre dans plusieurs des villes conquises par la droite aux dernières municipales. Il sera ainsi à Cen les 5 et 6 avril, aux côtés de Brigitte Le Breton (RPR), l'une des quatre femmes à gérer désormais une ville de plus de cent mille habitants.

Raphaëlle Bacqué et Jean-Louis Saux

Jérôme Monod, l'homme qui garde plusieurs fers au feu pour le président

A L'ÉLYSÉE, son secrétariat jure qu'il est depuis plusieurs semaines « *en convalescence* », chez lui, après une opération de la hanche qui nécessite du repos et un relatif

PORTRAIT
Le conseiller tisse un réseau de « correspondants » autour du candidat Chirac

éloignement de la politique. Dans les milieux de droite, ils sont pourtant des dizaines à jurer l'avoir vu tout récemment, l'avoir eu au téléphone, lui avoir remis des études, les avoir reçus en retour annotées, avoir discuté d'une éventuelle candidature ou élaboré une intervention dans les médias. Bien sûr, Jérôme Monod a réclamé la plus parfaite discréetion. Mais comment le silence serait-il possible quand le voir équivaut un peu à voir le président ?

Le plus proche conseiller de Jacques Chirac est aujourd'hui omniprésent dans toutes les opérations de remise en ordre de marche de l'opposition. Réflexions autour d'un nouveau « *projet* », manœuvres pour de nouvelles structures, nomination de nouveaux cadres, rien ne lui échappe. M. Monod est l'homme de confiance, mais aussi l'instrument qui permet à M. Chirac d'user de sa pratique favorite en politique : garder plusieurs fers au feu. C'est ainsi que le conseiller du président est devenu un des initiateurs d'Alternance 2002, destinée à pallier une défaillance éventuelle des partis de l'opposition en proposant une formation du type de la CDU allemande. Tout en sachant fort bien que le président assurait aux dirigeants du RPR qu'il ne croyait que modérément à ce genre de grande formation. C'est ainsi qu'il a tissé, dans la haute fonction publique, parmi les cadres

d'entreprise, auprès de responsables associatifs, un réseau de « *correspondants* » censés apporter des idées au candidat Chirac en 2002. Tout en encourageant les initiatives du RPR et des groupes parlementaires de droite pour alimenter une nouvelle réflexion dans l'opposition.

Car si M. Monod sait fort bien que M. Chirac n'a jamais cessé d'assurer que « *les programmes n'ont aucune importance dans une élection* », il sait aussi que l'un des moyens de fédérer autour d'un candidat consiste à donner le sentiment qu'il y a des idées nouvelles à lui apporter. Il n'a donc cessé d'encourager et d'aider à l'élaboration d'un nouveau projet qu'ont entrepris notamment Hervé Gaymard, Alain Juppé (qu'il avait présenté à M. Chirac en 1975), Renaud Duteil et tous ceux qui défendent Alternance 2002. Mais il les a également mis très vite en garde sur leur ambition de faire d'Alternance 2002 un nouveau comité d'investiture aux législatives, à la place des partis.

Les résultats des municipales ont achevé de le convaincre que M. Chirac n'avait pas eu tort de continuer à ménager le RPR. Lui-même ancien secrétaire général du parti gaulliste, à la fin des années 1970, M. Monod regarde donc aujourd'hui attentivement le renouvellement des cadres du mouvement. Il a ainsi très largement plaidé – sans doute en vain – pour la nomination de François Fillon auprès de Michèle Alliot-Marie. Mais il se sera heurté là à l'opposition de la présidente du RPR elle-même, comme à celle de Nicolas Sarkozy relayé à l'intérieur même de l'Élysée par le secrétaire général, Dominique de Villepin. Enfin, il est l'un de ceux qui se chargent de faire passer désormais la délicate stratégie du président sur l'inversion du calendrier électoral : accorder dans l'opinion l'idée qu'il s'agit bien d'une « *magouille* » des socialistes sans heurter toutefois les centristes qui viendrait soutenir la manœuvre. Le tout dans la plus grande volonté de discréetion.

Raphaëlle Bacqué

ISTH
Enseignements Supérieurs Privés
PRÉPA. SCIENCES PO.
■ Stage de Pâques : à partir du 9 avril : Bac+0 et Bac+1
■ Stage intensif d'été fin juillet / fin août
• Paris : Bac+0
• IEP Province : Bac+1
Tél. : 01 42 24 10 72

Formation linguistique
L'anglais à Oxford, Bristol, Cambridge, Londres, Dublin, Boston, Sydney, L'allemand à Heidelberg, L'espagnol à Madrid
L'attention individuelle des professeurs garantit une parfaite maîtrise de l'anglais, de l'allemand et de l'espagnol. OISE offre des écoles spécialisées pour adultes, étudiants et jeunes.
Informations et inscriptions : 0825 00 10 70 www.oise.net

François Fillon, conseiller politique du RPR « Je reprends ma liberté pour participer à une nouvelle offre politique »

« Avez-vous apprécié les résultats des élections municipales avec le même optimisme que celui de certains de vos compagnons ?

Ces élections montrent qu'il y a un grand décalage entre la France institutionnelle – les partis, les leaders d'opinion, les médias nationaux –, et la France réelle, qui, elle, sait dépasser très largement les clivages partisans. On a constaté, notamment, que les classes populaires se détournent de la gauche, que les jeunes n'adhèrent pas à la droite républicaine.

J'en conclus que nous avons besoin d'une nouvelle offre politique, que nous avons besoin de décloisonner les barrières politiques et idéologiques, besoin d'oxygénérer la classe politique et de développer un projet de synthèse. On reste enfermé dans de vieilles grilles politiques, selon lesquelles PS égale étaïsme, RPR égale nationalisme, UDF égale européenisme, DL égale libéralisme. Tout cela n'a plus aucun sens. Pour moi, aujourd'hui, le positionnement politique idéal est celui qui rassemble, dans une même famille, l'aile libérale et l'aile sociale, tout en prenant en compte la question environnementale.

C'est le pari d'Alternance 2002, auquel vous participez, mais où, précisément, les chiraquiens du RPR présentent d'un bon poids ?

Ce poids n'est pas si considérable. Il est vrai qu'il y a, chez les fondateurs, le sentiment que Jacques Chirac incarne, par tempérament, la synthèse que je viens d'évoquer. Mais en même temps nous savons bien qu'Alternance 2002 n'a aucune chance d'aboutir à ce que nous

voulons, c'est-à-dire, à terme, à une formation politique de droite moderne, si elle participe à la compétition interne de la présidentielle.

Cette nouvelle forme de regroupement de l'opposition ne peut donc être qu'une sorte de confédération évolutive ?

– Je n'utilise pas le mot de confédération, parce que cela signifierait un accord au sommet. Je préfère le terme de « coalition fédérale », dont l'organisation serait un peu comparable à celle de l'Union européenne : à savoir que le conseil serait composé des responsables des partis, la commission correspondrait au collège des fondateurs



François Fillon

l'intérieur, puisque le poste de secrétaire général du RPR est désormais vacant ?

– Que cela soit clair : je n'ai jamais été candidat à cette fonction. Dans cette affaire, on est venu me chercher...

– Qui, précisément ?

– Chacun le sait. J'en suis, d'ailleurs, très flatté, mais j'ai toujours pensé qu'il n'y avait pas de place pour deux stratégies différentes à la tête du RPR. Moi, je souhaite accélérer la transformation de l'opposition, à la suite des élections municipales et en vue des échéances de 2002. La mise en œuvre de cette stratégie supposait un secrétaire général qui ait les coudées franches, pour mettre en place ce que je crois être les conditions de la victoire aux élections législatives et pour développer une nouvelle offre politique. Ces conditions ne sont pas remplies. Je ne suis donc pas candidat au secrétariat général du RPR, et je reprends ma liberté, en quittant, dès aujourd'hui, la direction du mouvement.

– Reprendre sa liberté, ça veut dire quoi ? Vous voulez devenir l'animateur d'une nouvelle sensibilité au sein du RPR ?
– Je reprends ma liberté pour pouvoir m'exprimer et participer à la construction d'une nouvelle offre politique. Cela veut dire que je chercherai, bien entendu, à rassembler autour de moi ceux qui souhaitent participer à la modernisation des idées et des méthodes politiques. Je ne le ferai pas dans un esprit de division ou pour rendre la tâche plus difficile à la présidente du RPR. Je défends, au sein du RPR, une sensibilité qualifiée de sociale, républicaine et nationale. Je veux confronter et enrichir cette sensibilité avec celles de nos partenaires de l'opposition au sein d'Alternance 2002.

– On a tout de même des difficultés à comprendre les raisons de votre rapprochement, intervenu il y a un an, avec Jacques Chirac ?

– Il y a eu, c'est vrai, dans le passé, entre le président de la République et moi, un certain nombre de malentendus. Il a pris lui-même l'initiative de les dissiper, en souhaitant me rencontrer. J'ai constaté, au cours des discussions que j'ai eues avec lui, que nous étions largement en phase, à la fois sur l'analyse de la société française et sur les évolutions politiques que je crois nécessaires.

– Il y a eu, c'est vrai, dans le passé, entre le président de la République et moi, un certain nombre de malentendus. Il a pris lui-même l'initiative de les dissiper, en souhaitant me rencontrer. J'ai constaté, au cours des discussions que j'ai eues avec lui, que nous étions largement en phase, à la fois sur l'analyse de la société française et sur les évolutions politiques que je crois nécessaires.

– Cela signifie, d'une certaine façon, que M. Chirac est un candidat obligé pour la droite ?
– On n'improvise pas un candidat à l'élection présidentielle. Il faut du temps pour construire une relation personnelle avec les Français. Ceux-ci savent bien qu'on ne confie pas la garde de l'unité nationale ou des institutions à quelqu'un qui n'a pas fait ses preuves dans le temps. »

Propos recueillis par Jean-Louis Saux

Sondages : le chef de l'Etat sort à son avantage de l'épreuve des municipales

LES RÉSULTATS des élections municipales et cantonales n'ont pas, dans l'immédiat, bousculé le jugement porté par les Français sur les deux responsables de l'exécutif. Engagé dès la fin de 1997, leur coude-à-coude continue, comme en témoignent les deux sondages effectués après les scrutins des 11 et 18 mars.

Ces deux enquêtes ne modifient pas en profondeur le rapport des forces entre les deux hommes dans l'opinion, globalement stable depuis plusieurs mois, après la dépression brutale enregistrée par M. Jospin à l'automne 2000, au moment de la crise de l'essence. En dépit d'une chute sensible de 28 % de mauvaises

opinions. Réalisé entre le 15 et le 23 mars, le baromètre de l'Ifop pour *Le Journal du dimanche* (daté 25 mars) est moins favorable au premier ministre, qui perd 2 points de jugements positifs (52 % contre 37 % de jugements négatifs), tandis que le chef de l'Etat en gagne 3 (60 % de bonnes opinions, contre 28 % de mauvaises).

Ces deux enquêtes ne modifient pas en profondeur le rapport des forces entre les deux hommes dans l'opinion, globalement stable depuis plusieurs mois, après la dépression brutale enregistrée par M. Jospin à l'automne 2000, au moment de la crise de l'essence. En dépit d'une chute sensible de 9 points dans la dernière enquête

de Louis-Harris (réalisée les 15 et 16 mars), le chef du gouvernement conserve, selon tous les instituts, un solde moyen d'opinions positives remarquable après quatre années passées à Matignon : ce solde était de 22 points en février, exactement de même ampleur que pour le président ; en mars, il s'est effrité plus nettement que celui du chef de l'Etat (respectivement +17 points contre +21 points).

Le léger avantage repris par M. Chirac sur M. Jospin n'est pas indiscutable. Le président de la République pouvait craindre que le rendez-vous des municipales n'accentue la dépression où la droite est engluée depuis 1997. Il n'en est rien : attendue de longue date, la

perte du fief chiraquien de la capitale n'a pas provoqué le séisme redouté à l'Élysée, et le chef de l'Etat sort indemne de cette défaite. Au contraire, les résultats décevants de la gauche dans de nombreuses villes ont doublé la confiance qui prévalait à Matignon. L'opinion reste pourtant très fluide, et la compétition présidentielle qui s'amorce demeure d'autant plus indécise. Selon l'Ifop, un tiers environ des électeurs qui ont voté pour la droite aux municipales ne savent pas pour quel candidat ils voteront à la présidentielle, et la proportion est la même parmi les électeurs de gauche des 11 et 18 mars.

Gérard Courtois

AVEC LA DROITE UNIE
JE SUIS ENCORE LÀ
POUR L'ALTERNANCE
2002

Les sénateurs refusent de porter de dix à douze semaines le délai légal de l'IVG

LE SÉNAT a suspendu les hostilités sur l'inversion du calendrier électoral de 2002, et il a trouvé un nouveau terrain d'affrontement avec le gouvernement : le projet de réforme de la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG), qui sera présenté, mardi 27 mars, par la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, à la reprise des travaux du Parlement. Sans faire traîner les débats en longueur ni chercher le combat frontal, la majorité sénatoriale va rejeter l'allongement de dix à douze semaines de la durée légale de l'IVG, la mesure phare du projet adopté le 5 décembre par les députés de gauche et une dizaine d'élus de droite, dont Philippe Séguin.

L'argumentaire de la droite sénatoriale n'est guère différent de celui de son pendant de l'Assemblée : la réforme ne règle pas le cas des 2 000 à 3 000 femmes qui se présentent chaque année alors qu'elles sont déjà à peu de douze semaines de grossesse ; ce délai supplémentaire pousserait les femmes à retarder leur décision, perturbant un peu plus un fonctionnement déjà difficile des services hospitaliers ; d'un acte médicalement assez simple, on passe à une intervention plus lourde. Sans oublier les « réticences croissantes » des médecins, qui s'ajouteraient « à la lassitude de la génération "militante" mobilisée à partir de

1975 », assure le rapporteur du projet de loi, Francis Giraud (RPR, Bouches-du-Rhône).

L'IVG est-elle un droit des femmes ou une concession qu'on leur fait ? Cette question s'est inscrite, en filigrane, dans les débats en commission des affaires sociales. Certains sénateurs souhaitent, sans l'avouer, que tout soit fait pour qu'elles puissent revenir sur leur décision d'avorter. A l'Assemblée, la déléguée aux droits des femmes, Martine Lignières-Cassou (PS), avait fait adopter un article retirant du dossier-guide qui leur est remis par les médecins des informations comme la liste des associations, les droits et avantages accordés aux familles ou la marche à suivre pour faire adopter l'enfant. Ce document devait être « impartial » puisque les femmes se rendant dans les centres d'IVG ont pris une décision irréversible, assure-t-elle. Or le Sénat entend réintroduire ces informations dans le dossier-guide, de même que le caractère « obligatoire » de la consultation sociale préalable à l'IVG.

La droite sénatoriale est moins réticente quand il s'agit de faire une entorse au principe du consentement parental pour les mineures. Elle souhaite, cependant, que l'adulte « référent » qui se substituera aux parents ne se contente pas d'« accompagner » la jeune fille, comme le prévoit les dépu-

tés, mais l'« assiste » (comme dans l'assistance éducative). Il aurait donc une responsabilité envers la mineure sans que les parents de celle-ci puissent engager des poursuites. Le Sénat reconnaît la clause de conscience du praticien refusant de pratiquer des IVG, mais juge que là où elles sont effectuées le chef de service doit assurer leur bon déroulement, quelles que soient ses

Certains sénateurs souhaitent, sans l'avouer, que tout soit fait pour que les femmes puissent revenir sur leur décision d'avorter

convictions. Il approuve aussi la dépenalisation de la propagande pour l'avortement (décret de 1939), tout en renforçant la protection des femmes enceintes contre ceux qui les obligeraient à renoncer à leur enfant (deux ans de prison et 200 000 francs d'amende).

Les sénateurs abordent la contraception, second volet du projet, dans une disposition d'esprit où

l'ouverture le dispute au conservatisme. C'est dans l'ordre inverse – contraception d'abord, avortement ensuite – qu'ils souhaitaient débattre du problème, convaincus qu'une meilleure information sur la première permettrait de limiter le recours à la seconde (220 000 IVG par an). Ils se prononcent pour le développement de l'IVG médicamenteuse (RU 486) et acceptent le principe de la suppression du consentement parental pour l'obtention de contraceptifs. En revanche, ils refusent la suppression de l'obligation de prescription pour les contraceptifs hormonaux, introduite par l'Assemblée, jugeant qu'une consultation médicale permet un suivi des femmes.

Reste la stérilisation « à visée contraceptive » (ligature des trompes et des canaux différenciés), y compris pour les handicapés. Jusqu'à présent, il n'existe aucun cadre légal, et les députés socialistes en ont esquissé un en ajoutant deux articles au projet de loi. Les sénateurs de droite veulent néanmoins limiter cette pratique aux plus de trente ans ou à ceux pour lesquels toute autre méthode contraceptive est absolument contre-indiquée. Aucune opération de ce type ne pourrait, selon eux, se faire sur des handicapés sans la demande des parents ou du représentant légal.

Jean-Michel Bezat

M. Bayrou et M. Madelin entendent résister à l'encerclement chiraquien

UNE ÉLECTION peut en cacher une autre... Dès qu'il a été assuré de sa réélection à la mairie de Marseille, le très chiraquien Jean-Claude Gaudin a entrepris d'accomplir la mission qui lui a été confiée. Lundi 19 mars, au lendemain du second tour des élections municipales, le vice-président de Démocratie libérale, fort de son succès dans « la deuxième ville de France et la première ville de la droite républicaine », a adressé, par le biais d'un entretien à l'AFP, quelques missives aux « chefs de parti ». Notant que ces derniers « sont désormais contraints de prendre en compte une volonté venue de la province et qui exige l'union », M. Gaudin ne prenait pas de gants : « L'union avant tout, on en a marre de la préparation des élections présidentielles. » Le maire de Marseille pourrait figurer en bonne place à la tribune de la Mutualité, le 4 avril, lors de la convention d'Alternance 2002.

Philippe Douste-Blazy, contraint depuis de longs mois à laisser le champ libre à François Bayrou, n'est pas moins pressé de jouer le même rôle. Confortable-

Popularité en forte hausse pour Philippe Douste-Blazy

Les vainqueurs des élections municipales en tirent immédiatement le bénéfice dans le sondage d'Ipsos du 19 mars. Ce qui est vrai à gauche (avec le bond en avant de 10 points de bonnes opinions pour François Hollande, premier secrétaire du PS et nouveau maire de Tulle, ou le recul de 10 points de Jack Lang, battu à Blois), l'est également à droite. La large victoire de Philippe Douste-Blazy à Toulouse le propulse en tête des personnalités de droite avec 43 % de bonnes opinions, en hausse de 10 points (et 67 % chez les électeurs de droite, en hausse de 13 points). De même, Alain Juppé, réélu à Bordeaux, progresse de 5 points, à 41 % de bonnes opinions, tandis que François Bayrou, président de l'UDF, est stable à 35 % et Alain Madelin, président de DL, en recul de 2 points à 29 %. En revanche, Philippe Séguin (RPR), candidat malheureux à Paris, a perdu 14 points en deux mois. Quant aux partis de droite, ils bénéficient également de leurs bons résultats : l'UDF gagne 3 points de bonnes opinions à 43 % et le RPR 4 points à 44 %.

ment élu à Toulouse, le 18 mars, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale s'est pourtant promis de ne pas intervenir publiquement sur ces questions jusqu'au second tour de l'élection législative partielle qui devrait lui offrir un siège de député de la Haute-Garonne. S'il n'a toujours pas démissionné de son mandat de député des Hautes-Pyrénées, M. Douste-Blazy n'entend pas participer à la réunion de son groupe, mardi 27 mars, ni apparaître dans les couloirs du Palais-Bourbon. Le vice-président de l'UDF devait être présent, mardi soir, au bureau politique de la formation présidée par M. Bayrou. M. Douste-Blazy participera également, mercredi matin, à la réunion des parlementaires conviés dans une salle de l'Assemblée nationale par les promoteurs d'Alternance 2002. S'il ne croit pas

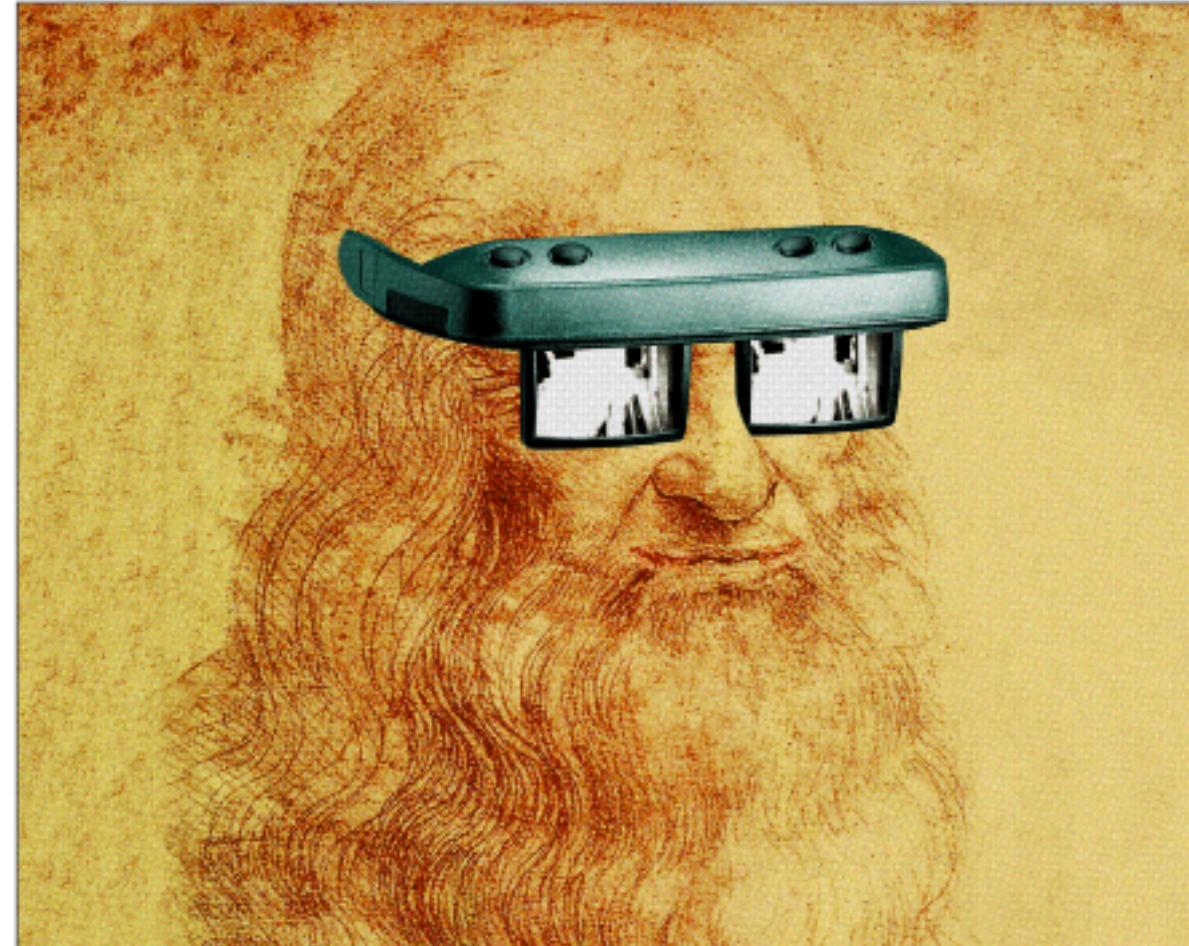
« COMME AU POKER »

Le refus des trois chefs de parti de l'opposition, y compris de la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, de voir amputées leurs prérogatives en matière d'investitures, donne la mesure de cet « oxygène » retrouvé. Les atermoiements de certains membres de l'UDF, qui devaient servir de « caution » centriste à cette entreprise chiraquienne, en sont un autre signe. A la demande du bureau du groupe sénatorial qu'il préside, Jean Arthuis a certes accepté de prendre sa part dans l'organisation de la réunion de mercredi au Palais-Bourbon. « C'est comme au poker, on a juste misé "pour voir" », explique aujourd'hui son entourage. Quant à Hervé Morin, délégué général de l'UDF, chargé du projet, il ne participera pas aux réunions du 28 mars et du 4 avril. « Je suis favorable à l'union. Mais là, elle n'est ni sincère, ni véritable. S'il s'agit de "l'union pour la consolidation", pas question ! », lance-t-il, en regrettant qu'il ne s'agisse que d'un « instrument au service de la candidature d'un seul homme ». Proche de M. Bayrou, le délégué général de l'UDF, Dominique Paillet, s'interroge pour sa part sur les modalités de financement d'Alternance 2002, ce « machin qui ne servira à rien » et qui sont, selon lui, « sujettes à la plus grande caution ».

Dans un tel contexte, MM. Bayrou et Madelin n'entendent pas le moins du monde lâcher prise. Le président de l'UDF posera, lors de la réunion du bureau politique de son parti, quelques jalons supplémentaires dans la perspective d'une déclaration de candidature, qui pourrait intervenir à la fin de l'automne. M. Madelin, qui sera également absent des deux réunions d'Alternance 2002, prépare de son côté un autre rendez-vous. Le 2 avril, salle Wagram à Paris, le président de DL réunira quelque mille « têtes de réseaux » représentant une trentaine de cercles socio-professionnels, et qui ont été recrutées depuis plusieurs mois dans la perspective de sa campagne présidentielle.

Jean-Baptiste de Montvalon

Travaillez avec plus d'intelligence.



Si Leonardo de Vinci était encore là, il travaillerait avec nous.



Léonard de Vinci aurait choisi STMicroelectronics – un milieu qui encourage la créativité, où les innovations technologiques se transforment en produits capables de changer le monde.

ST conçoit et fabrique des circuits intégrés qui entourent notre quotidien. Chaque année, ST recrute des milliers de personnes dans le monde pour la recherche, la conception, les produits, la fabrication, les applications, le marketing, l'informatique et le contrôle de qualité.

STMicroelectronics, au cœur de la révolution numérique.



Nous ajoutons partout plus d'intelligence.

STMicroelectronics (anciennement SGS-THOMSON) - www.st.com - Leader mondial des semiconducteurs pour l'électronique grand public, l'automobile, les télécommunications, les périphériques informatiques, et les systèmes de contrôle. Opportunités: <http://jobs.st.com>

STMicroelectronics

La majorité s'interroge sur les choix fiscaux du gouvernement

Alors que Jean-Marc Ayrault réclame un coup de pouce sur le SMIC et Henri Emmanuelli un effort en faveur des « couches populaires », plusieurs ministres expriment leurs doutes sur le plan de baisse d'impôt tracé par Laurent Fabius

A quelques jours du séminaire gouvernemental consacré au bilan des municipales, les témoins de la majorité font entendre leurs voix. Pour Jean-Marc Ayrault, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, « un signal

net » doit être donné lors du rendez-vous annuel de revalorisation du SMIC, en juin. Henri Emmanuelli met en cause le plan de baisse d'impôts impulsé par Laurent Fabius. Selon le président (PS) de la commission des

finances à l'Assemblée nationale : « Nous savons désormais que la baisse d'impôts n'est ni la clef ni le verrou électoral sur lesquels on a tant glissé. » Au sein du gouvernement, où Elisabeth Guigou et Michel Sapin s'interro-

gent, les ministres sont plusieurs à montrer du doigt le ministre des finances. Et du côté du PCF, on réaffirme l'importance d'une hausse du pouvoir d'achat. Les Verts, enfin, se félicitent de voir leurs doutes partagés.

QUELS ENSEIGNEMENTS la gauche doit-elle tirer des résultats des élections municipales ? A moins d'une semaine du séminaire gouvernemental du 31 mars, qui sera consacré au sujet, les différents témoins de la majorité plurielle font entendre leur voix. Et les socialistes ne sont pas plus silencieux que leurs homologues Verts ou communistes. Pour Jean-Marc Ayrault, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, qui a accordé un entretien à *Libération* (daté 27 mars), « la politique du gouvernement n'est pas en cause mais plutôt la façon dont elle est perçue sur le terrain. Il y a un temps de retard entre ce qui est décidé en haut et la façon dont cela est vécu par les citoyens. Il faut faire extrêmement attention à cela. De ce point de vue, le rendez-vous annuel de la revalorisation du smic en juin est très attendu. Le signal doit être net ».

Henri Emmanuelli, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, lui, est beaucoup plus critique sur la politique

du gouvernement. « Un certain nombre de sujets auraient mérité ou mériteraient des éclaircissements rapides si l'on veut réinstaller la gauche sur ses deux jambes : les couches populaires et les classes moyennes », écrit-il dans *Libération*, mardi. Avant de préciser : « Nous savons désormais que la baisse des impôts, fusse-t-elle la plus importante depuis cinquante ans, n'est ni la clef ni le verrou électoral sur lesquels on a tant glissé et tant investi. Et qu'en consacrer la moitié à des missions de service public – la sécurité en est une – aurait sans doute été mieux reçu par l'ensemble des bénéficiaires. »

M. FABIUS MONTRÉ DU DOIGT

Une pierre dans le jardin de Laurent Fabius, qui, le 25 août 1999, dans un entretien au *Monde*, alors qu'il était encore président de l'Assemblée nationale, déclarait : « La gauche ne court pas beaucoup de risques d'être battue par la droite, mais elle peut l'être par les impôts et les charges. » Un an plus tard, deve-

nu ministre de l'économie, M. Fabius annonçait la baisse des impôts « la plus ample depuis cinquante ans » : moins 120 milliards de francs de 2001 à 2003. Aujourd'hui, M. Emmanuelli, qui n'a jamais été un farouche partisan des allégements fiscaux s'est trouvé de nouveau allié pour critiquer ce choix de Lionel Jospin, à l'époque largement approuvé par François Hollande, premier secrétaire du PS.

Au sein du gouvernement-même, les ministres, qui n'avaient pourtant pas critiqué les grandes lignes du plan Fabius lors de son élaboration, sont désormais plusieurs à montrer du doigt M. Fabius pour expliquer la désaffection pour la gauche d'une partie de l'électorat populaire. Le ministre de l'économie ne serait certes pas seul coupable. Mais en accordant d'importants allégements fiscaux, notamment à la moitié la plus aisée des Français qui paye l'impôt sur le revenu, il aurait négligé les ménages les plus démunis.

Et ce n'est pas tout : en engageant la France dans un plan triennal de baisses des impôts, M. Fabius aurait enlevé au gouvernement toute latitude pour rectifier le tir d'ici à 2002. A moins qu'il ne sacrifie son objectif de baisse du déficit budgétaire.

Mme GUIGOU SCEPTIQUE

Elisabeth Guigou ne cache pas, aujourd'hui, son scepticisme. Elle parlait récemment de ces « baisses d'impôts qu'il n'aurait peut-être pas fallu faire » (*Le Monde* du 24 mars). Michel Sapin, qui se bat depuis plusieurs mois avec Bercy pour obtenir des moyens supplémentaires dans le cadre des négociations salariales avec les syndicats de fonctionnaires, ne se prive pas non plus de faire entendre sa voix. Et d'évoquer, selon son entourage, « des baisses d'impôts qui ne sont pas ciblées », à l'exception de la prime pour l'emploi, ce crédit d'impôt pour les salaires les plus bas, qui n'entrera en vigueur qu'en septembre. Et qui « amputent par avance

les marges de manœuvre » du gouvernement.

« Jean-Claude Gayssot a toujours dit que l'on ne pouvait pas se contenter de faire des baisses d'impôts. Qu'il fallait aussi se préoccuper du pouvoir d'achat. On va peut être finir par être entendu », dit-on dans l'entourage du ministre des transports, qui avait pourtant soutenu la baisse de tous les taux de l'impôt sur le revenu, se disant, dans un entretien au *Figaro* du 28 août, « favorable à une moindre imposition de tous les revenus du travail ».

Du côté des Verts, Dominique Voynet, la ministre de l'environnement, est heureuse de voir qu'elle n'est plus seule aujourd'hui à donner de la priorité fiscale que s'est donné le gouvernement. Pour Guy Hascocet, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, « Fabius a fait un atterrissage fiscal trop brutal ». Pour M. Fabius, qui fêtait mardi son anniversaire à Bercy, les prochains jours promettent d'être délicats.

Virginie Malingre

Lionel Jospin peine à tirer les conséquences des élections municipales pour son équipe ministérielle

LIONEL JOSPIN est d'une humeur de chien. Depuis quelques jours, tous les ingrédients de son agacement sont réunis. L'*« ajustement gouvernemental »* qui s'est imposé avec les départs de Louis Besson et de Dominique Gillot, aurait dû être réglé aisément et rapidement. Il n'en a rien été. L'addition est lourde pour le premier ministre qui n'en finit pas de payer sa déclaration hâtive, dès le lendemain des élections municipales, sur le retour à la règle stricte du non-cumul des fonctions de ministre et de maire. L'annonce, attendue mardi 27 mars, du nom des remplaçants du secrétaire d'Etat au logement – qui a choisi sa mairie de Chambéry – et de son homologue en charge de la santé et des handicapés – qui a préféré devenir maire d'Eragny – pourrait être légèrement retardée. A Matignon, on se refuse à donner plus de précision, mardi en fin de matinée. On sait seulement que le profil du ou des remplaçants a été recherché au sein des parlementaires socialistes.

RÉTABLIR UN PEU COHÉRENCE DANS L'ÉQUIPE

Officiellement, cette affaire « marginale », dit-on à Matignon, est terminée. En fait, c'est plus compliqué. D'une part, parce qu'elle a profondément empoisonné l'atmosphère entre les ministres et que M. Jospin ne peut pas être indifférent au climat de travail au sein de son équipe à un an des échéances présidentielles et législatives (*Le Monde* du 23 mars). Elle a parfois révélé aussi, de la part des ministres, des critiques plus profondes sur le fonctionnement du gouvernement ou les arbitrages budgétaires. Le séminaire, convoqué samedi 31 mars, ne sera pas de trop pour rétablir un peu de cohérence dans l'équipe.

Jamais depuis 1997 en effet, les critiques n'ont été aussi sévères de la part des proches du premier ministre. Le sujet est d'autant plus irritant, pour M. Jospin, qu'il a du mal à le comprendre. « Mais tu veux vraiment être président d'une communauté de communes ? », demandait-il avec incrédulité à un ministre, qui, tout aussi interloqué, lui répondait : « Mais il y a une vie après ministre ! » Après avoir affirmé, dans un premier

temps, qu'aucune exception ne pourrait être admise – ni pour les petites communes, « je ne vois pas où mettre le seuil », aurait observé M. Jospin, ni pour le cas spécifique de Daniel Vaillant, maire d'arrondissement à Paris – car elle serait jugée incompréhensible, le chef du gouvernement a semblé céder à la pression de nombreux de ses ministres. Alors que Matignon affirmait, à la fin de la semaine, que la règle vaudrait aussi pour les communautés de communes ou d'agglomérations, au nom de la « cohérence », le principe paraissait s'assouplir sérieusement ces derniers jours. Les ministres pourraient être finalement autorisés à présider une communauté de communes ou d'agglomérations, à condition que celles-ci soient « discrètes ». Autrement dit, pas question pour Jean-Jack Queyranne de prétendre à la trop visible présidence de la communauté urbaine de Lyon (Courly) tout en restant au gouvernement, mais d'accord pour tous les autres, dont Michel Sapin, François Patriat, Christian Paul, Jean Glavany, etc.

La décision, officieuse pour l'instant, est tout ce qu'il y a de désagréable pour le premier ministre : une dépense d'énergie importante – il a fallu s'entretenir à plusieurs reprises avec les ministres concernés – sur un sujet secondaire, pour une solution bancale au bénéfice politique nul ! Elle a, surtout, largement contribué à brouiller le seul message que M. Jospin avait espéré faire passer au lendemain des municipales : « Je veux un gouvernement à plein temps. »

Heureusement que le Parlement reprend sa session et avec elle, les séances de questions du mardi et du mercredi, qui lui offrent un opportun dérivatif politique. Cette fois, il ne s'agira pas seulement de répondre à une opposition ragondillarde, mais aussi à tous ceux qui, au sein de sa majorité plurielle, doutent, avertissent, conseillent ou menacent. M. Jospin ne déteste rien tant que ces moments de fièvre politique, où chacun s'autorise à commenter l'action gouvernementale, voire... le comportement du premier ministre.

Pascale Robert-Diard

À CHAQUE remaniement, ils en rêvaient : un jour, Lionel Jospin les appelleraient et leur proposeraient d'entrer au gouvernement. Quittant les bancs des députés pour ceux du gouvernement, dans l'hémicycle, ils répondraient aux questions d'actualité sous les feux de la rampe et défendraient leurs projets de loi... C'est arrivé à Christian Paul (PS, Nièvre), nommé secrétaire d'Etat à l'outre-mer en septembre 2000. A la rentrée, ses « amis » l'ont vu s'en aller, le regard plein d'envie.

Les temps semblent avoir changé. Ministre ? « Non, merci ! », répond sans hésitation Pascal Terrasse (PS, Ardèche), bon connaisseur des questions sociales. « Vous savez, un an avant les législatives de 2002, mieux vaut rester sur le terrain », explique-t-il. « Il a raison. Si on a un fantasme de ministre, c'est plutôt en début ou en milieu de mandat. Pas à la fin », confirme anonymement un autre député socialiste, élu dans une circonscription difficile, qui ajoute aussitôt, ironique : « Mais combien refuseraient, si on leur proposait ? »

Il n'empêche, l'échec cuisant des ministres aux municipales les a « refroidis ». « Je serais très embêté si on me proposait quelque chose », explique Paulette Guinchard-Kunstler (PS, Doubs), spécialiste de l'allocation-dépendance. D'un côté, elle aurait « peur de se couper des électeurs » ; de l'autre, elle aimeraient « bien faire avancer ses dossiers sur la dépendance ». P'têt ben qu'oui, p'têt ben qu'non... Pour Gaëtan Gorce (PS, Nièvre), nouveau maire de La Charité-sur-Loire, c'est non. Pendant la campagne, ses adversaires de droite avaient fait courir le bruit que l'ancien rapporteur de la loi sur les 35 heures pourrait entrer au gouvernement. Aussitôt, ses électeurs s'en sont inquiétés. « Sur les marchés, les gens me demandaient : « C'est vrai, vous pourriez devenir ministre ? » C'était surréaliste ! », raconte M. Gorce.

Christophe Caresche (PS), adjoint à la prévention et à la sécurité du maire de Paris, Bertrand Delanoë (PS), est plus nuancé. « Comme le dit François Hollande, être ministre, ce n'est quand même pas la corvée de bois ! », lance-t-il. Toutefois, après s'être installé, lundi 26 mars, à l'Hôtel de Ville, M. Caresche est « impressionné » par le travail qui l'attend. « Beaucoup de ministres n'auront pas plus de responsabilités que nous », juge-t-il. Alors non, merci !

Bon, qui veut être ministre ? La gauche plurielle ne se bouscule pas non plus au portillon. Ce n'est plus la priorité des Verts, qui réclamaient des postes à cor et à cri après leur bon résultat aux élections européennes de juin 1999. Malgré la « poussée verte » aux municipales, « il ne s'agit pas d'accorder précipitamment des mar-

quins aux Verts, mais, dans l'urgence de l'année utile », de tenir les promesses oubliées de l'accord Verts-PS de 1997 », confirment, mardi, dans *Libération*, Dominique Voynet et Alain Lipietz. Le secrétaire national, Jean-Luc Bennahmias, avait dit la même chose (*Le Monde* du 21 mars).

La raison de ce peu d'appétence apparent est d'abord conjoncturelle. Mme Voynet ne veut pas être remplacée avant l'été, afin de mettre sur les rails son projet de loi sur l'eau. Partir après l'échec de Dole et reprendre un parti qui a encore un secrétaire national jusqu'en juin, ce ne serait pas le meilleur calendrier pour la ministre de l'environnement.

Il y a des raisons plus profondes. « La gauche n'est pas sûre de gagner l'an prochain, on ne sait rien des projets de Jospin, il y a une sorte de confusion sur le rôle de chacun, ministre, maire », analyse un conseiller de Mme Voynet. Il est vrai que les règles ont changé sans avertisse-

ment. « Vous savez, un an avant les législatives de 2002, mieux vaut rester sur le terrain », explique-t-il. « Il a raison. Si on a un fantasme de ministre, c'est plutôt en début ou en milieu de mandat. Pas à la fin », confirme anonymement un autre député socialiste, élu dans une circonscription difficile, qui ajoute aussitôt, ironique : « Mais combien refuseraient, si on leur proposait ? »

« Vous savez, un an avant les législatives de 2002, mieux vaut rester sur le terrain »

Pascal Terrasse
(PS, Ardèche)

ment. « De mon temps, c'étaient les battus qui partaient ou qui étaient rétrogradés », ironisait récemment Jean-Pierre Chevènement. « Jospin ne veut pas non plus fier le « succès » des Verts à une nouvelle entrée dans le gouvernement », ajoute un ministre de la gauche plurielle.

Et le Mouvement des citoyens (MDC) n'est pas pressé d'y revenir. Après sa démission fracassante en septembre 2000, M. Chevènement préfère combattre le projet de loi sur la Corse de son banc de député. Pour Jean-Yves Autexier, sénateur de Paris, « la fonction gouvernementale n'est plus de plein exercice ». « La moitié du discours politique tient à expliquer pourquoi nous ne pouvons pas faire telle ou telle chose », explique ce chevènementiste. Moins théoricien, il ajoute : « Perdre sa place pour un an, sans être sûr de la retrouver, ça fait réfléchir... »

Mieux vaut être dehors et élu qu'en déroute électorale et dedans, comme le Parti communiste. « Plus il a de ministres au gouvernement, plus il le critique », observe M. Autexier. Et puis, il y a une raison toute bête : « On n'est plus au temps de la « dream team » ! »

Clarisse Fabre et Béatrice Gurrey

Bertand Delanoë a démissionné du Sénat, où il sera remplacé par Jean-Yves Mano

LE MAIRE de Paris, Bertrand Delanoë, a démissionné de son mandat de sénateur, qu'il occupait depuis 1995, lundi 26 mars. « Je considère que cette mission [de maire de Paris] est exclusive de toute autre fonction électorale », écrit M. Delanoë, dans une lettre adressée, lundi, au président du Sénat, Christian Poncelet. Il sera remplacé par Jean-Yves Mano (PS), 53 ans, conseiller de Paris et adjoint au maire chargé du logement.

M. Delanoë a, par ailleurs, adressé une lettre au personnel de la Ville dans laquelle il déclare qu'« il n'y aura pas de transformations brutales » et que « la continuité du service public » sera assurée. Mardi 27 mars, sur *Europe 1*, le maire de Paris est revenu sur son projet d'audit financier de la Ville pour lequel il souhaite, « mettre en compétition les plus grands cabinets indépendants du monde ». M. Delanoë évalue à « quelques milliards de francs par an », les économies réalisables.

DÉPÈCHES

■ DOM : l'Assemblée départementale de Guyane a élu, lundi 26 mars, son nouveau président, Joseph Ho-Ten-You, cinquante-neuf ans, divers gauche, proche du Parti socialiste guyanais (PSG). M. Ho-Ten-You, chirurgien-dentiste, est adjoint au maire de Rémy-Montjoly depuis 1983. Conseiller général depuis 1985, il succède à André Lecante, qui était candidat contre lui à cette élection. L'élection du président du conseil général de Guyane et de la commission permanente de l'Assemblée aurait dû avoir lieu le 23 mars mais elle avait été reportée, faute de quorum.

■ GAUCHE : « Le PC n'est pas mort », a affirmé Robert Hue, secrétaire national, lundi 26 mars, sur *France Info*. « Ça fait vingt ans que j'entends dire que le PC va mourir », a-t-il ajouté. « La vraie question est : faut-il modifier la stratégie de mutation, d'ouverture, de transformation du PC ? » « Je ne le crois pas, a-t-il poursuivi. J'ai été élu par un congrès », a expliqué M. Hue. « Il y aura un autre congrès à terme » et, a-t-il conclu, si les communistes « pensent qu'il faut changer la stratégie et le secrétaire national, ils le feront ». ■ Le Parti socialiste va avoir des rencontres bilatérales avec ses partenaires de la majorité, a annoncé, lundi 26 mars, Vincent Peillon, porte-parole du PS. L'objectif de ces rencontres, qui précéderont un sommet de la gauche plurielle, « fin avril-début mai », est de « tirer ensemble les enseignements du scrutin municipal et cantonal », a précisé M. Peillon.

■ CORSE : Corsica Nazione a annoncé, la création, fin avril, d'une « fédération des élus nationalistes » destinée à « définir les orientations de la gestion municipale », après des élections marquées par un certain renforcement de la présence des nationalistes. Lors d'un point de presse à Bastia (Haute-Corse), lundi 26 mars, le chef de file des nationalistes à l'assemblée territoriale, Jean-Guy Talamoni, a déclaré que la nouvelle fédération, « ouverte à toutes les tendances », servirait à « définir des orientations dans le domaine de la gestion municipale, qui soit en cohérence avec les positions politiques du nationalisme », dans des secteurs comme la culture ou l'urbanisme.

BACCALAUREAT

► **Stages intensifs**
Pour terminales S, ES et L, pré-rentrée, Noël, février, Pâques.
Stages de Première (français et maths)

► **Terminales ES « pilotes »**
Orientées HEC ou orientées Sciences Po
100% admis au bac
de 56 à 82% de mentions

PREPASUP
38, rue des Blancs Manteaux
75004 Paris 01 42 77 27 26
Enseignement secondaire privé www.prepasup.fr



Paul Santelmann

La formation professionnelle,
nouveau droit de l'homme ?

LE MONDE folio actuel
INÉDIT

La droite a progressé dans la reconquête des électeurs lepénistes

L'éclatement du Front national en deux partis et le travail « de terrain » de certains maires de l'opposition depuis 1995 ont réduit la présence et l'audience des listes du FN et du MNR. Il n'est pas sûr que les mêmes mécanismes opèrent à la présidentielle et aux législatives

Les élections municipales des 11 et 18 mars ont montré que l'opposition est capable, localement, de récupérer les voix d'électeurs qui votaient pour l'extrême droite ou qui continuent à le faire au premier tour de

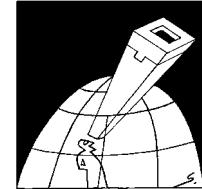
scrutin. Elle doit à cette capacité d'avoir, notamment, reconquis des villes perdues par elle dans des triangulaires en 1995. L'éclatement de l'extrême droite en deux formations rivales – le FN de Jean-Marie Le

Pen et le MNR de Bruno Mégret – a réduit de plus du tiers, par rapport à 1995, le nombre des villes où elle a présenté une liste, et divisé par trois le nombre de celles où elle a pu se maintenir au second tour. Dans ce der-

nier cas, les pertes de ces listes, d'un tour à l'autre, ont été plus importantes qu'il y a six ans, une partie des électeurs du FN ou du MNR préférant soutenir la droite, surtout quand il s'agissait d'enlever une mai-

rie à la gauche. Néanmoins, les municipales et les cantonales montrent une extrême droite toujours présente et qui, dans une campagne nationale – législative ou présidentielle – peut espérer peser davantage.

AU SOIR des élections législatives de 1997, dans son QG de Saint-Cloud, Jean-Marie Le Pen avait fait sauter les bouchons de champagne à la seule perspective de les savoir



SORTI DES URNES

électoralement condamnés. A Meaux, en Seine-et-Marne, au Raincy en Seine-Saint-Denis, le chef du Front national avait demandé à ses candidats de se maintenir au second tour, pour le simple plaisir de prouver à la droite sa puissance en provoquant la défaite du député de Seine-et-Marne Jean-François Copé, maire de Meaux, fidèle soutien d'Alain Juppé, et celle d'Eric Raoult, militant chiraquin venu d'une droite musclée, maire du Raincy et ministre de l'intégration.

Le candidat du FN avait dépassé 21 % des voix au premier tour, à Meaux, et gardé plus de 15 % de ses électeurs au second. Au Raincy, l'extrême droite avait raflé plus de 22 % au premier tour et 15 % au second. Dans ces circonscriptions-là, la gauche parlait du « cancer » de l'extrême droite et la droite venait de réaliser qu'un adversaire déterminé menaçait de lui voler ses électeurs.

Quatre ans plus tard, M. Copé a été réélu dès le premier tour dans sa mairie de Meaux, avec un score de maréchal : plus de 68 % des voix. L'extrême droite, qui avait obtenu 16,85 % des voix au premier tour des municipales de 1995, n'a, cette fois, même pas constitué de liste. Au Raincy, M. Raoult l'a emporté malgré la candidature dissidente de son premier adjoint UDF. La liste du MNR n'a glané que 4,50 % des voix (en 1995, au premier tour des municipales, le même candidat en avait obtenu, sous l'étiquette FN, 13,46 %).

Que l'on s'entende bien : ni M. Copé, ni M. Raoult, ni leurs adversaires de gauche et de droite ne croient une seule seconde que l'extrême droite n'est plus un pro-

blème. « Je reste dans une circonscription où, pour les législatives de 2002, l'hypothèse d'une triangulaire n'est pas écartée. Le potentiel électoral de l'extrême droite n'a pas disparu », assure même M. Raoult. Tous savent bien que la bataille entre le FN de Jean-Marie Le Pen et le MNR de Bruno Mégret a largement désorienté un électeur qui croyait que ce mouvement échappait aux querelles de partis, propres à ce que M. Le Pen appelle « l'establishment ». Cependant, cette élection a montré que l'extrême droite n'a pas un socle électoral aussi solide que dix ans de scores à deux chiffres avaient pu le laisser

penser. Pendant leur campagne, M. Raoult et M. Copé n'ont pas entendu d'électeurs leur dire : « J'ai voté extrême droite jusqu'ici, mais je reviens vers vous. » « Mais, en 1995 ou 1997, ils ne disaient pas plus qu'ils votaient FN », souligne le maire de Meaux. M. Copé s'est attelé très rationnellement à ramener vers lui un électeur qui l'avait délaissé. « Je pense, dit-il, que ce que les gens m'avaient le plus reproché, en 1997, c'est d'avoir nié la gravité de leurs problèmes et de ne pas avoir eu le courage de parler avec eux de ce qui les inquiétait le plus : l'insécurité. J'ai donc entrepris un vrai travail de réflexion et de commu-

nication sur ce point, en partant de leur quotidien. J'ai créé des comités de quartier et tenu, chaque vendredi, une permanence dans l'un des neuf quartiers. J'ai dû voir, ainsi, à peu près, cinq mille personnes. A mes yeux, une part très majoritaire de l'électorat du FN dans ma circonscription a d'abord un problème de sécurité, d'angoisse pour ses biens, pour lui-même et pour ses enfants. »

Des « agents de médiation » ont été recrutés et envoyés par la mairie, notamment dans les deux cités « difficiles » de Meaux, La Pierre-Collinet et Beauval. « Il a fait de l'insécurité un thème permanent », confirme son adversaire socialiste, la

députée Nicole Bricq, qui raconte : « Il a même proposé de mettre des policiers à cheval dans les rues des cités. C'est idiot, parce qu'on ne voit pas quelle efficacité supérieure cela aurait, mais cela a marché. »

DES TROUPES DÉSORIENTÉES

De fait, face au volontarisme affiché du maire, le Front national a eu toutes les peines du monde à développer son discours. Le candidat FN de 1995, Jean-François Jalkh, a préféré se présenter à Melun. Candidate aux législatives de 1997, Christine Arnautu n'a pas su maintenir des troupes désorientées par la crise de l'extrême droite. Secré-

taire départemental du FN, M. Jalkh explique qu'« il fallait trouver quarante-trois candidats, et c'est toujours très difficile pour l'extrême droite ». « La parité nous a beaucoup pénalisé », ajoute-t-il, car les femmes assument moins bien les insultes dont nous faisons l'objet et ne veulent pas se présenter. Enfin, nos divisions ont entraîné un problème de financement de nos campagnes. »

Au Raincy, M. Raoult pense que la faiblesse du score de l'extrême droite est liée à l'étiquette MNR de la liste. « Il est clair que, dans l'électorat populaire, voir Le Pen sur l'affiche à côté du candidat est plus efficace que de voir Mégret », dit-il. Toutefois, l'explication première, à ses yeux, de la chute de l'extrême droite dans sa ville est la division de la droite. « Mon premier adjoint s'est présenté contre moi comme UDF. Cela a créé, du coup, une personnalisation extrême du combat et une sorte de vote utile : ceux qui voulaient me garder et ceux qui voulaient me combattre. » Le secrétaire départemental du MNR, Philippe Milliau, confirme ce « phagocytage du débat », dont, dit-il, « nous n'avons pu profiter ». Le concurrent UDF de M. Raoult, Jean-Michel Genestier, dit sa surprise devant « la quasi-absence de campagne du MNR », qui « n'a diffusé qu'un seul document, sa profession de foi ».

M. Raoult observe que, dans les villes voisines, l'extrême droite reste aux alentours de 12 %, donc en capacité de se maintenir pour un second tour. Lorsque ses amis du RPR se sont félicités des 4,5 % du MNR, le maire leur a demandé de raison garder.

Raphaëlle Bacqué

Comment le maire de Saint-Étienne a pris 2 000 voix au FN

SAINT-ÉTIENNE
de notre correspondant

Le Front national s'est rappelé au souvenir du maire de Saint-Étienne, Michel Thiolière (UDF), en appuyant la réélection de Nicole Peycelon. La déléguée générale de la Droite libérale chrétienne (DLC), le parti de Charles Millon, a été la seule des dix-sept adjoints au maire, élus dimanche 25 mars, à recueillir sur son nom les 43 voix des conseillers municipaux de droite et les trois des conseillers FN, reconnaissants.

La conseillère régionale n'a jamais reproché, en effet, à M. Millon d'avoir accepté les suffrages du Front national pour être élu à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes en mars 1998.

Depuis, Mme Peycelon n'hésite pas à joindre sa voix à celles de l'extrême droite sur certains dossiers,

contre les positions défendues par l'exécutif régional que préside Anne-Marie Comparini (UDF) et auquel appartient... M. Thiolière.

Face à cette connivence prolongée, le maire de Saint-Étienne a toujours fait preuve d'un sens aigu de la dialectique, ne condamnant pas les partis pris régionaux de Mme Peycelon et approuvant sans réserve son « travail municipal »

lière a clairement son intention de faire de cette question sa « première priorité ».

Quelque peu déstabilisé par la désaffection de M. Hubé, son adjoint à la sécurité, le maire s'est engagé à s'occuper « personnellement » de ce dossier durant la nouvelle mandature, de renforcer les moyens et de doubler les effectifs de la police municipale, d'embaucher des gardiens de square, de créer une structure d'accueil pour les mineurs récidivistes, de mettre en place des « comités de sécurité dans les quartiers, véritables lieux d'échanges entre la police nationale, la police municipale, les agents de médiation, les associations de commerçants et de riverains ».

Ne manquant pas une occasion de brocarder la pusillanimité de la gauche, qui avait voté contre l'installation de caméras de vidéosurveillance, M. Thiolière a aussi fait

N° Vert 0 800 801 777



La sécurité n'exclut pas le rendement

7,77 %* en 2000
et au moins 7 %* en 2001

Rendements nets garantis
sur l'épargne constituée pour
l'ensemble des contrats de la
Société suisse vie.

* hors prélèvements sociaux

Pour un rendement en toute tranquillité avec le Groupe

Société suisse

Swiss Life

ASSURANCES

Une extrême droite toujours présente mais moins forte

LES ÉLECTIONS municipales des 11 et 18 mars ont montré un affaiblissement de l'extrême droite, qui se traduit, à la fois, par un moins grand nombre de listes qu'en 1995 et par une plus grande difficulté à se maintenir au second tour. Globalement, cet affaiblissement profite à la droite.

La crise du Front national (FN), qui a donné lieu à une scission et à la création du Mouvement national républicain (MNR), a débouché sur une moindre présence de l'extrême droite aux municipales. En considérant les villes dont les résultats ont été publiés dans *Le Monde* – communes de plus de 15 000 habitants en Ile-de-France et dans le Nord et de plus de 10 000 habitants ailleurs –, on constate que l'extrême droite était présente dans 284 villes (ou secteurs pour Paris, Marseille et Lyon) en 2001, contre 435 en 1995. On compte, en 2001, 178 listes FN et 184 MNR, mais dans 78 cas, les deux partis étaient concurrents.

Cette éclipse relative de l'extrême droite a contribué à faire basculer à droite dès le premier tour deux villes détenues par la gauche, Mâcon et Drancy, et permis à l'opposition de reconquérir quatorze villes qui, en 1995, avaient basculé à gauche à cause, entre autres, de la présence du FN au second tour, provoquant une « triangulaire ». Parmi elles : Noisy-le-Grand, Villepinte, Le Kremlin-Bicêtre, Pontoise, Nième, Castres, Rouen, Draguignan, La Seyne-sur-Mer.

La division de l'extrême droite a entraîné une moins bonne représentation au second tour, en 2001, par rapport à 1995. Il y a six ans, 234 listes FN étaient présentes au second tour de scrutin ; il n'y en avait que 78 cette année, soit 41 du FN et 37 du MNR. L'absence de listes FN ou MNR a facilité la conquête de 24 villes de bascu-

ler par la droite, parmi lesquelles Strasbourg, Orléans, Châteauroux, Montargis, Evreux, Dieppe, Beauvais, Aix, Roanne, Colombes, Epinay...

Comme en 1995, l'extrême droite avait passé, cette année, la consigne du maintien au second tour si la droite refusait un accord. En 1995, ce maintien avait aidé au basculement à gauche de 32 villes et empêché la droite de gagner dans 32 autres. En 2001, le pouvoir de nuisance de l'extrême droite à l'égard de la droite s'est nettement émoussé. Le maintien FN ou MNR n'a aidé la gauche qu'à Maubeuge et à Salon-de-Provence, et contribué à empêcher une victoire de la droite dans une dizaine

de villes. Dans une douzaine d'autres, le maintien du FN ou du MNR n'a pas empêché le passage de villes de gauche à droite, notamment Argenteuil, Montargis, Herblay, Blois ou Manosque.

Les chutes d'un tour à l'autre sont d'autant plus marquées qu'il s'agit de villes passant de gauche à droite. L'extrême droite a ainsi reculé de près de 5 points à Manosque, de près de 6 à Herblay et à Montargis, de 7 points à Argenteuil et à Montauban, de près de 8 points à Blois, de près de 10 à Vitry-le-François. Quand il s'agit de chasser la gauche, l'électeurat de l'extrême droite réapprend à voter à droite. Autrement dit, le « ni droite ni gauche » prôné par le FN fonctionne moins bien.

En dépit de ces faiblesses, le

nombre des listes présentées par l'extrême droite, ainsi que ses succès dans le Sud-Est, l'Est ou le Nord – par exemple à Orange, Marignane, Vitrolles, qu'elle a conservées – montrent qu'elle a encore de beaux jours devant elle.

L'examen des élections cantonales des 11 et 18 mars, montre que le FN et le MNR « maillent » désormais, avec leurs candidats, presque toute la France. Le Front national a présenté 1 703 candidats, le Mouvement national républicain 1 318, ce qui fait du parti de M. Le Pen celui qui a présenté le plus de candidats à ces élections. Le MNR arrive, lui, en quatrième position derrière le Front national, les communistes et les socialistes.

Le FN compte bien montrer qu'il existe encore lorsque viendront les élections législatives de 2002. Ils les préparent d'autant plus que leur résultat conditionne les aides de l'Etat.

Le FN compte bien montrer qu'il existe encore lorsque viendront les élections législatives de 2002

ne d'autres villes. Dans une douzaine d'autres, le maintien du FN ou du MNR n'a pas empêché le passage de villes de gauche à droite, notamment Argenteuil, Montargis, Herblay, Blois ou Manosque. Une partie de l'électeurat de l'extrême droite a donc préféré voter à droite au second tour.

L'étude de l'évolution de l'électeurat du FN et du MNR entre les deux tours montre qu'en 2001, comme en 1995, les électeurs du second tour sont moins nombreux que ceux du premier dans les quatre cinquième des villes. A l'inverse, les progressions sont d'une nettement moins importante

Christiane Chombeau

SANTÉ Dans un entretien au *Monde*, le ministre délégué à la santé, Bernard Kouchner, affirme qu'il faut passer de la gestion d'un système de soins au développement d'une

« culture de la santé publique ». ● **IL A PRÉSENTÉ**, mardi 27 mars, ses priorités devant la Conférence nationale de santé, en les plaçant sous le signe de la « *naissance d'une démocrairie sanitaire* ». ● **UN COMITÉ DE SUIVI**, au sein du ministère, s'assurera, tous les quinze jours, de la mise en œuvre des priorités annoncées par le ministre. ● **M. KOUCHNER**

n'exclut pas une augmentation des dépenses de santé. « Je n'ai aucun problème pour dire que le progrès coûte cher et qu'il faut davantage d'argent. » Il souhaite cependant

« rationaliser les dépenses ». ● **LE SERVICE DES URGENCES** de l'hôpital européen Georges-Pompidou ouvrira, mercredi 28 mars, avec près de trois mois de retard.

Bernard Kouchner veut développer « une culture de la santé publique »

Le nouveau ministre délégué à la santé, qui a présenté ses priorités devant la Conférence nationale de santé, annonce la création d'un comité de suivi. Cette instance sera chargée d'assurer la mise en œuvre de la politique du gouvernement. « Je n'ai aucun problème pour dire qu'il faut plus d'argent », ajoute-t-il

« Un mois et demi après votre retour au gouvernement, vous présentez, mardi 27 mars, le programme politique de votre ministère devant la Conférence nationale de santé. Quelle est l'originalité de cette politique ?

— Jusqu'ici, notre système de santé était essentiellement tourné vers les soins, la politique de santé publique était le parent pauvre. Je veux transformer les esprits, l'enseignement et notre culture. Les défenseurs de la santé publique sont encore considérés comme des empêcheurs de tourner en rond, pas seulement par les médecins mais aussi par le public. C'est un chantier considérable, dans lequel nous définissons des priorités de santé publique, depuis la lutte contre le cancer jusqu'aux programmes d'action spécifique envers les jeunes, les femmes ou les personnes en situation précaire, en passant par le combat contre les maladies infectieuses. Ce plan, qui devra être révisé chaque année, a peut-être un petit côté « catalogue », mais il nous servira de tableau de bord. Un comité de suivi, au sein du ministère, s'assurera, tous les quinze jours, de la mise en œuvre de ses différents volets. Ce dispositif rendra transparents nos efforts. Je viens d'annoncer, par exemple, le démarrage du dépistage du cancer colo-rectal dans onze départements. Le comité suivra son extension à l'ensemble du pays.

— Vous prônez une « vraie » politique de santé publique, mais de quels moyens allez-vous disposer pour cela ?

— On nous a souvent reproché, à juste titre — c'est notamment le cas des parlementaires, qui votent le budget de la Sécurité sociale — de parler de comptabilité avant de parler du contenu. Je veux inverser cette logique. Il faut avoir l'argent de la politique de santé et non faire



BERNARD KOUCHNER

la politique de l'argent de la santé. En 2000, la France a dépensé, pour la santé, plus de 900 milliards de francs ! Les Français souhaiteraient que ce poste soit inépuisable, mais ils doivent prendre conscience qu'il s'agit de leur argent. Moi je n'ai aucun problème pour dire que le progrès coûte cher et qu'il faut davantage d'argent, expliquer pourquoi, par exemple, nous avons besoin de plus de radiothérapie ou

Du cancer aux hépatites, les priorités du ministre

Placé sous le signe de la « *naissance d'une démocratie sanitaire* », c'est un véritable document de politique générale que présente Bernard Kouchner. Il lui reste à convaincre le

gouvernement, réuni en séminaire samedi 31 mars, de lui donner les moyens de ce programme ambitieux d'où émergent plusieurs thèmes.

● **Les priorités de santé publique.** Six plans sont consacrés à la lutte contre les pathologies chroniques : cancer, maladies cardio-vasculaires, diabète, asthme, insuffisance rénale chronique, mucoviscidose. Deux programmes nationaux concernent le sida et les hépatites. Les maladies émergentes et les

maladies orphelines figurent dans cette liste, de même que des programmes d'action spécifiques en faveur des jeunes, des femmes, des personnes âgées, de l'outre-mer, des personnes en situation précaire et des détenus.

Plusieurs actions d'intérêt général seront conduites : développement des greffes, accompagnement de fin de vie, plan de lutte contre la douleur, éducation pour la santé et programme national sur la nutrition. Une enveloppe de près de 500 millions de francs est allouée à la prise en compte du coût des chimiothérapies anticancéreuses, rendues d'autant plus nécessaires que 250 000 nouveaux malades sont enregistrés chaque année.

get constant. Il faut savoir si nous voulons que notre système de soins continue d'être classé le premier du monde par l'Organisation mondiale de la santé.

— **En matière d'arbitrage, cela fait des mois que les associations attendent que soit tranché le financement de l'indemnisation des accidents médicaux non fautifs qui bloque tout le projet de loi de modernisation de santé...**

— J'ai mis cette loi en chantier en 1992 et, depuis longtemps, je rêve de la mettre en œuvre. J'espère qu'elle pourra être présentée au Parlement avant l'été. Dans cette bataille, nos meilleurs alliés sont les malades et leurs familles. Ils exercent, et demain encore plus, la pression la plus efficace sur les politiques et le corps médical. Notre système de santé doit faire toute sa place à l'usager.

— **En ce moment, toutes les professions de santé défilent les**

● **La sécurité sanitaire.** Une enquête nationale sur les infections nosocomiales (contractées à l'hôpital) sera menée en mai-juin 2001. Des comités du médicament et des matériels médicaux stériles, seront mis en place dans les hôpitaux afin de renforcer leur bon usage.

● **Le médicament.** Les agences régionales d'hospitalisation devront faire le point sur les particularités de la consommation locale afin de définir une procédure de rationalisation de l'achat des médicaments pour les hôpitaux et de remboursement et de tarification pour les médicaments en ville. Le Comité économique des produits de santé négociera avec les laboratoires des baisses de prix à mesure que des produits innovants gagneront des parts de marché.

de chloration des canalisations avait d'abord condamné l'accès à l'eau potable pendant quelques jours. Puis une grave panne avait privé d'électricité l'établissement pendant dix jours.

LES PIÈGES DE L'INFORMATIQUE

Le nouvel hôpital a aussi souffert de son remplissage en plusieurs phases, une procédure jugée indispensable pour assurer une montée en puissance progressive. Certaines spécialités « oubliées », comme la gynécologie, occupent actuellement les espaces dévolus à d'autres services. Il en résulte des guerres pour s'approprier l'espace. Le service de chirurgie thoracique a été privé de quelques lits, mais surtout d'un quart de ses disponibilités de bloc opératoire, ce qui allonge les délais pour opérer les malades.

Le sujet de récrimination le plus répandu reste l'informatique, qui, de l'avis général, serait à l'origine de la contamination. « Nous sommes les testeurs d'un système infor-

matique dont les dysfonctionnements sont encore majeurs », fulmine le professeur Joseph Emmerich, spécialiste des maladies vasculaires. Personne n'avait envisagé le surcroît de travail lié à cette informatisation. La formation se fait essentiellement sur le tas et les infirmières passent beaucoup de temps sur les ordinateurs à contourner des pièges. La mise en route du système a révélé ses failles et, au début, les pannes étaient incessantes. « Il faut configurer tous les embranchements du réseau principal avec les sorties des machines les plus diverses et nous n'avons pas fini », explique Patrice Degoulet, professeur d'informatique médicale à l'université Paris-VI, chargé de l'information de l'HEGP. Pour des raisons de sécurité, la plupart des opérations informatiques sont « doublées » par une sortie sur imprimante. Cette précaution se traduit par une augmentation de moitié de la consommation de papier.

La grogne engendrée par ces dysfonctionnements s'est déjà traduite

par de nombreux mouvements sociaux : la grève des brancardiers, en décembre 2000, a précédé celle des infirmiers-anesthésistes et des infirmiers de bloc opératoire à partir du 16 janvier. Elle a bloqué le fonctionnement des blocs opératoires, mettant, au passage, en lumière le grand nombre de clients privés de certains chefs de service, qui se battent pour pouvoir les opérer en priorité. Actuellement, un tiers des blocs opératoires est fermé. « Nous manquons cruellement d'infirmiers-anesthésistes », confirme Louis Omnes, directeur de l'HEGP. Treize postes sur quarante-sept ne sont pas pourvus, faute de candidats. » « Mes rendez-vous sont maintenant repoussés d'ici deux à trois mois », confirme Olivier Laccourreye, chirurgien ORL. Imaginez-vous comment on vit pareille attente avec un diagnostic de cancer ? »

Il reste encore à faire pour humaniser cet hôpital aux bâtiments transparents, conçu par l'architecte Aymeric Zublena. « Ma chambre est très confortable, admet une

vieille dame hospitalisée dans le service d'oto-rhino-laryngologie. Un canapé-lit permet à ma fille de passer confortablement la journée, voire la nuit, à mes côtés. » La malade explique cependant qu'elle ne peut pas appeler à l'aide, faute d'avoir bien compris la signification des icônes figurant sur le bouton d'alarme. Mais les infirmières passent fréquemment pour rompre l'impression d'isolement et assurer une surveillance.

PRIVÉS DE DOUCHE

Chacun a pris conscience que le fonctionnement optimal de cet hôpital, décrit comme « révolutionnaire » par ses concepteurs, ne sera pas atteint avant plusieurs années, mais partout le désir de monter en puissance est perceptible.

Révolutionnaire, l'HEGP l'est certainement dans sa structure par pôles, conçue pour éviter la constitution de baronnies. Ainsi, auparavant, dans nombre de services de chirurgie, le suivi médical des malades

des était effectué par les médecins-anesthésistes. A l'HEGP, ces derniers ne sont plus affectés dans les services, et les chirurgiens doivent réapprendre la médecine, ajuster un traitement anticoagulant, rechercher l'origine d'une fièvre. « Ils peuvent toujours appeler les anesthésistes comme consultants, précise cependant le professeur Denis Safran, chef du service d'anesthésie-réanimation. Les différences de culture des équipes qui ont rejoint l'HEGP entraînent certaines tensions, poursuit-il. Les petits mandarins qui vivaient en circuit fermé avec « leurs » blocs opératoires, « leurs » anesthésistes ont du mal à s'y faire. » A l'HEGP, ces liens directs ont disparu, « ce qui, selon M. Safran, devrait permettre une utilisation optimale des ressources maternelles et humaines ».

L'heure n'est plus au pessimisme. Neuf mois après l'arrivée des premiers malades à l'HEGP, tous les problèmes d'informatique ne sont pas résolus, mais nombre de procédures commencent à être validées et utilisées. Les ordinateurs destinés à remplacer les pancartes au lit des malades devraient arriver avant la fin de l'année 2001. Les malades devraient bientôt pouvoir reprendre des douches, dont ils étaient privés depuis fin décembre pour éviter toute nouvelle contamination de légionnelles.

Certains services fonctionnent à plein régime, en particulier la cardiologie, installée la première. « Nous étions trois médecins très impliqués, et nous étions bien préparés au changement, témoigne le professeur Benoît Diebold. Les difficultés de départ sont oubliées. Nous travaillons plus vite, et au calme. Les malades partent avec leur compte-rendu, ce qui nous permet de bien fonctionner en réseau avec les médecins de ville. » Une interne de son service assure que le tout-informatique ne lui a pas fait oublier l'essentiel : le contact avec les malades.

Elisabeth Bursaux

De Broussais à l'HEGP, les galères du déménagement vues par Fanny, transplantée cardiaque

FANNY, trente-huit ans, a subi une transplantation cardiaque à l'hôpital Broussais en juin 2000, dans un service qui a déménagé le 3 juillet vers l'hôpital européen

TÉMOIGNAGE

« On m'avait interdit de respirer de la poussière. Mais j'ai pénétré dans un chantier... »

Georges-Pompidou (HEGP), où la jeune femme est suivie depuis le 13 juillet. Elle a ainsi vécu toutes les difficultés liées au déménagement de « son » service dans un bâtiment inachevé. « Lorsque je me suis rendue à ma première consultation, il y avait plus d'ouvriers que de méde-

cins ni les infirmiers, ni même les brancardiers ». Pour compliquer la situation, seule la moitié des ascenseurs fonctionnaient.

13°C DANS LA SALLE D'ATTENTE

Puis l'hiver est venu. Sans chauffage dans la salle d'accueil, où Fanny devait passer des journées à attendre les rendez-vous. Il faisait 13°C, se souvient-elle. Le mobilier consistait en quelques tables et quelques chaises ; pas un fauteuil, pas un lit pour s'allonger. Alors, « avec l'une ou l'autre des malades, nous déménagions dans les couloirs ou à la cafétéria ». Un jour, le téléphone interne a commencé à fonctionner — un grand progrès, selon Fanny. « Aujourd'hui, quelques fauteuils ont fait leur apparition, mais il n'y a toujours pas de quoi s'allonger

E. Bx

L'Insee prédit un « vieillissement inéluctable » de la population dans les prochaines décennies

En 2011, les moins de vingt ans seront moins nombreux que les plus de soixante ans

Dans ses projections démographiques pour le demi-siècle à venir présentées mardi 27 mars, l'Insee prévoit un « vieillissement inéluctable »

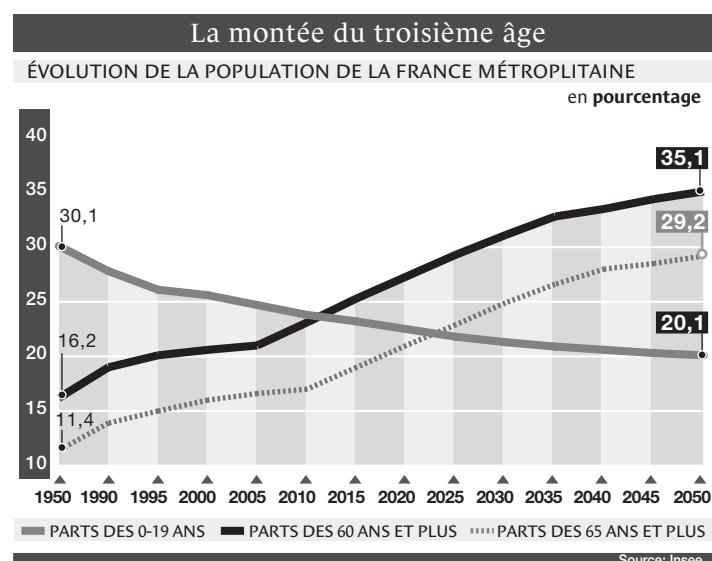
À QUOI RESSEMBLERA la population française au milieu du XXI^e siècle ? « Un vieillissement inéluctable », résume l'Insee, qui présentait, mardi 27 mars, ses projections démographiques pour le demi-siècle à venir, s'appuyant sur les résultats du recensement de 1999. Sans trop prendre de risque, l'Institut national de la statistique et des études économiques prédit que ces projections permettront « d'alimenter les débats socio-économiques ».

En 2050, la France métropolitaine comptera 64 millions d'habitants, soit 5 millions de plus qu'en 2000. Mais cette population aura pris des rideaux. Dans un demi-siècle, 35 % de la population totale sera âgée de plus de soixante ans, contre 20 % aujourd'hui. Ce sont 22,4 millions de Français qui auront dépassé la soixantaine, soit 85 % de plus qu'en 2000. Les moins de vingt ans, dans le même temps, passeront de 15 millions en 2000 à 12,8 millions en 2050. Eux qui représentent aujourd'hui un quart de la population ne compteront plus que pour 20 %. « La croissance des effectifs sera très importante pour les groupes les plus âgés », souligne Chantal Brutel, l'auteur de l'étude. D'ici 2050, la France métropolitaine comptera trois fois plus de personnes âgées de plus de 75 ans et quatre fois plus de personnes de plus de 85 ans. »

Dès 2011, en fait, les moins de 20 ans seront dépassés en nombre par les plus de 60 ans. Ces derniers, dès 2035, représenteront un tiers de la population. Ce n'est qu'avec l'arrivée à des âges élevés de générations moins nombreuses, et l'accroissement des décès des premières générations du

de la population française : en 2050, les plus de soixante ans représenteront un tiers des Français, contre 20 % aujourd'hui. A partir de 2040, la

population totale diminuera, le solde migratoire (50 000 personnes par an) ne suffisant plus à compenser l'excédent des décès sur les naissances.



A partir de 2011, les Français de plus de soixante ans seront plus nombreux que les jeunes.

baby-boom, que s'atténuerà ce vieillissement. Entre 2025 et 2040, les décès croîtront de manière importante (passant de 600 000 à 700 000 par an), sous l'effet de l'arrivée dans les troisième et quatrième âges des générations nombreuses du baby-boom nées entre 1945 et 1975.

LE POIDS DES BABY-BOOMERS

A partir de 2036, si la fécondité se maintient aux environs de 1,8 enfant par femme – niveau moyen observé depuis un quart de siècle –, le nombre annuel des naissances deviendra inférieur au nombre annuel des décès. A partir de 2040, après avoir atteint un maximum de 64,5 millions d'habitants, la population de France métropolitaine diminuera, le solde migratoire

re (50 000 personnes par an) ne suffisant plus à compenser l'excédent des décès sur les naissances. Quant au nombre de personnes en âge de travailler, il baîssera dès 2007 si l'on prend en compte les 20 à 59 ans, et cinq ans plus tard, en 2012, si l'on retient les 20 à 64 ans. Même dans le cas de figure d'une retraite à 65 ans, le rapport « personnes âgées/population en âge de travailler » doublera en cinquante ans, passant de 274 pour 1 000 à 575 pour 1 000.

« Paramètre le plus difficile à cerner », le solde migratoire a été arbitrairement fixé pour le demi-siècle prochain à 50 000 personnes par an, soit son niveau actuel. Les chercheurs de l'Insee ont néanmoins pris soin d'envisager une autre hypothèse, celle du doublement

de ce solde, avec 100 000 personnes par an dès 2005. Ce qui ne changerait quasiment rien : les plus de 60 ans ne compteraient plus pour 35,1 % mais pour 34,9 % de la population... « La masse des baby-boomers est telle qu'un doublement des arrivées ne jouerait que marginalement », explique Chantal Brutel. En 1995, un rapport de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) avait il est vrai souligné que pour modifier substantiellement son processus de vieillissement, la France aurait à accueillir 11 millions d'immigrants supplémentaires entre 2010 et 2020.

Ces projections de l'Insee se fondent sur une poursuite linéaire des gains d'espérance de vie. Selon l'Institut, en 2035, l'espérance de vie à la naissance s'élèvera à 82 ans pour les hommes, et à 89 ans pour les femmes (contre respectivement 75 ans et 83 ans aujourd'hui). Mais les résultats du passé ne peuvent permettre de prédire avec précision la longévité dans les années à venir (*Le Monde* du 21 février). D'après les travaux d'Aline Désesquelles, de l'Institut national d'études démographiques (INED), la hausse de l'espérance de vie des femmes se ralentit, n'augmentant plus actuellement que de quelques semaines par an : elle devrait donc atteindre 85 ans en 2030. Ce qui tempère les évolutions de la structure des âges prévues par l'Insee. « Même si la mortalité restait à son niveau actuel, l'effectif des 60 ans et plus augmenterait de 42 % entre 2000 et 2050 », note néanmoins l'Insee.

Elisabeth Bursaux et Pascale Krémer

Nouvelles propositions de Jack Lang pour l'enseignement renforcé et diversifié des langues

EN CETTE « ANNÉE EUROPÉENNE des langues », le ministre de l'éducation nationale multiplie les annonces en faveur du développement des langues vivantes dans le système éducatif. Après les promesses faites en faveur de l'école primaire (*Le Monde* du 31 janvier), Jack Lang a présenté, mardi 27 mars, ses « nouvelles propositions » pour l'enseignement des langues vivantes au lycée. Alors que les enseignants de ces disciplines réclament depuis plusieurs semaines le rétablissement des heures de cours « sacrifiées » par la réforme de Claude Allègre et une diversification des langues proposées, Jack Lang leur apporte en partie satisfaction.

Si le ministre ne modifie pas les grilles horaires en vigueur, il laisse la liberté aux professeurs de les organiser en fonction « des besoins des élèves et des ressources de l'établissement ». Concrètement, les heures dédoublées (travail en demi-classe), qui avaient entraîné une baisse d'horaires pour les élèves, ne sont plus obligatoires. Au-delà de cet assouplissement, Jack Lang souhaite expérimenter « une globalisation des moyens horaires disponibles en langues 1, 2, et 3 ». Cette mise en commun des moyens a pour

objectif de créer des groupes de langue plus homogènes, puisque les élèves seraient affectés en fonction de leur niveau de compétence, mais aussi d'en finir avec la « hiérarchie » entre les premières et les deuxièmes langues vivantes. D'ailleurs, symboliquement, il ne faudra plus parler de LV 1 et LV 2 mais de LV A et LV B.

CONTRE LE « TOUT-ANGLAIS »

Farouchement opposé au choix du « tout-anglais » en primaire, Jack Lang s'affiche logiquement pour le lycée en défenseur de la diversité. Alors que l'allemand et le russe, pour ne citer que ces deux exemples, sont en perte de vitesse, le ministre demande aux recteurs de « surseoir à toute suppression de postes d'enseignants dans des langues qui mettraien péril le maintien de leur enseignement au lycée ». Terminés, les seuils de fermeture décidés par les recteurs. Il faut maintenir l'offre quels que soient les effectifs. Néanmoins, ajoute le ministre, « aucun professeur de langue vivante ne doit être en sous-service à compter de la prochaine rentrée scolaire ». Pour redynamiser les langues moins enseignées et « occuper » leurs enseignants,

Jack Lang préconise l'organisation d'un enseignement de langue vivante 3 « ouvert à tous les élèves » ou encore la création d'ateliers d'initiation. Ces professeurs sous-utilisés pourront également occuper les nouveaux postes de « correspondant à la coopération internationale ». Nommés dans chaque bassin de formation, ces nouveaux « ambassadeurs » des langues devront notamment « construire des projets de coopération et d'échange collectifs ou individuels d'élèves et d'enseignants », déchargeant ainsi leurs collègues d'anglais ou d'espagnol de l'organisation de voyages à l'étranger.

En outre, Jack Lang estime « urgent de créer dans les lycées professionnels des sections européennes adaptées aux besoins et aux motivations des élèves ». Il souhaite aussi améliorer, dans tous les lycées, l'équipement des salles de langues et des centres de documentation et encourager, en seconde, les séjours d'au moins six semaines dans un établissement étranger. Tous ces « efforts » devraient tendre « vers la maîtrise de deux langues vivantes par tous ».

Sandrine Blanchard

La tentative d'extorsion de fonds du golf de Sperone, en 1996, devant la cour d'appel

DOMINIQUE ROSSI s'est également assis entre Marie-Hélène Mattei et François Santoni, couple de l'anée en 1996 mais qui ne se parle plus. L'assassinat général : le couple a été condamné le 8 mars 2000 à quatre ans de prison ferme, Dominique Rossi, « Nicu » pour les amis, à la moitié pour une « tentative d'extorsion de fonds », au nom du FLNC-canal historique, contre le golf de Sperone, à l'extrême sud de la Corse, en décembre 1996. Ils nient depuis quatre ans, et l'ont répété avec un peu de fatigue, lundi 26 mars, devant la 10^e chambre de la cour d'appel de Paris.

Elus ou réélus dans toutes les villes de plus de 5 000 hab.

LE GUIDE DES MAIRES 2001
Biographies, photos, coordonnées... 490 frs ttc
Ed. Jean-François Doumic - 01 42 46 58 10

Nicu Rossi ne voit franchement pas ce qu'il fait là. Il est accusé par Jacques Dewez, le patron du golf de Sperone, d'être venu lui remettre, le 8 décembre 1996, le numéro de portable de Marie-Hélène Mattei. « Ce sont des déclarations bidons, proteste le patron pêcheur. Il ne peut même pas dire comment j'étais habillé ni si j'étais rasé. » Il garde une dent contre le juge Jean-Louis Bruguière, « qui ne s'est pas fatigué », en dehors des écoutes téléphoniques. « C'est le procès des coups de fil, assure Dominique Rossi. Est-ce que, moi, j'ai des coups de fil ? »

Marie-Hélène Mattei, elle, en a. L'avocate a toujours reconnu qu'elle était passée voir le promoteur à son bureau, le 9 décembre 1996, pour obtenir un rendez-vous pour François Santoni. Afin d'entrer dans une première affaire Sperone, en 1994 : quatorze militants avaient été pris la main dans un sac d'explosifs, mais on négociait avec le gouvernement et ils avaient tous, en dix-huit mois, été remis en liberté avec la bénédiction du parquet. « Dans un intérêt bien compris, on s'était appliquée à diminuer dans de larges proportions la portée de cette affaire », explique joliment l'avocat

PÉNIBLES COINCIDENCES

Reste François Santoni, décontracté « directeur commercial d'une société qui vend des produits pétroliers ». Pour les juges de première instance, il est « le commanditaire » de l'opération mais n'apparaît guère dans les écoutes et assure calmement que « personne ne le met en cause ». Sa défense bute sur une contradiction : il ne peut à la fois négocier le sort des

prisonniers et ne pas être le patron du canal historique. Autant lui faire avouer qu'il est le chef d'Armata corsa, et son avocat, M^e Lef Forster, louvoie pour faire reconnaître qu'il était cependant suffisamment important pour être l'interlocuteur des ministres de l'intérieur.

Marie-Hélène Mattei et François Santoni se rallient à une version moyenne : Jacques Dewez a bien été racketté, mais par des intrigants qui ont profité de la visite de M^e Mattei pour extorquer des fonds et ont convaincu le FLNC de revendiquer l'attentat. Pénibles coïncidences, qui n'avaient pas convaincu les premiers juges. Le procès reprendra le 2 avril, avec l'audition de Jacques Dewez. François Santoni, qui a déjà purgé vingt-trois mois de détention provisoire, le porte assez dans son cœur, refuse de répondre aux questions de la partie civile et ne supporte guère M^e Mario Stasi. « Ça m'indispose que le vieil homme n'arrête pas de radoter », a jeté le militant. Le digne bâtonnier a sauté sur ses pieds et trouvé « inadmissible le comportement de ce prévenu ».

Franck Johannès

Face aux familles des victimes, Guy Georges vacille mais persiste dans son silence

« A un moment, je vais parler, mais pas à la justice »

SANS VÉRITABLE compassion pour les familles des victimes, Guy Georges mène le jeu devant la cour d'assises de Paris. Lundi 26 mars, le présumé « tueur en série de l'Est parisien » a de nouveau surpris son monde en adoptant une attitude que personne n'attendait, et certainement pas le



PROCES

président de la cour, Yves Jacob (*Le Monde* du 27 mars). Ce dernier avait accepté, vendredi 23 mars, à l'issue d'une journée d'audience chargée en émotion, de laisser quarante-huit heures de réflexion à l'accusé, qui avait alors semblé prêt à parler. Pressé de questions par les avocats des parties civiles, il était apparu fragilisé et avait laissé entendre que ce laps de temps lui était nécessaire pour « dire des choses » qui allaient « faire mal ».

Pourtant, à l'heure prévue pour la reprise des débats, Guy Georges n'était pas dans le box. Informé du fait que l'accusé ne voulait pas être extrait de la maison d'arrêt de la Santé, le président Jacob l'avait finalement contraint à comparaitre de force. Ce qui fut fait. Selon plusieurs sources, Guy Georges aurait alors refusé de s'habiller et aurait quitté la prison enveloppé d'une couverture. Arrivé dans la sourcière [où l'accusé patiente en attendant l'ouverture des débats], il aurait exigé que la cellule, inondée par la crue de la Seine, soit nettoyée, avant d'accepter finalement de revêtir le sweat-shirt et le pantalon de survêtement que son escorte avait pris soin d'emporter.

Guy Georges a les traits tirés quand il pénètre dans le box. Sollicité par le président, qui espère encore des explications, il lance : « Ce que j'ai à vous dire, c'est désagréable. » – Nous sommes prêts à entendre des choses désagréables, lui répond le président, avec le ton compréhensif dont il sait user habilement.

– D'abord, poursuit l'accusé, je veux m'adresser aux familles et aux victimes. (Long silence). La justice, j'en ai marre, j'en ai vraiment marre. Ça fait trente ans qu'on essaie de m'humilier. La justice, je lui pisse dessus. Les rapports de force, ça ne sert à rien avec moi, comme quand vous m'obligez à venir. »

Le président Jacob fait une nouvelle tentative pour convaincre Guy Georges de s'exprimer. En vain. « A partir d'aujourd'hui, je ne dirai plus rien », se contente-t-il de répondre. Le magistrat prend bonne note du nouveau revirement de l'accusé avant de commencer l'examen du quatrième crime attribué au « tueur en série de l'Est parisien ». Le 10 décembre 1994, le corps sans vie d'Agnès Nijkamp, une Néerlandaise de trente-deux ans, était découvert par son compagnon dans leur duplex du 11^e arrondissement de Paris. Entendu le 26 mars 1998, après son interpellation, Guy Georges avait d'abord nié toute participation à ces faits, avant de reconnaître, deux mois plus tard, qu'il en était l'auteur.

Pour l'accusation, sa culpabilité est d'autant moins contestable que des prélevements, effectués sur les lieux du crime, ont permis d'identifier un ADN masculin correspondant à celui de Guy Georges. Ce qui n'était pas le cas

DÉPÈCHES

■ **DROGUE** : le corps d'un Britannique de vingt-cinq ans a été repêché, lundi 26 mars, dans un affluent du Rhône, près d'Orange (Vaucluse), après une rave-party qui avait réuni pendant le week-end 4 000 jeunes. Le corps présentait les signes d'une mort par hydrocution.

■ **CORSE** : trois nationalistes corse, militants d'A Cuncolta Indépendantista, ont été mis en examen et écroués, lundi 26 mars, pour avoir apporté un soutien logistique à deux membres de leur mouvement recherchés par la justice. A Cuncolta a dénoncé ces arrestations, qu'elle considère « contraires à la volonté d'apaisement du gouvernement ».

■ **ATTENTAT** : la maison en construction d'un gendarme affecté à Bonifacio (Corse-du-Sud) a été détruite, dimanche 25 mars, par une charge explosive. Un correspondant anonyme a revendiqué cette action auprès d'une radio locale sans mentionner son organisation.

■ **ACCIDENT** : deux personnes ont été tuées, lundi 26 mars, dans une collision à un passage à niveau entre un train express régional (TER) et un camion, à Caffiers (Pas-de-Calais). Le conducteur du poids lourd et un élève conducteur de la SNCF sont morts sur le coup. Six voyageurs ont été blessés par les éclats de verre.

Acacio Pereira

Le tramway de Nancy en arrêt prolongé

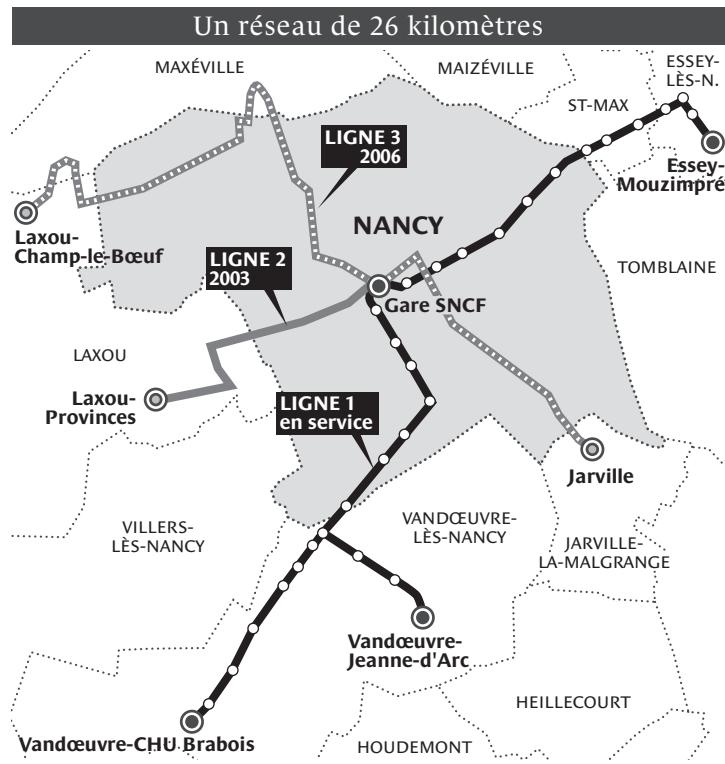
Inauguré en décembre 2000, ce nouvel équipement est interdit de circulation. La technologie choisie – des véhicules sur pneus – est montrée du doigt, mais certains évoquent aussi de possibles « actes de malveillance »

NANCY
de notre correspondante

André Rossinot s'est de nouveau installé, pour la quatrième fois, dans son fauteuil de maire (UDF) de Nancy, et le tout nouveau tramway sur pneus ne roule toujours pas. Pourtant, s'il n'y avait pas eu « l'affaire du tram », qu'aurait été la campagne des municipales ? Françoise Hervé (sans étiquette) et Jean-Yves Le Déaut (PS), ses deux adversaires, ont focalisé leurs critiques de la gestion précédente sur cet outil de transport, inauguré en décembre 2000, et qui depuis n'a connu que pannes, avaries et accidents.

A croire que le tramway, conçu par Bombardier à Valenciennes et expérimenté à Nancy, est ensorcelé. Tout va d'ailleurs si mal que le préfet de Meurthe-et-Moselle, après un deuxième accident survenu le 10 mars, lui a interdit de rouler. Nancy a donc vu ses bons vieux bus reprendre du service. Les élus de la communauté urbaine et, en première ligne, André Rossinot et Charles Choné (président de la Communauté urbaine du Grand Nancy, CUGN) se sont fait un sang d'encore ces dernières semaines, redoutant d'être sanctionnés par des électeurs, qui sont aussi des usagers, dont les nerfs ont été mis à rude épreuve.

Le 13 mars, entre les deux tours, un rassemblement de quelque



150 personnes ont bloqué le centre de la ville : « Ils nous avaient promis un tram toutes les 5 minutes aux heures de pointe. On en a 4 ou 5 par heure, c'est l'enfer. Moi j'en ai assez de pleurer de rage sur les quais », expliquait Gloria Thalmensy, de Sei-

champs, à l'origine du mouvement. A la CUGN, techniciens et élus sont parfaitement conscients de la gêne occasionnée pour les usagers. « Les fréquences, à terme seront respectées voire accrues », soutient Thierry Marchal, qui pilo-

te le projet depuis trois ans. « Pour respecter la cadence d'un tram toutes les 5 minutes aux heures de pointe, il nous faut 18 véhicules, explique-t-il. Faute de quoi, quand un véhicule tombe en panne, il lui faut 3 à 5 minutes pour repartir. C'est autant de retard pour le suivant, qui mettra plus de temps à charger davantage de voyageurs. En bout de ligne, le retard peut dépasser 25 minutes, et les gens ratent leurs correspondances ! » Ces dernières semaines, seuls douze trams étaient en situation de rouler.

UNE PLAINE DÉPOSÉE

La CUGN estime que le concepteur et constructeur Bombardier porte une part de responsabilités dans les dysfonctionnements constatés. Ainsi la marche à blanc, sans passagers, a-t-elle été plus longue que prévu, et l'ouverture commerciale, repoussée début février, parasitée par de petits problèmes techniques. Sans parler de la publication d'un rapport du Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATTS) commandé par le comité d'entreprise de la CGFT (la compagnie des transports de Nancy) qui fait état de problèmes liés à un manque de visibilité pour les chauffeurs.

Mais, ces dernières semaines, le sort a semblé s'acharner sur le tram. « Comme par hasard, on a assisté à une flambée d'incidents et

d'accidents pendant la campagne », remarque M. Alain Behr, avocat de la CUGN, qui a déposé une plainte auprès du procureur de la République pour mise en danger de la vie d'autrui, évoquant de « possibles malveillances ». Par deux fois, les 6 et 10 mars, le tram a dérapé, heurtant un poteau, au

jours plus tard, un nouvel accident, dans les mêmes circonstances, amène la préfecture à suspendre l'autorisation de circuler.

En accusation : les galets qui permettent au tram de se connecter à son rail de guidage et qui ont du mal à monter et à descendre. Depuis, Bombardier a mobilisé une

Quatre autres villes intéressées par ce matériel

Les soucis du tramway nancéien sont observés avec attention par des villes intéressées par cette même technologie : Caen, Angers, Pau ou Clermont-Ferrand. La capitale de l'Auvergne a décidé de s'équiper d'un tramway sur pneumatiques en 1996. Après la suspension par le tribunal administratif du premier appel d'offres, quatre groupes sont sur les rangs : Ansaldo (Trieste, Italie), Lohr Industrie (Strasbourg), Irisbus (Vénissieux) et Spie-Bombardier (Valenciennes). Leur dossier doit être déposé fin mai et le choix de principe rendu public en septembre. L'agglomération clermontoise veut créer une ligne nord-sud de 16 kilomètres. Son coût est estimé à 1,5 milliard de francs et sa mise en service prévue au printemps 2005. Pour le moment, les services techniques chargés de ce dossier ne s'émeuvent pas trop des incidents nancéiens : ils les expliquent par la rapidité avec laquelle a été mise en place la ligne incriminée (moins de deux mois).

cours d'une manœuvre de droppage-dédroppage, qui consiste à passer du mode guidé au mode routier. Il semblerait qu'une erreur humaine soit à l'origine du premier accident. En tout cas, les chauffeurs ont réagi et fait valoir leur droit de retrait, accentuant un peu plus la tension, tandis qu'une expertise était lancée. Quelques

centaine de techniciens affaires jour et nuit à la maintenance et à la modification des systèmes présentant des défauts. « On sait par expérience qu'un nouveau matériel présente toujours des difficultés lors de sa mise en service, plaide Hervé Dohen, chef du projet chez Bombardier. On a été un peu bousculés par le calendrier. Nous nous sommes fixés fin mars pour régler le problème de droppage. » Parallèlement, des expertises techniques sont menées sur les véhicules accidentés. La technologie est-elle seule en cause ? Une défaillance humaine, un manque de maîtrise dans la conduite et le respect des procédures peuvent-ils expliquer les deux incidents, ou bien s'agit-il de la combinaison des deux facteurs ? C'est à ces questions que la commission technique et l'expertise judiciaire réclamée par la CUGN devront répondre.

Les techniciens de la CUGN pensent qu'il faudra plusieurs mois avant que tout soit stabilisé et que le tram roule sans encombre. Bombardier joue gros. D'autres villes sont en effet intéressées par cette technologie et surveillent de près les périphéries nancéennes (lire ci-dessus). Aux habitants de l'agglomération de prendre leur mal en patience.

*Propos recueillis par
Monique Raux*

Mo. R.

Trois lignes en 2006

● **Ligne 1.** La première ligne du tramway sur pneus de Nancy traverse l'agglomération de part en part et s'inscrit dans un plan de déplacements urbains qui donne la priorité aux transports publics. Longue de onze kilomètres, composée de vingt-huit stations, elle va de Brabois à Essey-lès-Nancy, à l'est de l'agglomération, circule en site réservé dans le centre-ville, redessiné pour la circonstance. Gris métallisé, avec de larges baies vitrées, les rames peuvent accueillir cent quarante-trois voyageurs, dont quarante assis. ● **Projets.** La ligne 2 est prévue pour 2003, la troisième à l'horizon 2006, en même temps que le TGV-Est. Nancy a entrepris d'aménager le quartier de la gare pour en faire un pôle d'échanges

entre les différents modes de transport.

● **Connexions.** En adoptant cette technologie propre, l'agglomération de Nancy espérait convertir aux transports en commun les milliers d'automobilistes qui engorgent quotidiennement le centre de la ville. Les tramways doivent remplacer les vieux trolleybus, en bout de course. Des parkings relais, aux terminus de la ligne, accueilleront gratuitement les voitures. Le tram nancéen s'inscrit dans un réseau hiérarchisé, c'est-à-dire qu'il se connecte aux lignes de bus existantes. Ces dernières semaines, le nouveau tram a connu des retards qui se sont répercutés sur les bus en perturbant les correspondances.

TROIS QUESTIONS À...

THIERRY MARCHAL

1 Vous êtes directeur général adjoint des services techniques de la Communauté urbaine du Grand Nancy, chef de projet technique Tram. Pourquoi avoir choisi la technologie du tramway sur pneus ?

Ce choix tient à la conception particulière de Nancy, dont les rues sont étroites. La plus large est le boulevard Jean-Jaurès, dix-sept mètres de large. Ensuite, cela tient à la topographie de la ville, avec des secteurs urbanisés situés sur des plateaux avec des côtes à 13 %, Brabois notamment, avec un pôle technologique, le CHU, l'université. Or le tram sur rail, à ce jour, ne permet pas de monter des pentes de plus de 7 à 8 %. L'autre avantage du tramway

Bombardier tient à sa bimodalité, un moteur électrique principal et un moteur thermique d'appoint, plus souple, plus maniable et moins polluant.

2 Des critiques ont porté sur les délais de mise en route, jugés trop courts.

Il est exact que les délais ont été courts. Les études d'exécution ont commencé début 1999. Il fallait préparer les dossiers d'appel d'offres aux entreprises rapidement, car nous voulions profiter des vacances pour démarrer les travaux. Ceux-ci ont duré seize mois, et ont été achevés fin novembre 2000, avec trois semaines de retard, ce qui est finalement peu pour un chantier de cette envergure. De ce fait, la marche à blanc a été différée. On pensait qu'un mois serait suffisant. Nous avons sous-estimé ce délai, d'autant que

nous n'avions que huit à dix véhicules, alors que nous aurions dû en tester dix-huit.

3 Quel est le coût de ce tramway sur pneus ?

Le coût est proche du milliard. Avec un dépassement de 10 % dû à la modification du tracé sur Essey-lès-Nancy après l'enquête d'utilité publique, à l'installation justifiée d'une climatisation dans les rames et à l'amélioration esthétique des poteaux. En additionnant l'ensemble (infrastructure, dépôt, rames), le tramway de Nancy revient entre 85 et 90 millions de francs le kilomètre. Ceux de Montpellier et d'Orléans, sur rails, sont chiffrés à respectivement 140 et 110 millions de francs.

Mo. R.

Inondations : de nouvelles précipitations pourraient ralentir la décrue

LES PLUIES s'étant interrompues, les inondations ont connu une accalmie mardi 27 mars au matin. La tendance était à une très lente décrue, et les habitants commençaient à constater les dégâts. Mais il ne pourrait s'agir là que d'un répit : de nouvelles et importantes précipitations sur une large partie du pays, annoncées par Météo France à partir de mercredi, risquent de réalimenter la montée des eaux.

Mardi matin, la situation restait particulièrement délicate en Seine-Maritime, où les habitants d'une centaine de communes gardaient les pieds dans l'eau. La zone d'Elbeuf, au sud de Rouen, demeurait particulièrement sensible. Le débit de la Seine y était à 2 280 mètres cubes par seconde.

A Rouen, le fleuve atteignait une cote de 9,40 mètres. Les responsables de la prévision des crues n'espéraient pas d'accalmie avant l'après-midi, et 25 000 habitants sont toujours privés d'eau potable. « Le maximum de la crise devrait être atteint mardi soir », estimait le préfet du département, Bruno Fontenais.

La baisse des coefficients de marée devait favoriser l'évacuation des eaux, à partir de mercredi. Dans le département voisin de l'Eure, l'amélioration était plus évidente. Dans le Calvados, le périphérique de Caen restait coupé par les eaux.

A Paris, la cote au pont d'Austerlitz était de 4,72 mètres mardi matin, contre 4,96 la veille. Les voies sur berge restaient fermées.

Ailleurs dans le bassin de la Seine, l'Oise et l'Aisne mettaient également du temps à évacuer leur trop-plein. Aucune amélioration n'était attendue par le service d'annonce des crues avant la soirée de mardi. Dans le Val-d'Oise, plusieurs zones pavillonnaires restaient inondées. Dans les Yvelines, les pompiers se sont activés à renforcer une digue qui menaçait de s'effondrer. Dans l'Oise, plusieurs dizaines de routes restaient fermées à la circulation.

En Bretagne, la Vilaine a amorcé une lente décrue, à raison de 0,5 centimètre par heure, dans la région de Rennes. A Redon, le pic a été atteint lundi soir avec 4,78 mètres, et les eaux étaient à peine redescendues mardi en fin de matinée. L'impatience devenait vive dans cette commune et dans les autres qui pataugent depuis dimanche, et ce pour la quatrième fois en quatre mois. Dans le département voisin du Morbihan, les transports scolaires sont interrompus.

Le Rhône et la Saône continuaient à regagner leur lit et étaient redevenus navigables, sauf à Lyon. Mais vingt et une communes du val de Saône restaient sous les eaux, et de nombreuses routes départementales de l'Ain et du Rhône étaient fermées. Les pompiers et les habitants commençaient à pomper l'eau dans les maisons et à réparer les dégâts, mais sans conviction. La perspective de pluies importantes à la fin de la semaine laissait présager une nouvelle inondation, qui pourrait rendre ce travail inutile.

APRÈS quelques jours d'atterrissements, le ministère de l'Agriculture est en mesure de fournir des informations précises permettant de comprendre pourquoi un deuxième foyer de fièvre aphteuse a, vendredi 23 mars, été identifié à Mity-Mory (Seine-et-Marne). Selon la direction générale de l'alimentation, il est en effet établi que des ovins irlandais ont été importés le 23 février sur le territoire français. Ces animaux sont arrivés dans la Mayenne, à Pré-en-Pail, où ils ont été partagés en trois lots. L'un des lots a été adressé à l'exploitation de Jean-François Reboux, négociant en bestiaux de La Baroche-Gondouin (Mayenne). Les prélevements sanguins effectués sur ces animaux au moment où l'exploitation de M. Reboux avait été placée sous surveillance par les autorités sanitaires et vétérinaires devaient se révéler positifs, signant leur caractère très vraisemblablement contagieux. Le deuxième lot de ces ovins est parti vers la région parisienne, les moutons devant être sacrifiés pour la fête de l'Aïd el-Kébir.

Le troisième lot a été transporté, dans un camion de M. Reboux, vers l'exploitation de M. Pauchon, en Seine-et-Marne. On pensait jusqu'alors, sur la foi des déclarations de M. Reboux, que le transport avait été fait directement le 24 février « de bord à bord », sans que les animaux ne transitaient sur l'exploitation mayennaise. L'hypothèse retenue était alors que ce camion n'avait pas été désinfecté et qu'il contenait de la paille, vecteur connu du virus. Or les investigations

menées tant dans le département de la Mayenne qu'à l'opposé de l'Irlande permettent, indique-t-on de bonne source, de conclure que les animaux livrés en Seine-et-Marne ont bel et bien transité par l'exploitation de M. Reboux. Avec cette nouvelle information, la direction générale de l'alimentation estime que le scénario de la contamination dans le camion appartenant à M. Reboux lors du transport jusqu'en Seine-et-Marne, et qui les a débarqués avec la même paille, est moins vraisemblable. Elle priviliege celui d'une contamination sur le site mayennais, suite à des contacts avec des ovins britanniques importés depuis le territoire irlandais après l'embargo.

Sans retenir l'hypothèse de la fraude volontaire, le ministère de l'Agriculture estime qu'il y a eu au minimum une faute : des mesures préventives efficaces auraient pu être utilement prises, si les autorités sanitaires avaient été pleinement informées de l'ensemble de ces mouvements d'animaux. Or les informations complètes n'ont pu être obtenues que le 24 mars, soit près d'un mois après le déplacement des bêtes de l'exploitation mayennaise. Tous les éléments de ce dossier seront exposés mardi 27 mars devant le comité vétérinaire permanent, et Paris espère ainsi qu'ils permettront d'éviter que l'embargo décidé par la Commission européenne, qui frappe actuellement le bétail français, ne soit pas prolongé de quinze jours.

Jean-Yves Nau

MALENTENDANTS !!!

VOUS ENTENDEZ
MAIS NE COMPRENEZ PAS ...
IL EXISTE UNE SOLUTION

Les 2, 3, 4 et 5 avril 2001
nous organisons
GRATUITEMENT et pour tous :
– des contrôles de l'audition
– des révisions de vos aides auditives
– des essais d'aides numériques

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU :
01.40.39.75.76

Centre ouvert du
lundi au vendredi, de 9h30 à 17h30

**Mutuelle nationale de la presse,
du livre et de la communication**
Service acoustique

29, rue de Turbigo - 75002 Paris
Métro-RER Châtelet-Les Halles

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Brest.

M. et Mme **Tristan MAGE** ont la joie d'annoncer la naissance de leur cinquième petit-enfant,

Malo,

le 25 mars, chez
Jean-François et Stéphanie
LE BOUGEANT.

Leila et Christophe
VICEL-BOUGUERRA partagent avec
Hugo, Mehdi,
la joie d'annoncer la naissance de

Salomé, Aïcha, Claire,

le 22 février 2001.
8, rue du 8-Mai-1945,
92250 La Garenne-Colombes.

Adoptions

Konrad

et nous, sommes heureux de partager beaucoup d'amour, et l'avenir.

Geneviève et Michel MEUNIER.

Balma, le 28 mars 2001.

Décès

– Mme Caroline Tiné,
Mme Sophie Tiné,
ses filles,
Sébastien Farran et Julien Pelgrand,
Camille et Adèle Tiné,

Sandra Thomas et Raphaël Blasselle,
ses petits-enfants,
Léa, Jâni et Anita,
ses arrière-petits-enfants,

La baronne de Montesquiou Fezensac,
sa sœur,

Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Antoinette APPERT ROLAND-GOSSELIN,

survénue le 25 mars 2001, à l'âge de soixante-seize ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6^e.

Elle sera inhumée, dans l'intimité familiale, au cimetière du Père-Lachaise, auprès de son fils,

Edouard TINÉ,

décédé le 6 janvier 1986.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

98, rue du Chercle-Midi,
75006 Paris.
Via Alba 14,
00182 Rome (Italie).

– Mme veuve Maurice Elbaz,
Raynald et Céline,
M. et Mme Prosper Elbaz,
Valérie et Eric,
M. et Mme Sylvain Elbaz,
Laurent, Frédéric, Jennifer, David,
Les familles Dahan, Elbaz, Bendelac,
Fedida,
ont la douleur de faire part du décès de la très regrettée

**Mme Rachel BENAZERAF,
née Fedida**,

survénue le 15 mars 2001, dans sa soixante-quatorzième année.

L'inhumation a eu lieu le 19 mars 2001, au cimetière parisien de Pantin.

La cérémonie d'anniversaire du mois est fixée pour le 16 avril, à 20 heures précise au centre Rambam 19-21, rue Galvani, 75017 Paris.

73, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Nicole Possompès,
Viviane Lévi,
Danièle et Bernard Maillet,
Georges Bensoussan et Annette Burszttein,
Charles Bensoussan et Eliette Zélis,
ses enfants,
Anne, Stéphanie, Sébastien, Valérie,
Jérôme, Daniel, Elisabeth, Yonathan,
Eyal, Ilan,
ses petits-enfants,
Julie et Romane,
ses arrière-petites-filles,
Son frère, David Bensoussan [z'l],
et Mireille, son épouse,

Micheline, Georges, Claude, Robert et
Réjane,
ses neveux et nièces,
Les familles Achddou, Azoulay,
Benhamou, Bensoussan, Burszttein, Lévi,
Maillet, Possompès, Zélis,
ont le chagrin d'annoncer le décès de

Ruben BENSOUSSAN,

Le 25 mars 2001, à Paris, dans sa quatre-vingt-cinquième année,

et rappellent à votre souvenir son épouse,

**Lucienne BENSOUSSAN,
née ACHDDOU [z'l]**,

décédée le 9 mars 2001.

Les obsèques auront lieu ce mardi 27 mars, à 14 h 30. On se réunira à l'entrée principale du cimetière parisien de Pantin.

56, rue Botzaris,

75019 Paris.

– Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Joy BOKOWNEW,
interprète de conférence,
survenu le 23 mars 2001, à Londres.

Les obsèques ont lieu en Angleterre.

– Amiens (80). Agnez-lès-Duisans (62).

Mme Bouthors Petit,
son épouse,
Didier et Christine Bouthors-Grécourt,
Françoise et Marie-Claire Bouthors
Religieuse,
ses enfants.

Maïa, Elma, Baptiste et Clément,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph BOUTHORS,

survenu le 24 mars 2001, en son domicile à Amiens, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 mars, dans l'intimité familiale, à Agnez-lès-Duisans.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Anduze. Libourne. Paris.

« Dieu est esprit. »
Jean, 4/24.
« Ma grâce te suffit. »
II Cor. 12/9.

On annonce la mort, à Paris, le 22 mars 2001, de

**Mme Jean CARBONNIER,
née Madeleine HUGUES**.

De la part de M. Jean Carbonnier,
Marianne et Jean-Maurice Burkard,
Louis, François et Jean,

Irène et Jacques Débù,
Noémi, Pierre-Valdo, Simon et Elise,
Jean-Hugues et Catherine Carbonnier,
Guillaume, Etienne et Vincent,
Emmanuelle et Jean-Paul Glaumaud,
Matthieu, Sarah et Marion,

Annelise et Jean-Michel Lecat,
Paul, Thomas et Benjamin,
Denis Carbonnier,
Antoine et France-Marie Carbonnier,
Samuel,

Françoise et Pierre Teissier,
leurs enfants et petits-enfants,
Huguette Hugues.

L'annonce de la résurrection a eu lieu dans l'intimité familiale, le 23 mars 2001.

95, rue de Vaugirard,
75006 Paris.

– Marie-Laure et Gabriel Madelin,
Isabelle Cartier,
Anne et Christopher Saul,
ses enfants,

Marie Emmanuel, Mathilde et Pierre
Madelin,
Edouard et Laura Saul,
ses petits-enfants,

Monique Cartier,
Laure et Georges Caumont,
ses sœurs et beau-frère,

Ildete Soares-Caldas,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur René CARTIER,

survénue le 26 mars 2001, à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13^e (métro Glacière, autobus 21).

Ni fleurs ni couronnes.

Et rappellent le souvenir de son épouse,

**Marie-Françoise CARTIER,
née PASQUALINI**,

décédée le 24 mars 1980.

19, rue des Cordeliers,
75013 Paris.

– Jean Clappier,
son fils,
Mme Lambry,
sa mère,

Anne-Victoire et Bruno de Dieuleveult
et leur fille,
Anne-Marie Clappier
et ses enfants.

Sa sœur, son beau-frère, sa belle-sœur,
ses neveu et nièces,
Toute sa famille,

Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Bernard-Georges CLAPPIER,

survénue le 22 mars 2001.

Une messe sera célébrée mercredi 28 mars, à 10 h 30, à Notre-Dame-de-l'Assomption des Buttes-Chaumont, 80, rue de Meaux, 75019 Paris.

L'inhumation aura lieu le jeudi 29 mars, à 14 heures, à Saint-Genest-sur-Roselle (Haute-Vienne).

26, rue Boursault,
75017 Paris.

13, rue du Port,
16200 Jarnac.

318, boulevard Jean-Jaurès,
76000 Rouen.

– Nous avons le regret d'annoncer le

décès de

M. Gérard vonELLER,

le 15 mars 2001, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jane Durand-Debay,
Mme Hélène Durand-Ballivet,
M. François Ballivet,
et leurs enfants, Jean, Marie, Pierre,
Le P et Mme Philippe Blanchard-Durand,
et leurs enfants, Nicolas et Claudia,
Olivier et Claudia,
M. Jean-Charles Durand,
Mme Chantal Durand-Rondeau,
et leurs fils Thomas,
Les familles parentes et alliées,
ont le chagrin de faire part du décès du

docteur Charles DURAND,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Genève,
ancien directeur de la clinique
et de l'hôpital de Prangins,

survenu le 25 mars 2001, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La messe de sépulture sera célébrée en l'église de la Colombière, à Nyon (Vaud, Suisse), le jeudi 29 mars, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Varsovie 1911. Paris 2001.

Mme Jacques Ertel,
son épouse,
Ses enfants
Et petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques ERTEL,

après un combat courageux et douloureux
contre la souffrance.

L'enterrement aura lieu au cimetière
parisien de Bagneux le mardi 27 mars
2001, à 14 h 30.

Gémissons, gémissons, gémissons,
espérons.

3, rue Gazau,
75014 Paris.

– Monique, Pierre et Agathe Guerrier,
sa femme et ses enfants,
Le capitaine de vaisseau et Mme Jacques Guerrier,
ses parents.

Le général et Mme Jean Pequignot,
ses beaux-parents.

Catherine et André Sillan,
leurs enfants et petits-enfants,
Marie-Hélène et Xavier Desbazeille,
leurs enfants et petits-enfants,

Christine Guerrier,
Laurence et Charles Ragon
et leurs enfants,
Ses sœurs, beau-frères,
neveux, nièces,
petits-neveux et petites-nièces,
Marie-Françoise Pequignot,
Jean-Marc et Claire Pequignot,
et leurs enfants,

Belles-sœurs, beau-frère,
neveu et nièce,
ont la douleur de faire part de la mort de

François GUERRIER,

X 64,
ingénieur général de l'armement,
survénue le 26 mars 2001, à Paris, à l'âge de
cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, boulevard des Invalides, Paris-7^e.

L'inhumation aura lieu, dans l'intimité familiale, au cimetière de Bracieux (Loir-et-Cher).

La famille remercie les équipes de

l'Association François-Xavier Bagnoud,
et de la maison médicale Jeanne-Garnier,
pour leurs soins attentifs et leur constant soutien.

Fleurs autorisées. Des dons sont
souhaités à la Ligue nationale contre le
cancer, 1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue Vaneau,
75007 Paris,
413, avenue Jacques-Cartier,
75010 Paris.

– Anne et Jean-Pierre Dujac,
son épouse,
Jean-Jacques, Gérard, Paul,
Marie-Noëlle et Savin,
ses enfants.

Frédérique, Thivan Tran, Eric Souris,
ses belles-filles et gendre,

Rémi, Charles, Alex, Obéline et Luc,
ses petits-enfants.

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Marcel PANIÉ-DUJAC,

Après avoir obligé Alain Juppé à déménager et épingle les tribunaux de commerce, le député socialiste de Saône-et-Loire s'est attaqué au président de la République, qu'il souhaite voir répondre de son action de maire devant la justice. Portrait d'un homme qui dérange

L'ÉLÉGANTE silhouette semble déplacée dans les étables où charolaises et normandes soufflent un peu de chaleur dans le vent froid de décembre. « Il y a quelqu'un ? », lance Arnaud Montebourg en piétinant la paille et la boue séchée. Le député de la circonscription de Louhans, en Saône-et-Loire, a décidé de consacrer cette matinée à un négociant en bestiaux. Jean Compagnon n'a pas le profil type d'un électeur de gauche, mais, s'il a demandé à voir « son » député, c'est que la consommation de bœuf s'effondre. Il faut faire quelque chose comme, suggère-t-il, réclamer l'interdiction des émissions qui affolent les Français...

C'est bien mal connaître le citoyen-député, défenseur de la presse et pamphlétaire de *La Machine à trahir* (Denoël), qui réclame plus de libertés pour les citoyens, plus de pouvoir pour le Parlement, plus de transparence dans la gestion des deniers publics. Et plus de sévérité à l'encontre de Jacques Chirac, qu'il rêve de voir répondre de son action de maire de Paris devant la justice. La crise bovine le mobilise sur le terrain, la crise du régime le galvanise ailleurs, courant maisons de la presse et librairies pour dédicacer ce « rapport sur le délabrement de nos institutions » qui fait le bonheur des lecteurs (45 000 exemplaires déjà vendus) et le malheur du président.

Ainsi va Montebourg, le « Paris-Bresse » du Palais-Bourbon : trois jours dans la capitale, le reste de la semaine en Val-de-Saône. Qui est ce grand jeune homme de trente-huit ans, à la mise classique et au verbe un peu désuet, qui veut précipiter Chirac « en enfer » ? Certains, lui prétant une origine aristocratique, lui donnent – par erreur ou malice – du Arnaud « de » Montebourg. On ne trouve pourtant ni comte ni duc dans sa généalogie. Du côté de sa mère, née Leïla Ould Cadi, il y a seulement des Wali, ces « préfets » arabes placés à la tête des wilayas dans l'Algérie coloniale. Ni héritier ni grand bourgeois, mais fils d'une professeur d'espagnol et d'un inspecteur des impôts, M. Montebourg est un bon produit du système méritocratique de sa « chère République ».

Son père, mendésiste de la première heure, rêvait pour lui d'ENA et de carrière dans la haute fonction publique. « Sans doute pensait-



Arnaud Montebourg l'accusateur public

il que je le vengerais, lui qui savait les portes de l'administration centrale fermées à des hommes comme lui, raconte-t-il. Il échoue au concours, mais devient un avocat brillant, premier secrétaire de la conférence du stage du barreau de Paris en 1993, ce concours d'éloquence remporté avant lui par... Léon Gambetta et Paul Reynaud. Cela lui vaudra d'être nommé d'office pour assurer la défense de Christian Didier, assassin de René Bousquet, le chef de la police de Vichy avec lequel François Mitterrand n'a jamais vraiment rompu. « Là, je suis descendu dans les soutes du mitterrandisme », se souvient-il. Après Urba, c'est encore un peu d'illusions perdues pour celui qui, en 1981, collait les affiches de « La force tranquille » dans les rues de Dijon, sa carte du PS toute neuve dans la poche.

SANS être un jospiniste de stricte observation, le député est de la génération du « droit d'inventaire ». Et même du « devoir d'inventaire », qu'il réalise sur l'héritage de la gauche comme sur les « turpitudes » de la droite. En 1995, avocat de l'Association de défense des contribuables parisiens fondée par un ami, il oblige Alain Juppé à déménager d'un appartement au loyer sous-évalué.

Maître Montebourg (qui a aussi obtenu des excuses et une indemnité de l'Etat pour Christine Villemin) se fait un nom en politique. A cette époque, il a renoué avec le PS, qui l'investit en 1997 dans la sixième circonscription de Saône-et-Loire pour déboulonner René Beaumont (UDF-PR), député et président du conseil général. Le notable est dans le collimateur de la chambre régionale des comptes. Montebourg se plaît à harceler le « Tiberi de la Bresse ».

Comment oublier ce second tour des législatives ! La veille, Arnaud a épousé Hortense de Labriffe, ancienne collaboratrice d'Edouard Balladur et de Philippe Douste-Blazy. Au cours des noces, sa belle-mère – en guise de toast – rappelle ses propres origines aristocratiques à ce gendre roturier qui a le mauvais goût d'être socialiste. Leïla Montebourg prend la défense de son fils en soulignant que « la seule et vraie noblesse est celle du cœur ». Les familles s'observent, l'affrontement n'est pas loin... La victoire du « gendre » non plus puisque, le lendemain, il redonne la circonscription à la gauche (54 % des voix).

Derrière cette victoire, les observateurs voient la main de Pierre Joxe, qui a tenu une partie de sa cir-

conscription jusqu'en 1984, avant de se faire élire dans celle du Creusot-Montceau-les-Mines. « Ce n'est pas son père spirituel, mais son parrain pour l'investiture », assure un fin connaisseur de la galaxie socialiste. Le premier président de la Cour des comptes veut visiblement faire taire la rumeur, comme si cette filiation le gênait. « Si j'ai un successeur, c'est Didier Mathus, » tranche-t-il. Je ne me suis mêlé en rien de l'investiture de M. Montebourg. »

« Il est dans un bras de fer personnel avec le chef de l'Etat qui n'engage ni le groupe ni le parti »

François Hollande

bourg. » « Il me conseille amicalement », dit sobrement l'intéressé, qui a tout de même repris une solide tradition « joxiste » : la fête de la rose qui, tous les ans, réunit les socialistes à Frangy-en-Bresse.

M. Joxe le crédite d'ailleurs d'un « travail formidable » sur les tribunaux de commerce. Quelques mois après son élection, le député s'est attaqué à la justice consulaire, où il flaire petits arrangements et corruption. Rapporteur

de la commission d'enquête présidée par François Colcombet (PS, Allier), il répond à l'« omerta » de ce milieu en menant des interrogatoires musclés, use des pouvoirs de police judiciaire que lui donne son mandat, fait amener les récalcitrants par les gendarmes, réclame des poursuites pénales aux procureurs... Ce travail achevé, le voilà rapporteur de la mission d'information sur le blanchiment de l'argent sale, où il forme un tandem de choc avec son président, Vincent Peillon (PS, Somme).

Montebourg a troqué l'habit du plaigneur pour celui d'accusateur public. « Si j'avais choisi la magistrature, j'aurais été procureur, confesse-t-il. Je ne suis pas assez équilibré pour être juge. J'ai trop de passion, cela me nuit. » De sa profession, il a conservé les méthodes d'analyse des dossiers, ce côté vétuste parfois nécessaire à la défense des grandes causes. « Il a une stratégie, assure M. Peillon, et sait tenir compte des obstacles, des résistances de l'adversaire, des moments de crise. » Pour briser la conspiration du silence, il dispose d'une autre arme : un réseau de relations, parfois amicales, avec quelques journalistes, du *Canard enchaîné* au *Monde* en passant par *Le Nouvel Observateur*.

Jean-Pierre Chevènement, le président du Mouvement des citoyens avec lequel il est d'accord sur la Corse (mais pas sur l'indépendance de la justice), constate que « des empêcheurs de faire de la politique en rond comme lui » sont rares dans sa génération, « même s'il n'en faut pas trop ». « C'est moi il y a vingt-cinq ans », dit Georges Frêche, le maire (PS) de Montpellier, qui fut toujours en délicatesse avec son propre parti. Au groupe socialiste, on lui reconnaît « du courage », « du talent » et souvent « une vraie chaleur humaine ». Et même ceux qui ne l'aiment guère le crédent de « solides convictions ». « Des convictions, je ne sais pas, tempère le président du groupe, Jean-Marc Ayrault. Ce qui est sûr, c'est qu'il joue perso. » Et en Jospinie, où le « sens du collectif » est une vertu cardinale, ce n'est pas un compliment.

Dans son combat, M. Montebourg ne trouve guère de relais au sein du PS. François Hollande le tient à distance. « Il est dans un bras de fer personnel avec le chef de l'Etat qui n'engage ni le groupe ni le parti », souligne le premier secrétaire du PS. Son éloignement des instances du parti n'est que « la contrepartie » de la liberté de parole qui lui est accordée, conclut-il.

Fin novembre, au congrès de Grenoble, ses « camarades » l'ont laissé à la porte du conseil national, le « parlement » du parti. Ses hiérarques ne souhaitaient visiblement pas que la promotion du député de Saône-et-Loire donne consistance à l'idée – répandue par la droite – que « Montebourg est le sous-marin de Jospin ».

M. Montebourg a adressé son livre au premier ministre avec cette dédicace : « En hommage à son travail et à son action, avec l'espérance qu'il sera celui qui démantèlera cette machine à trahir qui nous a tant coûté. » Prudence ? Hostilité ? Lionel Jospin n'a pas jugé bon de lui répondre. L'« austérité » ne s'irrite pas seulement de ses excès et de son lyrisme un rien suranné. Il se demande probablement si la croisade du jeune élu n'alimente pas le poujadisme ambiant et ne contra-

la sortie de son livre, il tire des lettres qui débutent souvent par la formule : « Je ne suis pas de gauche, mais... » Est-ce son côté indocile et frondeur qui plaît tant au Français ? Parfois excessif dans le trait, il peut se livrer à des rapprochements historiques discutables, n'hésitant pas à assimiler les députés qui refuseront de signer la mise en accusation de M. Chirac à ceux qui voteront les « accords de Munich » en 1938 !

On comprend que les chiradiens exercent celui qui a commis un crime de lèse-présidence et juré la mort des institutions de la V^e République. « Ce n'est qu'un Saint-Just au petit pied », tranche Pierre Lellouche (RPR). « Un Ravachol de porte-plume », renchérit Claude Goasguen (DL). « Vous lui faites trop de pub ! », s'emporte Jean-Louis Debré, le patron des députés RPR. Il n'y a guère que François d'Aubert, vice-président de DL, qui a longuement enquêté sur la mafia et le Crédit lyonnais, pour laisser percer un soupçon de sympathie à l'égard d'un homme qui, comme lui, a osé s'en prendre à un président. Ou Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), qui lui reproche tout de même son « hémiplégie » : très bon sur Chirac, silencieux sur Jospin.

Présomptueux ? Ses amis le décrivent « moins sûr de lui qu'il n'en a l'air ». Insolent ? Sans aucun doute. Il s'est présenté comme un « refuznik » menant un combat à gauche et pour la gauche, qu'il juge convalescente et toujours à la merci d'une rechute dans la corruption. Ses références politico-littéraires, puisées dans la Révolution française, chez Gambetta, Jaurès et Blum, tranchent sur l'économisme qui sert aujourd'hui de grille de lecture pour tout. On se demande si cet homme, que ses amis décrivent comme « narcissique » et « romantique », ne s'est pas trompé de siècle. Son écrivain favori ? Stendhal. « Ses héros positifs sont fabriqués par les espoirs et les croyances de leur époque », confie-t-il. Ils prennent le risque d'en déplacer quelques lignes et finissent par perdre, comme Julien Sorel. »

Arnaud n'est pas Julien, et il reste à ses combats, surtout la mise en accusation du chef de l'Etat devant la Haute Cour de justice (douze députés, douze sénateurs). « Je pense soumettre ma proposition de résolution à mes collègues en février », dit-il – « assuré » de la signature d'une vingtaine de députés socialistes et des cinq élus Verts. Qu'il doive en recueillir cinquante-huit pour la défendre dans l'Hémicycle n'entame pas sa détermination.

Son ami Christian Paul, un proche de Pierre Joxe, est devenu secrétaire d'Etat, son complice Vincent Peillon, porte-parole du PS. Mais quel destin prédira à cet imprévisible ? On l'invite de toute part à sortir du rôle de « serial cleaner » qui lui colle à la peau et à user de sa notoriété pour d'autres combats. « Pour gagner ses galons, il doit prendre à bras-le-corps des dossiers qui n'ont rien à voir avec la morale en politique », dit M. Ayrault, agacé. Mathias Emmerich, qui a fondé avec lui l'Association des contribuables parisiens, est persuadé que le risque d'enfermement est limité : « Le jour où il sentira qu'il n'est plus que le « fou du roi institutionnel », il fera autre chose. »

M. Montebourg semble lui donner raison. « Je n'ai pas de conception patrimoniale du mandat électif, dit-il. Si je ne peux changer le système de l'intérieur, je reprendrai mes attaques de l'extérieur. » En remettant sa robe d'avocat ? Pour l'heure, il reste en politique et se représentera aux suffrages des Bressans en 2002. Et seulement pour être député, lui qui refuse tout cumul des mandats, contrairement à d'autre élus de la « génération morale ». Est-il pour autant payé de retour ? « Il suscite une crainte collective, reconnaît M. Peillon, mais il apporte des thèmes forts, et il est utile au parti. » Il est mal payé de retour.

Jean-Michel Bezat

Faut-il sauver le soldat Chirac ?

par William Abitbol

LES Cent-Jours ! Cent jours qui, selon qu'ils auront lieu de mars à mai, ou bien d'avril à juin 2002, vont décider certes du sort de MM. Chirac, Jospin et consorts, mais avant tout de celui de la V^e République, dont l'esprit serait sacrifié, pour paraphraser le titre de l'excellent ouvrage que Dominique de Villepin consacre précisément aux cent-Jours, si d'aventure échouaient ceux qui ont entrepris de rendre au calendrier de 2002 sa cohérence et de permettre ainsi que les Français décident de leur avenir dans la clarté, dans la sincérité, dans la franchise, ainsi que l'a voulu le général de Gaulle avec la réforme constitutionnelle de 1962.

Tous ceux qui ont eu en charge l'exécutif de la France, chef de l'Etat ou premiers ministres, de droite comme de gauche, ont plaidé pour le rétablissement de la logique institutionnelle et de la morale politique. Ajoutons pour ceux que le destin de l'architecte voulue par le fondateur de la V^e République intéresserait encore un tout petit peu, que la concurrence des mandats présidentiel et législatif qu'organise désormais l'institution du quinquennat renforce encore cette nécessité absolue.

Toutes choses égales par ailleurs, en effet, si le calendrier actuel, qui doit tout à la conjoncture et rien à la réflexion, devait être pérennisé, c'est tout bonnement la fonction présidentielle qu'on aurait assassinée en la faisant systématiquement dépendre de l'élection préalable des députés !

Ce ne serait pas le moindre paradoxe de voir ainsi survenir en tapinois une VI^e République qui ressemblerait comme une soeur siamoise à la IV^e. Et le plus misérable de l'histoire, c'est que cette avanie est manigancée par un chef de l'Etat prétendument gaulliste, qui compte de surcroît sur le Conseil constitutionnel pour lui prêter main-forte en dernier ressort !

Depuis un quart de siècle que

Jacques Chirac a assis son emprise sur la droite française en s'emparant du parti dominant, celle-ci est en perpétuel déséquilibre, en campagne permanente, ne parvenant jamais à vivre sereinement un pouvoir toujours plus vite perdu. Tout le monde connaît la raison de cette précarité qui est le lot de la droite française depuis 1974 : cet incontestable chef de guerre est Condé bien davantage que Bonaparte. « *L'ambition dont on n'a pas la talent est un crime* », disait Talleyrand. La France en général, et la droite en particulier, éprouvent la pertinence de cette maxime.

C'est pourquoi rien ne serait plus suicidaire pour l'opposition, qui vient de connaître un regain

tions de 2002 décidera bien du destin de la V^e République, il ne décidera en rien de la victoire ou de la défaite du camp de la droite. Extrapoler le résultat des municipales pour en déduire un quelconque avantage aux législatives serait ne rien comprendre au vote du 18 mars. Les municipales, à mon sens, ont traduit la méfiance des Français à l'égard du sommet de l'Etat, tel que l'incarne aujourd'hui aussi bien M. Chirac que M. Jospin, aussi bien le gouvernement que les appareils partisans, confinés dans ce Versailles ridicule qu'encensent médias et sondages.

Le premier, le peuple de gauche, vient d'avertir ses dirigeants, puis-

Toutes choses égales par ailleurs, si le calendrier actuel, qui doit tout à la conjoncture et rien à la réflexion, devait être pérennisé, c'est tout bonnement la fonction présidentielle qu'on aurait assassinée en la faisant systématiquement dépendre de l'élection préalable des députés !

électoral inattendu et disons-le immérité, que de se prêter à l'indécente tentative de récupération de son succès aux municipales en province par celui qui vient de démontrer une fois de plus ses talents de stratège à Paris et de tacticien à Lyon. Alors, espérons que les élus de cette nouvelle récolte, la première depuis bien longtemps à droite, analyseront comme il convient la raison de leur succès souvent inespéré et n'iront pas gâcher leur chance pour s'envoler comme de modernes « *Marie-Louise* » – ou plutôt « *Bernadette* » – dans la cinquième campagne présidentielle de l'éternel candidat Chirac.

Car, au fond, si l'ordre des élections

que ce sont eux qui gouvernent, offrant ainsi la victoire à la droite. Mais ne nous y trompons pas. Le peuple de droite brûle de la même envie, si on lui ressert les mêmes plats. C'est à un vrai débat qu'aspire en réalité le peuple français dans son ensemble, débat sans cesse escamoté depuis le référendum sur le traité de Maastricht mais que l'arrivée concrète de l'euro, dans neuf mois, bouleversement dont on ne mesure pas encore l'impact sur notre société, va nous contraindre à ouvrir de nouveau.

En réalité, la vraie question n'est pas de savoir si les Français ont fait le bon choix en 1995 ou bien en 1997. La vraie question est

Non, décidément, il ne faut pas sauver le soldat Chirac.

de savoir si les Français ont fait le bon choix le 20 septembre 1992, en disant oui du bout des lèvres au traité de Maastricht, faute de savoir où un « *non* » les aurait conduits. Dix ans après, nous y serons et l'on pourra juger sur pièces, c'est le cas de le dire. Si cette voie est la bonne, alors l'intérêt du territoire qu'on continuera d'appeler la France et du peuple que l'on dira toujours français sera de démanteler sans regret et sans lambiner en chemin l'Etat majestueux mais coûteux que justifiait notre vocation de grande puissance, mais qui obérerait, dans ce cas, leur avenir.

On bien les Français, après inventaire, considéreront que la Nation, la République, la France, sont les seules réalités vivantes qui définissent notre personnalité, organisent la vie en commun et donc l'épanouissement de chacun, et la France pourra repenser une conception de l'Europe qui annule l'incroyable marché de dupes de Nice où, tel le Corbeau de la fable, la France a laissé tomber son leadership en Europe, Jacques Chirac et Lionel Jospin portant conjointement, indissolublement, la responsabilité de cet abandon.

Voilà pourquoi, par-dessus tout, le maintien du calendrier qui ferait précéder l'élection présidentielle de l'élection législative serait un véritable détournement du suffrage universel, un « *tour de charlatan* », aurait dit Jean-Jacques Rousseau, indigne d'un pays comme la France, indigne d'une grande démocratie comme de notre République.

On se demande d'ailleurs si les Français, dont on vient de voir qu'ils visaient juste, éliraient, quel que soit le résultat préalable des législatives, un candidat qui se serait livré à une telle manipulation.

Non, décidément, il ne faut pas sauver le soldat Chirac.

William Abitbol est député au Parlement européen.

Tribunaux de commerce : assez d'humiliations !

par Gilbert Costes

QUAND une plume accusatrice a désigné à la vindicte publique quelques juges consulaires coupables d'avoir trahi leur serment de bien et fidèlement servir la justice, et qu'il s'est trouvé des inquisiteurs parmi les représentants de la nation pour les clouer au pilori, nous nous sommes tus. Sans doute à tort. La colère ou la honte d'avoir parmi nous quelques bresbis galeuses n'aurait pas dû nous dissuader de constater que, malheureusement, toute communauté humaine en compte, et qu'une poignée de politiciens indécents ne permet pas d'inférer la corruption de la classe politique.

Quand des imprécations savamment orchestrées ont imputé aux tribunaux de commerce les défaillances d'entreprises victimes de la conjoncture, de mauvais payeurs ou des fautes de gestion de leurs dirigeants, nous nous sommes encore tus. Sans doute aurait-il fallu dire haut et fort que nos tribunaux ne sont pas des thaumaturges capables de faire revivre des entreprises en coma dépassé avec une loi de faillite inadaptée.

Mais que, pour pallier l'incapacité de cette loi à sauver les entreprises, nos tribunaux ont inventé la prévention de leurs difficultés et montré le chemin au législateur pour l'ancrer dans le droit positif. Quand un battage médiatique habilement organisé a dépeint la justice consulaire comme ringarde, obsolète, incomptente, partiale, indigne de statuer sur l'ordre public, suspecte parce que bénéfique, nous nous sommes tous tus.

Nous avons cru naïvement qu'une négociation sereine avec la chancellerie, mue par le désir d'assurer aux justiciables une justice à visage humain, proche de leurs préoccupations, serait la meilleure réponse au procès d'intention qu'on nous fait.

A tort, sans doute : faisant écho

au dénigrement de certains membres de la commission des lois, ceux-là mêmes qui avaient conduit une commission parlementaire vers des conclusions tendancieuses, le gouvernement a décidé qu'il y avait urgence à réformer les tribunaux de commerce plutôt qu'à revoir la loi de 1985.

Las de trop d'injustices à leur égard, dans le silence et la dignité, près de 3 000 hommes et femmes relevant de plus de 180 tribunaux

refusant une coopération confiante avec les magistrats professionnels, sur un pied d'égalité.

– Que la notion d'ordre public économique, pour évidente qu'elle soit, ne correspond pas à des catégories de litiges bien identifiables mais peut intervenir dans tous les domaines ; qu'il serait donc nécessaire de confier la mission de veiller à sa prise en considération au parquet, dont les droits d'intervention et d'appel

dire le droit dans des délais et conditions répondant aux attentes des justiciables, la justice française a-t-elle vraiment pour priorité que ses 3 300 juges consulaires, poussés à bout par des irresponsables, abandonnent à leurs collègues professionnels le soin d'ouvrir 40 000 nouvelles procédures collectives par an, de rendre 500 000 ordonnances de juges-commissaires, et de traiter plus de 300 000 dossiers de contentieux général ?

Alors, pourquoi ne pas tenter d'éviter le pire ? Pourquoi ne pas nous associer à la « *large concertation* » que M^e la garde des sceaux propose d'organiser ? Les entretiens de Vendôme pourraient être l'occasion, par une concertation ouverte entre magistrats professionnels, également en qualité de représentants du parquet, et juges consulaires de rechercher les conditions d'une mixité efficace qui serait mise en œuvre à titre expérimental et ne serait élargie qu'en fonction des enseignements de cette première phase.

Ainsi, notre justice économique, déjà ballottée depuis deux ans comme un bateau ivre, pourrait-elle éviter le sort du *Titanic*.

3 000 hommes et femmes ont décidé aujourd'hui de briser le silence qu'ils s'étaient imposé. Parce qu'ils croient nécessaire, de toute urgence et en priorité, de réformer le droit des entreprises en difficulté, et qu'ils sont prêts à se mobiliser pour le faire

de commerce, qui ont consacré leur temps, leur compétence et leur dévouement à rendre justice, ont cessé depuis un mois, avec le sentiment d'un immense gâchis, leur activité juridictionnelle.

Ces hommes et ces femmes ont décidé aujourd'hui de briser le silence qu'ils s'étaient imposé. Non pour défendre des intérêts catégoriels ou une conception périmee de la justice économique, mais parce qu'ils croient nécessaire, de toute urgence et en priorité, de réformer le droit des entreprises en difficulté, et qu'ils sont prêts à se mobiliser pour le faire. Parce qu'ils savent :

– Qu'on ne réussit pas une réforme contre les acteurs qui sont chargés de l'appliquer, pas plus qu'on ne change une société par décrets.

– Que la plus sûre façon d'échouer est de commencer par discriminer les juges consulaires qui la mettront en œuvre en leur

dans le contentieux général devraient être reconnus et renforcés ; en fonction de cette extension de rôle du parquet, il sera plus facile d'apprécier l'intérêt d'une « mixité » plus étendue.

– Que leur opinion est partagée par l'immense majorité de leurs justiciables relayée d'une même voix par le Medef, la CGPME et les instances représentatives des professions du droit et du chiffre qui conseillent les entreprises.

Ils ne se résignent pas à croire que, dans un grand pays démocratique, une poignée d'extrémistes prônant le tout-Etat et déniant à la société civile le droit de s'impliquer dans le service public de la justice puisse, dans l'indifférence générale,achever de remettre en cause le fragile édifice de la justice de leur pays.

Alors que les 6 700 magistrats professionnels manifestent parce qu'ils ne parviennent pas, faute de temps et de moyens suffisants, à

refuser une coopération confiante avec les magistrats professionnels, sur un pied d'égalité.

Gilbert Costes est président du tribunal de commerce de Paris.

AU COURRIER DU « MONDE »

FEMMES D'AFGHANISTAN

Il est admirable et légitime que la communauté internationale et l'Unesco s'émeuvent, s'indignent de la destruction par les talibans des statues de Bouddhas millénaires d'Afghanistan. Toujours cette culture de mort, ce culte totalitaire de l'homme nouveau sans dette avec le passé dont il faudrait faire « table rase ».

Mais d'où vient ce silence honneux des instances internationales sur le sort atroce fait aux femmes et aux filles afghanes dès

Crise et bouillonnement au Japon par Pierre Souyri

LE Japon d'aujourd'hui serait dans une situation gravissime : croissance économique erratique et déflation menaçante, chute de la Bourse et baisse du yen, créances bancaires douteuses, réformes administratives dans l'impasse, crise politique, vieillissement de la population et gérontocratie pesante... Les plans de relance du dernier Etat keynésien de la planète échouent les uns après les autres et la dette publique atteint des niveaux vertigineux : la deuxième puissance économique mondiale ne pourrait adhérer aux critères de Maastricht... On annonce même l'« effondrement » du Japon.

Et pourtant, quelle drôle de crise ! Un taux de chômage qui ne dépasse pas 5 %, critère enviable pour bien des Européens. Une épargne accumulée qui représente environ le tiers de l'épargne mondiale. Une balance commerciale qui affiche toujours et malgré tout d'insolents soldes positifs. Des investissements massifs et coordonnés dans la recherche et le développement qui laissent à penser que le pays regarde toujours vers l'avenir.

De cette accumulation de faits contradictoires, il ressort que la crise actuelle, qui marque la fin d'un cycle, mérite autre chose que des schémas explicatifs réducteurs et définitifs. Il faut sans doute déplacer la focalisation du domaine économique vers le tissu social dans son épaisseur historique pour tenter de comprendre ce qui se passe dans les fondements mêmes du pays. Et là, le pessimisme mérite d'être fortement nuancé.

La crise japonaise actuelle fait penser, *mutatis mutandis*, à celle qui frappa l'archipel à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, avant l'arrivée des canonniers américains en 1853. Après un long siècle de croissance économique et démographique (1580- 1720) qui remodela de fond en comble la physionomie de l'archipel un peu comme la haute croissance d'après-guerre, le Japon entra dans une phase de ralentissement économique puis de difficultés graves après l'échec des réformes de Kansei dans les années 1790.

Les autorités shogunales et seigneuriales se montrent incapables d'imaginer même les réformes de structure pourtant nécessaires. Or cette crise se conjugue avec un bouillonement social et culturel qui fait de la période l'une des plus créatives de l'histoire du pays. L'incapacité des autorités politiques et des responsables locaux contraste avec une capacité d'innovation foisonnante.

C'est au cours de ces années à la fois difficiles et flamboyantes que le Japon connaît pèle-mêle l'art de l'estampe, porté à son apogée, et les premières manufactures textiles à Osaka, l'invention du roman populaire à fort tirage et la mise en place dans les banlieues des grandes villes d'une agriculture commerciale entièrement tournée vers le marché, la naissance d'une réflexion ethnographique, linguistique, géographique annonçant le positivisme et l'écllosion des sciences sociales du siècle suivant, et une écoute grandissante aux innovations techniques et scientifiques importées d'Occident par Nagasaki. Cette protomodernisation reflète une forte capacité du tissu social à bouger, à innover, quand l'Etat et l'administration sclérosés s'ingénient à multiplier les obstacles, les entraves et la censure.

Le niveau général d'éducation de la jeunesse reste l'un des plus élevés du monde, ce qui ne devrait pas trop pousser à la morosité sur le long terme. Et les femmes japonaises, population surqualifiée et sous-employée, sont en train d'opérer leur « révolution douce » en acquérant une autonomie grandissante et en investissant des espaces sociaux nouveaux, gage de formes futures et à découvrir de créativité.

Dans les années 1960, les économistes soviétiques s'ingéniaient à montrer qu'il existait une crise grave en Occident du « capitalisme monopoliste d'Etat ». On rapporte qu'un brillant académicien, de retour d'un voyage à l'Ouest, est interrogé par ses collègues : « Alors, la crise du système capitaliste, tu l'as vue ? », lui demande l'un d'eux. « Oui », répond l'autre, « je l'ai vue mais, quand même, quelle belle crise ! » On serait tenté d'écrire aujourd'hui : en crise le Japon ? Certes, certes, mais, quand même, quelle belle crise !

Pierre Souyri est professeur d'histoire du Japon à l'Institut national des langues et civilisations orientales, codirecteur de la revue « Annales (histoire, sciences sociales) », directeur de la Maison franco-japonaise de Tokyo.

Le temps des ratures

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

IL FAUT ABSOLUMENT COURIR à la nouvelle Bibliothèque nationale dite Tolbiac, pour visiter l'exposition « Brouillons d'écrivains ». Tout à coup, là, sous les vitrines, c'est comme si vous lisiez par-dessus l'épaule de Laclos, Diderot, Balzac, Hugo, Flaubert, Rimbaud, ou Proust. Mieux : comme si vous les lisiez au moment même où ces génies componaient les textes exposés. Jugez de l'honneur : être admis dans l'atelier secret de la création littéraire, assister en « direct » au geste insensé de tracer des phrases, de peupler nos rêves avec des mots, à plusieurs siècles de distance !

Presque sous vos doigts, vivant de la vie de vêtements adorés, voici *Les Liaisons dangereuses*, d'une écriture imperturbablement minuscule ; la *Lettre du Voyant*, aux prescriptions plus fermes que tant d'ordonnances médicales ; ou ce passage de *L'Education sentimentale* (Troisième partie, chapitre VI), su par cœur tant il résume en quelques lignes les pans d'une existence que l'amour a fuie. Rappelez-vous : « *Il voyagea. Il connut la mélancolie des paquebots, les froids réveils sous la tente, l'étofferissement des paysages et des ruines, l'amertume des sympathies interrompues.* » Saviez-vous que Flaubert avait d'abord écrit : « *bateaux à vapeur* » ? « *Paquebot* » est tellement mieux venu, tellement plus chargé de sens !

Grâce des brouillons : on y voit les progrès accomplis d'un trait d'encre (on croit enten-

dre gratter la plume). Surprise double, bien souvent : chaque rature surgit du nulle part de l'inspiration, alors que l'ensemble, lui, était planifié en détail, comme pour empêcher ce surgissement du dernier instant, par quoi risque toujours de s'abîmer le premier jet. Même mélange de programme méticuleux et de trouvailles inopinées, dans l'évocation finale de la cabane aux voix rauques où Frédéric et Deslauriers ont connu, ils en conviennent, le « meilleur » de leur jeunesse.

Jubilation de spécialistes, ces moments d'intimité ? D'une certaine façon, oui, bien sûr. Les experts de cette forme d'archéologie sont d'ailleurs regroupés sous les toits de la rue d'Ulm et sous l'étiquette de « généticiens ». Une revue, *Genesis* (J.-M. Place édit.), théorise et vérifie les bifurcations de brouillons illustres, rebaptisés « *avant-textes* ». (On « scanne » bien les toiles de maître pour élucider les voies et moyens de la peinture !) Mais le lecteur profane n'a pas moins droit à ces plongées. Son amour de certaines pages s'y conforte, s'y exalte. Il se peut qu'il suppute, lui aussi.

Exemple : le hasard a permis que j'acquière, il y a une dizaine d'années, le chapitre des *Chemins de la liberté* où le nommé Daniel persuade un désespéré de ne pas se jeter dans la Seine. La réplique « *Je n'ai rien contre le suicide, mais...* » est barrée, reprise, re-barrée, plusieurs fois de suite, comme si Sartre, qui surchargeait peu (c'était sans doute un deuxiè-

me état) renâclait à paraître approuver personnellement le suicide, fût-ce à travers les précautions oratoires d'un personnage fictif.

L'autographe en question n'avait « fait », comme on dit à Drouot, que quelques centaines de francs. Etrangeté de ces cotés (voir l'article d'Eric Tariant dans *Le Monde* daté 25-26 mars) : une carte de visite de Valéry peut valoir plus qu'un manuscrit entier d'auteur considérable. Tel est le choc entre les appréciations véniales et les attachements sentimentaux, d'où doit naître un prix, sous la menace du marteau d'ivoire !

Au fait, qu'adviendra-t-il des enchères futures et des spéculations généticiennes, quand le labour forcené des écrivains ne laissera plus de traces papier ? Le fétichisme du remords manuscrit et la critique des avant-textes apparents survivront-ils à l'emploi, de plus en plus répandu, du traitement de texte sur écran ? Même s'il est vrai que les repentirs successifs peuvent être conservés sur disquette, que restera-t-il des secondes, des minutes, des heures, des nuits, passées par l'auteur à hésiter, à suspendre le flux de ce qui cherche à se dire en lui, à mordiller le capuchon de son stylo, à gribouiller des fleurs de fou dans les marges ?

Ces moments qu'aucune pensée transmissible n'a peut-être traversés, mais dont sont sortis, qui sait, certains traits de génie, quels limbes électroniques les garderont en mémoire, et pour combien de temps ?

Entrée des artistes

par Jacek Wozniak

Marilyn Monroe



Le climat creuse le fossé atlantique

Suite de la première page

Cette promesse était le fruit d'une confusion entre le CO₂ et d'autres gaz, a tenté de corriger la Maison Blanche le 14 mars. Il n'empêche : le président a démenti le candidat, et les écologistes sont montés au créneau avec un impact impressionnant.

L'épisode est important. D'une part, il révèle que la question de l'énergie est au centre de la stratégie de l'ancien industriel du pétrole qu'est M. Bush. D'autre part, il place l'Europe au pied du mur dans son approche du problème climatique. Le nouveau président a des idées bien arrêtées sur l'énergie, qu'il ne cesse ces temps-ci de rappeler en s'appuyant sur l'exemple de la crise en Californie, où ont eu lieu de nombreuses coupures d'électricité.

Dans son important discours du 29 septembre, prononcé dans le Michigan (voir www.georgewbush.com), celui qui n'était alors que candidat estime que chaque une des trois récessions connues par les Etats-Unis dans l'époque récente « fut liée à un choc énergétique ».

que ». Or « la nouvelle économie nous a rendu plus dépendants des sources d'énergie. (...) Aujourd'hui, les équipements nécessaires à Internet consomment 8 % de l'électricité consommée aux Etats-Unis ». Conclusion : pour éviter une nouvelle récession, « le pays a un besoin majeur et urgent d'une politique énergétique globale, menée par le président lui-même ».

Pour M. Bush, il n'est pas question de diminuer la consommation d'énergie : tout son effort sera d'accroître l'approvisionnement en énergie, « en faisant de la sécurité énergétique une priorité de ma politique étrangère » et en augmentant la production énergétique sur le sol américain – notamment en charbon, le combustible fossile le plus émetteur de gaz carbonique.

UNE CONTRAINTE INJUSTIFIÉE

Augmenter l'offre d'énergie, en maintenant le prix bas, affirmer le lien entre la croissance économique et la croissance de la consommation énergétique : ces trois éléments du credo de M. Bush, clairement affirmés, vont déterminer sa diplomatie.

M. Bush va logiquement s'opposer au protocole de Kyoto, signé en 1997, et qui engage les pays industrialisés à réduire de 5 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010. La mise en œuvre de ce protocole est difficile et bute sur l'opposition entre Etats-Unis et Union européenne. A La Haye, en novembre dernier, les deux partenaires

veillance et la protection des Etats-Unis ont pour contrepartie un prix du baril modéré ; il va relancer la prospection pétrolière et charbonnière sans souci majeur de l'environnement.

Celui-ci est d'ailleurs considéré comme une contrainte injustifiée : l'administration de M. Bush est favorable à l'exploitation pétrolière dans une réserve naturelle de l'Alaska. Elle a déjà assoupli la réglementation sur le taux d'arsenic dans l'eau de boisson, suspendu l'interdiction de la construction de routes dans des forêts du domaine public et le durcissement des normes dans les mines d'uranium, d'or et d'argent.

L'analyse de M. Bush est sans aucun doute étonnante – pour ne pas dire irréaliste – appliquée à un pays dont la consommation énergétique (2,2 milliards de tonnes équivalent pétrole) représente 25 % de la consommation mondiale, et s'accroît de 1,6 % chaque année. Elle n'en crée pas moins une situation difficile pour des Européens qu'animent, pour l'essentiel, des idées opposées.

Ils sont fermement attachés au protocole de Kyoto, signé en 1997, et qui engage les pays industrialisés à réduire de 5 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010. La mise en œuvre de ce protocole est difficile et bute sur l'opposition entre Etats-Unis et Union européenne. A La Haye, en novembre dernier, les deux partenaires

ont échoué à s'entendre sous le regard ironique des pays du Sud. Les négociations doivent reprendre en juillet prochain à Bonn.

Que doit maintenant faire l'Europe ? Dans le but de sauver le protocole, céder aux Etats-Unis qui, s'ils viennent à la table des négociations, demanderont à vider de son sens le texte en insistant par exemple sur le rôle des forêts pour absorber le gaz carbonique ? Ou aller à la rupture, au risque de ruiner le protocole, ce qui faciliterait la tâche de M. Bush, qui pourrait alors rejeter sur l'intransigeance européenne l'échec qu'il désire ?

Une troisième option est possible : réaliser le protocole de Kyoto par une alliance avec la Russie, le Japon et les pays du Sud, sans les Etats-Unis : cet acte d'une portée politique inouïe demanderait à l'Europe un courage et une cohérence dont elle est loin de témoigner aujourd'hui. La position de M. Bush devrait cependant pousser les responsables européens à se poser sérieusement la question de son opportunité.

A moins que, dernière option, la récession ne vienne d'elle-même régler le problème : le ralentissement économique ne serait-il pas le meilleur moyen de répondre au problème des émissions de gaz à effet de serre si les pays sont incapables de s'y atteler volontairement ?

Hervé Kempf

Le casse-tête nucléaire

QUELQUES déploré ou qu'on s'en réjouisse, les manifestations antinucléaires qui entourent le convoi

franco-allemand de déchets radioactifs, parti de la Hague en France pour aller à Gorleben en Allemagne, prouvent une chose : ce commerce ne peut pas s'apparenter à une activité économique banale. C'est que, même si la gestion de déchets nucléaires est, dans les deux pays, assez bien contrôlée à court terme, elle reste fondamentalement dangereuse et demande les précautions les plus grandes. Que les citoyens viennent le rappeler aux autorités n'est après tout pas un si mauvais signe : il témoigne que l'opinion ne veut pas laisser les responsables s'endormir dans l'assurance d'une sécurité réelle mais toujours fragile.

Mais ces manifestations posent d'autres questions plus gênantes. Elles soulignent que le retour de déchets nucléaires en Allemagne n'est que le préalable à l'envoi vers la France de combustibles usés. Cette opération déjà difficile à expliquer à l'opinion publique l'est d'autant plus que le gouvernement de Gerhard Schröder, en accord avec les compagnies électriques, a décidé, en juin 2000, de ne plus recourir au retraitement à partir de 2005. Ainsi, l'Allemagne va sortir d'une voie technique que la France est maintenant pressée la seule à suivre et qui, de fait, ne présente pas d'intérêt économique évident.

Outre son coût, le retraitement des combustibles usés crée un casse-tête dont il serait temps que les responsables pren-

nent conscience : au lieu de simplifier le problème des déchets nucléaires, déjà passablement difficile à gérer, le retraitement le complique. En effet, les pays qui n'y recourent pas n'ont qu'une catégorie de déchets à gérer : les combustibles usés issus des centrales après leur irradiation. En revanche, la filière de retraitement multiplie les matières radioactives dont on ne sait aujourd'hui que faire : produits de fission, déchets dits technologiques, uranium de retraitement, plutonium en excès, Mox usé – une liste déjà impressionnante, à quoi s'ajoutent les combustibles usés puisque les capacités sont insuffisantes pour traiter tous les combustibles irradiés par EDF. Chacune de ces catégories présente des caractéristiques radioactives particulières, ce qui demandera une gestion spécifique et des coûts supplémentaires. Enfin, l'enthousiasme des décideurs nucléaires les a poussés à accueillir des déchets étrangers qu'il est bien difficile de faire revenir à domicile : on voit ce qu'il en est des déchets allemands mais un problème de même nature se pose avec les Pays-Bas et l'Espagne, soigneusement occulté par les connasseurs du secteur, et qu'il faudra bien aborder un jour.

Il importe au total d'adopter à l'endroit du retraitement une approche rationnelle : évaluer les coûts, connaître les différents stocks créés, étudier les conséquences de l'arrêt de cette voie technique. Et poser franchement les éléments du débat sur la scène démocratique.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directrice : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noë-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhumeau
Directeur artistique : Dominique Royette

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Rédacteurs en chef :

Alain Frachon (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ;

Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josiane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Deux manuscrits de Montaigne réunis à Paris

LE LIVRE DE RAISON de Montaigne, acquis récemment à New York par la France dans une vente aux enchères pour 21 000 dollars (7 400 000 francs environ), est destiné, on l'a dit, à la bibliothèque municipale de Bordeaux. Toutefois, dans son voyage de retour, une étape à Paris est prévue. Il sera alors exposé, vers la mi-avril, à la Bibliothèque nationale, avec le célèbre manuscrit des *Essais*, que la bibliothèque de Bordeaux prête pour la circonstance.

Ce *Livre de raison* est un exemplaire d'*Ephemeris Historica*, publiée à Paris en 1551 par l'humaniste allemand Michel Beuther. Véritable agenda historique de quatre cent soixante-quatre pages, il est fait pour servir n'importe quelle année. Il comporte une page pour chaque jour, avec les seules indications de mois et de quantième, et la correspondance

des calendriers dans leurs langues respectives : latin, grec, hébreu. Immédiatement après se trouve un rappel des événements les plus remarquables survenus ce jour-là avec leurs dates, rappel non dépourvu de fantaisie. Le 7 février, Beuther indique par exemple que l'an 2305 av. J.-C. « Noé envoya hors de l'arche la seconde colombe, qui revint le soir. » Au-dessous de ces indications le reste des pages est demeuré blanc pour que le possesseur du livre pût y inscrire les faits dont il désirait conserver mémoire. Sur les pages de ce livre, dans sa reliure primitive en parchemin, et dont plusieurs feuillets sont, hélas !, très mutilés, on compte trente-neuf inscriptions de Montaigne lui-même ; d'autres ont dû disparaître.

A. Chesnier du Chesne
(28 mars 1951)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ÉNERGIE Le premier convoi de déchets nucléaires d'origine allemande, depuis 1997, est parti lundi matin de la Hague, à destination du site de stockage de Gorleben. ● LE

TRAIN a franchi la frontière dans la nuit de lundi à mardi, sous haute protection policière et malgré la présence de nombreux manifestants. ● CETTE REPRISE des convois de com-

bustibles retraités à destination de l'Allemagne est une condition de la mise en œuvre du consensus signé outre-Rhin pour le démantèlement de l'industrie nucléaire, d'ici une

vingtaine d'années. ● JÜRGEN TRITTIN, le ministre Vert de l'environnement, a appelé les manifestants à ne pas bloquer le convoi, premier d'une vingtaine attendus dans les dix ans.

● LE SITE de retraitement Cogema de la Hague embarrasse le futur pôle nucléaire français Topco dans la perspective d'une mise en Bourse. (Lire aussi notre éditorial page 17)

Le consensus antinucléaire allemand à l'épreuve du transport des déchets

L'expédition par la France du premier train de combustible retraité d'origine allemande, depuis 1997, est la condition sine qua non de la mise en œuvre de l'accord de sortie définitive du nucléaire conclu outre-Rhin entre Gerhard Schröder et les électriciens

BERLIN

de notre correspondant

Les Allemands n'en reviennent toujours pas : naguère de toutes les manifestations antinucléaires, le ministre de l'environnement, le Vert Jürgen Trittin, a appelé à ne pas entraîner la marche du convoi de combustibles nucléaires retraités en provenance de la Hague (Manche), qui se dirige sous haute protection policière vers le centre de stockage de Gorleben, en Basse-Saxe, dans le nord de l'Allemagne.

Le train, parti de France lundi 26 mars et qui a franchi la frontière dans la nuit malgré les manifestations (*lire ci-dessous*), achemine six lourds cylindres de 112 tonnes recelant au total 9,4 tonnes de produits de fission issus du retraitement par la Cogema de 252 tonnes de combustibles irradiés venus des centrales nucléaires allemandes.

Mais le raisonnement du minis-

tre est simple : empêcher le retour des déchets allemands, c'est rendre impossible l'expédition future de combustibles irradiés vers la Hague. Le gouvernement Jospin refuse en effet d'accueillir de nouvelles quantités tant que l'Allemagne n'a pas récupéré au moins une partie de ses déchets retraités. Or les piscines de stockage des centrales allemandes sont pleines, et c'est tout le consensus sur la sortie du nucléaire, signé à l'été 2000 entre le gouvernement allemand et les électriciens, qui risque de voler en éclats. Un consensus qui prévoit que les centrales allemandes pourront expédier jusqu'en 2005 leurs combustibles irradiés, le temps de respecter les contrats signés avec la Cogema et de permettre aux électriciens de construire dans l'enceinte de leurs centrales des centres de stockage provisoire. M. Trittin, converti au principe

de réalité, l'a compris : la loi est du côté des électriciens, et le gouvernement ne peut pas, même en légiférant, forcer les centrales à arrêter leurs réacteurs, sous peine de devoir leur verser d'importantes indemnités.

RECULER L'ÉCHÉANCE

Ces raisonnements rationnels n'ont pas l'heure de satisfaire les militants antinucléaires, qui ont fait de Gorleben un lieu emblématique de leur combat, depuis que cette ancienne mine de sel a été choisie en 1977 comme lieu de stockage des déchets nucléaires. Le gouvernement Schröder a tout fait pour reculer l'échéance, qui met ses alliés Verts en difficulté. Le dernier convoi, en 1997, avait déjà nécessité la mobilisation de 30 000 policiers – coût : 110 millions de marks pour le contribuable allemand – pour faire face à la violen-

ce des militants, qui curieusement « oublient » de manifester quand les convois de déchets à retraiter s'en vont vers l'étranger...

A l'approche des législatives de 1998, déjà, Helmut Kohl avait demandé aux Français d'attendre l'issue du scrutin pour reprendre leurs expéditions. En avril 1998, il avait dû interdire tout transport de combustibles irradiés en provenance des centrales allemandes après que l'on eut découvert sur les conteneurs des contaminations largement supérieures aux normes autorisées. Le blocage sera confirmé lors de la victoire, en 1998, de la coalition sociale-démocrate/Verts, qui décide de sortir du nucléaire.

M. Trittin, approuvé par le nouveau chancelier Gerhard Schröder, annonce, en janvier 1999, l'interdiction de tout transport de combustible irradié vers l'étranger à compter du 1^{er} janvier 2000. Il espère con-

traindre les centrales à débrancher leurs réacteurs en retardant les autorisations d'ouvrir des centres de stockage provisoire, et explique aux électriciens qu'ils n'ont qu'à invoquer la clause de force majeure pour ne pas honorer leurs contrats avec la Cogema et le britannique BNFL.

REFUS DE LA FRANCE

La manœuvre provoque un tollé à Paris, qui constraint M. Schröder à reculer : les contrats en cours avec la Cogema seront honorés. Mais tous les prétextes sont bons pour retarder la reprise des convois. L'Allemagne se cache derrière la répartition des compétences entre Etat, Länder, chemins de fer, autorités indépendantes pour ne pas remplir ses obligations. « Le gouvernement Schröder mène le gouvernement Jospin en bateau », résume alors un haut fonctionnaire allemand. Lionel Jospin tape du poing sur la table en septembre 2000 : la France refuse d'accueillir le moindre convoi avant d'en avoir réexpédié au moins un en Allemagne.

Cette fois, le temps joue en faveur du premier ministre français : les centrales nucléaires allemandes s'engorgent réellement avec leurs déchets. Finalement, un accord est signé fin janvier, prévoyant le départ d'un premier convoi vers Gorleben, au lendemain d'élections régionales tenues le 25 mars, et où les Verts ont essayé deux nouveaux revers électoraux. La rupture est consommée avec les associations écologistes comme Greenpeace : les dirigeants Verts qui se sont déplacés pour manifester ce week-end à proximité de Gorleben ont été qualifiés de traîtres par la foule.

Pour ne pas se couper de sa base, le parti Vert avait trouvé un compromis, autorisant les manifestations autour des convois, mais

appelant à ne pas les bloquer. Des concessions de pure forme jugées insuffisantes par les militants, désormais privés de porte-voix politique. Ils savent que si ce convoi atteint sans encombre Gorleben, les autres transports pourront avoir lieu comme prévu. Un

Combustible australien : décision le 3 avril

Le délibéré de la cour d'appel de Caen suite à l'interdiction faite, à la demande de Greenpeace, par le tribunal des référés de Cherbourg à la Cogema de débarquer du combustible irradié australien, sera rendu le 3 avril. Lors de l'audience du procès en appel, lundi 26 mars, l'avocat général a demandé d'infirmer la décision du tribunal de Cherbourg qui avait fait interdiction le 15 mars à la Cogema de débarquer 360 éléments de combustible usés australiens arrivés le jour même à Cherbourg dans le cadre d'un contrat passé entre la Cogema et l'organisation australienne pour la science et la technologie nucléaires (Ansto). Le tribunal statuant avait assujetti cette interdiction d'une astreinte de 100 000 F par élément de combustible radioactif qui aurait été déchargé, renouvelable chaque semaine tant que ces combustibles n'auraient pas quitté la France ou reçu les autorisations nécessaires à leur retraitement.

autre train doit partir d'ici à la fin de l'année. Le consensus sur la sortie du nucléaire s'en trouvera paradoxalement renforcé. Ce serait le début du déclin d'un certain folklore antinucléaire.

Arnaud Leparmetier

En Allemagne, 400 manifestants attendaient le train

MAXIMILIANSAU (Allemagne)

de notre envoyé spécial

« Notre message principal ? Stoppez les déchets nucléaires en Allemagne et dans le monde ! » Herbert Würth, le porte-parole des quatre cents

REPORTAGE

Alors que certains fixaient le gros des forces policières, de petits groupes sont allés discrètement s'attacher à la voie

manifestants rassemblés à Maximiliansau, un petit village allemand situé à 10 kilomètres de Lauterbourg à la frontière française, est content : le convoi de déchets nucléaires parti du Cotentin, lundi 26 mars à 6 h 46, n'est pas passé inaperçu. En France déjà, une série de petites manifestations – à Valognes, Rouen, Bar-le-Duc – ont égrené le passage du train qui emportait 9,4 tonnes de produits de fission à destination

de Gorleben, leur site de stockage final.

Mais les antinucléaires allemands ont donné une visibilité spectaculaire à la contestation. Ils campaient depuis deux jours dans le bourg voisin de Worth et se sont retrouvés dans la soirée au passage à niveau de Maximiliansau, à quelques kilomètres de Karlsruhe. Dans un champ humide, une foule jeune, bigarrée et multicolore, animée de chants et de guitares, faisait face à un cordon de policiers en tenue de combat vert kaki et portant des casques blancs tandis que des maîtres-chiens tiraient sur la laisse des molosses en muselière. Des projecteurs puissants éclairaient la foule, un hélicoptère balayait le ciel, des policiers prenaient des photographies.

UN RETARD DE PLUS D'UNE HEURE

Le tableau était propice à fournir des images attractives aux nombreuses équipes de télévision présentes. Quelques bousculades se sont produites quand les forces de l'ordre ont fait dégager la voie, mais l'ambiance est restée cal-

me. Pendant que les manifestants fixaient le gros des forces policières, de petits groupes d'activistes sont discrètement allés s'attacher à la voie, à quelques centaines de mètres de là.

Ces complications ont occasionné un retard de plus d'une heure au train, qui, dans son parcours français, avait jusqu'ici bien suivi son plan de marche. Et c'est sous un tonnerre de sifflets, dans la nuit noire et froide, que le convoi – six plates-formes portant chacune un emballage métallique de déchets et encadré à ses deux extrémités d'une locomotive et d'un wagon de policiers – s'est avancé presque au pas.

Par une ironie du sort, le premier wagon des policiers était abondamment tagué, ce qui donnait à l'ensemble un aspect piteux et délabré. Il était 0 h 20. « On sait que l'on ne peut pas stopper ces mouvements de déchets, expliquait Rainier, un manifestant, mais on veut les rendre si coûteux en dépenses de police que les autorités devront réfléchir. »

Hervé Kempf

Derrière un convoi spectaculaire, une activité économique en crise

LE CONVOI parti lundi matin 26 mars de la Hague à destination de Gorleben, en Allemagne, devrait marquer le début d'une longue et ultime série de transports franco-allemands s'échelonnant sur plus de dix ans, à raison de deux par an. Le bon déroulement des opérations en cours est donc un enjeu essentiel pour les deux parties.

L'usine normande de la Cogema a traité depuis les années 1970 quelque 4 280 tonnes de combustibles usés venus d'outre-Rhin. Cela correspond à 158 tonnes de produits de fission, issus du retraitement, à retourner en Allemagne, soit environ 17 convois du type de celui d'aujourd'hui. De surcroît, 140 tonnes de combustibles allemands sont stockés à la Hague, en attente de retraitement. Et d'ici à 2005, les Allemands doivent expédier à la Cogema 1 070 tonnes supplémentaires de combustibles à retraiter, ce qui conduira à cinq convois de plus.

Cette collaboration franco-allemande avait commencé, au cours des années 1970, dans l'enthousiasme : l'avenir de l'énergie nucléaire était alors radieux, et l'optimisme à son propos partagé par les deux pays. La France, qui s'était engagée dès les années 1960 dans le retraitement des combustibles irradiés, a vu l'Allemagne l'imiter dans la décennie suivante. Les compagnies d'électricité allemandes ont signé une série de contrats de retraitement de leurs combustibles avec l'opérateur français de l'usine de la Hague, le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), puis avec la Cogema.

L'Allemagne devait de son côté mettre en œuvre une usine de retraitement à Wackersdorf. Mais celle-ci a été arrêtée en 1989 sans avoir jamais fonctionné. Le seul autre pays à exploiter une unité de

retraitement civil était – et reste – la Grande-Bretagne. La France n'en a pas moins poursuivi son programme : elle a mis en service en 1990 l'usine UP3, d'une capacité de retraitement de 800 tonnes par an. Elle s'ajoutait aux usines UP2 400 (en service depuis 1966) et précédait UP2 800, opérationnelle en 1994 et réservée à EDF. UP3 était financée par l'argent versé par les compagnies allemandes, mais aussi japonaises, suisses et belges qui ont conclu elles aussi des contrats de retraitement avec la Cogema – dont l'Allemagne demeure à ce jour le premier client étranger, contribuant pour environ 10 % à son chiffre d'affaires de 33 milliards de francs en 1999.

LA RECONVERSION DE LA HAGUE

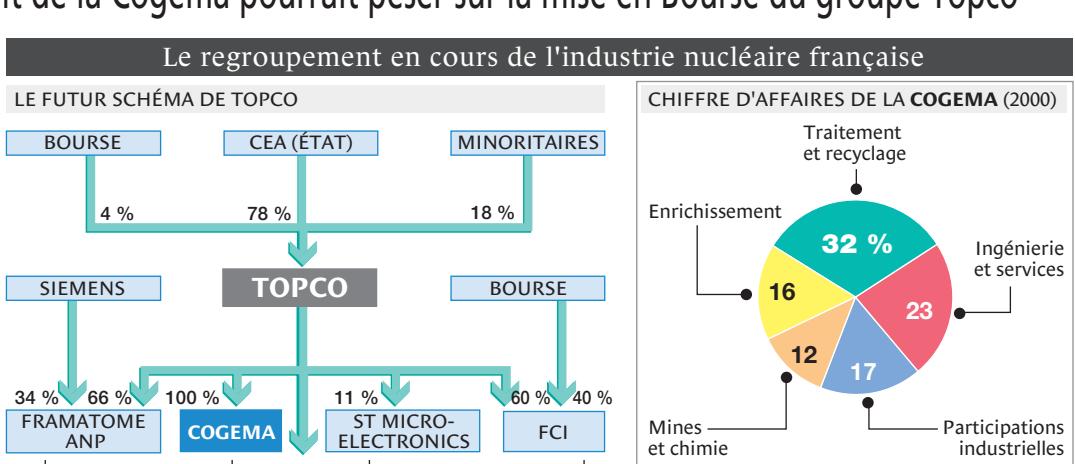
Les perspectives actuelles du retraitement n'en sont pas moins sombres. Les Allemands n'y recourent plus en 2005. Le renouvellement des contrats avec les électriciens japonais n'est toujours pas signé par la Cogema et il ne porte pas sur 600 tonnes de combustibles. La Belgique et la Suisse ont prévu d'arrêter le retraitement, tandis que la centrale nucléaire néerlandaise fermera ses portes en 2004. Quant à EDF, elle négocie actuellement la prolongation de ses contrats, exigeant de la Cogema des conditions financières plus avantageuses.

Le vrai enjeu pour la Hague – actuellement stoppée, l'usine UP3 étant à l'arrêt pour maintenance et l'UP2 800 étant arrêtée depuis fin février du fait d'une fuite de produits radioactifs dans une canalisation – est purement et simplement celui de sa reconversion, et du sort de ses 4 000 employés.

H. K.

Le futur pôle français est embarrasse par la Hague

Le site de retraitement de la Cogema pourrait peser sur la mise en Bourse du groupe Topco



le directoire par Anne Lauvergeon.

Cette organisation par métiers doit permettre à chaque activité de nouer des partenariats et de trouver des moyens de financement. L'idée est d'introduire le plus rapidement en Bourse le nouvel ensemble et d'en faire une valeur attrayante pour les investisseurs. Dans une lettre adressée au ministère de l'économie, les trois promoteurs du projet ont introduit une clause stipulant que, si une activité pose problème, il faudra prévoir un canonnement. Certaines d'entre elles ne peuvent pas entrer dans le « lot commun » et doivent être isolées. Cette mesure est prévue au départ pour Technicatome, filiale de CEA-I, spécialisée dans les chaufferies nucléaires des sous-marins. Il est difficile de coter une telle activité militaire. L'intention portée à la Cogema serait d'étendre ce canonnement au site de retraitement de la Hague, si les tensions perduraient. Il serait difficile pour une société cotée d'être au centre d'une polémique à chaque convoi de

déchets nucléaires vers l'Allemagne. Il le serait d'autant plus que le retraitement, en déclin, n'est pas l'activité essentielle de l'entreprise. En 2000, il a représenté 28 % du chiffre d'affaires global de la Cogema (et 3,5 % pour le combustible MOX, mélange plutonium-uranium issu du retraitement), et seulement 7,8 % du résultat opérationnel. Dans le futur ensemble Topco, la part du retraitement sera encore plus réduite.

POSSIBLE CANTONNEMENT

La reprise des convois et l'accueil qui leur sera réservé outre-Rhin ont valeur de test. Il faudra aussi attendre le 3 avril, date du délibéré de la cour d'appel de Caen suite à l'interdiction faite à la Cogema de débarquer sur le sol français du combustible irradié australien. Le schéma retenu intègre l'ensemble des activités de la Cogema.»

Les discussions actuelles concernant la valorisation des différentes entreprises apportées au futur ensemble, les aspects fiscaux liés à cette fusion et les modalités de constitution du fonds de démantèlement prévu par le CEA pour ses installations. Le Conseil d'Etat examine actuellement le décret qui transformera CEA-I en Topco, présenté ensuite en conseil des ministres. Puis il faudra plusieurs mois pour concrétiser les transferts. Le principe est de créer Topco à l'automne. Les nouveaux partenaires ont de la marge pour régler toutes les situations.

Dominique Gallois

La grève des transports publics est reconduite dans une douzaine d'agglomérations

Des revendications locales s'ajoutent à l'exigence d'une retraite anticipée à 55 ans

Lancée lundi 26 mars par quatre fédérations syndicales (CGT, FO, CFTC et FNCR), la grève des transports publics perdait de son ampleur, mardi

LE MOUVEMENT de grève des transports publics urbains, lancé lundi 26 mars à l'initiative de quatre organisations syndicales – CGT, FO, CFTC et FNCR (autonomes) – perdait de son ampleur au deuxième jour de mobilisation : une ville sur quatre soit dix villes sur la quarantaine qui étaient bloquées la veille restaient, mardi matin, privées totalement ou partiellement de transport public. Mais il s'agissait de grosses agglomérations, comme Marseille ou Lyon. Lundi, le mouvement avait été particulièrement bien suivi, le taux de grévistes avoisinant les 100 % dans plusieurs métropoles de province.

Les différentes organisations syndicales, à l'exception de la CFDT qui n'a appelé à la grève que ponctuellement, veulent sensibiliser les pouvoirs publics sur « un dispositif de départ anticipé à 55 ans ». Le régime de retraite des transports urbains, qui concerne 36 000 salariés est régi par le droit commun du secteur privé qui prévoit un départ en retraite à 60 ans avec 40 années de cotisations. Depuis plusieurs mois, la CGT et FO qui sont majoritaires demandent l'ouverture de négociations sur un « système de départ anticipé à 55 ans pour tous » compte tenu des conditions de travail difficiles des traminots. La CFDT milite, pour sa part, pour un système sans âge couperet mais autorisant le départ après 37,5 années de cotisations. Pour l'Union des transports publics (UTP, patronat), la revendication est « inacceptable et décalée à l'heure où présent des incertitudes sur le maintien de la retraite à 60 ans ».

Lundi, en fin de journée, la fédération CGT des transports a « exigé » que le ministère de tutelle convoque « sans délai » la commission paritaire, réunissant patronat et syndicats, afin d'ouvrir des négociations. Dans un communiqué, la CGT explique que la poursuite du mouvement « est le résultat conjoint de l'intransigeance du patronat composé des trois grands groupes Vivendi, Cariante (SNCF) et

matin. Alors qu'au début du mouvement une quarantaine d'agglomérations étaient touchées, seules une douzaine étaient encore perturbées,

mardi matin, dont Marseille, Strasbourg ou Lyon. Les revendications sur la sécurité s'ajoutent désormais à celles sur la retraite à 55 ans.



Transdev (Caisse des dépôts et consignations) et de l'immobilisme, voire de la complicité des ministères concernés ». Rappelant que les quatre fédérations appelant à la grève « représentent plus de 75 % des voix aux élections professionnelles », la CGT estime qu'il est « possible d'obligatoire, pour les entreprises, la signature de conventions de préretraites contre embauches (ARPE) ou de préretraites progressives (PRP), dont ont bénéficié, en 1999, 75 % des 36 000 salariés de la branche âgés d'au moins 55 ans », a-t-il ajouté, estimant que les vrais problèmes de la profession n'étaient pas là. « Quand on interroge les jeunes, les préoccupations vont plus vers la sécurité et l'évolution du métier que vers les retraites », a ajouté-t-il. « On le voit bien mardi : dans certaines villes

passent, mais je ne peux pas me substituer à la commission paritaire ».

Thierry Soupault, délégué général de l'UTP, a expliqué au *Monde* qu'il ne refusait pas de rencontrer les partenaires sociaux. « Un accord de branche a rendu obligatoire, pour les entreprises, la signature de conventions de préretraites contre embauches (ARPE) ou de préretraites progressives (PRP), dont ont bénéficié, en 1999, 75 % des 36 000 salariés de la branche âgés d'au moins 55 ans », a-t-il ajouté, estimant que les vrais problèmes de la profession n'étaient pas là.

En réponse, Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, a annoncé qu'une commission mixte paritaire des transports urbains se réunirait « en avril », en souhaitant qu'elle « permette d'aborder le sujet » de la cessation anticipée d'activité à 55 ans. S'exprimant sur LCI, M. Gayssot a déclaré « je suis favorable à ce que des discussions s'ouvrent et que des négociations se

les paralysées, les revendications sont passées du niveau national – les retraites – au niveau local – la sécurité – pour être sûr de mobiliser », précise M. Soupault.

● **A Lyon**, le trafic était encore très perturbé mardi matin. Seuls une vingtaine de bus, sur 800 circulaient, l'ensemble des dépôts étant bloqués. Deux lignes de métro (les lignes C et D) sur quatre fonctionnaient dans l'agglomération ainsi que une ligne de tramway sur deux, sous la direction des TCL (Société Lyonnaise de transport en commun). Seul 24 % des conducteurs voulaient reprendre le travail, selon la direction.

● Aucun bus, métro ni tramway ne circulait mardi matin à **Marseille** où la grève organisée était massivement suivie par les salariés de la Régie des transports marseillais (RTM). Selon les syndicats, 100 % des conducteurs suivaient le mouvement. Une assemblée générale, organisée mardi en milieu de matinée, devait confirmer la poursuite de la grève.

● Aucun bus ne circulait à **Lille** mardi matin. Seules certaines lignes sub-urbaines étaient en fonctionnement, selon Transpole. Les lignes de tramways circulaient également au ralenti (une rame toutes les 25 minutes). Cependant, la grève a des conséquences limitées grâce au métro automatique qui est resté en service.

● **A Bordeaux**, les trois dépôts de bus étaient toujours bloqués mardi matin et 70 % des conducteurs se déclaraient en grève à 9 heures. Une assemblée générale en fin de matinée devait décider la suite du mouvement. Le trafic devrait être fortement perturbé toute la journée.

● **A Toulouse**, le mouvement de grève n'a perturbé que très légèrement le trafic des bus lundi. La grève devrait avoir des conséquences très limitées mardi.

● **A Strasbourg**, les transports étaient totalement paralysés.

Laure Belot et François Bostnavaron

La Société générale renonce à faire payer les chèques en 2001

LES CLIENTS de la Société générale ne paieront pas les chèques avant 2002. La banque de la Défense est catégorique. Elle rappelle que son président, Daniel Bouton, a confirmé cette information lors de la présentation des résultats de l'année 2000, le 23 février, et l'a de nouveau répétée sur Radio Classique au cours de l'émission « Questions Orales » samedi 17 mars. Rien n'a changé depuis, affirme-t-elle, contrairement à ce que semble indiquer un document interne que révèle *L'Humanité* du 27 mars. Ce dépliant indique : « Les établissements bancaires ont toute latitude pour fixer la date de démarrage de la rémunération et de la tarification des comptes courants de leurs clients. La Société générale a choisi le 1^{er} mai 2001 pour cette mise en œuvre effective. Attention : cette date est confidentielle et, à ce jour, ne doit pas être communiquée à la clientèle. »

Ce document, précise la banque, date de l'été 2000. A l'époque, la Société générale, comme toutes ses concurrents, était déterminée à modifier ses tarifs avant juin 2001. A partir de cette date et jusqu'au 17 février 2002, les banques devront en effet toutes se consacrer au passage à l'euro, et elles auront des difficultés à mener parallèlement un changement tarifaire aussi important que celui consistant à facturer les chèques.

Depuis la fin de l'année 2000, les banques ont

toutefois changé d'avis sur ce sujet polémique. Plusieurs éléments les ont amenées à réviser leur décision. Le premier a été l'annonce, en « une » du quotidien *Le Parisien*, le 29 septembre 2000, que BNP Paribas se préparait à faire payer les chèques à compter du 1^{er} janvier 2001. L'information a provoqué un tollé dans l'opinion et a pesé sur l'image des banques dans les sondages. Elle a surtout poussé le ministre de l'économie et des finances Laurent Fabius à sortir du bois et à déclarer à l'Assemblée nationale, le 4 octobre 2000, lors des questions d'actualité : « Le gouvernement est favorable à ce que les chèques soient gratuits. Ce n'est pas la première fois que des campagnes ont lieu disant que les chèques vont devoir être payants. Mais j'observe que (...) les banques, jusqu'à présent, n'ont pas pris ce type d'initiative, comme si elles attendaient que quelqu'un d'autre leur donne le signal. »

SIMPLE RÉPIT

Ce signal aurait pu venir d'une décision du gouvernement tranchant le débat alors en vigueur entre banques et associations de consommateurs sur la question du service bancaire de base. M. Fabius s'est bien gardé de le faire. En outre, alors que les banques commerciales – BNP Paribas, Société générale, Crédit lyonnais, CCF... – étaient très déterminées à avan-

cer vite sur ce dossier, les banques mutualistes – Crédit agricole, Caisse d'épargne, Crédit mutuel... – semblaient moins pressées. Grandes collectrices de dépôts bancaires, elles n'étaient guère pressées de s'engager dans une rémunération – même modique, de l'ordre de 0,5 % – des comptes courants. Les banques ont donc décidé de se tourner à la mise en œuvre d'une nouvelle rémunération avant 2002.

Surpris par la publication de ce document de l'été, Michel Marchet, syndicaliste de la CGT à la Société générale, précise que sa banque « n'est pas plus avancée que d'autres sur la question de la tarification des chèques. Toutes les banques sont prêtes à le faire. Elles ont déjà prévu les outils informatiques adaptés. Mais toutes attendent que l'autre se lance ».

La Société générale, BNP Paribas, les Caisse d'épargne, le Crédit agricole d'Ile-de-France, aucune ne veut jouer ce rôle pour l'heure. Les consommateurs ont donc un bref répit, mais il est de courte durée. « La question de fond reste entière, estime donc M. Marchet : elle est de savoir quel est le niveau de prix qui peut être considéré comme raisonnable pour les services bancaires en général et que doit-on faire pour les ménages à faible revenu qui ne peuvent pas supporter un coût même raisonnable ? »

Sophie Fay

Le suédois Tetra Laval lance une OPA sur le groupe d'emballage Sidel

LA RUMEUR qui courait depuis le début de l'année en Bourse s'est confirmée mardi 27 mars. Le suédois Tetra Laval, fabricant des emballages Tetra Pak, a déposé un projet d'offre publique d'achat (OPA) amicale visant le français Sidel, leader mondial des machines de soufflage et de conditionnement des bouteilles plastiques, qui emploie 4 000 personnes. Selon le Conseil des marchés financiers (CMF), l'offre vise les 90,25 % du capital et des droits de vote de l'entreprise, au prix de 50 euros par action. Sur la base du dernier cours coté de Sidel, le 23 mars (41,25 euros), Tetra Laval offre

une prime de 21,2 %. Cette OPA valorise le groupe français à 1,7 milliard d'euros. Le cours de l'action était suspendu depuis lundi, mais les investisseurs avaient anticipé la nouvelle. Vendredi, l'action avait bondi de 21 %.

Les difficultés de Sidel ont sans doute accéléré la prise de contrôle par les Suédois. Le groupe, qui devait publier ses résultats annuels lundi soir après la fermeture de la Bourse, avait décidé de reporter cette réunion. Dès le 6 mars, un communiqué de l'entreprise alertait les investisseurs : « Au vu des premiers travaux de clôture des comptes, Sidel tient à préciser

que les résultats pour l'exercice clos au 31 décembre 2000 devraient être inférieurs aux estimations précédentes de la société. » Déjà en janvier, le groupe s'attendait à « une stabilité de son résultat d'exploitation, ce qui correspondrait à une marge opérationnelle après participation et intéressement des salariés de l'ordre de 11 % contre 12,8 % pour l'exercice 1999 ».

Nouvelle déconvenue en février. Lors de la publication du chiffre d'affaires, en hausse de 16,7 %, à 1,025 milliard d'euros, le conseil d'administration de Sidel demandait « qu'en complément des mesures de rationalisation industrielles »

à l'étude s'ajoute un meilleur suivi de la rentabilité du groupe. Le 6 mars, simultanément à cet avertissement sur les résultats, l'entreprise évoque la rumeur boursière. « Au cours des dernières années, de nombreuses rumeurs de marché ont fait état d'alliance entre Sidel et différents partenaires. Compte tenu de son excellent positionnement stratégique et technologique, la société est régulièrement en contact avec d'éventuels partenaires et n'a pas pour habitude de commenter les rumeurs. » Vingt jours auront suffi pour concrétiser les spéculations.

D. G.

Le Matif négocierait un rapprochement avec le Chicago Board of Trade

Le marché à terme français vit sous perfusion

LES GRANDES manœuvres entre marchés financiers se poursuivent. Le Liffe (London International Financial Futures and Options Exchange), a dévoilé, lundi 26 mars, une alliance avec le grand spécialiste américain des valeurs technologiques, le Nasdaq, afin de développer un marché des produits dérivés sur actions. Le Nasdaq a annoncé, mardi 27 mars, le rachat d'une participation majoritaire de 58 % dans l'Easdaq, le marché européen des valeurs de croissance.

« L'idée du MIB était une excellente idée », estime un courtier parisien. Mais le plan de sauvetage du Matif n'est pas parvenu à ses fins. La structure est toujours en place mais les banques ne souhaitent plus la financer. Elle leur avait coûté au départ 210 millions de francs. Il a été envisagé d'arrêter de relancer l'activité du marché de taux français à la fin du mois de septembre 2001 et de donner une autre fonction à la structure. Celle-ci aurait été employée dans le but d'accroître à Paris les volumes du contrat à terme sur l'indice boursier Eurostoxx des valeurs européennes, qui est également négocié en Allemagne.

L'ACTIVITÉ EST RETOMBÉE

L'initiative du MIB semblait pourtant porter ses fruits au cours des premiers mois de l'année 2000 : le volume d'activité du marché français s'était fortement redressé. En août 2000, il fluctuait autour de 200 000 contrats par jour en moyenne. Au mois d'avril 2000, il avait même battu un record qui datait de six ans : 538 126 contrats avaient été négociés le 6 avril, soit nettement plus que les 434 631 contrats du précédent record du 2 mars 1994.

Mais aujourd'hui, l'activité est retombée. Sur la séance du lundi 26 mars, 68 350 contrats ont été négociés sur l'Euro Notionnel arrivant à échéance en juin, tandis que sur le marché allemand l'activité du contrat Bund de même échéance s'est élevée à 397 784 contrats. Certains acteurs de la place s'étaient également plaint fin janvier de pannes fréquentes du système de négociation électronique.

Cécile Prudhomme

La SES rachèterait les activités de satellites de General Electric

L'OPÉRATEUR LUXEMBOURGEOIS Société européenne de satellites (SES) serait sur le point d'annoncer le rachat des activités de services satellitaires de General Electric, selon le quotidien américain *Wall Street Journal* du mardi 27 mars. Le montant de la transaction s'élèverait à 5 milliards de dollars (5,58 milliards d'euros), dont environ la moitié en *cash* et l'autre en actions d'une nouvelle entité, née de la fusion des activités en ce domaine de SES et de General Electric. L'américain détiendrait 25 % des parts et 20 % des voix de cette entreprise conjointe. L'opération doit encore recevoir laval des autorités de la concurrence. SES est déjà l'un des premiers opérateurs de services par satellites en Europe (vingt millions de foyers), avec des implantations en Asie et en Amérique latine (SES a récemment acquis 19 % du numéro un brésilien et 34 % d'Asiasat).

Michelin se renforce en Chine

MICHELIN A SIGNÉ le 24 mars avec le fabricant chinois de pneumatiques Shanghai Tire and Rubber Corporation (STRC) un accord sur la création d'une société commune. Michelin détiendra 70 % de cette co-entreprise valorisée à 200 millions de dollars, dont la capacité de production sera de 5 millions de pneus. « C'est la première fois qu'un étranger dispose de la majorité du capital dans une entreprise commune avec un groupe chinois dans un secteur considéré comme stratégique », a précisé, lundi, le groupe français de pneumatiques. Michelin détiennent aujourd'hui 5 % du marché chinois. Cet accord vise à renforcer les activités du groupe en Asie, où il veut, d'ici cinq ans, multiplier par trois son chiffre d'affaires et passer du quatrième au deuxième rang.

Accord sur la hausse des salaires des dirigeants de « Libération »

À L'ORIGINE de la grève du personnel ayant entraîné la non-parution du quotidien le 16 mars, l'augmentation de la rémunération des dirigeants de *Libération* a été réglée selon un compromis ratifié, vendredi 23 mars, par le conseil d'administration. Serge July, PDG, et Evelyne Charles Coppée, directrice général, « ont volontairement renoncé à une partie significative des salaires que la majorité du conseil d'administration avait fixés le 26 février », ont précisé, lundi 26 mars, les représentants du personnel, élus du conseil de surveillance. Initialement fixée à 33 % et 30 %, cette augmentation a été ramenée à un taux de 16 % correspondant à la hauteur « médiane » des salaires du personnel de *Libération* depuis 1996. Le conseil de surveillance a estimé que ces « rémunérations sont conformes aux principes qui guident le journal » et que la décision de MM. July et Coppée « doit rendre à l'équipe sa cohésion, nécessaire à l'avenir de l'entreprise ».

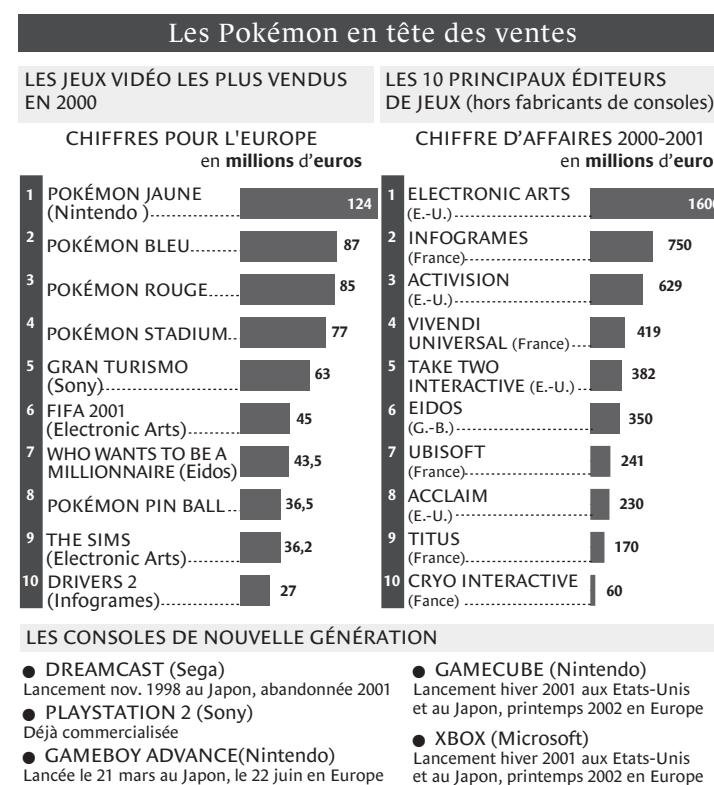
Les turbulences du marché secouent les éditeurs de jeux vidéo

Pour la première fois en 2000, le chiffre d'affaires du secteur a connu un coup d'arrêt, après avoir dépassé celui de l'industrie du cinéma. L'attente d'une nouvelle génération de consoles et le coût des superproductions accroissent les risques pour les producteurs de logiciels

LE LANCEMENT commercial par Nintendo, au Japon, de la GameBoy Advance, successeur désigné de la mythique GameBoy, le 21 mars, a provoqué la bousculade des aficionados, devenue rituelle à chaque lancement de console. Elle ne préjuge pourtant d'aucune manière du succès. Aujourd'hui, tout le monde retient son souffle. Car sur le marché du jeu vidéo, évalué à près de 120 milliards de francs, la bataille s'annonce sanglante. Avec l'arrivée d'une nouvelle génération de consoles, cette industrie née il y a vingt ans tourne une page, et personne ne connaît encore les noms des gagnants du nouvel épisode qui débute. Un risque pour les éditeurs de jeux, contraints d'investir dès maintenant.

« Nous sommes sur un marché en plein bouleversement, avec à la fois une mutation technologique liée à l'arrivée de nouvelles consoles, et une mutation sociologique due à une maturité grandissante de la clientèle », souligne Bruno Bonnell, PDG d'Infogrames, société lyonnaise devenue numéro deux mondial de l'édition de jeux vidéo. Les premiers effets se sont fait sentir en 2000. Alors que le marché connaît une croissance moyenne de 20 % par an, allant même, par sa taille, jusqu'à dépasser l'industrie du cinéma, sa dynamique a été stoppée net. Les effets d'annonce, les retards dans la livraison des nouvelles consoles, les difficultés de la Dreamcast de Sega, ont suscité un attentisme des consommateurs, que personne n'avait anticipé.

La bulle spéculative a éclaté. Alors que les budgets de développement de jeux étaient devenus « hollywoodiens », les désillusions se sont multipliées. A preuve, la situation financière désastreuse de Kalisto, mais aussi les pertes affichées par Titus et, dans une moindre mesure, par Infogrames. « Le marché n'a pas pour autant disparu puisque Driver 2, que nous avons lancé en novembre, a été vendu à plus de deux millions d'exemplaires. Mais il y aura deux années de transition », souligne Bruno Bonnell. Le temps que la nouvelle génération de consoles prenne ses marques.



doit être, par Infogrames. « Le marché n'a pas pour autant disparu puisque Driver 2, que nous avons lancé en novembre, a été vendu à plus de deux millions d'exemplaires. Mais il y aura deux années de transition », souligne Bruno Bonnell. Le temps que la nouvelle génération de consoles prenne ses marques.

MICROSOFT S'IMPOSE
Si l'issue de l'affrontement n'est pas connu, le nom de la première victime, lui, l'est. Sega, l'un des précurseurs japonais, a jeté l'éponge. Pourtant, il a été le premier à commercialiser, avec la Dreamcast, une console de nouvelle génération,

dopée par un microprocesseur puissant. Las. « La société n'avait pas les moyens marketing de soutenir le lancement de la Dreamcast », souligne Stéphane Bole, directeur général de Nintendo France. Alors que Sega se réoriente vers le développement de jeux pour ses concurrents, la société a annoncé la mort de son PDG, Isao Okawa, vendredi 16 mars. Tout un symbole.

Cette défaite est en grande partie due au rouleau compresseur de Sony. Le trouble-fête qui a bousculé le duopole Sega-Nintendo a, fort habilement, multiplié les effets d'annonce de sa future console pour contrer l'avance de la Dream-

cast. Finalement, la Playstation 2 a été lancée en 2000, au printemps aux Etats-Unis et en fin d'année en Europe. « Le lancement a été un demi-échec », affirme Eric Caen, PDG de l'éditeur de jeux Titus Interactive. Selon Sony, le cap des 10 millions de Playstation 2 vendues dans le monde a été franchi ces jours-ci.

Mais Hiroshi Yamauchi, soixante-treize ans, PDG de Nintendo, qui a transformé une obscure société de cartes à jouer en un géant du jeu vidéo, entend bien démontrer qu'il n'a pas perdu la main. La première étape de sa contre-attaque n'est autre que la GameBoy Advance, qui sera commercialisée en Europe le 22 juin au prix de 900 francs. Sur ce créneau de la console de poche, avec l'indémodable GameBoy, la suprématie de Nintendo est indéniable. Le japonais compte commercialiser ensuite la GameCube, sa console de nouvelle génération, en misant sur une continuité des jeux entre les deux, sans doute en fin d'année au Japon, et au printemps 2002 sur les autres marchés. Un calendrier qui coïncide avec l'arrivée d'un « petit » nouveau : Microsoft. Le groupe fondé par Bill Gates se dit prêt à investir 500 millions de dollars pour imposer sur le marché sa XBOX. Le choc des titans se transforme donc en match à trois entre Sony, Nintendo et Microsoft.

« Ce qui fera la différence, c'est le catalogue de jeux, car c'est avant tout un marché d'édition », affirme Stéphane Bole. L'enjeu est de développer le « hit » qui déclenchera le réflexe d'achat chez le consommateur. Les éditeurs et les fabricants de consoles, à la recherche de nouveaux talents, courtisent les studios de création. Yeti Interactive, qui vient d'être créée à Montpellier par des anciens d'Ubisoft, a été

immédiatement démarquée par Microsoft et a signé un contrat d'exclusivité sur un projet qui mobilisera 35 personnes pendant plus de deux ans. L'enjeu : tenter de créer un personnage emblématique pour la XBOX, à l'intar de Lara Croft, créature d'Eidos, de Rayman (Ubisoft) ou de Mario (Nintendo).

POUR RESTAURER LES MARGES
Un succès est une véritable rente de situation pour un éditeur, qui n'a de cesse de décliner le titre en versions successives. Alone in the dark, premier grand succès d'Info-

moyens de chuter, les marges se sont écrasées. »

Pour restaurer leurs marges, les éditeurs tentent de développer des produits standards à faibles coûts : déclinaison de titres phares ou sous licence, grands classiques comme les échecs ou le Monopoly. « Il faut concevoir pour le grand public des jeux plus simples et moins chers », affirme Jean-Martial Lefranc, PDG de Cryo Interactive. Un retour à la réalité nécessaire pour les éditeurs qui, comme Infogrames, suivi par ses émules français, Ubisoft, Cryo Interactive ou

GameBoy, le succès de la simplicité

Véritable OVNI dans l'univers des consoles de jeu, la GameBoy brille par une longévité exceptionnelle. Alors que ses concurrentes se satisfont d'un cycle de vie de trois à quatre ans, elle séduit ses adeptes depuis douze ans. La GameBoy ne participe, il est vrai, d'aucune course à la puissance. Un graphisme sommaire, loin du réalisme 3D, un écran de taille limitée qui ne s'est ouvert que récemment à la couleur, un fonctionnement à piles : cette austérité a eu raison de la concurrence.

Même aujourd'hui, alors que Nintendo lance au Japon la GameBoy Advance, les développeurs sont priés de faire un retour sur le passé pour concevoir les jeux. Un exercice de style pour amateurs de programmation bonsaï. Mais Nintendo a su les séduire, et c'est aussi une des clés du succès de la GameBoy. Car la courbe de ventes évolue au rythme des titres phares. Il y a eu la vague Tetris, mais aussi les lames de fond de Mario et Zelda, les courants formés par Astérix ou Lucky Luke, et enfin le tsunami Pokémons. Depuis deux ans, la GameBoy s'est en effet transformée en véritable console Pokémons. Une aubaine pour Nintendo.

grames, en est à son quatrième opus. « Pour ces produits stars, les budgets oscillent entre 3 et 5 millions de dollars, précise M. Bonnell. Mais le marché se segmente entre ces super-productions, d'une part, et les « téléséries », de l'autre. Il n'y a plus de place aujourd'hui pour des titres moyens ». Eric Caen, PDG de Titus, le confirme : « Les budgets n'ont cessé de croître, et les prix de vente

Titus, se sont lancés dans une politique agressive d'acquisitions pour étendre leurs prérogatives de la création à l'édition, puis à la distribution des jeux à l'échelle mondiale, et ont fragilisé leur situation financière. La mutation en cours risque d'accélérer la concentration du secteur.

Laurence Girard

La chute brutale de Kalisto et de son emblématique PDG

LA CHUTE d'une étoile. Pour Nicolas Gaume, le réveil est brutal. Depuis la création de sa société de conception de jeux vidéo, Kalisto - auteur de *The Fifth Element* (Le Cinquième Élément, d'après le film de Luc Besson), *Dark Earth* (Sombre planète) et *Nightmare Creature* (Créature de cauchemar) -, tout sourit à ce jeune PDG âgé de vingt-neuf ans. Tapis rouge lors d'un voyage au Japon au côté de Jacques Chirac, intronisation au sein du Medef pour incarner le « patronat hi-tech », première page du *Wall Street Journal*, l'homme est sur tous les fronts. A la fin de 1999, il s'affiche pour la campagne de publicité du quotidien économique *Les Echos* parmi d'autres

« Un studio de développement dépend des sautes d'humeur des éditeurs »

personnalités comme Michel-Edouard Leclerc, Paolo Cantarella, directeur général de Fiat, Pierre Richard, président de Dexia France, Bruno Bonnell, PDG d'Infogrames, le pilote de formule 1 Alain Prost et même, un temps, l'actuel ministre des finances, Laurent Fabius, qui finalement dut renoncer à l'exercice.

Mars 2001, le masque tombe. Nicolas Gaume est contraint d'admettre la catastrophe : loin des 170 millions de francs annoncés pour 2000, Kalisto affiche 19 millions de francs de chiffre d'affaires, et une perte colossale de 175 millions. La surprise est d'autant plus grande qu'en septembre, lors de la présentation de ses résultats semestriels, la société bordelaise avait révisé à la hausse ses prévisions de chiffre d'affaires !

Cette communication financière pour le moins surprenante n'est guère du goût des investisseurs,

Une start-up peuplée de créatures monstrueuses et maléfiques

« *ALONE in the dark-Episode IV* : le nouveau cauchemar. » Attendue par des millions de fans aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, la sortie du dernier épisode d'un des plus grands succès de l'histoire des

REPORTAGE
Darkworks s'est vu confier la réalisation d'un épisode de *Alone in the dark*

jeux vidéo va être orchestrée comme celle d'un véritable film. Bande-annonce disponible en ligne (www.aloneinthedark.com), bande originale, biographie des personnages, indiscretions... Tout est minutieusement distillé pour tenir en haleine les aficionados jusqu'au 16 mai.

« Les créatures monstrueuses et maléfiques » que va devoir affronter Edward Carnby, détective privé spécialisé dans les affaires étranges et paranormales, ont déjà envahi tout l'étage d'un immeuble rue du Sentier, à Paris. Là, en plein milieu du « Silicon Sentier », le quartier des jeunes pousses parisiennes spécialisées dans les hautes technologies, les figurines en plâtre d'Edward Carnby, de la séduisante mais inaccessible Aline Cedrac et du machiavélique Christopher Lamb avoisinent les décors du jeu, les accessoires et les croquis de bêtes monstrueuses. Derrière des portes fermées, on perçoit des hurlements, des bruits de chaînes, de vents et des cris de bêtes féroces.

L'un des leaders mondiaux des jeux vidéo, le français Infogrames, a choisi de confier la réalisation du quatrième épisode de sa saga d'aventure à une petite entreprise française de quarante-cinq salariés, Darkworks. « Les éditeurs confient de plus en plus des productions à des studios indépendants, beaucoup plus créatifs que les équipes de développement internes des éditeurs », explique Antoine Villette, directeur général et cofondateur de Darkworks, avec Guillaume Gouraud et David Rochedieu.

« Les éditeurs conservent en interne la fabrication de jeux de fonds de catalogue, pour lesquels ils doivent

payer des licences très élevées à Disney ou à des producteurs de films. Pour reconstituer leurs marges sur de telles productions, ils confient à leurs équipes des développements relativement simples et peu créatifs », poursuit-il. En revanche, pour créer un best-seller mondial à partir d'un scénario original, mieux vaut miser sur la créativité d'une équipe autonome.

HOMMAGE À SPIELBERG

« Nous nous considérons comme un véritable studio de production. Nous sommes d'ailleurs baptisés Darkworks en hommage à Steven Spielberg, le studio de cinéma de Steven Spielberg, qui, avant de devenir un studio de cinéma comme les autres, était un véritable laboratoire de talents ; mais aussi par référence à l'univers des jeux vidéo, qui utilise

beaucoup le nom Dark », explique M. Villette. Coup de chance, en 1999, c'est justement *Alone In The Dark* qui choisit de leur confier Infogrames.

Pour assurer le succès de cette nouvelle aventure, Darkworks a choisi de développer le jeu pour plusieurs plates-formes : PlayStation 1 et 2, Dreamcast et PC. Le jeu est prêt pour la future X-Box de Microsoft, si Infogrames décide de lancer le jeu pour cette nouvelle machine. Sur les consoles de nouvelle génération, Darkworks a essayé de renforcer la crédibilité de l'action et des personnages : ombres projetées, lampe-torche éclairante, bruit des pas sur les graviers, etc. En attendant d'avoir des consoles suffisamment puissantes pour générer de véritables « acteurs de synthèse », Darkworks mise beaucoup sur la

richesse et la variété du décor, sur la musique et l'ambiance sonore pour plonger le joueur dans l'univers de ses personnages.

Malgré cet environnement ludique, les trois fondateurs de Darkworks savent qu'ils jouent la survie de leur jeune pousse sur cette aventure des ténèbres. La déprime des marchés financiers et de l'industrie des jeux vidéo ne leur ont toujours pas permis de boucler le premier tour de table. Pour le moment, le contrat d'Infogrames (environ 30 millions de francs) a seulement permis de développer le premier jeu. Mais pour être prêts à Noël 2002, pour les nouvelles consoles, il faudra que le « nouveau cauchemar » en préparation se transforme en rêve pour le trio.

Christophe Jakubyszyn

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
IMMOBANQUE

Réuni le 23 mars 2001 sous la présidence de Patrice DUMAS, le Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000.

Le volume des opérations nouvelles s'est élevé à 132 MF (20,1 M€), étant précisé qu'une opération initiée au second semestre de l'année 2000 a été définitivement conclue le mois dernier pour un montant d'investissement de 260 MF (39,6 M€).

Sous l'effet de l'entrée en exploitation de contrats de crédit-bail antérieurement signés, comme des relocations d'immeubles du patrimoine propre intervenues dans le contexte favorable du marché, les recettes locatives ont progressé globalement d'un exercice à l'autre de 9,4 %, atteignant 596 MF (90,9 M€) contre 545 MF (83,1 M€) au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier brut s'élève à 85,7 MF (13,1 M€), à comparer à 80,8 MF (12,3 M€) en 1999 ; le résultat net des opérations, après prise en compte de divers éléments exceptionnels, représente quant à lui 96,4 MF (14,7 M€) contre 74,3 MF (11,3 M€).

Les suramortissements sur les opérations de crédit-bail en exploitation ont fait l'objet d'une reprise de 28,8 MF (4,4 M€) - la réserve latente s'établissant dès lors à 260 MF (39,6 M€) -, tandis que les conclusions de l'expertise annuelle du patrimoine permettent de reprendre à hauteur de 55,2 MF (8,4 M€) la provision constituée sur celui-ci, le montant des plus-values latentes, non enregistrées comptablement, ressortant à 456,6 MF (69,6 M€).

Dans ces conditions, le résultat net comptable s'établit à 180,4 MF (27,5 M€), contre 138,8 MF (21,2 M€) au 31 décembre 1999.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée le 17 mai 2001, la mise en paiement, le 12 juin 2001, d'un dividende maintenu à 70 F (10,67 €) par action, sans avantage fiscal, représentant une distribution globale de 126,6 MF (19,3 M€).

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **ERICSSON** : le groupe suédois des télécommunications, a annoncé, mardi 27 mars, qu'il allait réduire d'« *au moins* » 20 milliards de couronnes suédoises (2,245 milliards d'euros) par ses coûts d'exploitation à partir de 2002 et supprimer 3 300 emplois.

● **NOKIA** : l'équipementier finlandais de télécommunications a annoncé, mardi, la suppression de 300 à 400 emplois dans l'activité « *large bande* » de sa branche réseau.

● **JOHNSON & JOHNSON** : le groupe pharmaceutique américain est en pourparlers pour prendre le contrôle du laboratoire américain Alza Corp, selon le *Wall Street Journal* du 27 mars.

● **OGM** : l'américain Monsanto et le français Aventis CropScience ont annoncé, mardi, une série d'accords qui met fin à leurs différends, portés devant la justice, sur la propriété intellectuelle de semences de coton génétiquement modifiées.

● **OPEL** : la filiale allemande du constructeur américain General Motors devait officialiser mardi la nomination à sa tête de l'ancien dirigeant de BMW, Carl-Peter Forster, en remplacement de l'Américain Robert Hendry.

● **RENAULT** : le constructeur automobile français devait signer mardi un accord en vue de céder son activité de logistique automobile, la Compagnie d'affrètement et de transport (CAT), au consortium Albateam, qui regroupe la société britannique Autologic Holding, le suédois Wallenius Lines et le groupe néerlandais de messageries expresse TPG.

SERVICES

● **DEUTSCHE TELEKOM** : l'opérateur allemand a chargé six grandes banques internationales de soutenir son cours en Bourse, selon le quotidien allemand *Handelsblatt*. Deutsche Telekom redoute une nouvelle chute de son cours après son rachat par échange d'actions du groupe américain VoiceStream.

● **KPN** : l'opérateur néerlandais de télécommunications a

VALEUR DU JOUR

Banca Intesa Comit va réduire ses effectifs de 15 % d'ici à 2003

LE NUMÉRO UN bancaire italien, Banca Intesa, a annoncé, lundi 26 mars, qu'il prévoyait une baisse de ses effectifs d'environ 11 000 personnes d'ici à 2003. Ce montant représente 15 % de ses effectifs, aujourd'hui de 77 700 salariés, dont 15 000 à l'étranger. Ils seront ramenés à 67 000 fin 2003. Le groupe avait déjà supprimé 6 300 postes. Banca Intesa a suggéré de ne pas procéder à des licenciements secs. Ce plan a été mis au point pour prendre en compte l'intégration de Banca Commerciale Italiana (BCI, ou Comit), rachetée en 1999, qui sera absorbée et fusionnée avec Banca Intesa dans les premiers jours de mai. Le nouveau groupe sera baptisé IntesaBCI. Il est aussi prévu de rapprocher les trois réseaux de banque commerciale du groupe, Ambroveneto, Cariplo et Comit. Au total, ce groupe compte 3 200 agences bancaires, et 12 millions de clients, dont 9 millions en Italie, ce qui représente une part de marché de 17 % dans les crédits.

« *Notre ambition est de devenir le leader italien de la bancassurance* », a indiqué Christian Merle, administrateur délégué de la banque italienne, dans un entretien à *La Tribune* mardi 27 mars. Le groupe devra clarifier ses liens avec les assureurs de la Péninsule, chacun de ses réseaux travaillant avec un assureur différent. Quant au Crédit agricole, premier actionnaire de Banca Intesa avec 16,2 % du capital, « *il souhaite*

annoncé, lundi, son intention d'engager un plan de désinvestissement de 5 milliards d'euros afin de réduire son endettement (21,9 milliards d'euros), qui a été multiplié par cinq en un an. KPN a annoncé un résultat net de 1,87 milliard d'euros, en hausse de 128 %, pour un chiffre d'affaires de 13,51 milliards d'euros pour l'exercice 2000.

● **TF1.FR** : le site Internet de la chaîne de télévision s'unit avec eurosport.fr. Cette opération, qui fait suite à la prise de contrôle à 100 % d'Eurosport par le groupe TF1, se concrétisera par la mise en commun des informations sportives des deux sites.

FINANCES

● **BANQUES JAPONAISES** : l'agence d'évaluation Standard & Poor's a abaissé, lundi, ses notes pour les actions privilégiées émises par Fuji Bank, Industrial Bank of Japan, Sumitomo Bank et Tokai Bank. L'agence rappelle que les banques en difficulté pourraient suspendre le paiement de leurs dividendes, comme le permet la loi japonaise.

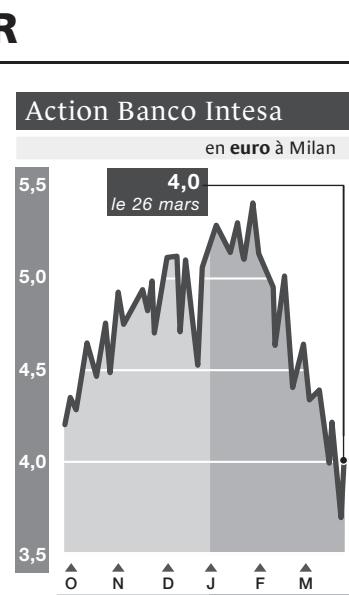
● **CRÉDIT LYONNAIS** : la fédération FO des banques a demandé un entretien au ministre des finances afin de lui faire savoir « *sa ferme opposition* » à la cession des 9,8 % détenus par l'Etat dans le Crédit lyonnais.

RÉSULTATS

● **E.ON** : le groupe énergétique allemand a enregistré un bénéfice net de 3,678 milliards d'euros en 2000, en hausse de 30 %, pour un chiffre d'affaires de 93,240 milliards d'euros. En 2001, le groupe table en revanche sur un net recul du bénéfice imposable, en raison de la diminution des gains provenant des désinvestissements.

● **ARBED** : le groupe sidérurgique luxembourgeois a enregistré, pour l'exercice 2000, un bénéfice net de 443,6 millions d'euros en 2000, soit six fois plus qu'en 1999, pour un chiffre d'affaires de 13,23 milliards d'euros, selon un communiqué publié mardi 27 mars.

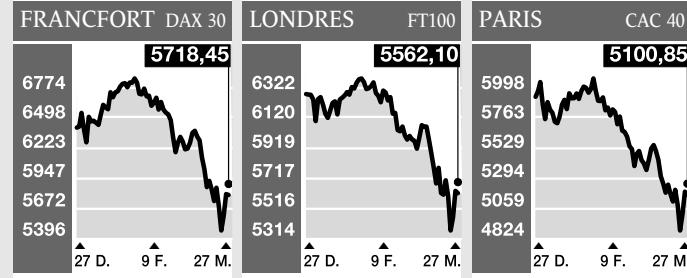
● **GENERALI** : le premier assureur italien a annoncé lundi un résultat net de 1,425 milliard d'euros en 2000, en hausse de 74,5 % sur 1999. Ce résultat comprend une plus-value exceptionnelle de 273 millions d'euros liée à la vente à la Commerzbank d'une participation de Generali dans BSCH.



se développer dans l'assurance en Italie. Nous allons donc redéfinir notre position cette année, le but étant de créer, si possible, une société de production unique », ajoute M. Merle à *La Tribune*. Par ailleurs, la banque a rappelé lundi qu'elle tablait sur un ROE (retour sur fonds propres) de 20,5 % en 2003, contre 13,5 % en 2000. Le groupe vise 190 milliards d'euros d'actifs gérés à l'horizon 2003, en hausse de 28 % sur 2000. Banca Intesa Comit a réalisé un bénéfice net de 1,46 milliard d'euros en 2000, en hausse de 34,2 % par rapport à 1999. Son produit net bancaire a augmenté de 13,4 %, à 12,04 milliards d'euros l'an dernier. L'action Banca Intesa, comme toutes les financières, a progressé de 1,24 %, à 4,16 euros.

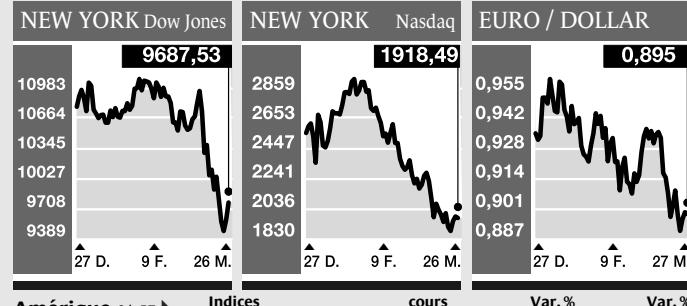
Pascale Santi

EUROPE



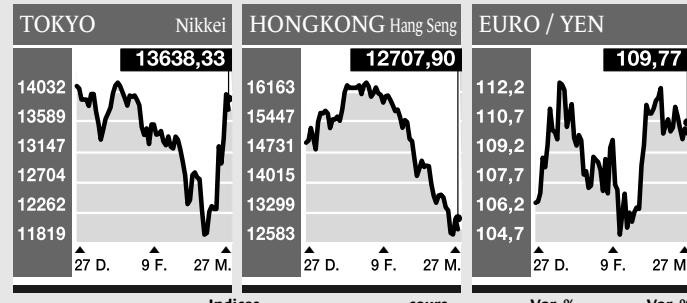
Europe 9h57	Indices sélection	cours 27/03	Var. % 26/03	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	4122,28	- 0,52	- 13,62
EUROPE	STOXX 50	3941,01	- 0,25	- 13,52
EUROPE	EURO STOXX 324	342,03	- 0,41	- 12,70
EUROPE	STOXX 653	316,28	- 0,23	- 12,09
PARIS	CAC 40	5100,85	- 0,47	- 13,93
PARIS	MIDCAC	...	...	...
PARIS	SBF 120	3480,93	- 0,38	- 13,46
PARIS	SBF 250	...	...	...
PARIS	SECOND MARCHÉ	...	...	...
AMSTERDAM	AEX	547,11	- 0,44	- 14,19
BRUXELLES	BEL 20	2744,70	- 0,09	- 9,25
FRANCFORFT	DAX 30	5718,45	- 0,15	- 11,12
LONDRES	FTSE 100	5562,10	- 0,26	- 10,61
MADRID	STOCK EXCHANGE	8975,60	- 0,97	- 1,47
MILAN	MIBTEL 30	37589,00	- 0,32	- 14,02
ZURICH	SPI	6945	- 0,61	- 14,63

AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 27/03	Var. % 23/03	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9687,53	1,92	- 10,19
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1152,69	1,13	- 12,69
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1918,49	- 0,53	- 22,34
TORONTO	TSE INDEX	7686,60	0,61	- 13,96
SAO PAULO	BOVESPA	14712,04	...	- 3,59
MEXICO	BOLSA	312,19	0,26	- 1,21
BUENOS AIRES	MERVAL	451,38	5,15	8,30
SANTIAGO	IPSA GENERAL	96,75	0,62	0,78
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7461,36	- 1,45	9,32

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 27/03	Var. % 26/03	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	13638,33	- 1,62	- 1,07
HONGKONG	HANG SENG	12707,90	- 1,87	- 15,82
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1690,78	- 1,60	- 12,25
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	66,25	- 2,63	4,58
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3118,10	0,18	- 1,16
BANGKOK	SET	20,44	- 0,73	9,72
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3703,26	1,84	- 6,77
WELLINGTON	NZSE-40	2042,85	- 0,09	7,43

ÉCONOMIE

La FAO s'inquiète des ravages causés par les tempêtes

L'ORGANISATION des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est inquiétée, lundi 26 mars, des dégâts provoqués par les tempêtes et les inondations dans le secteur agricole. « *A cours des dix dernières années, les catastrophes provoquées par les tempêtes ont gagné en fréquence et en intensité (...) Les tempêtes et les inondations ont représenté ensemble 60 % des pertes économiques totales causées par les calamités naturelles* », indique la FAO dans un rapport publié à la veille de l'ouverture de sa réunion annuelle à Rome le 30 mars.

Selon l'institution, « *le coût économique des dégâts aux cultures et aux infrastructures dus aux inondations en Amérique centrale en 1998 a été évalué à 8,5 milliards de dollars, tandis qu'au Mozambique les inondations de février-mars 2000 ont causé des dommages estimés à 1 milliard de dollars* ». S'inquiétant des changements climatiques en cours, la FAO souligne la nécessité d'une « *stratégie de gestion des catastrophes naturelles visant à atténuer la vulnérabilité aux tempêtes* ».

■ **EURO** : la monnaie européenne a rebondi, lundi, à 0,8965 dollar, alors que les investisseurs pariaient sur une baisse des taux lors de la réunion, jeudi 29 mars, de la Banque centrale européenne.

Mardi 27 mars en début de matinée, l'euro reculait à la suite de prises de bénéfices.

■ **CROISSANCE** : le conseiller économique du Fonds monétaire international (FMI), Michael Mussa, a estimé que la croissance mondiale en 2001 devrait se situer « *légerement au-dessus de 3 %* ».

■ **ÉTATS-UNIS** : l'économie américaine se trouve « *au milieu d'une période de repli* », a estimé, lundi, la Maison Blanche. « *Le président sait que nous sommes au milieu d'une période de repli économique, mais il garde foi dans la solidité économique à long terme* », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer.

■ **Les ventes de logements neufs ont baissé de 2,4 %** en février aux Etats-Unis, après avoir reculé de 5,4 % en janvier, a annoncé, lundi, le département du commerce.

■ **Le rythme de croissance élevé du secteur des nouvelles technologies** est à l'origine des 3,8 % de croissance de la productivité réalisées en 2000 aux Etats-Unis, selon

une étude du Conference Board, « *Performances 2000 : productivité, emploi et revenus des économies mondiales* ».

■ **JAPON** : les ventes au détail de la grande distribution ont reculé au mois de février, atteignant moins 5 % en glissement annuel, selon le ministère de l'économie. De son côté, la production automobile a de nouveau chuté en février, de 3,1 % en glissement annuel, après un recul de 1,1 % en janvier.

■ **La croissance pourrait être de 3 % au cours de l'année fiscale commençant le 1^{er} avril**, « *si la consommation repart* », a indiqué le ministre des finances japonais Kiichi Miyazawa. Le gouvernement s'est fixé officiellement un objectif de croissance de 1,7 %.

■ **Le Parlement a voté le budget pour l'année fiscale débutant le 1^{er} avril**, faisant disparaître l'un des derniers obstacles au départ de l'impopulaire

VALEURS EUROPÉENNES

● Le titre **Cable & Wireless** s'est adjugé 11,04 %, lundi 26 mars, à 206 pence. Le groupe a annoncé la vente des 52,5 % qu'il détient dans l'opérateur australien Optus à Singapour Telecom, pour 2,7 milliards de livres.

● L'action du fabricant allemand de composants **Epcos**, très dépendant du secteur des télécoms, s'est envolée de 9,92 %, à 67,60 euros.

● L'action **Dresdner Bank** a gagné 4,86 %, à 2,05 euros. D'après le *Spiegel* de lundi, l'assureur Allianz, actionnaire de référence de la banque, projette de la racheter pour procéder à son éclatement, et revendre une partie de ses activités.

27/03 10h07	Code	pays	Cours	en euros	% Var.	26/03
	AUTOLIV SDR	SE	16,74	....	
	BASF AG	BE*	44,20	....	
	BMW	DE*	34	+ 1,04		
	CONTINENTAL AG	DE*	16,80	....	
	DAIMLERCHRYSLER	DE*	50,75	- 0,39		
	FIAT	IT*	23,87	....	
	FIAT PRIV.	IT*	15	....	
	MICHELIN	FR*	36,99	+ 0,68		
	PEUGEOT	FR*	279	....	
	PIRELLI SPA	IT*	3,73	....	
	DR. INC. PORSCHE	DE*	3315	+ 0,15		
	RENAULT	FR*	55,55	- 1,94		
	VALEO	FR*	52,75	....	
	VOLKSWAGEN	DE*	52,20	- 0,95		
► DJ E STOXX AUTO P			225,46	- 0,11		

AUTOMOBILE

	LAPORTE	GB	11,14	....
	LONZA GRP N	CH	627,61	- 2,14
	NORSK HYDRO	NO	44,97	....
	RHODIA	FR*	13,25	....
	SOLVAY	BE*	56	+ 2
	SYNGENTA N	CH	54,28	- 0,95
	TESSENDEROL CHE	BE*	29,50	....
► DJ E STOXX CHEM P			368,53	+ 0,15

BANQUES

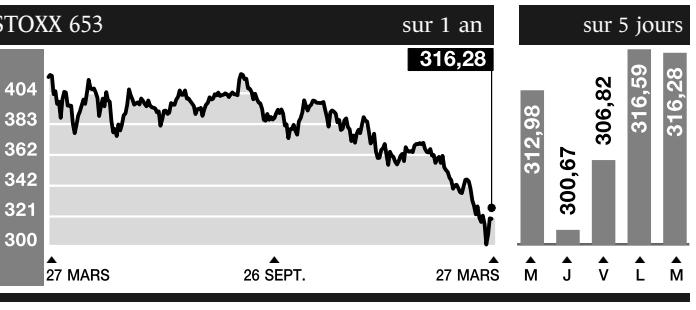
	ABBEY NATIONAL	GB	17,41	....
	ABN AMRO HOLDIN	NL*	20,86	....
	ALL & LEICS	GB	11,39	....
	ALLIED IRISH BA	GB	17,81	+ 0,45
	ALPHA BANK	GR	30	+ 0,60
	B.P.SONDRI	IT*	18,90	....
	B.P.VERONA E S.	IT*	11,18	....
	BA HOLDING AG	AT*	62	....
	BANK OF IRELAND	GB	14,85	+ 1,09
	BANK OF PIRAEUS	GR	12,96	- 0,15
	BANKINTER R	ES*	37,39	+ 1
	BARCLAYS PLC	GB	32,10	....
	BAYR.HYPO-U.VER	DE*	59	....
	BBA R	ES*	14,72	+ 0,14
	BCA AG, MANTOVAN	IT*	9,59	....
	BCA FIDEURAM	IT*	10,90	....
	BCA INTESA	IT*	4,16	....
	BCA LOMBARD	IT*	10,80	....
	BCA P.BERG.-C.V	IT*	20,42	....
	BCA P.MILANO	IT*	5,18	....
	B.P.EMILIA ROMA	IT*	35,80	....
	B.P.NOVARA	IT*	6,47	....
	B.P.LODI	IT*	11,93	....
	BCA ROMA	IT*	1,12	....
	BCO POPULAR ESP	ES*	37,50	+ 1,11
	BCP R	PT*	5,10	....
	BIPOP CARIRE	IT*	5,52	....
	BNK OF SCOTLAND	GB	10,46	....
	BNL	IT*	3,45	....
	BNP PARIBAS	FR*	89,60	....
	BSCH R	ES*	9,99	- 0,50
	CHRISTIANIA BK	NO	6,04	....
	COMIT	IT*	6,11	....
	COMM.BANK OF GR	GR	48,98	- 3,92
	COMMERZBANK	DE*	28,60	- 0,35
	CREDIT LYONNAIS	FR*	39,60	....
	DANSCES BANK	DK	17,68	- 1,49
	DEUTSCHE BANK N	DE*	80,85	- 1,16
	DEXIA	BE*	164,70	+ 0,67
	DNB HOLDING -A	NO	5,43	....
	DRESDNER BANK N	DE*	44,50	....
	EFG EUROB ERGA	GR	17,76	- 4,93
	ERSTE BANK	AT*	57	....
	ESPIRITO SANTO	PT*	16,52	....
	FOERENINGSSA B	SE	13,57	....
	HALIFAX GROUP	GB	11,11	....
	HSCB HLDG	GB	13,11	- 0,97
	IKB	DE*	15,60	....
	KBC BANCASSURAN	BE*	44	+ 0,89
	LLOYDS TSB	GB	10,53	+ 0,15
	MONT PASCHI SI	IT*	3,79	....
	NAT BANK GREECE	GR	39,12	+ 0,05
	NATEXIS BQ POP.	FR*	97,40	....
	NORDEA	SE	7,28	....
	ROLO BALA 1473	IT*	18,60	....
	ROYAL BK SCOTL	GB	23,08	- 0,48
	S-E.BANKEN A-	SE	11,05	....
	STANDARD CHARTE	GB	13,48	....
	STE GENERAL-A	FR*	62,85	- 0,24
	SV.HANDBK A-	SE	17,51	....
	SWEDISH MATCH	SE	4,57	....
	UBS N	CH	157,39	- 1,13
	UNICREDITO ITAL	IT*	4,89	....
	UNIDANMARK A-	DK	85,73	- 0,06
► DJ E STOXX BANK P			303,83	- 0,06

PRODUITS DE BASE

	ACERALIA	ES*	13,25	+ 0,38
	ACERINOX R	ES*	32,85	+ 2,34
	ALUMINUM GREEC	GR	41,94	....
	ANGLO AMERICAN	GB	64,84	....
	ASSIDOMAEN AB	SE	21,72	....
	BEKAERT	BE*	44,49	+ 1,23
	BILLITON	GB	5,10	....
	BOEHLER-UDDEHOL	AT*	39,01	....
	BUNZL PLC	GB	7	....
	CORUS GROUP	GB	0,90	....
	EVAL	GR	4,18	....
	HOLMEN -B	SE	19,70	....
	ISPAT INTERNATI	NL*	3,10	....
	JOHNSON MATTHEY	GB	16,40	....
	MAYR-MELHOF KA	AT*	49,95	....
	METSAE-SERLA -B	FI*	7,62	....
	OUTOKUMPU	FI*	7,70	+ 0,95
	PECHINEY-A	FR*	47,60	+ 0,95
	RAUTARUUKKI K	FI*	4,07	....
	RIO TINTO	GB	18,76	....
	SIDENOR	GR	3,76	....
	SILVER & BARTY	GR	27,56	....
	SMURFIT JEFFERS	GB	1,86	....
	STORA ENSO -A	FI*	10,55	....
	STORA ENSO -R	FI*	10,65	+ 0,28
	SVENSKA CELULLO	SE	23,09	....
	THYSSENKRUPP	DE*	15,85	+ 0,32
	UNION MINIERE	BE*	43,40	- 0,91
	UPM-KYMMENE COR	FI*	30	+ 0,23
	USINOR	FR*	13,44	....
	VIOHALCO	GR	9,94	+ 1,02
	VOEST-ALPINE ST	AT*	30	....
	WORMS N	FR*	18,70	....
► DJ E STOXX BASI P			165,10	+ 0,34

CHIMIE

	AIR LIQUIDE	FR*	153,60	- 0,26
	AZKO NOBEL NV	NL*	44,89	....
	BASF AG	DE*	44,20	....
	BAYER AG	DE*	47,40	+ 0,42
	BOC GROUP PLC	GB	15,05	....
	CELANESE N	DE*	20,50	....
	CIBA SPEC CHIMI	CH	67,85	- 0,95
	CLARIANT N	CH	311,52	- 0,73
	DEGUSSA-HUELS	DE*	37,60	....
	DSM	NL*	39,55	....
	EMS-CHEM HOLD A	CH	459,43	- 1,40
	ICI	GB	7,27	....
	KEMIRA	FI*	5,80	....
	KON. VOPAK NV	NL*	23,65	....
► DJ E STOXX BASI P			165,10	+ 0,34



SCIENCES Dans la nouvelle édition de leur essai paru en 1996, *Les Chamanes de la préhistoire*, Jean Clottes et David Lewis-Williams réaffirment leur hypothèse d'une origine

ne chamanique des peintures rupestres. ● L'ART PARIÉTAL ne s'appuierait pas sur la magie de la chasse et ne relèverait pas de « l'art pour l'art », mais serait l'expression d'une

religion chamanique fondée sur le voyage vers les esprits destiné à guérir des malades ou à influencer la chasse, par exemple. ● DES CHANGEMENTS importants de cette reli-

gion préhistorique au cours des âges ne seraient pas incompatibles avec cette théorie. Mais nombre de contradicteurs s'élèvent contre cette hypothèse d'une religion unique et

défendent des motivations purement créatrices. ● LES PREUVES de l'interprétation chamanique manquent néanmoins, comme c'est souvent le cas en matière d'archéologie.

L'hypothèse controversée d'un chamanisme préhistorique

L'art rupestre tirerait sa substance du chamanisme. Deux préhistoriens défendent cette thèse malgré le tollé qu'elle soulève chez leurs confrères. Dans la réédition de leur essai, « *Les Chamanes de la préhistoire* », publié en 1996, ils réfutent les arguments de leurs contradicteurs et réaffirment leur théorie

L'INTERPRÉTATION de l'art rupestre a toujours fait couler beaucoup d'encre. La dernière en date, proposée par un préhistorien français, Jean Clottes, responsable de l'étude scientifique de la grotte Chauvet, et un anthropologue sud-africain, David Lewis-Williams, ancien directeur du Rock Art Research Institute de Johannesburg, a fait largement déborder l'encrier. Dans *Les Chamanes de la*

Grotte Chauvet : 87,5 millions de francs pour les expropriés

La cour d'appel de Toulouse a condamné l'Etat, lundi 26 mars, à verser 87,5 millions de francs (13,34 millions d'euros) d'indemnités aux trois familles ardéchoises expropriées de leurs terres, situées au-dessus de la grotte Chauvet. Un premier jugement, rendu en 1997 et cassé depuis lors, avait évalué l'indemnité d'expropriation à 31 730 F. La cour d'appel de Toulouse ne s'est pas contentée de prendre en compte les terrains de surface. Elle a estimé que la grotte Chauvet – qui abrite les plus anciennes peintures rupestres du monde, datées de 25 000 à 37 000 ans –, par sa taille, son ancienneté et son degré de conservation, valait au moins 15 fois celle de Lascaux, qui fut donnée à l'Etat en 1972 et évaluée à 1,1 million de francs, soit 4,7 millions de francs actuels. Ce litige est distinct de celui qui a opposé l'Etat aux trois « découvreurs » de la grotte – parmi lesquels Jean-Marie Chauvet –, avec lesquels un accord a été signé en 2000.

préhistoire, publié en 1996, les auteurs émettaient l'hypothèse que l'art pariétal tirait sa substance du chamanisme, système de croyances religieuses qui repose sur la transe et un état de conscience altérée.

À cours d'un « voyage » provoqué par le jeûne, la danse, la douleur, la musique ou une drogue, le chaman entre en contact avec les esprits. Ce qui lui permet, à son retour, de guérir des malades, de prédire l'avenir, de modifier le temps ou d'intervenir sur le déroulement d'activités comme la chasse. De nombreuses sociétés dites primitives ont pratiqué et pratiquent encore ces rites.

Si le chamanisme revêt des formes très diverses, l'hypothèse des deux auteurs était que les peintures relevées dans les grottes pouvaient fort bien correspondre à la manifestation d'un chamanisme préhistorique. « *Transe de préhistoriens* », leur fut-il répliqué, « *déerves imaginaires* », « *mélange de réductionnisme biologique, d'approximation intellectuelle et de culture New Age* ». Un aimable confrère parla de « *chamanique* ». Les deux hommes, qui persistent et signent, viennent de réécrire leur essai. Ils le font suivre d'une soixantaine de pages où ils réfutent leurs contradicteurs : « *Les découvertes effectuées à la grotte Chauvet et ailleurs, écrivent-ils, les éléments que nous ignorions et qui ont été portés à notre connaissance ne sont pas allés à l'encontre des hypothèses avancées dans notre livre : ils les ont plutôt renforcées.* »

Il faut savoir que « *l'indémontrable théorie chamanique* » est loin

de être la première et que les interprétations de l'art pariétal qui se sont succédé depuis un siècle ont toujours provoqué de nombreuses polémiques chez les spécialistes.

Les premières explications, proposées au début du XX^e siècle, furent simples : peintures, gravures et sculptures n'avaient pour but que d'orner des armes, des outils, des paroisses. Mais pourquoi, dans ces conditions, aller créer des « œuvres d'art » dans des boyaux obscurs et difficiles d'accès ?

Cette thèse de l'art pour l'art fut rapidement abandonnée au profit du totémisme, brièvement soutenu par Salomon Reinach. Les ima-

ges, affirmait le préhistorien, étaient les emblèmes du clan. Ce qui collait mal avec le mélange des espèces trouvées sur les murs des grottes. Aussi Salomon Reinach lui-même jeta-t-il les bases d'une autre hypothèse qui fut popularisée par le « pape » de la préhistoire, l'abbé Breuil, et fut acceptée pendant la première moitié du XX^e siècle. Elle reposait sur la magie de la chasse : les scènes peintes au plus profond des cavernes devaient favoriser la capture des animaux. Elles avaient pour corollaire la magie de la destruction qui visait les bêtes dangereuses pour l'homme (félin, ours) et la magie de la fertilité, destinée à favoriser la multiplication des espèces « utiles ».

EXPLICATIONS ABANDONNÉES

André Leroi-Gourhan, qui défendait, comme son prédecesseur, l'unité de l'art paléolithique, fit ressortir la faiblesse de cette explication globale. Les animaux marqués de flèches ou blessés sont finalement peu nombreux, comme les scènes pouvant se rattacher au thème de la fécondité. Et quantité de figures n'entrent pas dans les catégories préétablies par l'abbé Breuil : les signes, les mains négatives, les créatures composites...

Une explication structuraliste fut alors avancée par Annette Laming-Emperaire et André Leroi-Gourhan. Ce dernier l'exposa dans un ouvrage célèbre : *La Préhistoire du monde occidental* (1965). La grotte elle-même, souligne le préhistorien, joue un rôle capital : c'est un sanctuaire et les images y sont disposées en fonction d'une

organisation précise lourde de sens. En outre, les animaux toujours associés les uns avec les autres, selon des critères que l'on retrouve partout (par exemple, le bison ou l'aurochs et le cheval) sont la base d'un symbolisme sexuel – le cheval et le masculin et le bison et le féminin – sur lequel reposaient les croyances primitives. La beauté du raisonnement ne se prête pas toujours à la réalité du terrain. On fit remarquer aux tenants de cette thèse que ce classement, apparemment rigoureux, était en fait largement empreint de subjectivité : le chercheur « organisait » lui-même le décor de la grotte en fonction d'une interprétation préétablie. Peu à peu, ces hypothèses, qui ont encore des partisans, furent abandonnées.

En fait, les chercheurs délaissèrent les dogmes et les théories liés à l'interprétation de l'art pariétal. La publication de l'ouvrage de Jean Clottes et David Lewis-Williams remit ce sujet à l'ordre du jour. Et les réactions furent d'autant plus vives qu'il y a peu de chances de trouver un jour la « preuve explicite » de telle ou telle interprétation. « *On peut seulement dire que l'art des grottes raconte une mythologie*, notait le préhistorien Yves Taborin. *Le reste est imagination.* » C'est-à-dire le propre de l'homme.

E. de R.

★ Jean Clottes et David Lewis-Williams, *Les Chamanes de la préhistoire*. Texte intégral, polémique et réponses. La Maison des Roches éd., 236 pages, 135 F (20,58 €).

« *Sorcier* » ou « *Dieu-Cornu* », cette étrange figure mi-homme mi-animal a été peinte sur une paroi de la grotte des Trois Frères (Ariège). Son interprétation reste très controversée.

LA MAISON DES ROCHES

d'orner des armes, des outils, des paroisses. Mais pourquoi, dans ces conditions, aller créer des « œuvres d'art » dans des boyaux obscurs et difficiles d'accès ?

Cette thèse de l'art pour l'art fut rapidement abandonnée au profit du totémisme, brièvement soutenu par Salomon Reinach. Les ima-

Jean Clottes, responsable de l'étude scientifique de la grotte Chauvet

« La grotte ou l'abri orné pourrait être un lieu de passage entre deux mondes parallèles »

« Le chamanisme serait, d'après vous, largement à l'origine de l'art pariétal. Cette théorie que vous avez développée avec David Lewis-Williams est fort contestée dans les milieux de la préhistoire. Etes-vous ébranlé par les arguments de vos contestataires ?

– André Leroi-Gourhan a songé à cette explication chamanique. Il écrit, en 1977, dans la revue *L'Ethnographie* : « Je me suis souvent demandé si le fait de savoir que ce monde organisé existait au cœur de la terre n'était pas le plus efficace de la figuration et si l'homme ou les hommes compétents (pour ne pas dire initiés) n'étaient pas à même de le visiter, en corps ou en esprit ; de là à imaginer la randonnée chamanique, il n'y aurait qu'un pas, mais qu'il vaut mieux se garder de franchir. » Moi, je l'ai franchi grâce aux travaux de David Lewis-Williams, auxquels je me suis rallié après les avoir examinés de manière très critique. Leroi-Gourhan avait bâti sa théorie contre l'abbé Breuil et ses analogies, qu'il trouvait simplistes, à juste titre. Il était normal qu'il refuse par principe ce type de rapprochement. Breuil avait élaboré une interprétation des peintures rupestres en s'appuyant sur la magie de la chas-

se tirée d'observations ethnographiques contemporaines. Leroi-Gourhan insistait sur la seule étude du document et de ses structures, c'est-à-dire la grotte, ses peintures et son mobilier. Mais le chamanisme n'est pas réductible à une opération magique, même teintée de spiritualité, comme le pensait Breuil. Alors que, dans les grandes religions traditionnelles, on intercède auprès de la divinité par le biais d'une prière, le chaman doit entreprendre un voyage dans l'au-delà pour négocier, avec les puissances qui s'y trouvent, guérison, restauration d'une harmonie détruite, succès de la chasse, prédiction de l'avenir.

» Ce voyage se fait par l'intermédiaire de la transe, que celle-ci soit provoquée par une mise en condition physique (jeûne, fatigue), la danse ou la musique, l'ingestion d'une drogue ou la combinaison de plusieurs de ces éléments. La grotte ou l'abri orné pourrait être un lieu de passage entre deux mondes parallèles. On nous reproche de nous en tenir à une théorie trop globalisante, qui n'a pu se maintenir pendant 20 000 ans. Mais l'hypothèse chamanique n'exclut pas des changements profonds. C'est un cadre

spirituel et mental qui correspond assez bien à l'indéniable unité de l'art pariétal et aux sociétés de chasseurs-collecteurs

– Les rapprochements que vous faites entre les créateurs de l'art pariétal et le chamanisme des sociétés actuelles de chasseurs-cueilleurs ne reposent-ils pas sur un anachronisme ?

– Ce qui est à peu près certain, c'est que la grotte est un sanctuaire. Et comme la majorité des œuvres qui s'y trouvent ont une grande qualité plastique, les gens qui les exécutaient avaient sûrement reçu une formation : on n'atteint pas impunément une telle qualité artistique. Il devait donc y avoir pour ces « professionnels » quelque chose qui ressemblait à un apprentissage, une initiation. On peut essayer d'en tirer les conséquences.

» Qui dit sanctuaire, dit religion, c'est-à-dire une vision du monde, une interprétation du cosmos. Bien sûr, cette religion a certainement eu le temps de changer plusieurs fois au cours de ces millénaires. Et d'ailleurs, à Chauvet, on a peut-être pointé un de ces changements. En effet, la majorité du bestiaire qui y est représenté est composée, à plus de 60 %, de lions, d'ours, de rhinocéros, de mam-

ouths, des animaux redoutables que l'on ne chasse pas ou rarement. C'est le même échantillonnage qu'à Arcy-Sur-Cure, dont l'occupation est à peu près contemporaine (vers 27 000/21 000 avant notre ère). En revanche, dans les grottes de l'époque magdalénienne, plus récentes, cette représentation tombe à moins de 10 %, à l'exception notable de Rouffignac, où les mammouths pullulent. Là, ce sont les chevaux, les bisons, les aurochs ou les cerfs, espèces chassées et consommées, qui constituent la majorité des animaux figurés. Il y a donc eu incontestablement une modification du panthéon représenté.

» On a noté aussi, à Chauvet, les conventions singulières avec lesquelles les animaux sont dessinés : la forme spécifique des oreilles des rhinocéros ou la caractéristique des crinières de bison. Or, on sait que les conventions évoluent avec le temps. Si elles sont identiques à Chauvet, cela n'indique pas que ces dessins ont été faits dans un temps relativement court, par des gens assez proches qui utilisaient les mêmes « tics » stylistiques ? Cela pourrait indiquer aussi que la grotte a été déserte pendant de très longues périodes. Et que, de toutes les manières, on allait rarement dans ces abris, sinon pour des occasions spéciales.

– On vous reproche aussi vos absences de preuves...

– En archéologie on n'a jamais de preuve, sauf à un niveau très bas. Et l'hypothèse chamanique de l'art pariétal recoupe le maximum de faits avérés. L'art rupestre, c'est tout à la fois l'affirmation d'une présence, une signature, un art narratif ou commémoratif qui fixe la mémoire d'événements ou de mythes marquants, donc, pour une société donnée, une sorte de témoignage, une vision du monde en même temps qu'un moyen pour agir sur lui. Et là, j'en reviens au chamanisme. Celui-ci ne saurait expliquer l'ensemble de l'art rupestre mondial – les Aborigènes d'Australie, par exemple, ne sont pas des sociétés chamaniques –, mais, compte tenu de l'étendue des religions chamaniques parmi les peuples traditionnels, ce cadre conceptuel est des plus utiles pour essayer, avec prudence, de comprendre la signification de cet art. »

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

Les psychologues débattent de leurs troubles identitaires

UN VRAI SUCCÈS, qui révèle un vrai problème : 1 300 personnes ont assisté, les 23 et 24 mars, aux premiers Etats généraux de la psychologie (EGP), organisés à Paris sous l'égide des ministères de l'éducation nationale et de la santé. Conduite dans le but d'« augmenter la lisibilité de la profession, améliorer sa reconnaissance publique et ses conditions d'exercice, et promouvoir la déontologie à laquelle elle se réfère », cette immense réunion de travail témoignait, avant tout, du malaise chronique dont souffrent les psychologues en France.

Qu'est-ce qu'un psychologue ? Le titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS, ou équivalent), qui, dans sa pratique, écoute des personnes ou des groupes de personnes (enfants et adultes, sains ou malades) afin de cer-

ner leurs possibilités et leurs compétences, de comprendre et soulager leurs problèmes ou leurs souffrances. Le tout dans des milieux aussi divers que l'école, l'entreprise, l'hôpital, la prison ou le cabinet privé du psychanalyste. C'est dire que les planètes sont nombreuses dans la nébuleuse « psy », et qu'elles gravitent sur des orbites parfois fort éloignées les unes des autres.

INCOHÉRÉNCES

Alors, dira-t-on, où est le problème ? Précisément dans cette demande grandissante de la société moderne, à laquelle répond un nombre « ridiculement bas » de spécialistes (35 000 psychologues en France, parmi lesquels 90 % de salariés). La profession, relativement jeune (un demi-siècle), verra dans cette décennie partir à la

retraite nombre de ses fondateurs. Il y a en moyenne 45 000 étudiants en psychologie dans les universités : le taux d'échec est élevé, les études sont longues, et la garantie d'emploi est loin d'être assurée. Dans le même temps, les consultations de psychologues dans les services hospitaliers sont saturées, et le nombre d'emplois de psychologues scolaires (3 250 postes dans le premier degré, 4 500 dans le second, dont 20 % de postes vacants) attribué sans réelle évaluation des besoins.

A ces incohérences, s'en ajoutent d'autres. « Les pouvoirs publics ne se hâtent pas pour harmoniser les cadres réglementaires de l'exercice professionnel des psychologues qu'ils emploient. Dans la justice, la santé, l'éducation nationale ou dans la

chologues ont des missions distinctes, des fonctions différentes, des statuts différents et des procédures de recrutement spécifiques », constatent les membres du comité d'organisation des EGP, qui estiment que « la société hésite à définir précisément le rôle social, les objectifs humains et les missions » qui leur incombent. Par ailleurs, bien que le titre soit légalisé, l'exercice de la profession par des non-psychologues n'est pas sanctionné. « Pour de nombreuses entreprises ou administrations, la tentation est donc grande d'employer du personnel moins bien formé, moins coûteux et ne s'engageant pas à respecter le code de déontologie de la profession. »

Eclatement des lieux, des statuts et des situations... Eclatement aussi inhérent à la profession elle-

même, puisque celle-ci, rien qu'en France, est actuellement disséminée dans plus de... 230 associations. Quant à la recherche en psychologie, à la croisée de chemins entre science de la vie et science de l'homme, ses ramifications s'éparpillent dans de multiples disciplines (neurobiologie, sciences cognitives, éthologie).

Et, pourtant, les professionnels sont formels : « Qu'il s'agisse du fonctionnement mental (partagé par tous), des dysfonctionnements pathologiques (partagés par certains) ou des spécificités individuelles qui font les différences entre les uns et les autres (non partagées), il n'y a pas plusieurs psychologies, mais une seule. » Il faudra bien alors parvenir à rendre l'ensemble cohérent. Et pas seulement à l'échelle nationale, puisque le projet d'harmonisation

européenne des études et de la formation des psychologues doit aboutir d'ici à quelques années. La Fédération européenne des associations de psychologues professionnels (Afppa), qui regroupe 130 000 membres exerçant dans 31 pays, prépare d'ores et déjà, avec le soutien financier de la Communauté, un « diplôme européen de psychologie », dont l'obtention demandera une formation scientifique et pratique d'au moins six ans.

« Si l'on ne peut pas parler d'une voix unique, du moins peut-on parler d'une même voix », affirmait Jean-François Camus, président de l'Association des enseignants de psychologie des universités (AEPU) en conclusion de ces premiers EGP.

Catherine Vincent

En Europe, l'Espagne ne dicte la loi que grâce à ses clubs

La sélection nationale, qui reçoit les Bleus mercredi 28 mars à Valence, ne parvient pas à connaître la même réussite que le Real Madrid, La Corogne ou Valence, ténors de la Ligue des champions

Pour la deuxième saison de suite, trois formations de la Péninsule vont disputer les quarts de finale de la Ligue des champions. Une réussite particulièrement brillante qui place les clubs des villes de Madrid, La Corogne, Valen-

ce et Barcelone parmi l'élite des équipes européennes, loin devant les formations françaises. Mais ce succès des clubs ibériques n'a que peu d'influence sur les résultats de la sélection. Son inefficacité chronique désespère

les supporteurs, qui n'ont que le souvenir d'un titre européen en 1964 (contre l'URSS) et une finale en 1984 (perdue contre la France) pour peupler leurs rêves. Cette formation rencontre les Bleus de Roger Lemerre mercredi 28 mars à Valence. Une équipe de France que le sélectionneur a modifiée pour l'occasion en faisant entrer dans le groupe Jonathan Zebina, 22 ans, défenseur de l'AS Roma, pour remplacer Franck Leboeuf, blessé.

MADRID

correspondance

« Comment le Bayern Munich s'est-il qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Espagne », plaisantaient les supporters espagnols la saison passée en soulignant que trois clubs de la Liga étaient présents en demi-finales de la Ligue des champions (Real Madrid, Valence et Barcelone).

Cette année, les clubs espagnols peuvent faire encore mieux. Trois d'entre eux se sont qualifiés pour les quarts de finale de leur groupe en C1 (Real Madrid, Valence et Deportivo La Corogne). Le hasard du tirage au sort a fait que, le FC Barcelone s'étant débarrassé en quarts de finale

le Celta Vigo et Alavés ayant sorti le Rayo Vallecano, il n'y a « que » deux clubs ibériques en demi-finales de la Coupe de l'UEFA. Ironie : le Celta Vigo a dû passer par la Coupe Intertoto alors que le Rayo s'est qualifié grâce au Trophée du fair-play...

Les clubs espagnols font la loi en Europe. La présence du Real Madrid en quarts de finale de la C1 et celle du FC Barcelone, sorti par la petite porte de la C1 mais présent en demi-finales de la C3, ne sont pas vraiment une surprise. Mais la Liga ne se limite plus aux deux seuls ogres, et les autres équipes aspirent à plus que les accessits. La victoire du Deportivo La Corogne dans le championnat 2000 ainsi que celle de l'Espanyol Barcelone en Coupe d'Espagne en sont la preuve.

Première des clés de cette réussite, l'argent qui permet aux vingt clubs de division 1 d'acquérir des

vedettes étrangères qui ont relevé au plus haut niveau le jeu de la Liga. L'habitude de rencontres de haut niveau permet aux joueurs d'être au point tactiquement, techniquement et physiquement lors des joutes européennes. Autre clé de la réussite : les impôts espagnols, qui sont beaucoup moins gourmands que le fisc français. Le pouvoir d'achat est donc supérieur en Espagne pour les footballeurs professionnels, bien qu'il soit difficile de comparer les budgets des clubs de ces deux pays. A budget égal, les clubs espagnols rémunèrent mieux. Mais cette course au recrutement influe sur les comptes qui sont globalement négatifs.

L'absence d'un organisme de contrôle de gestion des clubs, telle la DNCG en France, explique une partie des déficits éléphantesques de clubs comme le Real, l'Espanyol,

Las Palmas ou Majorque. Le championnat bicéphale s'est transformé ces dernières saisons en club des quatre. Valence et le Deportivo La Corogne, qui ne disposent pas des budgets du Barça ou du Real, ont réussi à se glisser dans le cercle des prétendants de la Liga. Les recettes de ces deux clubs, plus importantes que celles des autres acteurs du championnat, leur permettent de constituer des effectifs impressionnantes.

STABILITÉ DES EFFECTIFS

Valence, qui avait brillé par le passé, a dû laisser partir à la fin de la saison dernière ses internationaux espagnols Javier Farinos (à l'Inter Milan, pour 120 millions de francs) et Gerard (au FC Barcelone, pour 160 millions de francs) ainsi que son joyau argentin Claudio Lopez (à la Lazio Rome, pour 170 millions de francs). Mais, cette fois, l'argent a permis de garder le maître à jouer de la sélection Gaizka Mendieta au club, tout en recrutant des jeunes talents : l'Argentin Pablo Aimar, appelé à être le successeur de Maradona, l'avant-centre norvégien John Carew, l'international espagnol Ruben Baraja, le Brésilien Fabio Aurelio ou l'Argentin Ayala.

Point commun de ces recrues : elles ont toutes vingt-cinq ans ou moins et n'ont pas encore atteint le maximum de leurs performances. Au Deportivo, les départs de Rivaldo pour le Barça et de Flavio Conceição pour le Real Madrid ont été compensés par les arrivées du Brésilien Djalminha et de Diego Tristán mais aussi de recrues venues de division 2 qui se sont avérées efficaces : le Néerlandais Roy Makaay, le Portugais Pauleta (maintenant à Bordeaux) ou le Brésilien Emerson.

A La Corogne, Javier Irureta entraîne le club depuis trois ans. Si onze entraîneurs se sont succédé depuis le début de la saison, la continuité des techniciens est aussi un point commun des « petits », Celta Vigo, Alavés et Rayo Vallecano. Victor Fernandez et Juande Ramos entraînent respectivement le Celta et le Rayo depuis trois saisons, alors

que Mané dirige Alavés depuis quatre ans (trois ans pour Irureta à La Corogne). Mané et Juande Ramos ont même conduit leurs deux formations à l'accession en division 1 en 1998 et en 1999. Le fonds de jeu d'Alavés et du Rayo, tombeurs respectivement de l'Inter Milan et de Bordeaux, n'ont sans doute rien de comparable avec ceux de leurs victimes mais ils savent utiliser leurs forces en s'organisant avec des défenses compactes et se montrant redoutables sur les coups de pied arrêtés, répétés des centaines de fois à l'entraînement.

Le groupe de joueurs des trois « petits » est également resté stable ces dernières saisons. L'intégration de nouveaux joueurs se fait au compte-gouttes. Les Russes Mostovoi et Karpin évoluent ainsi au Celta depuis quatre et cinq ans alors que Javi Moreno, révélation de l'année et meilleur buteur du championnat, est à Alavés depuis trois ans. Les clubs espagnols ont aussi réussi à conserver une logique collective qui fait souvent défaut aux grands clubs. Dans chacun des effectifs, on trouve des joueurs prêts à s'identifier au maillot qu'ils portent. Fran, capitaine du Deportivo, Cota capitaine du Rayo, évoluent dans leurs clubs depuis treize ans. Josep Guardiola en est à sa 11^e saison au Barça, Abelardo à sa 7^e. Au Real, Sanchis compte dix-sept saisons au club, Hierro onze, et Raul sept.

Toutefois, l'étonnante réussite des clubs espagnols a son pendant négatif : l'inefficacité chronique de sa sélection nationale dont le dernier fait d'armes reste la finale de l'Euro en... 1984 en France. Les « mercenaires » étrangers occupent souvent les postes clés et Johan Cruijff soulignait après la défaite de l'Espagne sur un score sans appel (3-0) contre l'Angleterre, que la « sélection » avait évolué avec deux avant-centres de milieu de tableau (Urzaiz, de l'Athletic Bilbao et Javi Moreno d'Alavés). « La preuve qu'il n'y a pas une concurrence nécessaire ».

Patrick Snowy

Paris 2008 : la commission d'évaluation du CIO est sur le terrain

LA PREMIÈRE journée de travail de la commission d'évaluation du Comité international olympique (CIO), chargée d'examiner le dossier de candidature de la Ville de Paris aux Jeux olympiques de 2008, a été « fructueuse », selon Henri Sérandour, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et membre du CIO.

« C'est bien parti », a estimé Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, à la sortie du « grand oral » destiné à présenter le « contexte général de la candidature, les concepts concernant les différents sports et les moyens de transport ».

De son côté, Bertrand Delanoë, le maire (PS) de Paris élu dimanche 18 mars, a évoqué devant les visiteurs du CIO des « jeux écologiques, des jeux solidaires, avec notamment le don prévu aux pays en voie de développement de tous les équipements provisoires, et des équipements sportifs comme des transports accessibles aux personnes handicapées ».

La commission de quinze membres, présidée par le Néerlandais Hein Verbruggen, président de l'Union cycliste internationale (UCI), a déjeuné lundi 26 mars à l'Hôtel de Ville où elle a eu la surprise de retrouver Jean Tiberi, le précédent maire de Paris, venu à l'invitation de Bertrand Delanoë pour montrer l'unanimité politique et la continuité qui règnent autour de la candidature de la capitale française.

VOYAGE EN RER

Après une visite de la salle d'information et de commandement (SIC) de la préfecture de police de Paris où 135 fonctionnaires coordonnent l'action des policiers sur les points sensibles de la capitale, les membres de la commission se sont rendus en RER - et en six minutes - de la station Châtelet-Les Halles, en plein cœur de Paris, au Stade de France à La Plaine-Saint-Denis.

C'est ce lieu, où s'est notamment déroulé la finale de la Coupe du monde de football en 1998, qui est proposé pour l'accueil des cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi que pour les compétitions d'athlétisme.

La journée de lundi s'est terminée par une visite du site proposé dans le nord-est de Paris (sur l'emplacement d'entrepôts, boulevard Macdonald) pour le Centre international des médias, qui servirait à la fois - à la différence de Sydney - pour les journalistes de la presse écrite et audiovisuelle.

Outre la visite du Stade de France, la journée du mardi 27 doit être consacrée à la découverte des emplacements prévus pour d'autres équipements sportifs : site du futur village olympique, du futur vélodrome d'Aubervilliers et du « boulevard des sports » (actuel boulevard Macdonald) où sera construit le stade nautique. - (AFP)

DÉPÈCHES

■ NATATION : l'Australien Ian Thorpe a battu le record du monde du 800 m nage libre, lundi 26 mars à Hobart (Australie). Il a réalisé un temps de 7 min 41 s 59, améliorant ainsi de 4 s 59 l'ancien record détenu depuis 1994 par son compatriote Kieren Perkins.

■ OLYMPIISME : le Belge Jacques Rogge (58 ans) s'est porté officiellement candidat à la présidence du Comité international olympique (CIO), lundi 26 mars à Bruxelles. Membre du CIO depuis 1991, ce chirurgien résidant à Gand, membre de la commission exécutive et vice-président de la commission médicale du CIO, est le troisième candidat à se lancer dans la course présidentielle après le Hongrois Pal Schmitt (58 ans), membre du Conseil de l'ordre olympique, et l'Américaine Anita DeFrantz (48 ans), première vice-présidente du CIO. Le successeur de l'Espagnol Juan Antonio Samaranch sera élu le 16 juillet à Moscou, lors de la 112^e Session du CIO.



FOOTBALL

PROFIL

JONATHAN ZEBINA, UN NOUVEAU BLEU

Jonathan Zebina, 22 ans, défenseur latéral droit de l'AS Roma, fera ses débuts avec l'équipe de France de football mercredi à Valence contre l'Espagne en match amical où il remplacera Frank Leboeuf, blessé samedi soir contre le Japon (5-0). Frank Leboeuf, le défenseur central de Chelsea, s'est déchiré l'adducteur gauche lors de la première mi-temps et il devait passer dimanche une imagerie par résonance magnétique (IRM) pour déterminer la gravité de sa blessure et la durée de son indisponibilité.

Jonathan Zebina avait fait ses

débuts sous le maillot tricolore de l'équipe des A', jeudi 22 mars à Mulhouse contre l'Allemagne A' (1-2). « Ce choix de Roger Lemerre s'inscrit dans la logique de ce qu'il avait annoncé quand il avait précisé que l'équipe A' était l'antichambre de l'équipe A », a souligné dimanche à Clairefontaine Henry Emile, entraîneur adjoint des Bleus.

Cette blessure de Frank Leboeuf intervient après les forfaits de Fabien Barthez (Manchester United) et Lilian Thuram (Parme), ce qui obligera le sélectionneur à aligner une défense entièrement remodelée contre l'Espagne. Willy Sagnol (Bayern Munich), qui avait joué lui aussi contre l'Allemagne A', avait déjà été rappelé en renfort alors que Mickaël Silvestre (Manchester United) a disputé

samedi contre le Japon son deuxième match avec les Bleus, se fondant sans aucun problème dans le collectif.

Jonathan Zebina, au physique impressionnant (1,90 m pour 84 kg), est un joueur polyvalent évoluant aussi bien sur le flanc droit que dans l'axe de la défense. Originaire de la région parisienne, il avait rejoint le championnat d'Italie après deux saisons avec l'AS Cannes.

« C'est l'exception qui confirme la règle », avait souligné Roger Lemerre en remarquant qu'il était le seul tricolore à ne pas avoir suivi les diverses étapes des équipes de jeunes avec les sélections françaises.

M. D. (avec AFP)

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique



Tous fliqués ! par Ignacio Ramonet. ■ Un nouvel ordre, par Herbert Marcuse. ■ Combattre l'esprit de « 1984 », par François Brune. ■ La prophétie du « Meilleur des mondes », par Ignacio Ramonet. ■ Contrôle.com, par Philippe Rivière. ■ Internet ou la fin de la vie privée, par Mathieu O'Neil. ■ Ce « petit château de l'âme » cerné de toutes parts, par Denis Duclos. ■ Les outils informatiques du fichage social, par Florence Touret. ■ Le toxicomane apprivoisé, par Claude Olievenstein. ■ Comment la tolérance zéro vint à l'Europe, par Loïc Wacquant. ■ Vidéosurveillance jusqu'à l'océan, par Philippe Rivière. ■ Parler sans permis à Singapour, par Mathieu O'Neil. ■ Contre-choc à l'école, par Sandrine Garcia et Franck Poupeau. ■ L'œil des renseignements généraux, par Laurent Bonelli. ■ Profils de « sauvageons », par Laurent Bonelli. ■ Traque des ex-délinquants sexuels aux Etats-Unis, par Loïc Wacquant. ■ A la foire du comté, par Loïc Wacquant. ■ Autodéfense à l'américaine, par Eric Klinenberg. ■ Ces entrepreneurs en sécurité, par Pierre Rimbert. ■ Médias et « insécurité », par Serge Halimi. ■ Aux bons soins d'une société sécuritaire, par Christian de Brie. ■ Tous les Européens sur écoute, par Philippe Rivière. ■ Panique morale face aux hooligans, par Anastassia Tsoukala. ■ Hypocrisie des armes non létale, par Steve Wright. ■ Une seule punition, l'enfermement ? par Florence Raynal. ■ Le bracelet électronique en question, par Florence Raynal. ■ Le « moyennement répressif » des Pays-Bas, par Josine Junger-Tas. ■ Pendant que vous rêvez..., par John Berger. ■ Droits humains import-export, par Philippe Rivière.

Sites Internet, bibliographie.

Surveillance et répression

La NFL projette d'installer en France une équipe de football américain

LE FOOTBALL américain, le vrai, pratiqué par des joueurs de nationalité américaine, est-il soluble en France ? Cette question pourrait bientôt devenir d'actualité. La National Football League (NFL), qui gère le championnat américain, va en effet recevoir, d'ici quelques semaines, un dossier de candidature venant de France pour participer, à partir de 2003, à la compétition privée qu'elle organise sur le continent européen.

Crée en 1995 en partenariat avec la chaîne Fox, la NFL-Europe réunit six équipes - à Düsseldorf, Berlin, Francfort, Barcelone, Edimbourg et Amsterdam - qui s'affrontent dans un mini-championnat de mars à mai.

Chacune de ces équipes est composée de 40 joueurs dont les trois-quarts sont des professionnels américains n'ayant pas (encore) trouvé d'emploi au sein de la NFL ; les autres sont des Européens. Compétition organisée depuis Londres et New York, la NFL-Europe connaît un succès mitigé, sauf en Allemagne où 30 000 à 40 000 spectateurs se déplacent.

Inscrire une équipe française à cette épreuve est l'ambition de Frédéric Paquet qui, à trente-cinq ans, cumule les fonctions de président de la Fédération française de football américain (FFFA) et de président de la Fédération mondiale (IFAS). Cet ancien « tight end » (receveur rapproché) des Argonautes d'Aix-en-Provence veut donner un élan nouveau à sa discipline pratiquée, en France, par 7 500 licenciés.

Pendant plusieurs années, la FFFA a entretenu des relations crispées avec la NFL, perçue comme un géant impérialiste n'ayant d'autre vocation que de faire du « business ». Élu en 1996 à la tête de la FFFA, Frédéric Paquet a recollé les morceaux avec la NFL. Son grand patron, Paul Tagliabue, a même fait

le voyage jusqu'à Paris en avril 2000 pour évoquer la possibilité de créer une équipe française au sein de la NFL-Europe.

« Une véritable synergie s'est installée, aujourd'hui, entre eux et nous », explique Frédéric Paquet. Des coaches américains participent à des sessions d'entraînement et de formation ; des jeunes de notre pôle espoirs d'Amiens ont la possibilité de se rendre en stage aux Etats-Unis. La prochaine étape sera la création de cette équipe qui permettra à nos joueurs de progresser aux côtés de professionnels américains. »

QUATRE VILLES CANDIDATES

Quatre villes ont été pressenties pour accueillir la future « franchise », selon le terme employé outre-Atlantique : Paris, Lyon, Nice et Toulouse. Le budget de fonctionnement, 50 millions de francs, sera presque entièrement pris en charge par la NFL. Dans la constitution de son dossier, Frédéric Paquet est également allé requérir le blanchissement du ministère de la jeunesse et des sports dont l'hostilité face aux compétitions « fermées » est connue. « La NFL-Europe n'est pas une compétition comme on l'entend en France », indique le président de la FFFA. Il faut la considérer comme une manifestation de sport-spectacle. Nous n'allons pas contre la loi. »

Reste que ce projet d'équipe française est en concurrence avec une candidature autrichienne. La direction de la NFL fera son choix en mai. Une période mouvementée pour Frédéric Paquet qui est également directeur du marketing au sein d'un club de football professionnel, le Lille Olympique Sporting Club (LOSC), actuellement en tête du classement de D1.

Frédéric Potet

Livres de recettes

Alain Ducasse ajoute son nom aux auteurs de festins sur papier, avec un ouvrage qui présente 700 façons d'accommoder les mets

JAMAIS depuis Guillaume Tirel, alias Taillevent, et son *Vianier* (1450) on a cessé de publier des livres de recettes. Jules Gouffé, cuisinier sous le Second Empire, déplorait que beaucoup se contentent de « se copier servilement les uns les autres ». Le discours s'est aujourd'hui développé, au point que les œuvres complètes des chefs nous sont dévotement révélées. Seul parmi les grands Alain Passard n'a pas encore livré son message à la postérité. Il n'est pas pressé : « Je ne suis qu'en deuxième année de légumes », dit le nouveau gardien du potager.

Le livre de recettes, c'est la pierre de Rosette de la cuisine et de la société française, un trait narcissique pour un festin en paroles dont le lecteur ne se lasse jamais. Les recettes sont-elles suivies par les ménagères qui ne sont jamais allées chez Bocuse ? Elles disent y puiser des idées, mais pour l'ordinaire, au travail, elles seront tributaires de la restauration hors foyer, du sous-vide, du surgelé, ou bien de la restauration rapide. Chaque période de l'histoire est esclave de sa technologie et de son mode de production alimentaire, qu'elle subit plus qu'elle ne domine, on le constate, hélas, en ces temps troublés.

Qui se souvient des ouvrages tels que *L'Art de tenir une maison*, de la comtesse de Bassanville (1878), des *Usages du monde*, de la baronne Staffe (1889), et encore des manuels de Marie Delorme et de la Mère Martine « dédiés aux ouvrières intelligentes », qui avec 1,50 F par jour sont

invitées à pratiquer « l'aisance par l'économie ».

Marie-Claire Bancquart, dans un petit livre qui est un régal, *Fin de siècle gourmande 1880-1900* (PUF, 160 p., 129 F, 19,67 €), exhume ces merveilles désuètes et nous rappelle que, à l'encontre de notre époque, où les ouvrages de cuisine splendide-ment illustrés sont des livres à faire rêver, à la fin du XIX^e siècle, à l'époque d'Anatole France, dont elle est une spécialiste, les livres de raison ménagère, plus que de gastronomie, étaient édités pour apprendre aux pauvres à faire des économies.

UN CONTE DE MA MÈRE L'OYE

Ces temps étaient cruels pour le prolétariat des villes, où « l'amour du foyer et la sobriété du mari sont assurés par les efforts culinaires de la femme ». Une époque où les héros de Zola « soiffait à tire-larigot ». A contrario, les écrivains de cette période, concernés par tout ce qui touche à la gueule, sont finement analysés, de main de maître, par Marie-Claire Bancquart : Jules Vallès, ancien communard spécialiste des pensionnats et des prisons, puis le fin et incisif Jules Renard, puis Guillaume Apollinaire, précurseur de la cuisine futuriste.

Voici Daudet, nostalgique des senteurs de Provence. Puis Maupassant et Huysmans enfin, les maîtres toujours appréciés des lettrés, avec *Les Contes de la Bécasse* et *A rebours*. C'est l'imaginaire de la table de la III^e République qui nous est restitué. En 1903, Escoffier publie *Le Gui-*

DESSINS DESCLOZEAUX

de culinaire, qu'il destine aux jeunes cuisiniers : « Je l'ai mis à la portée de toutes les bourses, pour ceux qui seront dans vingt ans à la tête de la corporation. »

Aujourd'hui, le *Grand Livre de cuisine* d'Alain Ducasse est en souscription (à 900 F, 137,20 €). Il sera plus tard en librairie. Un ouvrage qui étonne par la rigueur et l'ambition du projet : 700 recettes autour de 100 produits de base dont l'amanite des Césars, le caviar, l'ortolan, la



bécasse, la pibale, la truffe noire et celle d'Alba, ainsi, bien sûr, que l'ail, la blette, l'endive, l'œuf de poule, les petits pois. On ne saurait être plus éclectique. Les professionnels suivront car ils sont friands de modèles.

Le propos est bref, sinon sibyllin ; ce ne sont que recettes qualifiées par leurs traits, description du produit, photographie et protocole de préparation. Un travail de codification. On se croirait devant l'écran d'un ordinateur. Pas de discours comme chez les anciens auteurs. L'on s'attend à pouvoir cliquer sur

un mot souligné pour en savoir plus. Jusque-là, le travail de mémoire et l'approche culturelle incombaient au Conseil national des arts culinaires (CNAC) avant qu'il ne se saborde, car une recette ne s'impose et persiste qu'en fonction d'un contexte.

Le malheur avec la haute cuisine française est qu'on n'a jamais fini d'en finir. A l'exception du CNAC ! Les belles émissions de Joël Robuchon sur France 3 nous ont appris que pour réussir une recette il est moins utile de posséder les raffinements de la technologie de pointe

que de connaître le produit, les règles de mise en place et les temps de cuisson, ce qui ne s'improvise pas. C'est là où l'ouvrage d'Alain Ducasse, comme tant d'autres, est avant tout un conte de ma Mère l'Oye.

Il est visible que tout geste de chef est codé, que son savoir est aussi dans son regard lorsqu'il est au « passe » ; que le simple fait de saler un produit, en début ou en fin de cuisson, peut changer la face de l'univers culinaire ; que la maîtrise des densités et des textures est capitale. Un tel outil s'adresse à un public avisé. Est-ce un livre d'époque ? Oui, comme on le rêve, loin des étables endeuillées et des pâturages désertés.

Dans sa préface, Jean-François Revel en dresse le constat : l'agriculture et l'élevage intensifs ont altéré, ce n'est plus un secret pour personne, la saveur de base des produits. De nos jours, c'est la nature qui est devenue le luxe. Des légumes ayant vraiment poussé dans la terre et mûri au soleil sont devenus aussi difficiles à trouver que l'étaient jadis les fruits exotiques, que l'on n'offrait que sur les tables des millionnaires. « Un tel ouvrage est utile, mais c'est un défi ; c'est vouloir jouer la Sonate à Kreutzer en déchiffrant la partition. La cuisine, qui est aussi un art, repose sur la transmission et nécessite un apprentissage ».

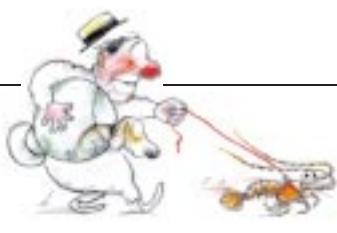
Jean-Claude Ribaut

★ *Grand livre de cuisine* d'Alain Ducasse. Préface de Jean-François Revel. Avec la collaboration de Jean-François Piège, Didier Elena, Franck Cerutti, Patrick Ogheard, Benoît Witz. Format beau livre. 1 024 p, 1 000 photos. En souscription jusqu'au 31 mars au prix de 900 F, 137,20 €, au 01-43-54-37-27 (genevieve.baudon@wanadoo.fr) ou au 01-34-31-19-10 (adf@ducasse-formation.com). Ensuite, 1 400 F, 213,43 €. En librairie à partir du mois d'octobre.

La langouste

Il y des goûts qui dépendent totalement des couleurs. C'est indiscutable dans le cas de la langouste. Qu'elle soit rouge, rose ou verte change bien des choses. Un seul point commun à ces animaux péchés avec un inégal bonheur sous les tropiques ou dans les eaux froides : ils sont hors de prix. Pourquoi la langouste est-elle le plus cher de tous les crustacés ? C'est qu'il est sans nul doute le plus rare d'entre eux. La femelle de ce décapode n'est pourtant pas avare de ses œufs : à chaque ponte, elle en produit 100 000. De quoi surpeupler les mers de chaque côté de l'équateur, s'il n'y avait ce léger détail : la minuscule larve de bébé langouste devra subir vingt mues avant d'atteindre vers ses cinq ans la taille de 23 centimètres, le minimum réglementaire pour qu'on puisse la pêcher et la commercialiser. Largement, d'ici là, le temps de se faire croquer dans l'océan par plus costaud qu'elle. Mets exceptionnel, la langouste est de sortie dans les grandes occasions : communions, noces et banquets.

Même s'il existe encore à Paris un restaurant au nom de La Langousterie, qui propose ce crustacé sous divers apprêts, force est de constater que l'animal a déserté la carte de la plupart des restaurants, furent-ils « de luxe ». Il y a cinquante ans, c'était une tout autre affaire. Dans son livre de secrets de cuisine, republié aux éditions Solar, la mère Brazier propose pas moins de six recettes à ce sujet, dont une étonnante « Langouste au Ricard ». Cette cuisinière de renom travaillait bien sûr exclusivement de la langouste vivante, un produit devenu aujourd'hui extrêmement rare. Même en période de Noël, pic des ventes, il est exceptionnel de pouvoir se fournir avec la meilleure langouste, la rouge, pêchée au large des côtes bretonnes, irlandaises ou nord-marocaines. Hervé Roche, qui importe ce produit vivant pour le compte de la société Cap Langouste, à Nice, s'approvisionne principalement en Afrique du Sud, au Sénégal ou au Cap-Vert. « Les langoustes arrivent par avion dans des cartons



réfrigérés, où elles sont rangées entre des couches de paille pour ne pas se blesser », raconte-t-il. Pour Pâques, dans quelques semaines, vrai redémarrage de la

saison, il y aura des arrivages tunisiens de belle qualité, mais les prix flambent. Comptez entre 500 et 600 F, 76,22 et 91,46 € du kilo. Il y a, bien sûr, moins cher : il s'agit de la langouste surgelée, dont la France est aujourd'hui le premier importateur en Europe. Preuve que le produit n'est pas tombé en complète désuétude. Hélas ! Que dire de la texture et du goût de ces langoustes vertes en provenance des eaux chaudes, et notamment de Cuba ? Facturée en moyenne 180 F, 27,44 € du kilo, elle reste à ce tarif trop insipide pour le palais et pas assez indolore pour le portefeuille. Vendue presque uniquement sous la forme congéleée et déjà cuite, elle ne peut être cuisinée et terminée donc son existence dans nos assiettes presque systématiquement drapée de mayonnaise. Cette sauce est alors le seul intérêt que l'on puisse trouver à ce plat.

Guillaume Crouzet



BOUTEILLE

Corbières AOC

Château Etang-des-Colombes vieilles vignes rouge 1998

Le jeune Christophe Gualco a l'enthousiasme des néophytes pour parler de son vin. Situés entre Lézignan et Crusades, le château est blotti derrière un boqueteau de pins. Les noms de Simon de Montfort, au temps des croisades contre les Albigeois, et des évêques de Narbonne, sont liés au domaine. Sur les sols argilo-calcaires caillouteux, les raisins des vieilles vignes de grenache noir, de mourvèdre et de carignan, vinifiés en grains entiers par cépage puis assemblés, donnent un vin-témoin friand, d'une couleur puissante, pourpre profond. L'élevage en barrique dure de huit à dix mois. Au nez, une riche matière développe quelques épices, parmi des arômes de fruits confits. Attaque en bouche plaisante et puissance maîtrisée ; les tanins sont présents mais estompés. Une belle matière colorée, riche en fruits à maturité, devrait assurer à cette bouteille une belle longévité. A boire à 16 °C, avec des viandes en sauce et, en hiver, du gibier. Château Etang-des-Colombes vieilles vignes, cuvée Bicentenaire rouge : 42 F TTC (6,40 €) la bouteille.

★ Château Etang-des-Colombes, 11200 Lézignan-Corbières ; tél. : 04-68-27-00-03.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

IL BARONE

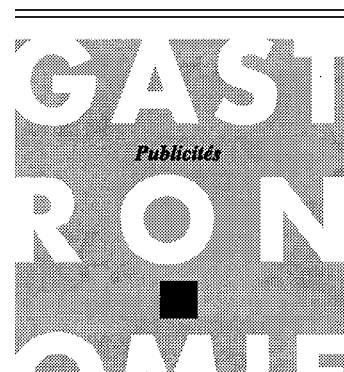
Voici, dans une atmosphère savamment entretenue, une trattoria de quartier, modeste, un peu agitée, comme on aime en trouver dans le Trastévere. Vincenzo Gallizzi, le patron, est calabrais et depuis vingt ans maintient la qualité de ses produits et de sa prestation. La cuisine italienne est celle de ses régions. A côté du jambon de Parme, de la mortadelle de Piacenza, voici la *soppressata* calabraise, un souvenir gourmand du pays, d'où provient aussi l'huile d'olive. Les pâtes fraîches sont faites à la maison. L'art du chef se goûte dans la sauce, mais son savoir-faire est dans la pâte, non levée, comme une pâte à foncer, abaissée, et dont la proportion de semoule de blé et d'œufs est un secret. Les amateurs apprécieront les spaghetti au beurre d'anchois, mais la salade de *puntarella* est certainement une entrée plus légère. Ici, les antipasti sont savoureux, car « la cuisine italienne doit être cuisinée », y compris le sabayon à la minute au marsala. Bons plats de viandes et de poissons. Le Piémont et la Toscane sont bien représentés dans la cave, mais la Calabre n'est pas absente. Réserver de préférence dans la salle du fond. Service enlevé et fort aimable. A la carte, compter 200 F (30,49 €). ★ 5, rue Léopold-Robert, 75014 Paris ; tél. : 01-43-20-87-14. Fermé le dimanche midi.

Brasserie

RENOMA

Maurice Renoma, le couturier des années yé-yé, s'intéresse aujourd'hui à la photo et à la restauration. C'est au Vieux Berlin, fermé depuis une décennie, qu'avec Thierry Burlot il vient d'inaugurer une sorte de loft dans le style new-yorkais, baptisé « Café-gallery ». Une table d'hôte, un salon de lecture, un bar, une salle à manger, l'espace est largement compté et le mobilier contemporain de qualité. Matériaux bruts, photos, un cadre sans fioritures ni facilité. Les nostalgiques du Vieux Berlin n'y trouveront rien de leurs souvenirs. Très actuelle, en revanche, est la carte axée sur les produits, qui en nomme l'origine, et les différentes préparations. Le turbot malouin est grillé avec une véritable sauce hollandaise, le carré d'agneau de Grammat rôti au thym et aux échalotes confites. Une cuisine classique, et aussi quelques salades, des sandwichs et de bonnes bouteilles donnent à ce lieu, insolite dans ce quartier de Paris, un air de nouveauté. Compter de 120 F (18,29 €) pour un en-cas à 300 F (45,73 €), pour un repas.

★ 32, avenue George-V, 75008 Paris ; tél. : 01-56-89-05-89. Tous les jours de 9 heures à 2 heures du matin.



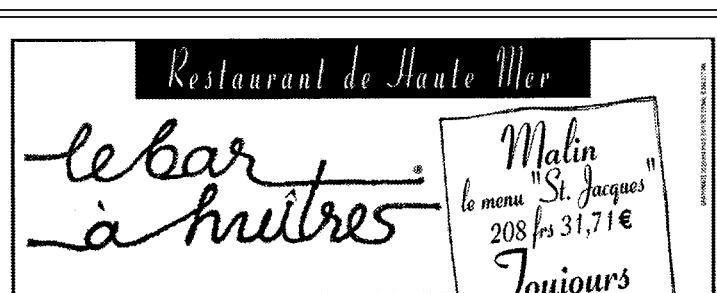
PARIS 1^{er}



PARIS 5^e



PARIS 9^e



Retrouvez chaque semaine la rubrique
"GASTRONOMIE", renseignements :
01.42.17.39.63
Fax : 01.42.17.39.24

J.-C. R

CINÉMA C'est la semaine du cinéma français, avec six films sur un total de onze sorties et presque autant de raisons d'en tirer fierté. A commencer par *Intimité*, Ours d'or au Festival de Berlin. Adapté de deux nouvelles de l'écrivain Hanif Kureishi, tourné en anglais à Londres, le film de Patrice Chéreau, d'une virtuose simplicité, évoque la relation clandestine et charnelle de deux amants au cœur de la ville et parle de la naissance déchirante de ce sentiment étrange qu'on nomme l'amour. Sur un sujet similaire, le cinéaste d'origine américaine Eugenie Green, homme de théâtre lui aussi et Parisien d'adoption depuis trente ans, réalise avec *Toutes les nuits* un premier long métrage en langue française adapté d'une nouvelle de Flaubert, et un petit miracle. Voilà plus de vingt ans que René Ferret incarne, quant à lui, un cinéma alternatif, exigeant et insoumis. Son film *Rue du Retrait* aborde frontalement un tabou social et cinématographique : la vieillesse. Dans un registre plus joyeusement populaire, et après le succès de *La Dilettante*, le retour de Pascal Thomas aux affaires se signale par un titre on ne peut plus opportun au regard de l'exceptionnelle diversité du cinéma hexagonal : *Mercredi, folle journée* !

Un oiseau rare dans le paysage français

FOLLE DE RACHID EN TRANSIT SUR MARS. Programme de quatre courts métrages français de Philippe Barassat. (84 mn.)

Mon premier (*Folle de ce mec*, 1995) met en scène deux jeunes femmes un rien vulgaires qui écument, l'une en perruque blanche, l'autre en perruque prune, les clubs de la ville, à la recherche de la rencontre qui transformera leur vie. La perruque blanche (chemisier pied-de-poule rose et blanc, veste en cuir turquoise et poussée acnéique tardive sur le visage) tombe un soir raide amoureuse d'un Apollon de boîte de nuit, avatar contemporain des marins de Kenneth Anger et de Jean Genet. Mais celui-ci reste apparemment insensible à ses charmes, pour succomber, soir après soir, aux propositions de toutes les grosses dondons qui passent. Sur la musique orientale de Warda et dans une esthétique néo-pop d'un réjouissant mauvais goût, le film se résout sur un épilogue à la trivialité édifiante.

Mon deuxième (*Mon copain Rachid*, 1998), qui a déjà tourné dans un nombre considérable de festivals internationaux, raconte, sous l'angle de la perversion, une amitié d'enfance un peu particulière. Le petit Eric y est en effet fasciné par la

« grosse bite » de son copain Rachid et demande à ce dernier de la lui montrer à tout propos. Narré par la voix off d'Eric sur le ton de l'innocence enfantine, l'histoire n'en met pas moins en scène, dans un contraste saisissant et somme toute fructueux sur le plan de la réflexion politique, des pulsions ordinairement inavouables, depuis l'inclination homosexuelle des garçons jusqu'à la connotation sexuelle du fantasme raciste.

ZOOM

Philippe Barassat
semble vouloir éléver
le mauvais goût
au rang des beaux-arts

Mon troisième (*Transit*, 1999) franchit encore un pas dans l'inexactitude, virant à la fable subversive et scatologique (un homme blanc, privé de transit intestinal, est enlevé par un Jésus-Christ noir pour sauver le tiers-monde), tandis que mon quatrième, dédié à l'animateur-chanteur Pascal Sevran, évoque sur un petit air de comédie musicale déjantée les déboires de Jimmy, un

enfant à la tête de citrouille, situation évidemment peu enviable sur les bancs de l'école. Mais Jimmy tombe amoureux de son institutrice, une vieille fille nommée Mademoiselle Jacobonnot, alias Arielle Dombasle, qui tentera de le protéger, à ses dépens.

Mon tout constitue enfin la filmographie complète de Philippe Barassat, oiseau rare du cinéma français, qui semble vouloir éléver le mauvais goût au rang des beaux-arts et n'est pas loin de parvenir. L'originalité des scénarios et le maniement d'un humour ravageur et absurde y sont pour beaucoup, non moins que l'absence de gratuité qui les caractérise. Sous la cruauté ubuesque de ses films, sous leur enveloppe parodique ou fantastique, court en permanence une volonté de dénonciation de l'ordre social ou moral, ainsi que l'énonciation, délibérément outrée, d'une vérité des choses qui, parce qu'elle déconcerte le spectateur, lui permet de se remettre en question. Franju, Jean-Daniel Pollet, Tim Burton ou David Lynch pourraient être cités pêle-mêle en défense de ce talent très singulier dans le paysage cinématographique français, si Philippe Barassat ne se défendait très bien tout seul.

Jacques Mandelbaum

RENCONTRE

Daniel Toscan du Plantier,
président du Festival du film de Paris

« D'où vient le Festival du film de Paris qui sera organisé pour la quatrième fois sous sa forme actuelle du 27 mars au 3 avril ?

Il s'agissait au départ d'un festival organisé par la Ville de Paris à l'intention du public collégien et lycéen. C'est devenu un festival compétitif, fixé au complexe Marignan, en bas des Champs-Elysées. La compétition est ouverte aux premiers et seconds films du monde entier, à condition qu'ils soient inédits à Paris.

Par la richesse de l'offre, Paris peut être considéré comme un festival de cinéma permanent. A quoi sert cette manifestation ?

C'est vrai, Paris n'est peut-être pas la capitale mondiale du cinéma, mais c'est la capitale du spectateur de cinéma. C'est donc le festival d'une grande ville cinéphile et cinéphage, une exposition de films venus de partout. Notre but étant d'organiser la rencontre entre films publics, c'est avant tout un festival de spectateurs. On terminera l'édition 2001 avec l'avant-première mondiale de *Yamakasi*, le film produit par Luc Besson, au Palais des congrès avec plusieurs milliers de jeunes spectateurs, venus pour la plupart des banlieues. Il y aura des rencontres de toutes formes, une présence italienne avec le jumelage de la manifestation avec Rome et Ettore Scola, qui préside le jury. Il n'y a pas de soirées de gala, mais des salles bondées pour des projections en présence des équipes.

Quels sont les principes de programmation ?

Il ne s'agit pas de faire découvrir des films aux professionnels, mais au public. La sélection est réalisée par cinq ou six personnes, Elisabeth Quin est la coordinatrice artistique. On choisit des films qui pour beaucoup ont déjà été vus et remarqués dans d'autres festivals, Venise ou Berlin, comme *Together*, de Lukas Moodyson, présenté en compétition, ou *Liam*, de Stephen Frears, qu'on verra en avant-première avec *Malstrom*, de Denis Villeneuve. Le Grand Prix 2000, *Suzhou River*, a trouvé un distributeur français grâce au festival. Mais notre premier but est d'attirer des spectateurs. Ils étaient 80 000 en 2000, on en espère 100 000 en 2001. »

Propos recueillis par Thomas Sotinel

Quête d'amour dans le silence du désir et le tumulte des rues

Intimité. Né de l'imagination de Hanif Kureishi, un couple d'amants sans paroles hante Londres et le huitième film de Patrice Chéreau

Film français de Patrice Chéreau. Avec Mark Rylance, Kerry Fox, Timothy Spall, Philippe Calvario, Alastair Galbraith, Marianne Faithfull. (2 heures.)

Des moutons anglais, c'est ce qu'on voit en premier. Ils n'ont pas la fièvre aphétuse, ce sont ces rouleaux de poussière qui peuplent le sous-sol d'un pavillon londonien. On voit aussi des poils, un sein que la main de l'homme pétrit, la peau qui s'irrite au contact de la mauvaise moquette. On ne sait pas ce qui arrive exactement, eux non plus apparemment, l'homme et la femme. Elle a sonné à la porte, le tirant d'un sommeil sans repos, il a dit « nous avions rendez-vous ? », elle a répondu « non ». Et puis, quelque chose est arrivé, les gestes se sont un peu ralents, comme en traversant une invisible membrane. Après, ils étaient l'un contre l'autre, l'un sur l'autre, l'un dans l'autre.

Des « scènes de sexe », comme on dit, on en a vu au cinéma, et pas qu'un peu. Mais cela, l'instant et la force, et l'orientation de cet élan, ce qui porte le geste de la main, le frémissement de la peau, le changement d'intensité du regard, on ne l'avait pas vu. Et rarement – rarement aussi bien en tout cas –, la tristesse qui naît des gestes les plus habituels et les plus privés du monde. Et moins encore ce paradoxe : l'abstraction de cet acte physique par excellence. Puisqu'en même temps, on sait très bien ce qu'on

voit : pas l'amour, pas le coït, le désir.

Dans *Intimité*, il y a un homme, Jay, et une femme, Claire. Chaque mercredi, Claire va chez Jay, ils font l'amour, elle s'en va, ils ne se parlent pas. La première beauté du film, sa force d'émotion qui aussitôt éclaire l'écran, vient de ce que ni Jay ni Claire ne sont spécialement jolis, jeunes, en rien conformes à quelque canon de séduction particulier. Il serait simpliste de croire que c'est cela – leur côté « moyen » – qui les rend attachants, attirants, passionnantes. Alors que c'est le travail délicat du film que de sculpter dans cette matière ordinaire une présence singulière – un agencement d'apparence physique, de gestuelle, de comportement – qui façonne ces personnes comme personnages de cinéma. Tout le monde y contribue, les interprètes, le réalisateur, le chef opérateur. Enchanté, on assiste à cet enfantement de Jay et Claire, alors qu'« objectivement » rien de particulièrement enchantant n'advent.

DÉSÉPOIR ET RÉGULARISATION
Cette séquence d'ouverture entre poussière et désir, banalité et exultation des corps, désespoir et routine, n'est pas seulement l'un des éléments principaux de l'histoire qui nous sera conteée. Elle situe précisément le lieu où l'incarnation physique, la rigueur élégante de la mise en scène et le respect de la réalité trouvent leur point d'équilibre. A partir de ce point-là, tout est possible, toutes

JACK ENGLISH/TELEMA PRODUCTIONS



Jay (Mark Rylance) et Claire (Kerry Fox), amants absolus et quasi muets.

les péripéties, toutes les métaphores, toutes les associations libres d'idées, de sentiments, d'opinions. En fait, il pourrait aussi bien ne rien se passer du tout, dès lors qu'un film s'est offert cet espace-là, cette durée-là, cette densité-là. « *Le cinéma se fait* », disait Jean Eustache.

Mais il se passe des choses dans *Intimité*. Beaucoup de choses. qu'on pourrait résumer ainsi : il y a Claire et Jay, amants absolus, quasi muets, entièrement définis

par cette relation intense où tout se joue au-delà ou en deçà des rapports humains, faisant d'eux un couple de légende, sinon de mythe. Et il y a la vie, le réel, le social, le travail, la famille, le langage, la culture, le passé et l'avenir. Autour de Claire et Jay, ce tissu se déploie à l'infini et ses fils viennent encercler, fissurer le noyau « naturel » qu'ont formé l'homme et la femme.

Un film plus simpliste ou plus racoleur aurait joué l'un contre

l'autre ces deux univers, ces deux états. Plus subtil et plus digne, *Intimité* observe au contraire avec beaucoup d'amour le travail de Jay dans un bar, le mari chauffeur de taxi de Claire et son fils, les relations de chacun d'eux avec ceux qui tiennent ici la place de confidents, le serveur et le copain parasite de Jay, la dame (Marianne Faithfull, méconnaissable, formidable) qui suit opiniâtrement les cours d'art dramatique de quartier que donne Claire.

J.-M. F.

Une intime collaboration entre un romancier

LE ROMANCIER et scénariste Hanif Kureishi revient sur sa rencontre avec Patrice Chéreau.

Je me trouve dans une salle de projection, quelque part dans la banlieue parisienne et j'attends de voir *Intimacy*. Voilà quelques mois, durant le tournage, j'ai vu des rushes, mais rien de monté. Le film est aujourd'hui presque terminé, la plupart des scènes sont dans leur ordre définitif et on a mixé une bonne partie de la musique. La seule scène qui manque c'est, à la fin, celle au cours de laquelle se rencontrent pour la dernière fois les personnages interprétés par Kerry Fox et par Mark Rylance.

Par moments, la collaboration entre Chéreau et moi a pu être très étroite, et le film a été tourné en anglais, mais c'est sa scénariste attitrée, Anne-Louise Trividic, qui a écrit le script, en français. J'estimais avoir passé assez de temps sur cette histoire et je n'avais plus le courage de me pencher de nouveau dessus.

Il y a environ trois ans, Chéreau est venu me voir à Londres. Il était

timide, m'avoua-t-il, et parlait mal l'anglais. Mon français est désespérant, mais il nous parut préférable de ne pas faire appel à un interprète.

Qu'on le veuille ou non, consacrer beaucoup de temps et d'énergie à travailler avec quelqu'un qu'on connaît à peine est une chose qu'on ne peut faire que de façon intuitive.

Patrice m'expliqua qu'il voulait porter à l'écran mon roman *Intimacy*, qu'il avait lu en français. Et puis, ajouta-t-il, il aimait bien mes nouvelles, notamment *Nightlight*, publié dans le recueil intitulé *Love in a Blue Time*. Dans cette nouvelle, un homme et une femme, qui se rencontrent par hasard, prennent l'habitude de se retrouver une fois par semaine, le mercredi après-midi, pour faire l'amour.

Chéreau et moi avons commencé à nous rencontrer régulièrement à Londres. Nous avions décidé dès le début que mon roman *Intimacy* était trop intérieur et sans doute trop sombre pour faire à lui seul un film. Il pourra toutefois fournir le fond ou l'amorce d'un autre film. Il nous fal-

lait ajouter d'autres éléments, une intrigue plus nourrie, plus de personnages et d'action.

Je lui montrai donc un recueil manuscrit de mes nouvelles, *Midnight All Day*, pour voir s'il y avait là quelque chose qui lui plaisait. Un peu de la nouvelle *Strangers When we Meet* fut incorporé au film, des parties de *In a Blue Time* furent également utilisées et peut-être des idées prises dans d'autres textes. Lors de nos rencontres, nous improvisions des histoires, nous échangeions des potins, nous parlions de théâtre, de cinéma, de nos vies, de nos parents.

Ce que Patrice voulait, c'était saisir ce qu'il y avait de désespéré dans l'amour de Jay et de Claire. Ces séances intenses, nous les appelions « les mercredis ». Elles devraient ponctuer le film en ayant à chaque fois un caractère différent.

Patrice et moi avons envisagé de laisser la caméra près des corps, de ne pas les éclairer exagérément, de ne pas leur conférer une séduction pornographique sans non plus les idéaliser. Ce sera une sexualité qui ne

Du 26 Mars au 1^{er} Avril

Sur un air de printemps La Coupole célèbre trois poètes chanteurs

Mercredi 28 et jeudi 29 mars : Andrée Chedid

Boby Lapointe, Andrée Chedid et Georges Brassens s'invitent boulevard Montparnasse pour vous dire en mots et en mets la poésie venue du sud.

En guise de mise en bouche vous sera offerte la première phrase d'un poème. A vous d'écrire les suivantes au gré de votre humeur.

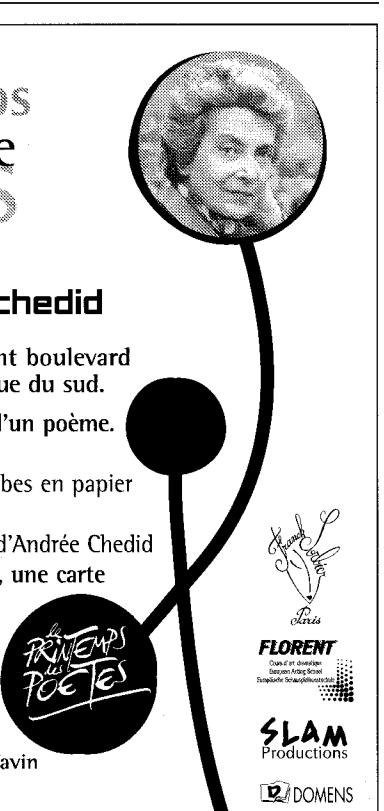
Les cent premiers vers seront calligraphiés chaque jour sur des robes en papier japonais créées par Franck Sorbier !

Le caviar d'aubergine et les saint-Jacques rôties en minestrone d'Andrée Chedid seront vos muses sorties des pianos de la coupole. A l'heure du thé, une carte de chansons et poèmes sera interprétée à votre gré.

La poésie a trouvé sa place à la Coupole. A table et sur scène.



RÉSERVATION : 01 43 20 14 20
102, bd du Montparnasse - 75014 Paris - métro Vavin
www.couleparis.com



Eugène Green, l'ami américain

À L'IMAGE de *Toutes les nuits*, son premier long métrage, Eugène Green, coiffure mousquetaire et cinquantaine juvénile, est un personnage inclassable, lunaire. A

PORTRAIT

Ce Parisien d'adoption a pu enfin réaliser son rêve de cinéphile : devenir cinéaste

commencer par le rapport déconcertant qu'entretient avec son pays cet Américain originaire de la « Nouvelle York » (comme il dit), et installé depuis plus de trente ans à Paris. On ne peut même pas appeler cela de l'ambivalence, tant la rupture semble consommée, au point que notre homme ne prononce qu'avec la plus extrême réticence le nom des Etats-Unis. Eugène Green, qui pense que les Etats en question ne constituent ni un nom de pays ni un pays, préfère employer le terme de « *barbarie* ».

Et d'ajouter : « *A de rares exceptions près, ce sont des gens totalement dépourvus de vie intérieure, qui ressemblent de plus en plus aux créatures des jeux vidéo qu'ils fabriquent. Je ne leur reprocherais rien s'ils restaient entre eux, mais ils éprouvent le besoin d'exporter leur vide sidéral dans le monde entier.* » Résultat : à vingt ans, Eugène Green dit adieu au Nouveau Monde.

PRÉSENCE DU SACRÉ

Sa passion pour l'art baroque et sa volonté d'en restituer le langage, son intonation, sa prononciation et son rythme guident sa carrière, au titre de metteur en scène de théâtre, d'opéra et de récitant dans les concerts. Théâtralité assumée, présence du sacré, parole incarnée : tout cela n'est pas vu d'un bon œil, dans les années 1970, par ceux qu'il nomme « *les tenants de la culture officielle* ». Eugène Green n'en poursuit pas moins son travail, contre tous ceux « *qui vont au théâtre comme à la messe, sans avoir la foi* ». Cinéphile accompli, il trouve parallèlement dans le cinéma « *un substitut moderne à cette vieille quête mystique de la vérité, cachée sous la surface des choses* ». Depuis longtemps tenuillé par le désir de pas-

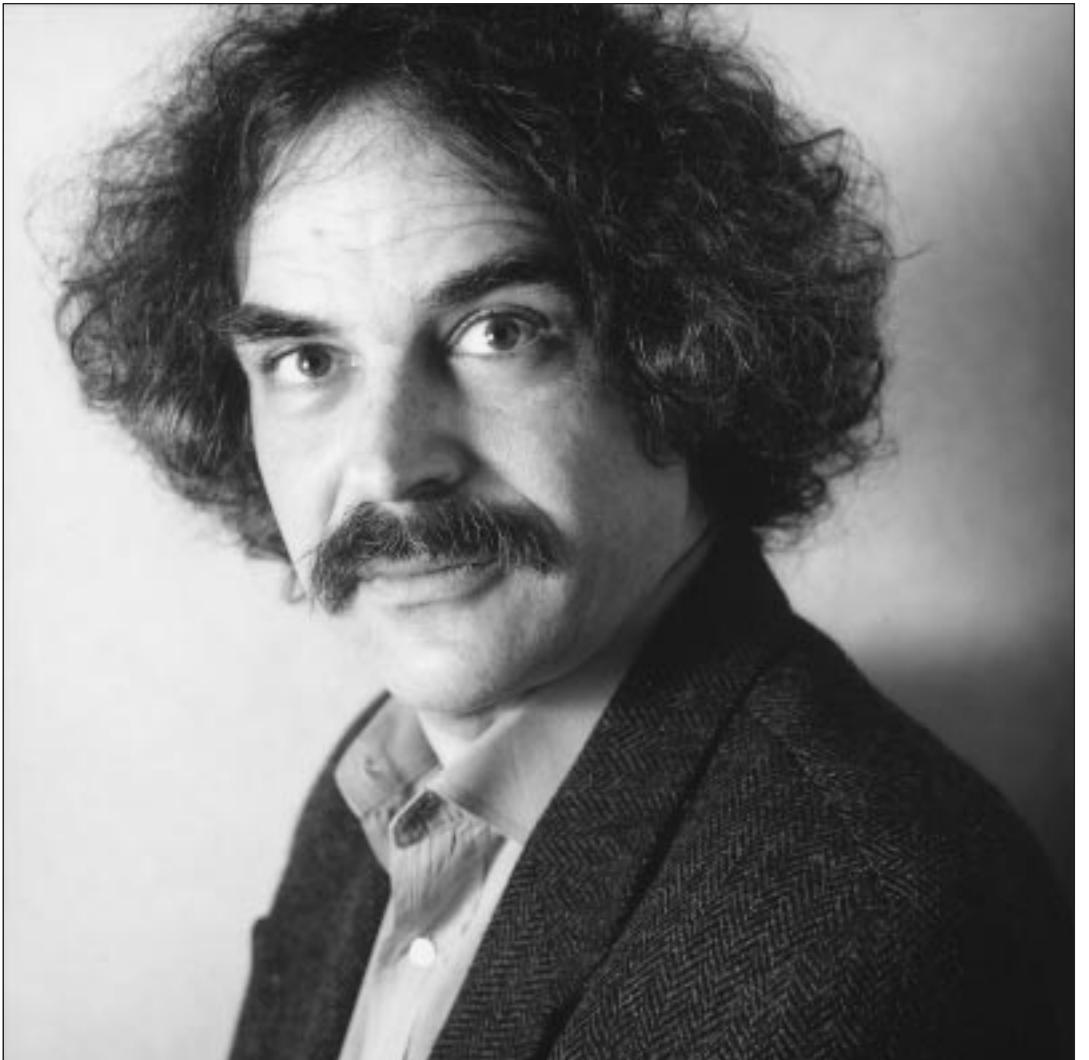
ser à la réalisation, Green a longtemps reculé devant un but jugé inatteignable. Il n'a pas fait d'école de cinéma, ne dispose d'aucune relation dans le milieu. Il se souvient d'autant mieux du jour où, se jetant à l'eau, il commence à écrire, inspiré d'une nouvelle de Flaubert, le scénario de *Toutes les nuits*, il y a sept ans, à Poitiers.

La suite tient du miracle. Refusé par tous les producteurs susceptibles de s'y intéresser, le projet est en passe d'être remisé dans les tiroirs d'Eugène. Mais un entrefilet du *Monde*, annonçant la nomination de Jacques Rozier à la vice-présidence de la commission de l'avance sur recettes au Centre national de la cinématographie, l'incite à y déposer son scénario, en raison de l'admiration qu'il voue à ce cinéaste. Il obtient l'avance en 1997, une petite participation de TPS, et le soutien d'un producteur débutant, Alain Bellem. Tourné en sept semaines, grâce à la « *compréhension* » des techniciens et des comédiens, avec un budget qui ne dépasse pas 4 millions de francs, le film, d'une superbe étrangeté, sort en exclusivité dans une salle parisienne.

J. M.

★ *Toutes les nuits*, au Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris-5^e. RER Luxembourg. Tél. : 01-43-26-19-09.

BRUNO GASSIN-GASSER



Eugène Green a trouvé dans le cinéma « *un substitut moderne à cette vieille quête mystique de la vérité, cachée sous la surface des choses* ». J. M.

Patrice Chéreau, cinéaste, réalisateur d'« *Intimité* »

« Avec les acteurs, je cherche le sentiment de la liberté »

« Quel est le rôle du livre de Hanif Kureishi, *Intimité*, dans l'élaboration du film ?

— Il reste assez peu du roman dans le film, ce premier texte m'a mené à Kureishi, qui m'a mené à sa nouvelle, *Nightlight* (« Veilleuse »), où j'ai trouvé le véritable point de départ. Le roman se passait entièrement dans la tête du personnage masculin, la nouvelle au contraire était très physique. A la limite, la première phrase de la nouvelle me suffit : « *Elle vient chez lui, le mercredi tard, uniquement pour le sexe, son taxi l'attend dehors.* » L'autre point de départ est ma volonté de travailler avec Anne-Louise Trividic comme scénariste, je connaissais son travail, et je la connaissais depuis que j'avais travaillé avec son frère, Pierre [scénariste de *Ceux qui m'aiment*].

— Pour travailler ainsi, vous avez besoin d'une équipe de techniciens et de comédiens extrêmement souples.

— Oui, et le rôle du chef opérateur, Eric Gautier, est essentiel. Il doit, au dernier moment, éclairer le décor en fonction de souhaits non prévus, en gardant ouvertes beaucoup de possibilités de jeu pour les acteurs, et pour lui-même : c'est aussi lui qui tient la caméra, avec la maestria et la liberté dont il avait déjà fait preuve sur le tournage de *Ceux qui m'aiment*...

— Pas du tout ! Nous avons répété, puis tourné exactement ce qu'Anne-Louise Trividic avait écrit. J'ai seulement supprimé certaines séquences, indiquées comme telles dans le scénario publié.

— Pendant que vous travaillez au scénario avec elle, visualisez-vous ce que sera le film ?

— Absolument pas. Je ne savais pas qui seraient les acteurs, je ne connaissais pas les lieux, et c'est bien ainsi. Plus tard, après le choix des décors et des interprètes, le processus sur le tournage est immuable : j'ai énormément préparé, et chaque jour commence par l'effondrement total de tout ce qui était prévu comme mise en scène. Sur ces ruines, j'invente au jour le jour la manière dont je filmerai la situation du moment. Les choix de mise en scène reposent en général sur la découverte d'un « point » par lequel prendre la scène, et la tirer tout entière pour qu'elle se déploie en donnant le meilleur de ce qu'elle recèle. Chaque matin commence par cet écoulement, je n'y peux rien, j'ai seulement appris à y prendre plaisir.

— Pour travailler ainsi, vous avez besoin d'une équipe de techniciens et de comédiens extrêmement souples.

— Oui, et le rôle du chef opérateur, Eric Gautier, est essentiel. Il doit, au dernier moment, éclairer le décor en fonction de souhaits non prévus, en gardant ouvertes beaucoup de possibilités de jeu pour les acteurs, et pour lui-même : c'est aussi lui qui tient la caméra, avec la maestria et la liberté dont il avait déjà fait preuve sur le tournage de *Ceux qui m'aiment*...

— Pas du tout ! Nous avons répété, puis tourné exactement ce qu'Anne-Louise Trividic avait écrit. J'ai seulement supprimé certaines séquences, indiquées comme telles dans le scénario publié.

— Pendant que vous travaillez au scénario avec elle, visualisez-vous ce que sera le film ?

— Absolument pas. Je ne savais pas qui seraient les acteurs, je ne connaissais pas les lieux, et c'est bien ainsi. Plus tard, après le choix des décors et des interprètes, le processus sur le tournage est immuable : j'ai énormément préparé, et chaque jour commence par l'effondrement total de tout ce qui était prévu comme mise en scène. Sur ces ruines, j'invente au jour le jour la manière dont je filmerai la situation du moment. Les choix de mise en scène reposent en général sur la découverte d'un « point » par lequel prendre la scène, et la tirer tout entière pour qu'elle se déploie en donnant le meilleur de ce qu'elle recèle. Chaque matin commence par cet écoulement, je n'y peux rien, j'ai seulement appris à y prendre plaisir.

— Comment travaillez-vous avec les acteurs ?

— Nous n'improvisons jamais. Mais je leur donne la possibilité de jouer les scènes dans la longueur, en général on commence par une partie de la scène, et à chaque prise on va un peu plus loin, jusqu'à enchaîner d'un coup toute une action. Je fais beaucoup de prises, ce qui permet aux comédiens d'apprivoiser les lieux, l'espace entre eux, la lumière. Avec eux, je cherche le sentiment de la liberté. Le théâtre m'a appris l'importance de ce travail sur la durée. A chaque prise, un grand acteur comme Mark Rylance ou Kerry Fox donne quelque chose de remarquable, et de différent. Mais à la quinzième prise, il ou elle donnent tout à la fois. Je n'embaucherais jamais un acteur qui prétendrait donner son meilleur à la première prise.

— Aviez-vous défini des règles particulières pour les scènes d'amour ?

— Oui. A la différence de la plupart des autres scènes, celles-là ne seraient pas tournées caméra à l'épaule, mais d'un point de vue fixe, connu des interprètes. Je vous lais qu'aucune image ne leur soit volée, et aussi que chacune de ces scènes soit construite selon un point de vue particulier. Elles ont été érites de manière au moins aussi précises que n'importe quelle autre séquence du film, chaque geste et chaque détail de comportement ont été prévus. Elles ont été répétées et filmées comme des scènes de dialogue.

— Vous accordez une place particulière à ces scènes ?

— Evidemment. Le film raconte l'histoire de deux amants qui ne se

connaissent pas, qui ne se parlent pas, entre qui il n'arrive rien d'autre que de faire l'amour ensemble. Si je ne montre pas ça, il n'y a carrément plus de film ! Mais, une fois cela posé, il n'y a rien que je veuille particulièrement montrer, ni rien que je veuille particulièrement cacher. En filmant ainsi deux acteurs qui jouent, on se rend compte que la scène n'est pas excitante, mais qu'elle est belle, qu'elle est émouvante. Encore ne voit-on pas tout sur le plateau : ce n'est qu'après, en visionnant les images, que je me suis rendu compte des modifications physiques, comme la peau qui change de couleur.

— Le réalisme est important pour vous ?

— Indispensable, toujours. Pas uniquement dans ces scènes, mais dans tout le film. Par exemple, tous les trajets effectués dans les rues par les personnages lorsque l'un suit l'autre correspondent à la réalité des quartiers de Londres où se passent les différents épisodes. J'ai besoin de me couler dans cette réalité matérielle. De même, on a gardé tels quels pratiquement tous les intérieurs où se passe le film. Londres est un formidable décor de cinéma, avec une géographie sociale très sensible, qui se retrouve dans les corps, dans les voix.

— Vous n'avez pas été gêné par la langue ?

— Non. J'avais aimé mettre en scène en italien et en allemand pour le théâtre et l'opéra, travailler dans une autre langue donne un sentiment de liberté et en même temps rend plus attentif aux autres, plus respectueux. J'étais moins à l'aise avec l'anglais, j'ai appris. Apprendre est mon plus grand bonheur, aller dans des zones inexplorées est la seule chose qui me passionne. Après *Ceux qui m'aiment...*, je voulais voir si j'étais capable de raconter une histoire avec très peu de personnages. Je voulais combattre ma tendance à tout organiser, qui se donne libre cours quand il y a une troupe importante. Avec seulement deux personnages, on ne peut vouloir tout contrôler, on ne peut prétendre posséder toutes les solutions. J'ai cru aussi que cela me permettrait d'avancer plus vite, ce qui est une illusion, il a tout de même fallu trois ans pour faire le film.

— Allez-vous continuer à vous consacrer au cinéma ?

— J'ai deux projets : une proposition d'Al Pacino, un scénario où il aurait le rôle principal, consacré à Napoléon à Sainte-Hélène ; l'autre est un film sur les derniers jours des dignitaires de Vichy à Sigmaringen, que j'écris avec Pierre Trividic. Les deux devraient être produits par Charles Gassot, comme *Ceux qui m'aiment...* et *Intimité*. J'ignore encore dans quel ordre ils se feront.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

et un cinéaste

devra pas être aseptisée, réduite à l'état de symbole ni avoir perdu toute saveur, une sexualité qui ne cherche pas à vendre quoi que ce soit. Il s'agit de montrer à quel point le sexe est quelque chose de difficile, de terrifiant et dans quelles ténèbres, dans quelle obscurité nous pouvons trouver nos plaisirs.

Le film pratiquement terminé défile maintenant sur moi. Les mouvements de caméra sont rapides ; le montage est vif, et la musique vibrante à souhait, dans le style moderne, pas seulement pour l'effet comme dans les clips, mais pour nous montrer la force, le rythme rapide et la dépersonnalisation de Londres aujourd'hui. Peut-être faut-il un metteur en scène étranger pour faire voir Londres comme il est. Tout cela ressemble à la ville où je vis. La façon de filmer donne aussi une idée nette de la fureur de Jay.

A l'issue de la projection, mes pensées et mes sentiments semblent partir dans toutes les directions. J'essaie de mettre de l'ordre dans tout cela. Qu'est-ce que je ressens ? Suis-je sou-

lagé, un peu perdu, excité, consterné, ravi ? Quelques critiques s'esquiscent. Il faut que je tâche de m'exprimer de façon cohérente. J'ai l'impression d'avoir l'esprit encombré de remarques aussi bien valables que sans intérêt. Comme toujours, Patrice se montre patient ; il écoute ; nous parlons, nous discutons. Je tiens des propos tout à la fois louangateurs, critiques et contrits. Je n'arrête pas de répéter que je n'ai vu le film qu'une fois. Il me dit que, si nous avons de la chance, le public aussi ne le verra qu'une fois. Avec d'autres projections, dit-il, on devient trop indulgent, on comprend trop de choses.

Hanif Kureishi
(traduit de l'anglais par Jean Rosenthal)
© PROSPECT 2001/NYTS

★ Une version plus longue de ce texte est publiée en préface à *Intimité*, le scénario de Patrice Chéreau et Anne-Louise Trividic. Christian Bourgois, 208 p., 95 F (14,5 €).

La nuit pascalienne

de deux apprentis amoureux

Toutes les nuits. Une œuvre singulière, adaptée d'une nouvelle de Gustave Flaubert

Film français d'Eugène Green. Avec Alexis Loret, Christelle Prot, Adrien Michot. (1 h 52).

vers les carreaux de sa maisonnette, attendant un signe de la Providence pour entrer, la nuit tombe et la simple irruption d'un chat les fait fuir à toutes jambes.

Cette déconvenue inaugure l'heure à tout jamais le destin des deux amis qui, séparés par les circonstances de la vie, demeureront à jamais unis par l'omnipotence partagée de ce regard, par la brûlure de leur convoitise commune, et par l'assassinement auquel les a soudain réduits la réalité. « *On ne peut être heureux vraiment que dans la nuit* », dit l'un d'eux. *Toutes les nuits*, renouvelant le pari pascalien, se chargera de lui donner raison, tandis que Jules reste au pays et que Henri part en pension à Paris. L'entretien d'une correspondance régulière, rendue par l'utilisation des voix off et du montage parallèle, va permettre au spectateur de suivre leurs premières passes d'armes sentimentales.

UN JEUNE HOMME TROP SAGE

A Paris, Henri, le plus pragmatique et ambitieux des deux, entreprend la conquête en règle de l'épouse du proviseur de l'institution où il est pensionnaire. Emilie (Christelle Prot) est une brune et pâle jeune femme qui s'étoile aux côtés d'un époux plus âgé qu'elle, parangon du bourgeois compassé et ennuieux. Elle se donnera corps et âme à Henri, avec une passion dont l'exigence dépasse les attentes de ce jeune homme finalement un peu trop sage.

Jules, romantique et exalté, conçoit quant à lui de l'amour pour une jeune comédienne de passage, qui le fera languir pour mieux l'abandonner et le tromper avec le directeur de la troupe. Sa déconvenue suscite, à distance, la compassion d'Emilie, qui entame une correspondance avec lui, tandis que le couple qu'elle forme avec Jules commence à battre de l'aile. Là-dessus, une représentation stylisée et assez drôle de mai 68 disperse dans la nature tous les personnages, qui se retrouvent bien des années plus tard, leur destin accompli et leurs utopies enterrées, après s'être longtemps perdus de vue.

Jules et Emilie, qui ne se sont jamais vus, se découvrent alors en l'absence de Henri, au moment où tout se dissout et redévient, paradoxalement, possible. Entre le romanesque échevelé des situations et la sécheresse presque abstraite de leur représentation, une expérience d'ordre mystique a eu lieu, au terme de laquelle deux hommes se retrouvent dans une nuit partagée : celle de leur désir pour une femme qui n'aura cessé de leur échapper. J. M.

HORS CHAMP

FESTIVAL : l'Extrême-Orient à l'honneur à Pessac. Plus d'une trentaine de films en provenance de Chine, du Japon et de Corée seront projetés au cinéma Jean-Eustache, à Pessac (Gironde), du 28 mars au 3 avril, dans le cadre de la cinquième édition du festival « On tourne les pages ». Tous ces films ont en commun d'être adaptés d'œuvres littéraires, comme le veut la tradition de cette manifestation originale, à la croisée de la littérature et du cinéma. Tél. : 05-56-46-00-96.

PALMARÈS : un film islandais lauréat du Festival du cinéma nordique de Rouen. Le Grand Prix du jury de la quatorzième édition du Festival du cinéma nordique de Rouen a été décerné samedi soir à un film islandais, *101 Reykjavik*, réalisé par Baltasar Kormakur. Le Prix du public est revenu à *Everybody Famous* du Néerlandais Dominique Derudere. Les prix d'interprétation féminine et masculine ont été décernés respectivement à Ghita Norgy pour son rôle dans *Au coin de la rue*, du Danois Kaspar Rostrup, et à Ian Hart pour son rôle dans *Aberdeen*, du Norvégien Hans Petter Moland. Enfin, le Prix du jeune public est revenu à *Bad Luck Love*, film finlandais d'Olli Saarela. Cette quatorzième édition a accueilli plus de 35 000 spectateurs entre les 14 et 25 mars. Son invité d'honneur était le cinéaste d'origine néerlandaise Paul Verhoeven.

Les « Cahiers du cinéma » auront cinquante ans en avril 2001

La revue célèbre cet anniversaire par une série de manifestations qui se prolongeront jusqu'à la fin de l'année

ON A BEAU habiter le pays de cocagne de la cinéphilie mondiale, les revues de cinéma qui peuvent avouer un demi-siècle d'existence se comptent sur deux doigts – longtemps pointés l'un contre l'autre –, celui des *Cahiers du cinéma*, et celui de *Positif*.

Entré le 15 octobre 1998, à hauteur de 51 %, dans le capital des Editions de l'Etoile, société éditrice des *Cahiers du cinéma*, *Le Monde* préside désormais aux destinées de la revue créée par André Bazin et Jacques Doniol-Valcroze, Leo Duca et Leonide Keigel, en 1951. Son principal objectif a consisté à soutenir la relance des *Cahiers*, en élaborant notamment une nouvelle formule, qui a vu le jour en octobre 2000, sous la houlette de Franck Nouchi et Charles Tesson, respectivement directeur de la publication et rédacteur en chef. La gageure n'était pas mince, qui consistait à rénover le contenu et la forme de la revue, sans trahir l'exigence qui lui a permis, en vertu du rôle capital qu'elle a joué dans l'histoire de la cinéphilie et plus particulièrement dans la naissance de la nouvelle vague, de conquérir une notoriété internationale.

Cette conjoncture favorable ne sera pas desservie par le menu, somptueux, des réjouissances

CONJONCTURE FAVORABLE

La recette publicitaire a augmenté de plus de 60 % de 1999 à 2000. Sous le signe de la nouveauté enfin, le site Internet des *Cahiers* connaît un excellent démarrage, avec environ 1 500 connexions par jour et plus de 500 000 pages lues par mois. Ce bilan provisoire permet à Franck Nouchi de tabler sur un assainissement financier plus rapide que prévu, avec un déficit réduit à 1,8 million de francs en 2001, et un retour probable à l'équilibre dès 2002.

Cette conjoncture favorable ne sera pas desservie par le menu, somptueux, des réjouissances

annoncées qui s'ouvriront le mercredi 28 mars, avec l'opération « 50 ans, 50 films ». Coordonnée par Thierry Jousse, cette programmation se veut représentative des choix de la revue sur un demi-siècle. A raison d'un film par an, l'exercice paraît un peu court, mais il fallait procéder à un choix drastique. Celui de l'ancien rédacteur en chef et actuel billettiste des *Cahiers* priviliege les cinéastes initialement défendus par la revue (de Jean Renoir à Orson Welles, en passant par Howard Hawks et Alfred Hitchcock), mais encore les films réalisés par d'anciens critiques de la revue (on aura nommé les cinéastes de la nouvelle vague), les grandes œuvres de la modernité (de *Walkover*, de Jerzy Skolimowski pour l'année 1966, à *Liberté la nuit*, de Philippe Garrel pour 1984), les grands représentants mondiaux de cette politique des auteurs promue par la revue (de Manoel de Oliveira à Hou Hsiao-hsien, en passant par Clint Eastwood et Martin Scorsese), ainsi que la jeune génération du cinéma d'auteur français, *Esther Kahn*, d'Arnaud Desplechin, clôturant aussi logiquement cette programmation pour l'année 2000 que les *Onze Fioretto de François d'Assise*, de Roberto Rossellini, l'inaugurant pour l'année 1951.

Chaque soir, un cinéaste (de Maurice Pialat, le 28 mars, à Jacques Rozier, le 10 avril, en passant par Edward Yang, Claude Chabrol, Alexei Guerman et beaucoup d'autres) présentera une œuvre de prédilection, après quoi cette programmation tournera, en 2002, dans les principales villes de province.

HOMMAGE À ROSELLINI

D'autres manifestations suivront, en partenariat avec des institutions ou des festivals de cinéma. Roberto Rossellini sera ainsi mis à l'honneur dans le cadre du Musée du Louvre (du 4 avril au 16 juin), un débat (les 15 et 16 juin) sera plus particulièrement consacré à la production télévisuelle du cinéaste italien. Une manifestation en deux volets sera organisée, sous la houlette de Dominique Païni, par le Centre Pompidou (du 7 novembre au 14 janvier), avec une exposition sur « L'aventure des *Cahiers du cinéma* » et la tenue d'un colloque (du 29 novembre et 1^{er} décembre) consacré à la figure tutélaire de cette revue, le critique André Bazin.

De nombreux festivals de cinéma s'associeront à cet hommage, depuis Cannes durant la journée du 17 mai (Gilles Jacob en garde comme à son habitude le secret),

jusqu'à New York qui organisera, du 19 octobre au 10 novembre, une programmation de films et une série de tables-rondes organisées dans le cadre du Film Society of Lincoln Center.

Les Editions des *Cahiers du cinéma* ne seront pas en reste, avec la publication des écrits inédits de Rossellini sur la télévision (le 28 mars), d'une anthologie en neuf volumes des *Cahiers du cinéma* (à partir du mois d'avril), d'un ouvrage consacré au très secret Jacques Rivette (le 17 mai), ou encore d'une anthologie des textes critiques d'André Bazin (en octobre). Mentionnons encore le numéro spécial des *Cahiers d'avril* partiellement consacré à ce cinquante, une soirée spéciale sur Canal+ le 17 mai, qui diffusera notamment un documentaire d'Edgardo Cozarinsky consacré à l'histoire des *Cahiers*, et, *last but not least*, la mise en ligne, prévue pour la fin de l'année, de toute la collection de la revue, en partenariat avec la Bibliothèque du film.

J. M.

★ « 50 ans, 50 films », au cinéma L'Arlequin, jusqu'au 10 avril, 76, rue de Rennes, Paris-6^e. Tél. : 01-45-44-28-80. Internet : www.cahiersducinema.com/

Amours, délices et horlogerie de précision

Mercredi folle journée ! Les tribulations de parents et d'enfants durant une journée sans école

Film français de Pascal Thomas. Avec Vincent Lindon, Victoria Lafaurie, Olivier Gourmet, Isabelle Carré, Clara Alvaro, Christian Morin, Catherine Frot, Alessandra Martines, Anne Le Ny, Isabelle Can-delier, Armelle. (2 h 07).

Nantaise, cette folle journée n'est pas l'une de celles que la capitale des ducs de Bretagne consacre chaque année à la musique. Celle-ci retrace les événements et les chassés-croisés affectant un grand nombre de protagonistes de tout âge durant ce jour pas comme les autres qu'est le mercredi dans la vie des élèves de l'école primaire, ainsi que de leurs maîtres, parents et autres catégories de personnes plus ou moins directement concernées par leurs activités, dont la police, fréquemment sollicitée.

Au centre de ces tribulations est placé Vincent Lindon en père absent, malhonnête et joueur invétéré, flanqué pour la journée de sa gamine de dix ans, Victoria, dont il est censé s'occuper chaque semaine et qu'il n'a pas vue depuis six mois. Parmi les condisciples de Victoria, on suivra l'histoire de quatre mômes fuguant pour une virée poétique et sentimentale sur l'Erdre, de quatre autres recueillant un tout petit garçon perdu dans la rue, de la copine de Victoria et de sa maman, dont le comportement étrange connaîtra une issue tragique, de la mère qui néglige ses rejetons pour essayer de pallier les bêtises de sa sœur, des efforts du commissaire pour endiguer les petits ruisseaux



Martin Socoa (Vincent Lindon) et sa fille Victoria (Victoria Lafaurie) dont il est censé s'occuper chaque semaine.

d'anéries des uns et affronter les tragédies qui parfois s'y mêlent, tout en s'inquiétant pour son épouse, par ailleurs capitaine d'infanterie de marine, très très enceinte et qui nonobstant refuse de se tenir tranquille.

FARANOLE TRAGI-COMIQUE

Menée avec vivacité, cette farandole tragi-comique frappe d'emblée par sa capacité à croquer des personnages et des situations, à les mettre en scène avec verve et humour. D'autant que le film est émaillé de petits sketches impeccables exécutés : celui où l'institutrice (Christian Morin) explique à ses élèves qu'il n'est rien de plus utile à apprendre que ce qui semble inutile, comme le pluriel d'amour,

délice et orgue ; celui du vieux prof de musique (Roger Trapp) démontrant les vertus de la cantate à de jeunes amateurs de rap ; Luis Rego génial en joueur congénital et mélancolique négociant avec son épigone Lindon ; l'avocat de celui-ci dans ses procès pour pensions alimentaires impayées (Hervé Pierre) se la jouant ténor du barreau ; et Catherine Frot pour une homérique scène de rupture avec le même Lindon, qui a ajouté l'infidélité à ses innombrables turpitudes.

Avec ce genre de carburant, il suffit de bien contrôler le régime du moteur, et ça avance tout seul. C'est le sentiment qu'on commence à ressentir au bout de trois quarts d'heure, passé les effets plutôt joyeux de cette opération menée à

la baguette. Dans le dossier de presse figure une citation attribuée à La Bruyère : « C'est un métier de faire un film comme de faire une pendule. » Pour le meilleur et pour le pire, ce *Mercredi* est effectivement fabriqué comme une pendule, avec agencement précis des rouages qui font sourire et des ressorts qui font s'émouvoir, morale passe-partout (les adultes sont des enfants comme les autres, oh ?), équilibre de scénariste-épicier qui fait naître un bébé pour rendre acceptable la mort d'une femme. On peut en reconnaître le savoir-faire, on peut aussi espérer un peu plus d'un film : du souffle, de l'espace, du risque.

Ce regret ira en s'aggravant à mesure que s'accumulent les répliques calibrées, les scènes à effet et les coups de coude pour faire rire et pleurer selon les recettes les mieux éprouvées. Il est amplifié par le fait que cette mécanique utilise des enfants dans la plupart des rôles. Les petits acteurs sont tous impeccables, mignons, touchants, efficaces, ils méritent tous une note excellente à la sortie de la classe de Pascal Thomas. Rien chez eux ne trouble ni n'inquiète. Ou plutôt si : dans un petit rôle, un enfant parmi tous, visiblement choisi pour rappeler le Jean-Pierre Léaud des *400 Coups* (Antoine Chamaillard), porte l'unique principe d'incertitude de ce film réglé comme un automate. Sa présence ne fait qu'accuser le contraste, et la limite, de cette *Folle Journée* bien remplie, où ne manque que la liberté.

J.-M. F.

La beauté dans la violence

Tokyo Fist. Le ring de boxe conçu comme le dernier moyen de retrouver sa vitalité

Film japonais de Shinya Tsukamoto. Avec Shinya Tsukamoto, Kaori Fujii, Kohji Tsukamoto. (1 h 27).

Au milieu de *Tokyo Fist*, Tsuda, le personnage principal du film, un employé médiocre d'une entreprise de Tokyo, débarque à l'hôpital pour y trouver le corps de son père mort. Sitôt le décès constaté, le médecin prend les mesures nécessaires pour faire disparaître ce corps. Cette crainte d'affronter la mort correspond aussi à un ennui de vivre. C'est donc sans surprise que les personnages de *Tokyo Fist* apparaissent léthargiques dans un premier temps.

Dans *Tokyo Fist*, Tsuda (interprété par Shinya Tsukamoto, le réalisateur du film) mène une vie sans histoires, réglée par ses allers-retours dans le métro entre son domicile et son travail. Il rencontre par hasard un ancien ami, Kojima, devenu

boxeur professionnel, qui se met à lui taper dessus sans raison. Un rituel s'établit entre les deux hommes. Hisaru, la compagne de Tsuda, attirée par la virilité de Kojima, délaisse de plus en plus son compagnon. Bouleversé par le comportement distant de sa compagne, Tsuda s'entraîne dans une salle pour apprendre la boxe, avec l'espérance de corriger un jour son rival.

ONIRISME SURPRENANT

Tokyo Fist est, après *Tetsuo*, *Bullet Ballet* et *Gemini*, le quatrième film de Shinya Tsukamoto distribué en France. Réalisé en 1995, *Tokyo Fist* reprend l'idée motrice de *Bullet Ballet*, le film qui avait révélé Tsukamoto au public français, à savoir la violence comme alternative à un univers aseptisé, et seul moyen pour retrouver des sensations oubliées. La découverte tardive de *Tokyo Fist* permet de réaliser à quel point David Fincher l'avait pillé en 1999 pour son *Fight Club*. Ce film à l'idéologie nauséabonde montrait une secte composée de combat-

tants révolutionnaires, ligés contre notre société de consommation et le formatage qu'elle impose. Pour occuper leur temps, ils se tapaient dessus dans le sous-sol de leur quartier général afin de retrouver une douleur physique prohibée par une société qui dérétalisait complètement les rapports humains.

par ses silences : un boxeur en pleine séance de *shadow boxing* dérangé par un sac en plastique flottant en l'air, les longs plans sur les immeubles de Tokyo – qui apparaît progressivement comme le quatrième membre du trio initial du film – éclairés par un ciel toujours changeant, la tristesse de Tsuda et de sa compagne soulignée par des dialogues de plus en plus épars.

La violence ostentatoire avec

laquelle sont filmés les combats de boxe (on croirait les déchaînements de *Raging Bull* de Martin Scorsese portés à leur plus haut point d'intensité) fait progressivement place à un regard naïf où des gants de boxe attachés aux cordes d'un ring, ou un jeune homme qui lève la tête pour regarder les reflets du ciel dans les fenêtres d'un immeuble sont entourés d'un halo mystérieux. La beauté de *Tokyo Fist* est souvent à débusquer au milieu d'une flaque de sang.

Samuel Blumenfeld

La violence ostentatoire avec laquelle sont filmés les combats de boxe (on croirait les déchaînements de *Raging Bull* de Martin Scorsese portés à leur plus haut point d'intensité) fait progressivement place à un regard naïf où des gants de boxe attachés aux cordes d'un ring, ou un jeune homme qui lève la tête pour regarder les reflets du ciel dans les fenêtres d'un immeuble sont entourés d'un halo mystérieux. La beauté de *Tokyo Fist* est souvent à débusquer au milieu d'une flaque de sang.

La violence ostentatoire avec laquelle sont filmés les combats de boxe (on croirait les déchaînements de *Raging Bull* de Martin Scorsese portés à leur plus haut point d'intensité) fait progressivement place à un regard naïf où des gants de boxe attachés aux cordes d'un ring, ou un jeune homme qui lève la tête pour regarder les reflets du ciel dans les fenêtres d'un immeuble sont entourés d'un halo mystérieux. La beauté de *Tokyo Fist* est souvent à débusquer au milieu d'une flaque de sang.

La violence ostentatoire avec

laquelle sont filmés les combats de boxe (on croirait les déchaînements de *Raging Bull* de Martin Scorsese portés à leur plus haut point d'intensité) fait progressivement place à un regard naïf où des gants de boxe attachés aux cordes d'un ring, ou un jeune homme qui lève la tête pour regarder les reflets du ciel dans les fenêtres d'un immeuble sont entourés d'un halo mystérieux. La beauté de *Tokyo Fist* est souvent à débusquer au milieu d'une flaque de sang.

La violence ostentatoire avec

Une vieillesse sans folklore, filmée contre l'indifférence

Rue du Retrait. L'amitié ambiguë entre une vieillarde et une quadragénaire

Film français de René Féret. Avec Dominique Marcas, Marion Held, Julien Féret, Sacha Rolland, Béatrice Lartigue. (1 h 30).

Depuis *Histoire de Paul* (1975), son premier long métrage, couronné du prix Jean-Vigo, René Féret poursuit, sous le signe du réalisme et de l'austérité, un chemin solitaire, escarpé, sans concession, qui ne lui a pas valu jusqu'à présent la notoriété que son œuvre mérite. Adapté d'un roman de Doris Lessing – *The Diary of a Good Neighbour* –, *Rue du Retrait* ne fait absolument rien pour changer cette donne, on pourrait même dire qu'il enfonce à dessein le clou de l'antiséduction, dont il fait en quelque sorte son sujet.

L'histoire du film – qui met en scène l'amitié ambiguë qui se noue entre une jeune publicitaire et une vieille femme solitaire, vivant dans le dénuement le plus complet – peut en effet être comprise comme un procès fait au cinéma de fiction, qui évacue systématiquement certains personnages pour cause de carence photogénique ou dramaturgique, en même temps qu'une tentative courageuse de prouver l'inanité de ces préjugés.

En un mot comme en cent, le nouveau film de René Féret est une réelle gageure, qui consiste à faire exister un personnage de vieillard à l'écran, non seulement dénué de tout le folklore qui le rend « acceptable » dans les rares occasions où on l'y sollicite, mais encore doté de ce caractère qui, dans la réalité, rend le plus souvent sa fréquentation si mal aimable : la dépendance, la maladie, le renfermement sur soi, l'acrimonie, l'altération de l'apparence physique, la laideur. Cette histoire n'est donc pas qu'une histoire de cinéma, c'est une histoire qui touche, du moins dans les sociétés industrialisées, à notre propre vie, à cette peur collective et individuelle qui suscite la grande vieillesse, et à l'absence de regard dont celle-ci est victime, probablement parce que son « spectacle » incarne, en préfigurant, notre propre mort.

Rue du Retrait n'est rien d'autre que la problématisation de cette cruelle et scandaleuse absence de regard, hélas, confirmée par le refus de toutes les instances susceptibles de financer le film. Tourné par René Féret en vidéo numérique sur des fonds propres, celui-ci organise la rencontre inattendue, au cœur du 20^e arrondissement de Paris, d'Isabelle (Marion Held qui

préte sa maison pour le tournage

du film), une publicitaire d'une quarantaine d'années, et de Mado (Dominique Marcas), une vieille femme indigente et solitaire, qui refuse de quitter le pavillon insalubre où elle a passé sa vie. Essentiellement consacré à la relation particulière qui s'instaure entre les deux femmes, le film s'attache également, en contrepoint, à la vie professionnelle et intime d'Isabelle.

Réduite à quelques notations, cette partie de *Rue du Retrait* est sans doute la moins convaincante, dans la mesure où elle relève du trop ou du pas assez, et s'agrège au motif principal sans rien lui apporter de décisif. Ainsi, la liaison qu'entretient Isabelle avec un jeune homme

HORS CHAMP

■ **Le Palmarès des Oscars**, remis à Los Angeles dimanche 25 mars : Meilleur film : *Gladiator*, de Ridley Scott.

Meilleur réalisateur : Steven Soderbergh (*Traffic*).

Meilleur acteur : Russell Crowe (*Gladiator*).

Meilleure actrice : Julia Roberts (*Erin Brockovich*).

Meilleur second rôle féminin : Marcia Gay Harden (*Pollock*).

Meilleur second rôle masculin : Benicio Del Toro (*Traffic*).

Meilleur scénario original : Cameron Crowe (*Almost Famous*).

Meilleure adaptation : Steven Gaghan (*Traffic*).

Meilleur film étranger : *Tigre et dragon*, de Ang Lee (Taïwan).

Meilleure photographie : Peter Pau (*Tigre et dragon*).

Meilleure montagne : Stephen Mirrione (*Traffic*).

Meilleure direction artistique : Tim Yip (*Tigre et dragon*).

Meilleure musique : Tan Dun (*Tigre et dragon*).

Meilleure chanson : *Things Have Changed*, de Bob Dylan (*Wonder Boys*).

Meilleur son : Scott Millan, Bob Beener, Ken Weston (*Gladiator*).

Meilleurs costumes : Jant Yates (*Gladiator*).

Meilleur maquillage : Rick Baker, Gail Ryan (*The Grinch*).

Oscars d'honneur au producteur Dino De Laurentiis, au chef opérateur Jack Cardiff et au scénariste Ernest Lehman.

Le burlesque méticuleux de Luc Mouillet au Festival du film court de Pantin

LE 10^e FESTIVAL du film court de Pantin, l'un des plus sélectifs et courus de France, se tiendra du vendredi 30 mars au dimanche 8 avril. Vingt-quatre films répartis en sept programmes constitueront la sélection retenue pour la compétition officielle. A côté de celle-ci, un panorama de la production française récente présentera dix-huit films, alors que la section « Une mémoire en courts » montrera deux programmes de courts métrages (de Resnais à Pialat en passant par Rouch et Godard) produits par Pierre Braunberger.

A ce banquet s'ajoutera une anthologie des films présentés depuis dix ans au festival, un hommage à Agnès Varda, la découverte des œuvres de la cinéaste Valérie Mrejan, et de celles de Milena Gierke qui tourne en super-huit. Une nuit « Scènes de lits » parrainée par la chaîne câblée CinéCinémas fera par ailleurs le tour de cette figure dramaturgique toute particulière.

Mais ce dixième anniversaire permettra surtout de revoir la plupart des courts métrages tournés par Luc Mouillet. Ancien critique aux *Cahiers du cinéma*, Luc Mouillet est l'auteur depuis 1960, date de son premier film, *Un steak trop cuit*, d'une des œuvres les plus atypiques du cinéma français. Plus de

SÉRIEUX INÉBRANLABLE

En fait, les sujets abordés par les films de Mouillet se remarquent d'abord par le sérieux inébranlable et la méticulosité avec lesquels ils sont traités. Quelle que soit, en effet, leur importance apparente, le réalisateur semble décidé, avec une opiniâtreté dont il montre souvent les efforts physiques qu'elle exige (l'auteur lui-même se filme souvent en train de faire du vélo, courir, escalader des hauteurs diverses, nager), à en faire le tour et à en tirer le maximum de possibilités.

Qu'il s'agisse de montrer quelques villages perdus des Alpes du Sud (*Terres noires*, 1961), de filmer ses propres tentatives pour apprendre à nager (*Ma première brasse*, 1981), les diverses possibilités de

fraude dans le métro (*Barres*, 1984), le statut des chiens dans la France contemporaine (le très féroce *Empire de Médror*, 1986), les moyens d'ouvrir une bouteille de Coca-Cola (*Essai d'ouverture*, 1988), la beauté paradoxale des terrils (*La Cabale des oursins*, 1991), son art trouve sa force burlesque dans la précision et la logique même de son discours.

Oeuvre personnelle, le cinéma de Mouillet prend souvent la forme d'un journal intime où l'auteur, transformé en figure burlesque, s'interroge et débusque, à partir d'un fait parfois microscopique, des significations plus larges. Ce système donnera toute sa mesure dans son long métrage *Genèse d'un repas* (1976), qui remonte la chaîne des aliments absorbés par le cinéaste-narrateur jusqu'à la découverte du fonctionnement de l'impérialisme économique. A signaler également, en complément de cette programmation, un formidable et hilarant portrait de Luc Mouillet filmé en août 2000 par Gérard Courant, *L'Homme des roubines*.

Jean-François Rauger

★ 10^e Festival du film court. Du 30 mars au 8 avril. Ciné 104 Pantin, 104, avenue Jean-Lolive, Pantin (93). Tél. : 01-49-15-40-25.

Simplement infernaux

La Tour Montparnasse infernale. Du danger qu'il y a à laisser les enfants jouer au cinéma

Film français de Charles Nemes. Avec Eric Judor, Ramzy Bedia, Marina Foïs.

Eric et Ramzy sont favorables au septennat : sept ans d'âge mental, c'est le niveau idéal pour apprécier leur œuvre. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut avoir cinq ans et être en avance sur son âge, ou cinquante-huit ans et souffrir d'arrératation, pour s'amuser au spectacle de *La Tour Montparnasse infernale*. Il faut se plier à une discipline intellectuelle rigoureuse et retrouver en soi la part d'enfance, celle qui faisait qu'on croyait mourir de rire à la découverte des premières blagues de Toto, à la lecture de *Placid et Muzo*. Une fois parvenu à ce nirvana de cour de récréation, on

pourra se laisser inonder par les flots d'humour que déversent les deux artistes.

Ils sont ici réunis dans une nacelle qui navigue entre les étages du monument pompidalien bien connu des voyageurs à destination de Lannion. A travers les vitres fumées, Eric (au crâne luisant) est tombé amoureux d'une exquise créature qu'il a baptisée Marie-Noëlle (Marina « arrête de regarder mes fesses » Foïs, en congé de la troupe des Robin des Bois). Elle s'appelle en réalité Stéphanie et a organisé une prise d'otage au sommet de la tour, à l'occasion d'un conseil d'administration.

Ce qui permettra aux deux héros de jouer avec des armes à feu, des explosifs, des armures et un hélicoptère, et au scénario de faire

brûvement apparaître Joey Starr (célèbre rappeur de Seine-Saint-Denis) en uniforme de la police nationale. Plus massive est la présence de Serge Riaboukine en tueur incompetent, malmené par Marina Foïs, qui joue au mieux de l'extraordinaire organe au timbre fêlé dont l'a dotée mère nature.

GRIMACES ET BÉTISES

Tourné en dehors des heures de bureau, *La Tour Montparnasse infernale* est vide de toute prétention, et aussi – contrairement à *La Cité de la peur*, réalisé par Alain Berberian pour les Nuls en 1994 – de toute référence. L'humour d'Eric et Ramzy ne se nourrit pas de parodie, de pastiche et de fines allusions (mis à part une référence éclair à *Matrix*). Il repose sur quel-

ques plaisirs simples : faire des grimaces, dire des bêtises, casser ses jouets. La brutalité des situations n'est là que pour mieux mettre en valeur l'infinie innocuité du duo, qui passe le plus clair de son temps à anénoncer des bêtises en pouffant. On conçoit que ce spectacle exaspère.

De nos jours, Abbott et Costello ne font plus rire grand monde. En leur temps, le public américain leur trouvait un je-ne-sais-quoi (en anglais, dans le texte) qui faisait passer leurs insanités pour de l'humour. Le je-ne-sais-quoi d'Eric et Ramzy s'appelle probablement la gentillesse et le plaisir de s'amuser. Ils sont infernaux, mais gardent un bon fond.

T. S.

NOUVEAUX FILMS

CRIME + PUNISHMENT

■ *Crime + Punishment* symbolise à la perfection les errements du cinéma indépendant américain. Alors que cette frange de la production devrait se distinguer par son innovation, elle se contente de copier les films hollywoodiens. Le film de Rob Schmidt ressemble à s'y méprendre à *American Beauty*, de Sam Mendes. Vincent Kartheiser se balade avec un appareil photo, cherchant à surprendre les habitants de sa ville. L'argument du film – une adolescente maltraitée par son père décide de l'assassiner avant de voir sa mère accusée du meurtre – sert de prétexte à une réflexion creuse sur la petite bourgeoisie américaine. Ellen Barkin et Jeffrey Wright se perdent dans un cabotinage effréné, d'autant plus insupportable qu'il s'agit d'excellents comédiens.

S. Bd
Film américain de Rob Schmidt. Avec Ellen Barkin, Monica Keena, Vincent Kartheiser, Jeffrey Wright. (1 h 40.)

GAMER

■ Un jeune banlieusard amateur de consoles vidéo a mis au point un nouveau jeu qui lui permettra,

espèce-t-il, de grimper à vive allure l'échelle sociale et de devenir riche. C'est compter sans l'avidité immobilière d'une grande entreprise, qui lui volera son concept. Alternant la fable contemporaine et l'univers virtuel des jeux, l'esthétique télévisuelle et le simulacre électronique,

Gamer peine à tirer un parti esthétiquement intéressant de cette confrontation. Et progressivement le film se dilue dans la démagogie jeuuniste et les ficelles d'un scénario convenu et artificiel.

J.-F. R.
Film français de Zack Fishman. Avec Saïd Taghmaoui, Camille de Pazzis, Bruno Salomone. (1 h 34.)

KUZCO, L'EMPEREUR MÉGALO
■ Un empereur inca, égoïste et capricieux, se prépare à construire une vaste résidence sur une colline occupée par la maison d'un de ses sujets. Un rival décide d'éliminer l'empereur en le transformant en lama. Cette métamorphose va lui enseigner l'humilité. L'esthétique brute de *Kuzco*, et sa réalisation moins riche que *Tarzan*, précédent dessin animé des studios Disney, est dominée par un comique potache, et des techniques de narration (l'insertion d'une autre histoire à

l'intérieur de celle de l'empereur) surprenantes pour un tel film. Le second degré réussi de cette production contrebalance une image qu'on aurait souhaitée plus riche pour un film se déroulant au temps des Incas.

S. Bd

Film d'animation américain de Mark Dindal. (1 h 19.)

SAC D'EMBROUILLES

■ Un chien dérobe une mallette pleine d'argent et l'enterre, provoquant la fureur des gangsters à qui elle appartient. Ceux-ci contraintent son maître et quelques voisins de celui-ci à obtenir de l'animal qu'il révèle sa cachette. Les ficelles du scénario de ce *Sac d'embrouilles* paraissent, au premier abord, largement attendues. Le film de Michael Browning ne suivra pourtant pas un chemin prévisible. Les différents protagonistes du film, entraînés malgré eux dans cette chasse au trésor, se trouvent être autant de représentants de minorités en Amérique (Indiens, Noirs, homosexuels, artistes d'avant-garde, chômeurs). On pouvait craindre ainsi que le politiquement correct ne constitue qu'une rhétorique supplémentaire pour caractériser des personnages sympathiques. Pourtant, lorsque le récit, avec un certain sens inattendu du macabre, se mettra à multiplier les cadavres et les trahisons, c'est tout un investissement particulier du spectateur qui se verra compromis. Le pessimisme radical exprimé par la fin du film fait de ce *Sac d'embrouilles* une authentique petite surprise.

T. S.

Film américain de Michael Browning. Avec Joe Mantegna, Peter Coyote, Mercedes Ruehl. (1 h 30.)

LE TAO DE STEVE

■ Vaguement obèse, négligé, Dex (Donal Logue) consacre l'essentiel de ses impressionnantes ressources intellectuelles et de son énergie à mettre au point des stratégies pour travailler moins et séduire plus. Il a distillé l'essence de sa

sagesse en un corpus connu sous le nom de *Tao de Steve*. Le *slacker* (glandeur, en américain) est devenu un personnage central du cinéma indépendant américain, l'incapacité à s'intégrer dans la société devenant un ersatz contemporain du nomadisme des cow-boys. Mais le film de Jenniphr Goodman, tout en gardant les apparences de la production indépendante (décors naturels, rythme décontracté) est en fait une histoire très morale, qui verra notre héros prendre conscience de sa turpitude, après avoir rencontré une chic fille. Les gros mots, les préventions intellectuelles (Kierkegaard est longuement invoqué) ne changent rien à l'affaire : *Le Tao de Steve* est fait du même bois que n'importe quel épisode de *Friends*.

T. S.

Film américain de Jenniphr Goodman. Avec Donal Logue, Greer Goodman. (1 h 27.)

INTIMITÉ ; FOLIE DE RACHID EN TRANSIT

POUR MARS

■ Lire page 30.

TOUTES LES NUITS

■ Lire page 31.

MERCREDI FOLLE JOURNÉE ; TOKYO FIST ; RUE DU RETRAIT

■ Lire page 32.

LA TOUR MONTPARNASSE INFERNALE

■ Lire ci-dessus.

SORTIR

PARIS

Le Costume

Peter Brook reprend dans son théâtre des Bouffes du Nord la nouvelle de l'écrivain noir sud-africain Can Themba, adaptée par Mothobi Mutloaste et Barney Simon. De la distribution précédente (hiver 1999), seul demeure le comédien Sotigui Kouyaté. Avec trois fois rien, deux chaises, un lit et le cintre où accrocher le costume, Peter Brook « fait vivre ce conte d'horreur qui surgit d'une histoire d'amour et de trahison » (*Le Monde* du 17 décembre 1999). Dans une traduction de Marie-Hélène Estienne, Peter Brook et « sa magie coutumière » est « allé reprendre par la main, un écrivain noir, mort d'exil ».

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^e Châtelet. 20 h 30, du 27 au 31 mars. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

dont elle n'a conservé sur scène aucun élément du texte.

Elle replonge aussi dans la musique de Steve Reich avec *Music for 18 Musicians* et fait rouler ses dix danseurs dans les vagues tumultueuses d'une partition qu'elle considère comme « un chef-d'œuvre d'orchestration acoustique ».

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^e Châtelet. 20 h 30, du 27 au 31 mars. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

TOULOUSE

Orchestre national du Capitole de Toulouse

Beaucoup voudraient voir en Michel Plasson l'interprète exclusif de la musique française que, il est vrai, il ne cesse de défendre.

S'il aime à réhabiliter Magnard, d'Indy, Ambroise Thomas, il lui est souvent arrivé, à Dresde (où il a été en poste) mais aussi à Toulouse, de diriger le répertoire germanique, ici Strauss et Wagner. Personne ne l'en blâmera, bien au contraire.

Toulouse (31). *Théâtre du Capitole*, place du Capitole. 20 h 30, le 29. Tél. : 04-76-44-03-04. De 80 F à 200 F.

REPRISES FILMS

Drôle de drame

de Marcel Carné (France, 1937), en version restaurée (à partir du 28 mars).

La Dolce Vita

de Federico Fellini (Italie, 1959), copie neuve (séance unique à 20 h 30).

Action Ecoles

de Dino De Laurentiis, 23, rue des Ecoles, Paris-5^e. Tél. : 01-43-29-79-89. 30 F et 40 F.

Quatuor Mosaiques

Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris-1^e. M^e Châtelet. 12 h

EN VUE

■ Les élèves, qui manifestent pour obtenir des bancs et des tables, sont fatigués de suivre les cours debout au lycée Fatima de Bangui.

■ « La République n'autorise pas l'homosexualité. La police a reçu l'ordre de vous arrêter, de vous déporter, de vous emprisonner », a déclaré le président **Sam Nujoma**, qui s'adressait, lundi 19 mars, aux étudiants de l'université de Namibie.

■ La police belge, intriguée par une patiente qui se plaignait d'avoir été mal soignée, vient d'arrêter, pour viols et attentats à la pudeur, un faux gynécologue français qui faisait se déshabiller entièrement ses clientes pour les palper pendant des heures dans sa chambre à couver à Woluwe-Saint-Pierre, près de Bruxelles.

■ **Stephen Hone**, qui poursuivait devant la Haute Cour de Londres **Claire Hansell**, son ancienne maîtresse, pour l'empêcher d'avorter, avait obtenu en partie gain de cause grâce à un jugement renvoyant l'affaire à plus tard. La jeune femme, qui n'a pas attendu l'avis des juges, n'a pas non plus remis le fœtus au plaignant qui souhaitait vivement l'enterrer.

■ « Nous nous démenons pour répondre à la demande », signale Xytex Corp, la banque américaine de sperme qui fournit ses échantillons aux cliniques canadiennes de fertilité contraintes par le gouvernement d'Ottawa de détruire des stocks contaminés.

■ Quinze œufs de dinosaure provenant du désert de Gobi ont été saisis dans les toilettes d'un train qui se rendait de Pékin à Moscou.

■ Les policiers sud-africains avaient découvert l'an dernier, en fouillant dans le sac d'une touriste chinoise dénoncée par une touriste allemande, six œufs de pingouins qu'elle avait dérobés près du Cap.

■ Des villageois, menacés de famine par la pénurie de céréales au Niger, commencent à fouiller les fourmilières pour voler aux fourmis leurs greniers.

■ **Felix Antonio**, immigrant dominicain, sombre dans la folie à l'hôpital de Barahona à Haïti, après avoir dérivé pendant trois semaines à bord d'une embarcation où les survivants affamés mangeaient les morts de faim.

■ **Elisabeth Phelps**, psychologue de l'université de New York, localise les peurs imaginaires dans l'amygdale du cerveau, logis en forme d'amende des fantômes et des loups-garous.

Christian Colombani

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173^F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99^F/min)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to I.M.S. of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tel. : 800-428-30-03



L'an I de l'alternance au Sénégal

La presse sénégalaise salue unanimement cet anniversaire, ce « jour où le pays a basculé », mais est plus réservée concernant le premier bilan de l'action du président Abdoulaye Wade

■ **IL Y A UN AN**, Abdoulaye Wade remportait le second tour de l'élection présidentielle au Sénégal et mettait fin à quarante ans de pouvoir socialiste. Cette victoire de la démocratie a été unanimement saluée. Le quotidien *Le Soleil* se souvient avec émotion du « jour où le Sénégal a basculé ». Au soir du 19 mars 2000, les premiers résultats retransmis sur les ondes des radios privées faisaient apparaître une nette avance du candidat Wade sur le président sortant. Mais la crainte d'une explosion de violence était tenace. Elle ne sera vaincue que, le lendemain matin, par « le coup de fil redempteur » d'Abdou Diouf à son adversaire victorieux. Ce quotidien revient aussi sur les raisons de la défaite du Parti

socialiste, mais il ne fait pas le bilan de ce qui s'est passé depuis ce jour historique. Or Abdoulaye Wade suscitait d'immenses espoirs. Se sont-ils concrétisés ? Le Sénégal a-t-il changé ?

Tout en reconnaissant qu'un an c'est à la fois « trop et si peu », le quotidien *Le Matin* a choisi de répondre à ces questions dans une édition presque exclusivement consacrée au premier anniversaire de l'alternance. « Le seul secteur où des changements ont été observés,

c'est au niveau des hommes. Une nouvelle équipe a remplacé l'ancienne, pendant que le peuple fait face aux mêmes problèmes demeurés entiers », juge *Le Matin*. Et encore, aux côtés de cette nouvelle équipe, retrouvez-vous des têtes connues. Car le nouveau régime a recruté des responsables socialistes. D'où une certaine désillusion. Ce qu'on appelle au Sénégal « la transhumance politique », autrement dit le passage dans le camp du pouvoir, reste une pratique vivace. « Elle a faussé le jeu démocratique et brouillé son esprit », déplore *Le Matin*, selon lequel « elle a mis à nu les carences d'une classe politique qui, dans sa presque totalité, était plus occupée à se préserver des situations de sinécuré qu'à se préoc-

cupé du sort des populations ». Mais le parti de M. Wade n'est pas le seul responsable de l'opacité politique qui a caractérisé la première année de l'alternance. Bien que majoritaire à l'Assemblée nationale, le PS n'a pas joué le rôle, nouveau pour lui, d'opposant.

SITUATIONS D'EXCEPTION

Et le débat sur le projet de nouvelle Constitution, dont l'adoption par référendum était l'une des promesses électorales du camp de l'alternance, a tourné court. Presque tous les partis ont appelé à voter oui. « En fait, conclut *Le Matin*, les alliés et les adversaires du président de la République l'ont laissé seul à la barre, gouvernant à son gré, lui qui clamait dans son discours d'inves-

titure que "l'ère de l'exercice solitaire du pouvoir est terminée" ». Et M. Wade s'est montré très actif. « En un an d'exercice du pouvoir, écrit encore *Le Matin*, le président Abdoulaye Wade aura exploré presque toutes les situations d'exception que peut vivre un chef d'Etat : avoir sa Constitution comme de Gaulle, son plan de relance économique "Oméga" comme Roosevelt, son "New Deal", sur le même référentiel keynésien, ou nommer une femme premier ministre comme Mitterrand. »

Quelques jours avant la fête internationale des femmes, le chef de l'Etat avait procédé à cette nomination qui revêt un caractère essentiellement symbolique, Mame Madior Boye, une femme issue de la société civile, ne devant pas passer le cap des élections législatives. Grâce à la nouvelle Constitution, M. Wade a pu dissoudre l'Assemblée nationale et il entend bien voir son parti obtenir la majorité des sièges, à l'issue de ce scrutin qui apparaît comme le dernier round de l'alternance.

Si *Le Matin* dresse un bilan critique du nouveau régime, il reconnaît par ailleurs que cela « ne suffit pas pour annoncer l'échec de l'alternance ». De même, le quotidien *Walfadjiri*, tout en étant peu amène envers M. Wade, ouvre ses colonnes au ministre Idrissa Seck, numéro deux du parti présidentiel, lequel affirme que la deuxième phase du mandat du chef de l'Etat a pour objet de « transformer le Sénégal en un vaste chantier ».

Brigitte Breuillac

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Renaud Girard

■ Le scandale de l'utilisation de la grève par les fonctionnaires et assimilés n'a que trop duré. Les salariés du secteur public ont la chance inouïe de bénéficier de la sécurité de l'emploi. Cette sécurité devrait avoir une contrepartie, celle d'assurer leur service jusqu'au bout ou, pour le moins, de garantir un service minimum. Le droit de grève est légitime dans une entreprise privée car le partage du profit entre le capital et le travail, entre le propriétaire et ses employés, peut ne pas y être assuré équitablement. Dans le service public, les choses sont tout à fait différentes : le propriétaire, n'a fait qu'une démonstration, celle

démocratiquement, par le biais de ses représentants, les conditions de travail et de rémunération des salariés qui prétendent à l'honneur de la servir. Par leurs impôts, les Français ont dépensé des milliards de francs pour l'aménagement du nouveau Louvre, et ils peuvent en être fiers. Il est inadmissible qu'une poignée d'employés puisse, à loisir, les empêcher d'en profiter.

RFI

Jacques Rozenblum

■ Un an après avoir reçu l'« onction sacrée » du suffrage universel, au terme d'une élection marquée par une fraude massive, Vladimir Poutine est plus populaire que jamais parmi ses concitoyens. (...) A vrai dire, le judoka du Kremlin n'a fait qu'une démonstration, celle

de son caractère autoritaire et n'a à son actif qu'une seule réussite, le rétablissement de la « verticalité du pouvoir ». En un an, le président russe a mis au pas les barons régionaux, fait valser les oligarques, anesthésié le Parlement et réduit à néant toute velléité d'opposition (...). Pendant ce temps, sur le terrain de la dure réalité, l'embellie économique largement portée par l'envolée des cours du brut n'a pas vraiment profité à la population (...). Les crises sanitaires, sociale, démographique n'ont pas été enrayer, pas plus que l'effroyable délabrement des infrastructures. Vladimir Poutine n'a fait qu'ajouter la guerre de Tchétchénie à la grande déglise ambiante. Mais enfin les Russes voulaient un dirigeant à poigne : ils l'ont !

THE INTERNATIONAL

HERALD TRIBUNE

THE NEW YORK TIMES

■ La candidature de Kofi Annan pour un second mandat de cinq ans comme secrétaire général des Nations unies est bienvenue et mérite le fort soutien que George W. Bush lui a apporté vendredi dernier. Depuis son arrivée en 1997, M. Annan a renforcé la gestion et le crédit moral des Nations unies et restauré les liens longtemps distendus avec Washington. Il faut pousser plus loin les réformes pour permettre à l'organisation d'être à la hauteur de ses idéaux fondateurs. Un second mandat permettrait à M. Annan de faire d'autres changements et de cimenter une relation constructive avec la nouvelle administration Bush et le Congrès.

SUR LA TOILE

ISRAËL-PALESTINE

■ Le site d'information américain MSNBC a été obligé d'interrompre son concours en ligne de la meilleure photo de presse de l'année 2000, qui s'était transformé en un combat sans merci entre internautes pro-palestiniens et pro-israéliens. Les premiers votaient en masse pour la célèbre photo du Palestinien et de son jeune fils pris sous le feu des soldats israéliens (extraite d'un reportage télévisé), tandis que les seconds faisaient de même pour la photo d'un petit chien paralysé du train arrière (*Le Monde* du 27 mars). MSNBC a décidé de mettre fin au concours après avoir constaté que les deux camps utilisaient des systèmes automatisés d'envoi en masse de courriers électroniques. - (AFP.)

ROYAUME-UNI

■ Selon un article paru dans le *Sunday Telegraph* du 25 mars, le fournisseur d'accès Breathe.com, qui compte 400 000 abonnés, devrait fermer définitivement dans les prochaines semaines. Il avait été racheté en janvier par la chaîne de magasins Great Universal Stores pour 1,4 million de livres sterling (environ 2,2 millions d'euros). - (Reuters.)

domadaire se résignent, en avril 2000, à mettre la clé sous la porte : « Aujourd'hui, pour publier un journal indépendant en Russie il faut beaucoup d'argent », explique amèrement M. Podrabinek. Pour continuer à sensibiliser l'opinion publique à la nouvelle dégradation de la situation des droits de l'homme dans « l'espace ex-soviétique », il se tourne à présent vers Internet : « Nous avons créé Prima-News pour essayer de reconstituer ce chaînon manquant entre la grande presse et les défenseurs des droits de l'homme sur le terrain », explique l'ancien dissident. Il regrette l'attitude des médias russes, mais aussi occidentaux, qui accordent « beaucoup plus d'importance aux intrigues politiques au sommet qu'aux rapports entre l'individu et le pouvoir ». Après avoir reçu une petite aide initiale de deux fondations américaines, M. Podrabinek cherche aujourd'hui désespérément des fonds pour installer et renforcer son agence en ligne.

Alexandre Lévy



news se veut l'héritier spirituel : « Les premiers exemplaires du journal étaient tapés à la machine, puis distribués sous le manteau », se souvient M. Podrabinek. Jusqu'en 1991, les rédacteurs et distributeurs d'Express Kronika risquaient à tout moment les représailles du

pouvoir, d'autant qu'il était le seul média à rendre compte régulièrement des troubles indépendants à Tbilissi, Bakou ou Vilnius.

Ce n'est pas la répression qui viendra à bout d'Express Kronika, mais la crise économique. Faute d'argent, les responsables de l'heb-

Et après... par Luc Rosenzweig

LA CHOSE est assez rare pour mériter d'être souligné : aller dormir après une soirée devant la télé en disant que l'on n'a pas tout à fait eu tort de ne pas choisir de sortir ou de prendre un bouquin. L'émission « Jour après jour », sur France 2, représente le haut de gamme de ce que Réserver prod, l'entreprise de Jean-Luc Delarue, fournit aux chaînes publiques en matière de magazines de société. Elle était consacrée, lundi soir, à un reportage, suivi d'un débat, sur le problème de la réinsertion des personnes sortant de prison.

Quatre d'entre elles ont été suivies pendant près d'un an après leur libération : Fatima, une jeune beurette de 18 ans, dont trois mois derrière les barreaux, Luis, 24 ans, récidiviste de la baston d'après-boire, Jean, 64 ans, « tombé » à 20 ans pour vol de voitures, habitué des allers-retours entre le dedans et le dehors, et Annick, 54 ans, victime, tard dans la vie, de ce qu'elle appelle un « faux pas ». La place manque ici pour raconter en détail toute la singularité de chacune de ces histoires, mais ce documentaire, où l'on voit, en parallèle, la vie de ces personnalités évoluer depuis la préparation de leur sortie jusqu'à la veille, ou presque, de leur passage à la télé, vous tient plus en haleine que le plus passionnant des feuilletons.

Comme l'émission est passée, et qu'il n'y aura vraisemblablement pas de rediffusion, voici la fin (provisoire) des histoires : Fatima n'a pas tenu plus d'une semaine dans le stage d'insertion qui lui avait été proposé à la sortie. Elle glande chez ses parents. La prophétie pessimiste de la directrice de la prison de Vannes, qui estime inéluctable son retour derrière les murs, risque de se réaliser. Luis, après avoir replongé dans son mode de vie antérieur, a fini par se stabiliser

grâce à un patron humain et compréhensif. Pourtant, une vieille affaire venue en jugement risque de détruire ce fragile équilibre s'il ne bénéficie pas, au moins, de la semi-liberté. Jean, après un essai, non concluant, de « faire un bout de chemin » avec une femme à sa sortie, finit par aller de lui-même s'installer en hôpital psychiatrique : après plus de vingt ans en prison, il a besoin d'un univers structuré comme de l'air qu'il respire. Annick a fait une tentative de suicide et est retournée dans la vie avec un désespoir intact.

Le débat, après, était superflu, redondant quand il n'était pas simplificateur, avec le désormais incontournable Pierre Botton et un Dieudonné en pré-campagne présidentielle. Et les applaudissements du public, classiques des « plateaux » de Delarue et consorts, devenaient carrément indécents. Alors la faute à qui ? A l'individu ou à la société ? Joker !

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

20.45 et 1.00 Le Club. LCI

21.00 Les Étrangers dans la Résistance en France. Forum

22.00 Luthiers, les artisans de l'âme. Forum

23.00 Les Coptes, minorité d'Egypte. Forum

MAGAZINES

18.30 L'Invité de PLS. LCI

19.00 Nulle part ailleurs. Avec Françoise de Panafieu. Canal +

19.00 Archimède. La lumière, outil-miracle. D'où vient la syphilis ? Trop de bruit nuit. Portrait de Ludwig Bölkow. Arte

20.35 90 minutes. Beausoleil : parfum de Mafia sur la Côte. Sirven, le parrain de la République. Les sacrifices du nucléaire. Canal +

21.00 Le Gai Savoir. Les poètes et les autres. Invités : Daniel Boulanger ; Fellag ; André Velter ; Richard Cannavò ; Philippe Solliers. Paris Première

22.15 Ça se discute. Radins, dépensiers, fortunés : l'argent peut-il rendre fou ? Avec Sylvain Attal ; Jeanne Mas. TV 5

22.50 Ciel mon mardi ! Invités : Eric et Ramzy ; André Santini. 0.40 Capital. Vacances pas chères, les bons filons.

Le Monde
TELEVISION

Ciné Classics

20.30 La Vie facile ■ ■

Ciné Classics nous offre cette semaine le chef-d'œuvre de Mitchell Leisen, *La Vie facile* (*Easy Living*), tourné en 1937. Une secrétaire désargentée reçoit sur la tête un manteau de vison, jeté par la fenêtre, pendant une dispute, par un milliardaire. La mise en scène, qui raille l'idéalisme social de *L'Extravagant Mr Deeds*, de Capra, épouze les rebondissements d'un scénario à la fois comique et cynique.

DOCUMENTAIRES

20.15 Reportage. Sein, cancer et génétique. Arte

20.30 L'Arche, 2 000 ans après. [13/16]. Les pandas géants. Planète

20.45 La Vie en face. Vivre parmi les lions. Arte

21.45 Les Oscars. Les secrets de l'enveloppe. Odyssee

21.50 Histoire du XX^e siècle. La Chaîne Histoire

22.06 Théma. Giacometti.

Alberto Giacometti, qu'est-ce qu'une tête ?

Trop d'écrits, le Peintre et la Fundation. Télfilm. Claude Mourieras.

23.50 Soweto, histoire d'un ghetto. Histoire

[5 et 6/6].

20.00 Sports en direct

19.00 Football. Championnat d'Europe

Espoirs. Éliminatoires : Grèce - Allemagne. Eurosport

20.30 Basket-ball. Euroligue masculine.

Demi-finale : Kinter Bologne - Fortitudo Bologne. Pathé Sport

21.00 Basket-ball. Suproligue. Belgrade - Avel. Eurosport

23.00 Tennis. Masters Series. Open messieurs de Miami. Pathé Sport

20.00 Musique

Schumann. Par l'Orchestre symphonique du SWF de Baden-Baden, dir. Erich Leinsdorf. Mezzo

21.00 Mahler. *Symphonie n° 8 dite Symphonie des Mille*. Par l'Orchestre de la Suisse Romande, dir. Armin Jordan. Avec le Chœur du Grand Théâtre, le Chœur du Motet de Genève, le Chœur de Chambre romand, le Chœur Pro Arte de Lausanne, la Maîtrise du Conservatoire populaire. Muzik22.30 *Symphonie n° 1*, de Mahler. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. B. Haitink. Muzik0.05 *Guitar Legends*. Muzik

TÉLÉFILMS

20.45 Le Chassé-croisé. Steven Schachter. TF 6

23.00 Bodyguard, protection impossible. W. Engelhardt. M 6

23.10 L'Ecrivain, le Peintre et le Funambule. Claude Mourieras

0.45 Visions troubles. Charles Beeson. Canal +

0.55 Meurtrières. Pepe Danquart. Arte

SÉRIES

20.50 Ally McBeal. Girl's Night Out (v.o.). Téva

21.25 The Crow, Stairway to Heaven. Le fils perdu. Téva

21.30 Friends. Celui qui faisait sa demande (v.o.). Canal Jimmy

21.30 First Wave. Twice bless'd. 13^{me} RUE

22.50 Les Chroniques de San Francisco. [5/12] (v.o.). Téva

22.50 Twin Peaks. Episode n° 24 (v.o.). 13^{me} RUE

MUSIQUE

20.00 Schumann.

Par l'Orchestre symphonique du SWF de Baden-Baden, dir. Erich Leinsdorf. Mezzo

FILMS

15.35 *Kids Return* ■ ■ ■

Takeshi Kitano (Japon, 1996, 110 min) O. Cinéfaz

15.55 *La Belle de New York* ■ ■ ■

Charles Walters (Etats-Unis, 1952, v.o., 80 min) O. Cinétoile

16.30 *Magnum Force* ■ ■ ■

Ted Post (Etats-Unis, 1973, v.o., 120 min) O. Ciné Cinémas 3

17.15 *Un tramway nommé Désir* ■ ■ ■

Elia Kazan (Etats-Unis, 1951, 125 min) O. Cinétoile

18.20 *L'Impératrice rouge* ■ ■ ■ ■

Josef von Sternberg (Etats-Unis, 1934, v.o., 100 min) O. Ciné Classics

18.50 *La Guerre du feu* ■ ■ ■ ■

Jean-Jacques Annaud (France - Canada, 1981, 100 min) O. Ciné Cinémas 2

19.20 *La Maison de bambou* ■ ■ ■ ■

Samuel Fuller (Etats-Unis, 1955, v.o., 100 min) O. Cinétoile

TÉLÉVISION

17.35 *Sunset Beach*. 18.25 et 1.15 Exclusif.19.05 *Le Bigdil*.20.00 *Journal, Tiercé Météo*.20.40 *Docteur de chez vous*.20.45 *Demain s'Imagine aujourd'hui*.20.55 *Le Jaguar*. Film. Francis Veber.22.50 *Ciel mon mardi* !1.05 *Les Rendez-vous de l'entreprise*.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

17.35 *Sunset Beach*.

18.25 et 1.15 Exclusif.

19.05 *Le Bigdil*.20.00 *Journal, Tiercé Météo*.20.40 *Docteur de chez vous*.20.45 *Demain s'Imagine aujourd'hui*.20.55 *Le Jaguar*. Film. Francis Veber.22.50 *Ciel mon mardi* !1.05 *Les Rendez-vous de l'entreprise*.

FRANCE 2

17.35 *Viper*.18.20 *Tutti frutti*.19.15 *Qui est qui* ?19.50 *Un gars, une fille*.20.00 *Journal, Tiercé Météo*.20.50 *Quatre mariages et un enterrement* ■ ■ ■ ■20.40 *E = M 6 découverte*. Du sable au cristal.20.50 *Hors stade*. Recherche victoire désespérément.23.00 *Bodyguard, protection impossible*. Télfilm. Wilhelm Engelhardt O.0.40 *Capital*.

FRANCE 3

17.50 C'est pas sorcier.

18.15 *Un livre, un jour*.18.20 *Questions pour un champion*.18.50 *Le 19-20 de l'information, Météo*.20.10 *Tout le sport*.20.20 *Tous égaux*.20.55 *Questions pour un champion*.

Les masters de bronze.

22.45 *Météo, Soir* 3.23.15 *Le ciel est à nous*. Film. Graham Guitt O.0.40 *Libre court*.1.15 *Clicomédie*.

FRANCE 4

17.50 C'est pas sorcier.

18.15 *Un livre, un jour*.18.20 *Questions pour un champion*.18.50 *Le 19-20 de l'information, Météo*.20.10 *Tout le sport*.20.20 *Tous égaux*.20.55 *Questions pour un champion*.

Les masters de bronze.

22.45 *Météo, Soir* 3.23.15 *Le ciel est à nous*. Film. Graham Guitt O.0.40 *Libre court*.1.15 *Clicomédie*.

FRANCE 5

17.50 C'est pas sorcier.

18.15 *Un livre, un jour*.18.20 *Questions pour un champion*.18.50 *Le 19-20 de l'information, Météo*.20.10 *Tout le sport*.20.20 *Tous égaux*.20.55 *Questions pour un champion*.

Les masters de bronze.

22.45 *Météo, Soir* 3.23.15 *Le ciel est à nous*. Film. Graham Guitt O.0.40 *Libre court*.1.15 *Clicomédie*.

FRANCE 6

17.50 *Highlander* O.18.55 *Buffy contre les vampires* O.19.50 *I-minute*.19.54 *Le Six Minutes, Météo*.20.05 *Une noumou d'enfer* O.20.38 *Un jour à part*.20.40 *E = M 6 découverte*.

Du sable au cristal.

20.50 *Hors stade*.

Recherche victoire désespérément.

23.00 *Bodyguard, protection impossible*.

Télfilm. Wilhelm Engelhardt O.

0.40 *Capital*.

RADIO

17.35 *Viper*.18.20 *Tutti frutti*.19.15 *Qui est qui* ?19.50 *Un gars, une fille*.20.00 *Journal, Tiercé, Météo*.20.50 *Quatre mariages et un enterrement* ■ ■ ■ ■20.40 *E = M 6 découverte*.

Du sable au cristal.</

Le Conseil économique et social prône l'instauration d'une aide mensuelle de 2 000 francs aux 20-25 ans

Le gouvernement doit annoncer la formule qu'il retient d'ici au mois de juin

UNE AIDE «formation-insertion» de 2 000 francs par mois pour les 20-25 ans : c'est la principale mesure avancée par le Conseil économique et social (CES) pour favoriser l'autonomie et l'accès à l'emploi des jeunes, alors que le gouvernement réfléchit à une mesure de ce type. La proposition figure au cœur de l'avis soumis, mercredi 28 mars, au vote de l'assemblée plénière du Conseil précédent, mardi, d'une discussion en présence de Ségolène Royal, la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Intitulé « Familles et insertion économique et sociale des adultes de 18 à 25 ans », le texte devait être présenté par Hubert Brin, président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) et vice-président de la section des affaires sociales.

L'avis du Conseil économique et social intervient après le rapport du Commissariat général du Plan sur l'autonomie de la jeunesse en février et le dépôt, en décembre 2000, d'une proposition de loi des députés communistes visant à créer une allocation pour les

16-25 ans (*Le Monde* du 23 février). L'assemblée consultative se saisit à son tour de la « question jeunes » pour nourrir les réflexions et les arbitrages du gouvernement avant la tenue de la conférence de la famille, le 15 juin. Après l'avertissement adressé à la gauche par l'électorat populaire lors du scrutin municipal, une réforme de l'aide publique aux jeunes pourrait être annoncée à cette occasion (*Le Monde* du 24 mars).

ALLOCATION D'AUTONOMIE

Le débat a été relancé avec la publication, le 28 février, du rapport « Jeunes et politiques publiques » présenté par Dominique Charvet au nom du Commissariat général du Plan. Principale mesure préconisée, la proposition d'une allocation d'autonomie de 1 200 à 1 700 francs par mois pour tous les jeunes à partir de 18 ans a embarrassé le gouvernement et suscité de nombreuses critiques et réactions. De la Confédération générale du travail (CGT) à la Fédération syndicale unitaire (FSU, enseignants) en passant par la Fédéra-

tion des mutuelles de France (FMF), beaucoup ont estimé que cette proposition n'était pas à la mesure des inégalités sociales et des difficultés rencontrées par nombre de jeunes.

Le Conseil économique et social se démarque en préconisant une aide d'un montant plus élevé (2 000 francs), réservée à une certaine catégorie d'âge (20-25 ans) et directement liée à un projet d'études ou d'accès à l'emploi. Cet aide se présenterait, d'une part, sous la forme d'un prêt à taux zéro de 1 000 francs par mois dont le remboursement pourrait s'étaler sur dix ans, à partir de l'obtention d'un emploi stable rémunéré au moins au SMIC. L'attribution de ce prêt donnerait droit, d'autre part, à une contribution formation-insertion de l'Etat non remboursable, également de 1 000 francs par mois.

Pour autant, le CES refuse « avec vigueur toute forme d'assistance » et « exclut tout recours à l'institution d'un SMIC-jeunes ». Faisant le constat de la prolongation des études, d'un accès plus tar-

dif à l'emploi, d'une baisse de niveau de vie des jeunes adultes et d'une autonomie familiale plus tardive, le CES préconise néanmoins des mesures en faveur des familles pour accompagner les « bouleversements dans le passage à l'âge adulte ». Il souhaite notamment une amélioration de la prise en compte fiscale de l'aide aux enfants jusqu'à l'âge de 25 ans par le biais du quotient familial ou de déductions.

Le Conseil propose également d'améliorer le système des bourses aux étudiants et d'exonération des droits de scolarité. Il demande un accroissement de l'offre de logements sociaux destinés aux jeunes adultes et la mise en place d'un système de cautionnement spécifique. Concernant l'accès à l'emploi, le CES suggère une évaluation du dispositif des emplois aidés (emplois-jeunes) pour déterminer « la réalité de la formation et l'effectivité de l'insertion professionnelle » occasionnées par ce type de contrats.

Frédéric Chambon

Henri Loyrette succède à Pierre Rosenberg à la tête du Louvre

MERCREDI 28 MARS, à l'issue du conseil des ministres, Henri Loyrette, directeur du Musée d'Orsay, devrait être nommé président de l'Etablissement public du Louvre. Cette nomination était attendue (*Le Monde* du 26 février). En revanche, celle de son successeur, à Orsay, risque de se faire encore attendre un peu.

C'est un homme de quarante-huit ans, dont la haute silhouette légèrement dégingandée se remarque de loin, qui remplacera Pierre Rosenberg, atteint par la limite d'âge. Ce dernier a passé toute sa vie professionnelle à l'ombre de ce vieux palais dont il connaît les moindres détours. Contrairement aux vœux des conservateurs du Louvre, ce n'est donc pas un familier du sérail qui succédera à « l'homme à l'écharpe rouge » : Henri Loyrette n'a pas suivi la voie royale qui passe presque toujours par le département des peintures du « plus grand musée du monde ».

Sa carrière, étonnamment rapide dans ce monde où l'ancienneté est une vertu, s'est passée dans un établissement qui n'a pas vingt ans d'âge : il est entré à Orsay en 1978, quand la transformation de la vieille gare était à peine acquise. Si Rosenberg est un spécialiste du classicisme français, Loyrette a choisi le XIX^e siècle impressionniste. Cet ancien pensionnaire de l'Académie de France à Rome, au bagage universitaire relativement léger (il est diplômé d'enseignement supérieur en histoire), a surtout fait ses classes parmi les œuvres. En brûlant presque toujours les étapes : il est conservateur du patrimoine à vingt-deux ans, intègre Orsay cinq ans plus tard, et devient membre de l'Académie des beaux-arts à quarante-sept ans.

La peinture n'a pas toujours été son souci primordial. L'une de ses premières tâches, à Orsay, aura été de constituer un fonds d'archives permettant d'alimenter et de faire vivre la section architecture par des

Emmanuel de Roux

DÉPÈCHES

■ **SOMALIE** : des hommes armés ont attaqué les locaux de Médecins sans frontières (MSF) à Mogadiscio, mardi 27 mars, alors que des membres des Nations unies s'y trouvent en mission, ont rapporté des sources locales et humanitaires. Deux Somaliens sont morts dans les combats, a indiqué un garde de sécurité contacté par l'AFP sur place. Selon des habitants, les agresseurs sont des hommes du chef de guerre Musa Sudi Yala-how. Selon un responsable de MSF Espagne, l'attaque se poursuivait, mardi, en milieu de matinée. – (AFP)

■ **BELGIQUE** : au moins quatre personnes ont trouvé la mort et une douzaine ont été blessées, mardi 27 mars, dans une collision entre deux trains de voyageurs à Pérot, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Bruxelles, ont rapporté l'agence de presse Belga et la radio publique RTBF. Les deux trains circulaient en sens opposé sur la même voie. – (AFP)

■ **SCOOT** : la société Scoot France (groupe Vivendi), qui vient de lancer son annuaire professionnel électronique, cessera d'utiliser l'image du scoutisme dans sa communication à compter du 31 décembre 2001, aux termes d'un accord conclu avec les Scouts de France. Ces derniers s'étaient indignés que cette société utilise la notoriété du scoutisme pour sa campagne publicitaire.

La grève dans les tribunaux de commerce marque le pas

Le projet de loi doit être examiné mardi

ALORS que l'Assemblée nationale doit examiner, mardi 27 mars, le projet de loi sur la réforme des tribunaux de commerce, le mouvement de protestation des juges consulaires donnait des signes de reflux, prenant acte de l'annonce faite par le gouvernement, à la veille du week-end, d'amender son texte.

Lundi, les juges du tribunal de commerce de Paris ont voté, après un mois de grève, la reprise de leur activité, « compte tenu des engagements du gouvernement ». Le 23 mars, face à la gronde, la ministre de la justice, Marylise Lebranchu, est en effet revenue sur la disposition la plus contestée du projet, concernant la mixité des formations de jugement (*Le Monde* daté 25-26 mars).

Elle a promis, contre l'arrêt du mouvement de grève affectant la quasi-totalité des tribunaux de commerce, le dépôt d'un amendement limitant aux seules procédures collectives les chambres mixtes associant des juges professionnels aux juges consulaires. Dans le projet initial, la mixité était prévue

pour ces dossiers, mais aussi pour ceux relevant du droit boursier, du droit des sociétés et du droit de la concurrence.

Le Medef, qui a apporté son soutien au mouvement de protestation, s'est déclaré satisfait du repli gouvernemental. Dans un communiqué diffusé lundi, l'organisation patronale estime que les nouvelles propositions permettent « aux juridictions consulaires de retrouver le climat de sévérité dont elles ont besoin (...), après avoir été perturbées par les gestes de défiance à leur égard ». Le Medef souligne que l'amendement gouvernemental reprend ses propres suggestions et avertit qu'« il restera vigilant pendant le débat parlementaire ».

Le geste de Mme Lebranchu reste toutefois insuffisant aux yeux de la « coordination du 21 février », qui regroupe notamment les présidents de tribunaux de commerce de Nanterre, d'Evry, de Créteil, Pontoise et Bobigny, en région parisienne. Cette coordination réclame le rejet pur et simple du projet de loi.

Comment Mailev@ va révolutionner votre pratique du courrier ?



Cliquez, c'est posté :

- 1 Vous envoyez vos documents à Mailev@ par Internet.
- 2 Mailev@ les imprime ou les faxe dès réception.
- 3 Mailev@ dépose immédiatement vos courriers dans le réseau postal.
- 4 Avec Mailev@ vous savez à tout moment où en sont vos envois.

N°Azur 0 810 56 57 58

coût d'une communication locale

www.laposte.fr/maileva

LA POSTE



PORTRAIT

Phil Harrison, numéro deux de Sony Europe, chapeaute les jeux développés pour les consoles PlayStation.

P. IV

ENTREPRISES

Ducati, constructeur italien de motos, a fait de son galop d'essai sur le Web un véritable succès. Ses machines s'arrachent sur la Toile.

BusinessWeek
ebiz

P. VII



CYBERCAFÉ

A Irbid, au nord de la Jordanie, 107 lieux, situés dans la même rue, permettent aux étudiants de l'université du Yarmouk de discuter virtuellement.

P. IV



CITOYEN

Armand Mattelart, spécialiste en communication, croit dans une autre société de l'information.

P. VI

MÉTIERS

Pour comprendre le monde des jeunes pousses, mieux vaut parler leur jargon, qui fait la part belle aux anglicismes, sans peur du ridicule.

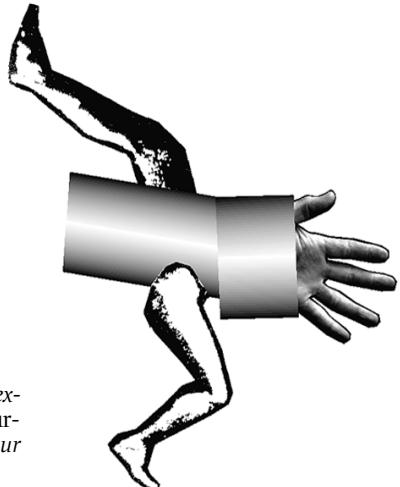
P. VIII



ENQUÊTE

La croissance exponentielle du Web et l'arrivée d'un nouveau public internaute poussent les moteurs et annuaires à s'adapter aux utilisateurs

A chacun son moteur de recherche sur la Toile



MAIS ou et donc or ni car. L'histoire des moteurs de recherche a peut-être basculé pour une simple affaire de conjonctions. Un «ou» transformé en «et». Dans le langage de la requête électronique, reprenant celui de la théorie des ensembles, on parle plutôt d'opérateurs booléens. N'importe ! Un jour, par défaut, le «et» remplaça le «ou», et les requêtes sur Internet ne furent plus tout à fait les mêmes. Appelons cela l'effet Google.

Explications. Contrairement à la plupart de ses prédecesseurs, le mo-

teur de recherche créé en septembre 1998 par Sergey Brin et Larry Page, deux étudiants en sciences de l'informatique de Stanford, se permit en effet d'ajouter un «et» entre deux mots saisis ainsi à la suite, sans autre caractère. Là où d'ordinaire s'immisçait discrètement un «ou». Et de ne renvoyer, donc, pour résultats, que les pages et sites contenant l'un ET l'autre des deux termes. Quand ses semblables retournaient celles et ceux, beaucoup plus nombreux – et moins pertinents – contenant aussi l'un OU l'autre des deux

termes. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Conjuguée à d'autres astuces et choix techniques – comme par exemple classer les résultats par popularité décroissante, c'est-à-dire au nombre de liens s'y référant –, cette option a certainement contribué au succès éclair de Google, qui détient aujourd'hui quelque 25 % du marché des moteurs. MSN Search, lui aussi, a adopté le «et» par défaut. La dernière enquête de Taylor Nelson Sofres Interactive portant sur la notoriété des sites Web en France place, en tout cas, aussi bien Google que MSN Search parmi les dix plus fortes progressions pour l'année 2000.

Il suffisait donc peut-être d'y penser. Certes. Mais il fallait également qu'au-delà d'une intrigue de conjonction, il y ait un changement de conjoncture. Les internautes de la première heure, en effet, jonglaient sans mal avec ces fameux opérateurs booléens, et ne laissaient point au moteur la liberté de décider pour eux du symbole ad hoc. Une savante combinaison de figures logiques leur permettait d'extirper des tréfonds de la Toile les documents répondant au plus juste à leurs habiles requêtes.

Oui mais voilà, les internautes ont bien changé. Pas question, pour ces nouveaux venus, de saisir de mystérieuses équations. Peu importe, pour eux, qu'un moteur indexe 6 millions de pages Web ou 4,5 millions. Que cet algorithme fournit les réponses en 0,882 seconde ou 1,2 seconde. Que 30 filtres plutôt que 15 soient à disposition. «Le public a complètement changé», confirme ainsi Marie-Christine Levet, directrice générale de Lycos France. La grande majorité des internautes ne savent pas utiliser un moteur de recherche. Inutile, en outre, de leur retourner des milliers de réponses : 94 % de nos utilisateurs ne vont pas au-delà de la deuxième page de résultats. Et puisque, de toute manière, aucun moteur ou annuaire ne pourra couvrir tout le Web, la polémique sur la taille de l'index est aujourd'hui bien révolue.»

«Aux Etats-Unis, ajoute Jean-Luc Benjamin, directeur général d'Alta-Vista France, plus de 70 % des internautes ne regardent que la première page de résultats, et plus de 80 % ne font pas appel aux opérateurs booléens. Il faut donc proposer des outils simples, et apprendre à l'utilisateur à s'en servir.» Penchant, un temps, vers le portail, AltaVista a fait machine arrière. «On s'est aperçu que

98 % de nos internautes venaient exclusivement pour la recherche, poursuit Jean-Luc Benjamin. Et non pour lire l'horoscope.»

Pour faire face à la concurrence, pour fidéliser une audience de plus en plus volatile, pour répondre à des attentes très différentes, les grands moteurs et annuaires sont donc amenés à évoluer, en proposant barres d'outils, mémorisation des requêtes, alertes par courriel, didacticiels et assistance humaine.

«On assiste à un rééquilibrage entre la puissance technologique et le regard humain», souligne ainsi Sandrine Murcia, responsable marketing de MSN. «C'est que rien ne remplace le jugement humain, lui renvoie comme en écho Henrik Hansen, directeur marketing d'Inktomi, le moteur de recherche en marque blanche. Une machine ne pourra jamais décider seule de la pertinence d'une réponse.» Communautés de recherche, moteurs thématiques, demain peut-être point-à-point, sont autant de voies qui tentent de redonner à l'homme sa place au cœur de la recherche d'information. Le site Question.fr dispose d'un réseau de plus de 300 experts. Sur MSN, une équipe a pour mission de répondre en 48 heures aux questions des utilisateurs qui n'auraient pas trouvé réponse «motorisée». Reste que l'homme, autant que la machine, a ses limites. Récemment, un internaute est parti bredouille. Sa question : «Où trouver le bonheur?»

Olivier Zilbertin

La communication directe entre deux ordinateurs permettra d'accéder aux dizaines de millions de pages Web ignorées par les moteurs.

Lire page III



Afin d'améliorer la pertinence de leurs résultats, les moteurs de recherche planchent sur des technologies plus performantes. Mais pour attirer l'internaute, et le fidéliser, il faut lui proposer des services plus astucieux.

PUBLICITÉ

Moteurs et annuaires ne cessent d'évoluer en mettant l'accent sur leur simplicité d'utilisation et sur de nouveaux outils et services associés. Objectif: capter les internautes

CHANGER ou bien risquer d'être dépassé. Moteurs de recherche et annuaires ont certes toujours été exposés de front à cette exigence. Mais la nécessité est devenue plus criante encore ces derniers temps. D'une part en raison du phénomène Google, ce jeune moteur qui a sérieusement bouleversé des positions que l'on pouvait penser solidement établies. D'autre part, du fait que la population internaute, elle aussi, a beaucoup évolué. Elle ne juge plus les performances au nombre de pages indexées, à la fréquence d'indexation, à la vitesse d'interrogation des bases de données, aux nombres et combinaisons possibles d'opérateurs booléens.

A l'internaute nouveau, il faut de l'aide, de la pertinence, des services. Pour preuve: environ 95 % des requêtes ne contiennent qu'un seul mot, selon des études de MSN, et 94 % des utilisateurs de Lycos ne vont jamais au-delà de la deuxième page de résultats.

Des constats qui poussent par conséquent les principaux moteurs et annuaires à réagir. Sans renoncer pour autant, et par ailleurs, aux évolutions technologiques, ils mettent ainsi l'accent sur la simplicité d'utilisation, et sur une panoplie d'outils et services associés. Revue de détail des nouveautés de la recherche sur le Web.

■ LA PÉDAGOGIE

«Notre plus grand défi est d'initier les internautes aux fonctions de recherche avancée, car 80 % des questions posées ne contiennent qu'un seul mot-clé.» Michel Bisac, directeur de Voila, est conscient du travail d'éducation qu'il reste à faire pour que les internautes profitent pleinement des outils de recherche. Sur Voila.fr, de nombreuses pages sont consacrées à guider l'utilisateur pas à pas afin d'optimiser ses chances d'obtenir une réponse satisfaisante à sa requête. Le site propose également les conseils d'Olivier Andrieu, spécialistes français des moteurs de recherche.

Là encore, la démarche est similaire sur la plupart des moteurs et annuaires. Ainsi, Hotbot, le moteur de Lycos destiné à des utilisateurs un peu plus expérimentés, permet d'utiliser une trentaine de filtres, afin d'effectuer des requêtes plus poussées sans utiliser d'opérateurs booléens.

■ DES BARRES D'OUTILS

A l'image de l'annuaire Yahoo et du moteur Google, les outils de recherche tendent aujourd'hui à s'intégrer dans l'environnement propre de l'internaute, à savoir son navigateur. Yahoo propose ainsi «Yahoo compagnon», une barre d'outils qui, une fois téléchargée à partir de la page d'accueil du por-

tail, vient se loger sous les fonctions de navigation proposées par Internet Explorer ou Netscape. Une option vraiment intéressante, car elle évite d'ouvrir une nouvelle fenêtre pour effectuer sa recherche. On tape sa requête dans la barre, et les résultats s'affichent dans la fenêtre ouverte. Personnalisable, la barre Yahoo compagnon permet aussi d'accéder d'un seul clic aux actualités Yahoo, aux boutiques thématiques, à son courrier et à la messagerie instantanée.

De son côté, Google propose une barre qui s'utilise de la même manière que celle de Yahoo, mais s'avère être plus orientée vers la recherche. Un onglet permet de souligner en jaune, dans la page de résultats, tous les termes de la recherche. D'autres permettent de mettre en évidence un seul de ces termes. Pratique pour aller directement vers le bon site. Avec AltaVista, il suffit d'ajouter un icône dans sa barre de liens. Puis, quel que soit le site où l'on se trouve, de sélectionner un mot, pour accéder directement à la page de résultats. Plus besoin, donc, de saisir l'adresse d'AltaVista ni le mot en question.

■ DES RECHERCHES SPÉCIALISÉES

Elu meilleur moteur de recherche 2001 par un panel de 4 000 internautes francophones,

Voila propose depuis plusieurs mois des recherches thématiques. Parce que le mot «avocat» ne signifie pas la même chose si vous êtes juriste ou botaniste, Voila offre la possibilité d'effectuer sa recherche dans des catégories très précises : nautisme, juridique, jeux vidéo ou encore finances. Le moteur de France Télécom propose également une recherche encyclopédique sur l'encyclopédie Encarta du groupe Hachette et une autre dans «Le Guide», un annuaire tenu à jour par des cyberdocumentalistes.

Une logique également en vogue chez Yahoo, Lycos et MSN. Chez ce dernier, les entrées d'index évoluent en fonction de l'actualité et de la fréquence des requêtes des internautes (exemple : le mot «impôts» est mis en avant au moment de la déclaration et tombe ensuite en désuétude).

Cette tendance, conjuguée à la multiplication des moteurs et annuaires spécialisés, conduit également les généralistes à proposer des solutions de plus en plus ciblées. C'est ainsi, notamment, qu'AltaVista décline de nombreuses versions régionales de son moteur : viennent de voir le jour, AltaVista en galicien, basque, catalan, et une version en langue bretonne est en préparation.

■ LES SERVICES

A découvrir les nouveaux services proposés par AltaVista, on se demande bien pourquoi ils n'ont pas été proposés plus tôt. Dans sa nouvelle version, le moteur propose en effet la fonction d'enregistrement des requêtes. Cette fonction permet donc de conserver les recherches précédentes, mais également de sélectionner uniquement les liens pertinents d'une recherche afin d'y retourner plus simplement ultérieurement. Sous peu, AltaVista devrait également proposer un outil de veille assez complet : lorsqu'un nouveau site, ou une nouvelle page, est repéré, qui aurait pu correspondre à l'une des requêtes enregistrées, l'internaute est prévenu par mail. Le moteur de recherche envisage également de créer des alertes sur mobile ou assistant digital personnel. Petite nouveauté d'apparence anodine, mais là aussi bien pratique, chez MSN Search : un outil de reconnaissance de fautes d'orthographe.

Guillaume Fraissard et Olivier Zilbertin

Recevez par mail les sujets développés dans «Le Monde interactif» et sur son site. Abonnez-vous gratuitement sur interactif.lemonde.fr

Glossaire

Moteur de recherche

Base de données à laquelle on peut accéder à partir de mots-clés. L'aboutissement de la recherche indique tous les sites contenant le ou les mots-clés, sans tenir compte du thème général du site. Pour optimiser cet outil, il est important de bien en maîtriser le mode de fonctionnement : le type d'indexation, la formulation et les opérateurs booléens.

Annuaire

Répertoire de sites remis à jour manuellement par des spécialistes du Web. L'utilisation d'un annuaire est préférable à celle d'un moteur pour réaliser une recherche d'ordre général et thématique, alors qu'on privilie les moteurs pour une recherche portant sur un sujet plus précis.

Base de données

Regroupement de fichiers dans un ensemble structuré, afin de les rendre accessibles en permanence aux utilisateurs.

Index

Fichier répertoriant des mots-clés, permettant de renvoyer rapidement au texte correspondant disponible dans une base d'information.

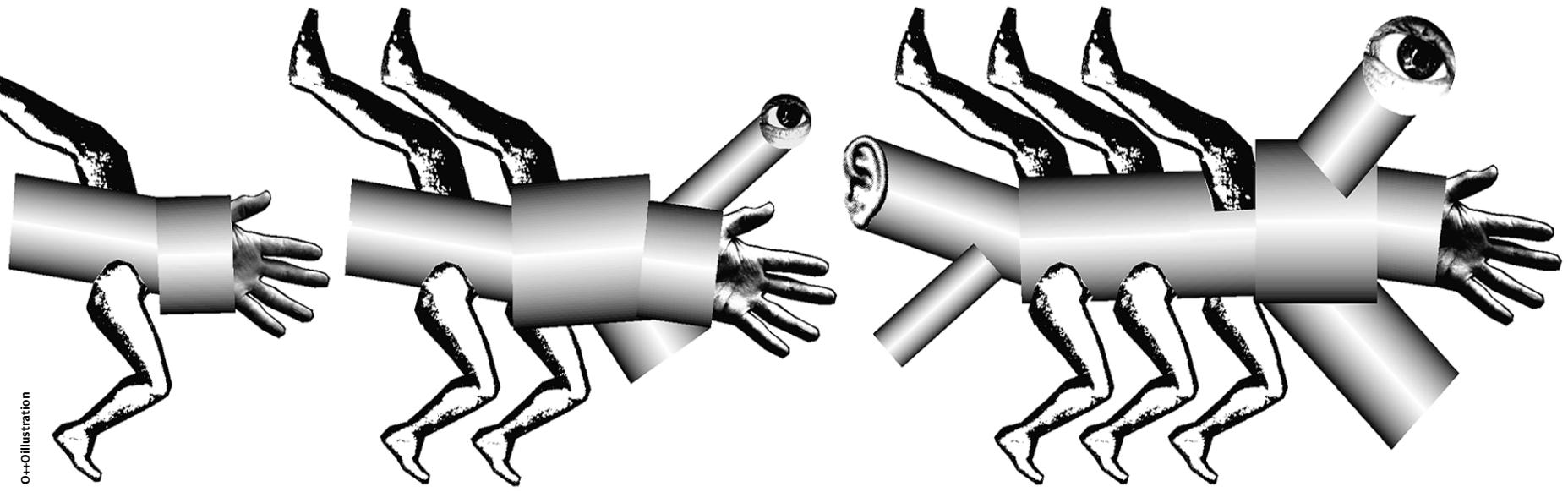
Opérateur booléen

Certains moteurs effectuent automatiquement une conjonction (opérateur «et») de tous les termes d'une recherche (Google, par exemple). Ils proposeront donc les pages contenant les deux termes de la recherche. En revanche, d'autres réalisent une recherche disjonctive (opérateur «ou»). Vous aurez donc toutes les pages contenant un ou deux de vos mots de recherche. En général, le «ou» est implicite pour des mots-clés qui se suivent, sans autre précision.

Clés

1993

C'est l'année de création des premiers moteurs de recherche, Wanderer et Aliweb. A l'époque, ces pionniers pouvaient avoir pour ambition de référencer la totalité du Web, qui ne comportait que 623 sites.



Le bon mot-clé

LE WEB est infini, sans frontière. Les moteurs de recherche le sont aussi. Une requête peut entraîner une liste de milliers de liens. Autant chercher une aiguille dans une botte de foin, se plaignent souvent les internautes. Avant de lancer une recherche, identifiez d'abord le mot-clé. Ne tapez pas n'importe quel mot sur votre clavier. Logique et réflexion s'imposent.

La recherche porte-t-elle sur une information globale ou sur un sujet précis ? Pour un objet, par exemple, comme une machine à laver, si vous recherchez un modèle précis, tapez alors comme mot-clé la marque ou le fabricant de l'objet en question, et au mieux la référence exacte du modèle. A l'inverse, si vous voulez des renseignements sur cette catégorie de l'électroménager, entrez simplement «lave-linge».

La réussite de toute recherche en ligne est la définition de ce fameux mot-clé. Selon les concepteurs des moteurs de recherche, il existe trois catégories de mots-clés. Les mots-clés «primaires» (appelés aussi mots-clés «larges») définissent les champs d'investigation, des sujets généralistes tels que cinéma, cuisine, santé... Les mots-clés «secondaires» (ou mots-clés «profonds») traduisent directement la requête, telles que des définitions précises comme hôtel, autoroute, les dates ou les noms propres de personnes

ou de villes. Enfin, les mots-clés «interdits», c'est-à-dire ceux qui peuvent induire en erreur le moteur et qu'il faut absolument éliminer de la recherche.

L'un des exemples de mot-clé «interdit» connu des internautes est «apple» (pomme en anglais, et donc à tenir compte seulement sur les moteurs anglophones). En tapant «apple», un agriculteur qui souhaite obtenir des informations sur la culture des pommes n'obtient que des liens de sites parlant de micro-ordinateurs Apple.

Le succès d'une recherche repose donc sur la définition d'un mot-clé «primaire», d'un mot-clé «secondaire» et autant que possible de mots-clés «interdits». L'autre critère est, évidemment, la linguistique : vous êtes francophone, effectuez l'investigation sur un moteur francophone. Yahoo, par exemple, décline son outil de recherche en vingt-quatre langues. Le français est sur www.yahoo.fr; l'anglais, lui, sur www.yahoo.com.

Au-delà de ces deux critères viennent ensuite les opérateurs booléens (et, ou, guillemets...) qui permettent des recherches avancées. Chaque moteur ou annuaire utilise des règles particulières, et il est conseillé de consulter leur mode d'emploi pour maîtriser l'outil.

H. Ng.

A côté des annuaires et des moteurs classiques se développent des sites d'experts

OU TROUVER des fournisseurs de carton ondulé pour livrer des pizzas à domicile ? Où télécharger des partitions pour piano du compositeur Ryuichi Sakamoto ? Depuis son ouverture il y a deux ans, le site Question.fr a traité quelques milliers d'interrogations de la sorte, dans des registres aussi divers que variés. Sa particularité : les réponses ne sont pas automatiques, comme c'est le cas pour un moteur classique, mais fournies par des cyberdocumentalistes en chair et en os.

Le site revendique aujourd'hui un réseau de 330 experts, qui exercent pour la plupart leur activité en télétravail. Chacun doit justifier d'une compétence dans un domaine particulier, et d'une bonne connaissance de la Toile, afin d'apporter, en un maximum de douze heures, une réponse pertinente sur un sujet donné. Forcément, cela a un prix : les services de ce site sont payants. Selon que la requête est

«simple» ou «complexe», les tarifs démarrent à 89 francs et peuvent grimper, dans certains cas, jusqu'à environ 3 000 francs pour des demandes très pointues, s'approchant de l'étude de marché.

«Nous avons eu par exemple une requête pour obtenir des renseignements concernant des tests de filiation génétique sur les animaux domestiques, explique Pierre-Emmanuel Moog, l'un des deux fondateurs. Dans ce genre de cas ultra-précis, nous ne fournissons pas le contenu d'une étude, parce que cela dépasserait les 3 000 francs. En revanche, nous proposons des sommaires et des références. Nous avons passé des accords avec des sociétés d'étude. Cela fait partie de notre savoir-faire que de connaître le bon prestataire.»

Tous les jours, une quinzaine de questions sont adressées aux «cyberlimiers». Seules limites : tout ce qui concerne la pédophilie, le racisme et la piraterie. La réponse prend la forme d'une sélection de liens commentés. Il arrive aussi que les experts fassent parvenir des documents spécifiques via la messagerie électronique. Ainsi, pour illustrer la manière dont la «force de friction s'exerce sur un canoë», l'expert chargé de répondre, un ingénieur, a dessiné un graphique.

On le voit, on est loin de la recherche telle que peuvent la pratiquer des millions d'internautes

quotidiennement sur les moteurs classiques. Cette formule de recherche assistée va être développée : Question.fr s'apprête à commercialiser en marque blanche ExpertLink, une plate-forme qui permettra aux sites qui l'auront achetée de mettre en relation des internautes ayant une question avec ceux «qui détiennent le savoir». Les experts seront rémunérés par le questionneur selon un système d'encheres inversées.

Le créneau attire de plus en plus de monde, chacun ayant des méthodes différentes. Les humains cachés derrière Webhelp, baptisés «Web wizards», alias les «magiciens du Web», font partie de vastes Web call centers. Ils renseignent gratuitement et en direct les internautes, qui sont cependant invités à surfer sur des sites partenaires. Logique, puisque le modèle de Webhelp est fondé sur la publicité. Equesto, de son côté, qui vient de racheter Woonoz, cible un public de professionnels. Selon une étude menée en février dernier pour le site de conseils en ligne Keen.com, les Américains sont prêts à débourser 15 dollars (environ 100 F) par semaine pour obtenir sur Internet des réponses pertinentes à leurs questions. De quoi donner un coup d'accélérateur à ces moteurs humains.

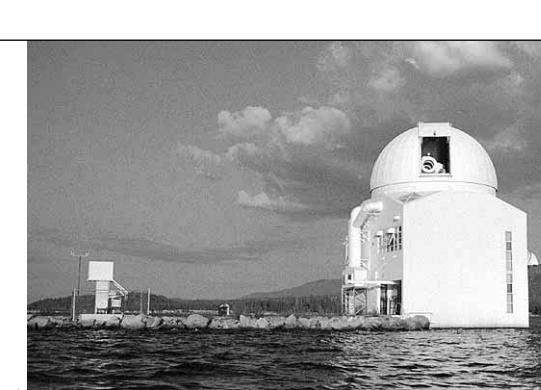
Laurence Bernaert

La révolution Copernic

Le métamoteur Copernic vient de sortir dans sa nouvelle version, millésime 2001. Ce logiciel permet d'interroger plusieurs moteurs de recherche en une seule requête. Comme dans sa version précédente, les utilisateurs apprécieront en particulier son outil de veille, qui alerte par courriel chaque fois qu'une nouvelle page ou qu'un nouveau site concernant une recherche ultérieure sont repérés.

Gpulp

Le consortium Gpulp a pour ambition de mettre au point les futurs protocoles qui régiront la recherche de données sur Internet en utilisant la technologie peer to peer (point à point). Gpulp est supervisé par Sébastien Lamba, un développeur qui a participé à la mise au point de Gnutella. Le consortium regroupe entreprises, administrations, laboratoires, et veut travailler en amont des développeurs. Cette association sur le peer to peer est le pendant européen du groupe de travail emmené par Intel aux Etats-Unis.



L'an I du partage direct

Le principe de communication directe entre deux ordinateurs va bouleverser la recherche sur Internet

LES UTILISATEURS de Napster connaissent bien le principe. Une simple requête sur ce logiciel d'échange de fichiers musicaux donne accès à des dizaines de chansons stockées sur les ordinateurs d'internautes disséminés partout dans le monde. Imaginez maintenant le même outil, non plus avec des chansons mais avec l'ensemble des documents disponibles sur la Toile. Vous aurez alors une idée de la révolution qui va secouer l'univers des moteurs de recherche dans les prochains mois.

Baptisé « peer to peer » (point-à-point), le principe de communication directe entre deux ordinateurs semble porter de grands espoirs pour les acteurs de la recherche sur Internet. Il offre notamment la vertigineuse perspective de pouvoir

accéder enfin à la totalité de ce qu'on appelle le « Web caché », ces dizaines de millions de pages qui échappent à l'indexation des outils de recherche traditionnels. Avec un moteur utilisant le point-à-point, la requête n'aboutit plus uniquement sur les sites référencés par Yahoo ou Google, mais aussi sur des pages hébergées à l'intérieur de l'ordinateur d'un particulier ou d'une entreprise.

La société américaine Pointera, pionnière sur ce créneau, annonce déjà qu'avec son moteur, vous ne cherchez plus l'information sur les 15 millions de serveurs qui composent la Toile mais sur 500 millions de PC ! Dans son sillage, d'autres se lancent dans cette technologie. Sun Microsystems vient ainsi de racheter Infrasearch, un moteur de recherche point-à-point encore en développement et fondé sur la technologie Gnutella, un clone de Napster. De son côté, AltaVista devrait proposer en juin prochain une version spéciale de son moteur de recherche. Celui-ci indexera le disque dur de votre ordinateur afin d'en faire partager les richesses à tous. Libre à chacun de paramétrier ce qu'il a envie que les autres voient de son intimité numérique.

La société française Amoweba fait elle aussi le pari du peer to peer. Avec toutefois une nuance importante, comme le précise Olivier Nérot, PDG de cette start-up située à

Annecy. « L'exhaustivité n'est pas une fin en soi. Prétendre pouvoir indexer la quasi-totalité du Web ne sert à rien si vous ne pouvez pas garantir la pertinence des réponses. » Pour remédier à ce problème, Amoweba propose une approche cognitive et adaptative de la recherche. La société commercialisera à partir de juin prochain Human Links (pour un prix entre 140 et 150 francs), un logiciel qui fera de chaque utilisateur une source potentielle d'information pour les autres.

LA PEUR DE LA MANIPULATION

Concrètement, le logiciel indexe et classe par thèmes toutes les données inscrites sur votre disque dur. De ce travail d'archivage, le logiciel définit vos centres d'intérêt et votre profil. Ceux-ci sont utilisés lors de vos recherches mais aussi lors de celles des autres possesseurs du logiciel. « Avec Human Links, chaque utilisateur pourra bénéficier des recherches des autres et ainsi obtenir les informations les plus pertinentes possibles », assure Olivier Nérot.

En plus de ce profilage, Human Links dispose d'un système multi-agents qui met en contact les personnes partageant les mêmes priorités. Un fan de Madonna qui cherche des informations sur la chanteuse sera connecté en priorité aux pages de ceux partageant la même passion. Bien sûr, ce travail

de maillage s'effectue progressivement, recherches après recherches, comme pour un cercle d'amis qui s'élargit au gré des rencontres.

Reste que les moteurs peer to peer soulèvent déjà des inquiétudes, notamment la peur de la manipulation. Danny Sullivan, rédacteur en chef de « Search Engine Watch », magazine en ligne anglais consacré aux moteurs de recherche, fait partie des sceptiques. « Avec un système où n'importe qui peut contribuer, il est facile de manipuler ou de falsifier l'information. Avec un système centralisé, vous pouvez vous défendre du spamming, pas avec le point-à-point. »

Conscient de ces dérives possibles, Amoweba et les autres entreprises impliquées dans la recherche collaborative insistent sur le fait que le peer to peer appliquée à la recherche pourrait surtout servir aux entreprises. Notamment au sein des intranets, où l'émetteur de l'information est clairement identifiable et, a priori, digne de confiance.

Guillaume Fraissard

■ www.pointer.com
■ www.amoweba.com
■ www.infrasearch.com

interactif.lemonde.fr/enquetes

Le.top.des.réseaux

Des trucs et des astuces



www.abundance.com

C'est le site des outils de recherche par excellence. Des trucs et des astuces, de l'actualité, des études comparatives et une newsletter gratuite tous les vendredis. A noter le « générateur de mots-clés » pour faciliter les recherches des internautes : définissez votre recherche en plusieurs mots, Abundance vous donnera la manière la plus directe d'y parvenir.

www.linternaute.com

Propose des astuces pour accélérer et approfondir vos recherches. Pour les trouver, cliquez tout simplement sur la rubrique « Astuce ».

www.wired.com/news

Un site en anglais qui propose des infos sous la forme d'articles non dépourvus d'humour. Classé par rubriques (culture, technique, business), vous pouvez par exemple y piocher des infos sur les termes les plus recherchés sur Lycos.

www.google.com/intl/fr/help.html

Propose des astuces pour optimiser l'utilisation de Google. Une page qui explique que l'on n'a pas du tout les mêmes résultats si l'on clique sur « j'ai de la chance » ou « recherche Google », les deux petites cases en dessous de l'encadré blanc où vous tapez votre mot.

www.multimania.com/soshg/unmoteur.htm

Etude comparative des meilleurs moteurs de recherche, présentée sous la forme d'un tableau. Cette présentation limpide vous amène à choisir judicieusement entre les différents moteurs en fonction du thème de votre recherche.

Une sélection de Candice Moors

Google, la saga d'une référence

SI GOOGLE est devenu « la » référence des moteurs de recherche, devant AltaVista et Inktomi, ce n'est pas un hasard. La firme a mis au point un réseau de 6 000 ma-

Profil

chines réparties dans trois centres de calcul. La mission de ces machines ? Tous les mois, Google explore le Web et télécharge les pages à raison d'un millier de pages par seconde. « On les indexe et on fait ressortir les mots-clés, les associations de mots, etc. », explique Sergey Brin, l'un des deux créateurs de Google, avec Larry Page. « Nous pouvons aussi prendre en compte des objets comme les javascripts, des documents en Flash. » Le téléchargement de l'ensemble des pages Web prend environ une semaine. En outre, Google valide la pertinence des résultats et les fait auditer.

Autre particularité : le moteur stocke les pages indexées et permet d'y accéder, lorsque les liens sont cassés, ou morts. « Nous avons accumulé des milliards de liens cassés », poursuit Sergey Brin. La technologie de Google se fonde sur des annuaires inversés qui, à chaque mot, associent une information. Lors d'une requête, le moteur cherche le mot dans les titres et les zones de caractères en regardant quels sont les liens qui pointent vers la page considérée.

Google – qui vient du terme mathématique googol, qui correspond à 1 suivi de 100 zéros – a été créé en septembre 1998 par Sergey Brin et Larry Page, deux étudiants en sciences de l'informatique de Stanford, au moment où les annuaires comme Yahoo prenaient le virage du portail et laissaient le champ

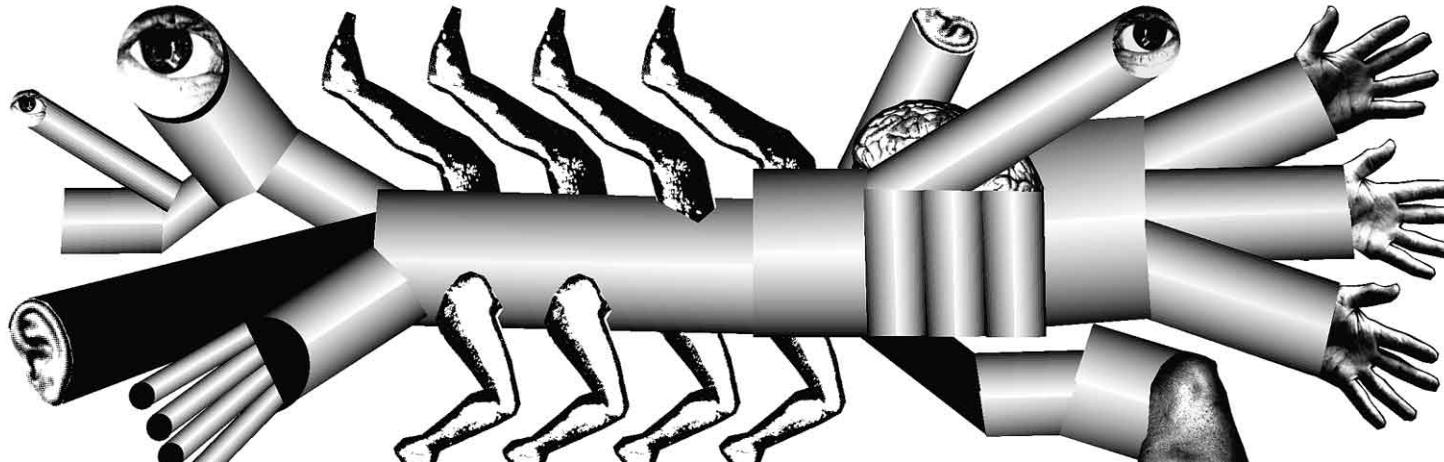
libre à des moteurs de recherche comme Inktomi. Dès 1995, il commence à télécharger le Web, à faire le tri entre les différents types de pages et découvre que les résultats laissaient à désirer. « C'est là qu'on s'est dit que nous avions une carte à jouer », ajoute le fondateur. A l'origine, l'ordinateur qui téléchargeait le Net était chez Larry, et nous faisions le travail d'analyse chez moi. Ensuite, nous avons emménagé dans le garage d'une amie qui travaille aujourd'hui chez Google. »

Aujourd'hui, Google capitalise cet héritage. « Plus de 90 chercheurs travaillent dans notre département recherche et développement, où 30 sont titulaires d'un doctorat. Certains viennent d'AltaVista et du PARC (le laboratoire de recherche de Xerox) », poursuit Sergey Brin.

Cette vocation à l'exhaustivité permet à Google de détenir 25 % de parts sur le marché des moteurs de recherche. Son objectif est d'atteindre les 50 %. « Cela correspond à notre taux de croissance et au fait que nos concurrents ont abandonné la partie », précise sans modestie Sergey Brin. Le patron de Google ne craint pas la concurrence. Pour lui, il n'y a aucun danger de se faire déborder par une start-up : « Il leur faudrait des milliers de machines et la maîtrise de plusieurs technologies. »

Google travaille sur de nouveaux développements : les technologies sans fil, la téléphonie de troisième génération, la reconnaissance vocale, l'amélioration de la pertinence des réponses. La seule modestie dont il parvient à faire preuve, c'est d'admettre que Google ne peut avoir 100 % de réussite dans les recherches.

Pierre Bouvier



Des laboratoires soumis à la question

« QUELLE EST la taille de la tour Eiffel ? » « Quel est l'âge de Bill Clinton ? » « Qui est le 19^e président des Etats-Unis ? » En août 2001, et pour la troisième année consécutive, une trentaine de laboratoires publics et privés vont s'affronter pour trouver les réponses à des séries de questions à la simplicité tout aussi désarmante. Mais l'exercice est plus complexe qu'il n'y paraît.

Les équipes de chercheurs engagées dans le concours Question Answering, organisé par le National Institute of Standards and Technology (NIST), situé au Maryland, dans le cadre de la Text Retrieval Conference (TREC), reçoivent en effet une base de plusieurs centaines de milliers de documents dans laquelle se trouvent les réponses à des questions très précises. Et il s'agit d'en « extraire » les informations recherchées.

« L'an dernier, raconte Brigitte Grau, chercheur au Limsi (Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénierie, unité du CNRS), qui s'est octroyé la sixième place, nous avions une base de données d'articles de la presse américaine de 3 gigaoctets, l'équivalent de 3 000 romans de 200 pages. » En plus de cette mine d'informations désordonnées, les chercheurs reçoivent une batterie de 700 questions, simples et factuelles. Et l'expression de ces réponses ne doit pas

En quête d'images

En analysant des caractéristiques récurrentes à certaines catégories d'images, il est possible d'indexer et de rechercher quelques types de clichés numériques dans de vastes bases de données. La voie ouverte depuis deux ans par LookThatUp (« regarde-moi-ça »), une start-up française née dans le sillage d'une action de l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique), est, depuis, empruntée par de nombreuses jeunes pousses américaines, à l'image de Virage, d'Ereo ou encore de Cobion. « Notre principe, résume un responsable de LookThatUp, consiste à reconnaître les textures, les couleurs, les formes propres à certaines catégories d'images. Nous en extrayons, en quelque sorte, une signature numérique. » Et au fur et à mesure que de nouvelles images sont décortiquées, le système « apprend » à affiner son algorithme de reconnaissance. Les applications vont du filtrage d'images à caractère pornographique à la recherche, sur la Toile, de produits ou d'objets en fonction de leur similarité visuelle avec une référence.

Dans la liste de 700 questions, 500 utilisaient une formulation « naturelle », mais les autres avaient été énoncées de façon à brouiller les pistes : utilisation de circonlocutions et de détours de langage, emploi abusif de synonymes, etc.

« L'an dernier, précise Brigitte Grau, nous étions sûrs que les réponses aux questions posées figuraient dans la base de données. Ce ne sera pas le cas cette année. » En clair, les logiciels devront, dans certains cas, être à même d'avouer leur ignorance, et ne pas se « contraindre » à trouver à tout prix une réponse. Autre nouveauté, ils devront être capables de combiner des informations contenues dans des documents distincts pour trouver la réponse à certaines questions.

L'application de ces systèmes de traitement du langage naturel aux moteurs de recherche sur Internet n'est toutefois pas pour demain. D'autant que la recherche dans ce domaine est, comme le juge Bernard Lang, chercheur à l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique) et responsable de l'Atoll, « ralentie par le manque de partage des ressources – comme les lexiques ou les grammaires –, qu'il est très complexe de mettre au point. »

Stéphane Foucart

2,9 milliards

de pages : ce serait la taille actuelle du Web, selon une étude réalisée par le Benchmark Group. Ces presque 3 milliards de pages (dont 20 millions en français) seraient en fait réparties en presque 22 millions de sites. Au début de l'an 2000, le moteur Inktomi avait annoncé que le Web comportait 1 milliard de pages.



Google se fait portable

Google est désormais consultable par tous les possesseurs d'un téléphone i-mode. Pour l'instant diffusé au Japon, en attendant une arrivée en Europe et aux Etats-Unis, la technologie i-mode permet de surfer sur Internet à partir de son téléphone mobile. Google met ainsi à la disposition des utilisateurs de l'i-mode, le 1,3 milliard de pages référencées par son moteur.

99 %

des internautes déclarent se servir d'un moteur de recherche, selon le Benchmark Group. 55 % d'entre eux avouent également ne jamais dépasser la consultation des vingt premières réponses, et 6 % les cinq premières.

PUBLICITÉ

Stratège et maître du jeu

Phil Harrison, numéro deux de Sony Europe, est le patron des jeux développés pour les consoles PlayStation

LE FRONT légèrement dégarni, le costume gris, la chemise sombre et les mocassins à boucle argentée n'y changeront rien. Avec son mètre quatre-vingt-dix bien tassé, son visage d'enfant et son teint de lait, Phil Harrison promène à trente ans une dégaine d'adolescent grandi trop vite. Patron des cinq studios de création de Sony Computer Entertainment Europe (SCEE) et responsable des relations avec les éditeurs des jeux pour les consoles PlayStation, le numéro deux en Europe de la firme nipponne tient la dragée haute à des hommes et femmes d'affaires qui pourraient être ses parents. Harrison est l'« émissaire-clé » des Japonais. Leur « directeur de création » sur le Vieux Continent. Il décide de l'achat et du développement des jeux en Europe.

Trente ans et déjà quinze ans d'expérience dans les affaires. Jeune Britannique de bonne famille, il quitte à seize ans le giron parental et un excellent établissement de la banlieue londonienne. « J'avais un copain qui gagnait de l'argent en programmant des jeux. Il m'a appris un peu la programmation, puis j'ai commencé à mettre au point les images de ses logiciels », raconte-t-il. « J'ai finalement décidé d'arrêter l'école et de monter ma propre société. Quand j'y repense, j'étais fou et inconscient. Un rebelle. »

A l'époque, les tempes rasées, les cheveux en bataille au-dessus du crâne, Phil Harrison prend des allures « corbeau » tendance « gothique ». Il fait un brin de musique et galère un peu. En 1987, il monte son studio et réalise ses premiers jeux pour différents commanditaires. Phil Harrison se fait un nom.

DANS LE SECRET DU PROJET

Après un passage chez Mindscape, il est embauché par Sony en 1992 pour travailler sur des jeux destinés aux consoles de Nintendo et Sega. Un an plus tard, Phil Harrison est le seul non-Nippon à faire partie du projet secret PlayStation. Les Japonais le dépêchent aux Etats-Unis et en Europe pour convaincre les fabricants de développer des programmes pour cette nouvelle machine. Le pari est doublé risqué : il faut convaincre de la viabilité de la PlayStation dans un secteur dominé par Sega et Nintendo (qui détenaient alors chacun 50 % du marché) mais aussi faire accepter le passage de la carte à la CD-ROM.

Sept ans plus tard, la cartouche n'existe plus que chez Nintendo, le CD-ROM est une évidence et le jeu vidéo n'est plus une activité enfantine : « Quand j'ai commencé, le secteur concernait les garçons de 8 à 15 ans. Avec l'apparition des consoles, l'abandon du PC familial comme sta-



SETO

tion de jeu, les choses ont commencé à changer. Et en 1995, avec l'arrivée de la PlayStation, nous sommes passés à un marché de masse. »

Etape importante mais pas capitale. Dans un avenir proche, Harrison rêve de voir dans les bibliothèques, posées entre les livres, les CD audio et les vidéos de films, les piles de CD-ROM dans lesquelles chacun viendrait piocher au gré de ses envies. Le jeu serait appréhendé comme un produit mais aussi considéré comme un art à part entière. A l'entendre, nous n'en sommes pas si loin : « Le cinéma s'inspire de plus en plus de jeux vidéo, et les aventures de nos héros sont même portées à l'écran. Bientôt, les studios de développement réaliseront leurs propres films. Et la qualité des images de la PlayStation 2 (PS2) drainera de nombreux créateurs, des réalisateurs de films vers notre univers. »

Phil Harrison concède pourtant que la course à la performance technique a provoqué une baisse de l'originalité dans les concepts. Toujours plus réalistes, les jeux ne sont pas meilleurs pour autant mais, assure-t-il, « nous vivons une période de transition. Dans les six prochains mois, l'intelligence artificielle, la simulation physique et dynamique vont changer l'écriture des scénarios. Les jeux n'auront pas forcément de fin et les joueurs pourront "interagir" avec des univers virtuels. »

.

Après la disparition de la Dreamcast et la volonté affirmée de Sega de mettre tout son savoir-faire à la disposition de Sony en fabriquant des jeux pour ses consoles, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Phil Harrison ne se sent même pas menacé par le prochain débarquement de la X-Box, console

de Bill Gates. « Microsoft arrive un peu tard. Je ne pense pas qu'ils aient suffisamment d'ambition. Ils veulent juste pénétrer le business du jeu vidéo. Mais ce marché appartient au passé. Sony est déjà loin devant. Nous voulons créer une industrie du divertissement numérique en réseau. »

Les équipes de Phil Harrison travaillent sur des programmes en ligne mais aussi sur les manières d'explorer les possibilités de jeux sur Internet. La PS2 sera bientôt dotée d'un accès au Net. Et bientôt, les joueurs pourront s'alimenter en images, personnages, morceaux de musique supplémentaires, et se voir pendant des parties à plusieurs grâce à des Webcam. A priori, rien là de révolutionnaire. Mais le stratège des Japonais refuse d'en dire plus. D'ailleurs, il reste un adepte de pratiques traditionnelles : « J'aime par-

tager le même canapé avec d'autres joueurs et pouvoir discuter, m'emporter avec eux quand je joue. » Un comportement qui va à l'encontre de celui du « nerd », surnom anglophone donné aux garçons timides et introvertis passant leur vie devant un ordinateur. Son principal motif de gêne quand il était ado fait aujourd'hui sa fierté : « A 16-17 ans, quand on me demandait ce que je faisais dans la vie, je disais que je bosais dans l'informatique. Je n'osais pas répondre que j'étais dans le jeu vidéo. Maintenant, quand je dis que je travaille pour PlayStation, les gens trouvent ça "très intéressant" ! »

Hanna Waar

interactif.lemonde.fr
portraits

LE TOUR DU MONDE DES CYBERCAFÉS



LA RUE VIRTUELLE D'IRBID

La Jordanie est en passe de figurer pour la deuxième fois au *Livre Guinness des records*. Avec Noor de Jordanie, le pays peut s'enorgueillir d'avoir la plus jeune, si ce n'est la plus belle, reine du monde. Désormais, il peut se flatter de posséder la plus grande concentration de cybercafés dans une même ville. Drôle d'endroit que cette rue de l'Université-du-Yarmouk, à Irbid, deuxième ville du pays. Longue d'à peine un kilomètre, cette artère abrite pas moins de 107 cybercafés. Explication du phénomène ? Près de 70 % des 19 000 étudiants de l'université ne sont pas originaires d'Irbid, cette ville rurale où il n'y a rien d'autre à faire qu'étudier et surfer. Autant de clients potentiels qui se rendent donc quotidiennement dans ces centres essentiellement pour discuter de façon électronique. Signe du poids de la tradition, Internet introduit un anonymat bienvenu dans les relations entre filles et garçons. Sur cette centaine de lieux, le Web se consomme version luxe avec moquette et cocktail, ou plus sobre avec néons et connexion lente. Le coût de l'accès varie entre 0,6 et 1 dinar jordanien l'heure, soit entre 6 et 10 francs.

Haroun Internet Café, Yarmouk University Street, IRBID, JORDANIE

A bon droit

La responsabilité de l'hébergeur

DANS QUELLES CONDITIONS la responsabilité d'un fournisseur d'hébergement de sites peut-elle être engagée ? La question se pose encore, après que la loi du 1^{er} août 2000, modifiant celle du 30 septembre 1986, a été partiellement invalidée par le Conseil constitutionnel, à propos des modalités de la responsabilité des intervenants techniques. C'était la question soumise récemment au juge des référés du tribunal de grande instance de Paris par la société Ciriell et son directeur général, gravement mis en cause par des propos diffamatoires et injurieux présents sur un site, ciriellus.free.fr, hébergé par la société Free. Les plaignants cherchaient notamment à obtenir la condamnation sous astreinte de l'hébergeur à mettre en œuvre tous les moyens de nature à rendre impossible la diffusion de ces propos et que soit ordonné l'affichage de la décision à intervenir sur le site en question.

Dans son ordonnance du 6 février 2001, le juge des référés a rappelé qu'« aux termes de l'article 43.8 de la loi du 30 septembre 1986 (...), les personnes qui assurent le stockage direct et permanent, pour mise à disposition du public, de messages accessibles par les services de communication en ligne ne sont pas pénalement ou civilement responsables du contenu de ces services que si, ayant été saisies par une autorité judiciaire, elles n'ont pas agi promptement pour empêcher l'accès à ce contenu ». L'hébergeur Free ayant immédiatement réagi et procédé de sa propre initiative à la fermeture du site, le juge lui en a donné acte. En ce qui concerne la communication aux plaignants des informations permettant d'identifier les créateurs du site litigieux, le juge a également rappelé que la loi nouvelle avait institué un régime excluant l'anonymat des personnes éditant, à titre non professionnel, un service de communication en ligne, dans leurs rapports avec les fournisseurs d'hébergement. La loi prévoit en effet que ces éditeurs doivent à tout le moins tenir à disposition des hébergeurs les éléments de leur identification personnelle, et que ces fournisseurs d'hébergement sont ensuite tenus de détenir et conserver ces données et les fournir à l'autorité judiciaire qui en demanderait communication. Il est en effet prévu que seule une autorité judiciaire, à l'exclusion de tiers non autorisés, peut recevoir communication de ces informations nominatives de la part des fournisseurs d'hébergement.

En l'espèce, la société Free a remis au juge, lors de l'audience, les éléments d'identification personnelle en sa possession, éléments que le juge a remis à la société Ciriell. C'est donc une procédure en deux temps qui est instaurée par la loi nouvelle : il faut d'abord demander à un juge d'ordonner à l'hébergeur la communication de l'identité de l'éditeur, puis, dans un second temps, assigner cet éditeur pour voir sanctionner son comportement illicite.

Le juge a encore relevé qu'après la censure du Conseil constitutionnel, les dispositions actuelles de l'article 43.8 posent un principe d'irresponsabilité des fournisseurs d'hébergement, du fait du contenu des services qu'ils hébergent, faute d'injonction de l'autorité judiciaire. La conséquence en est que ce type d'instance préalable, ayant pour but de demander à l'autorité judiciaire d'ordonner à l'hébergeur la communication de l'identité de l'éditeur, est engagée « dans l'intérêt exclusif » du demandeur et ne peut donc donner lieu à condamnation de l'hébergeur aux frais, dépens d'instance ou frais d'avocat du demandeur.

Enfin, constatant que le site litigieux avait été fermé d'office par l'hébergeur, le juge n'a pas accepté de faire droit à la demande de publication de la décision, puisqu'une telle mesure aurait nécessité de réactiver ce site, source du trouble précisément dénoncé par les plaignants.

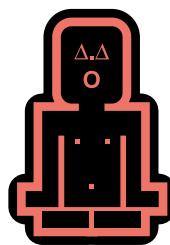
Alain Hazan, avocat à la cour

■ www.juriscom.net

CETTE SEMAINE EN JORDANIE

PUBLICITÉ

Sabir cyber



... des lecteurs

Depuis deux ans, cette rubrique propose de prendre un mot d'usage courant dans l'univers cyber, d'en rechercher l'origine, et d'éclairer son contexte. Mais l'étymologie n'est pas une science exacte et les informations sur l'origine de mots d'usage récent sont très dispersées. Il arrive souvent qu'un lecteur en sache bien plus sur le sujet que l'auteur de ces lignes.

Cette semaine, Sabir Cyber est donc interactif avec un florilège de contributions de lecteurs qui complètent ou corrigent ce qui avait été avancé ici.

Puce: un des petits trésors du sabir cyber français, puisque ce mot remplace très bien, sans le traduire, le mot américain *chip* (plaquette) pour désigner un composant électronique. André Zanetto, qui dirigeait l'usine Thomson-CSF de Saint-Egrève, près de Grenoble, me permet de compléter l'histoire: c'était dans les années 1950, et les ouvrières qui contrôlaient les chaînes de fabrication de ces composants devaient s'en saisir à l'aide de sortes de pinces à épier. Quand elles les posaient sur leur table, les pattes de ces composants avaient tendance à les faire rebondir et sauter comme des puces. *Puce* est sans doute le seul mot cyber issu de la culture ouvrière.

Calcullette: ce mot est apparu dans les années 1970 pour désigner les calculatrices les plus simples, limitées aux quatre opérations de base.

M. B. Jacqueline précise que, vers 1924, son père avait voulu utiliser ce nom pour le brevet d'une machine à calculer.

Mais *calcullette* était déjà déposé en tant que marque par un fabricant de *slide-charts*, ou règles à calcul, en l'occurrence une règle à calcul destinée aux professions de l'alimentation. Est-ce en raison de ce lointain souvenir que si *calcullette* n'a jamais supplanté *calculatrice*, le mot conserve une certaine part de marché chez les commerçants de proximité?

Internet: la version officielle est que le mot a été utilisé pour la première fois dans une publication universitaire en 1974 par Vint Cerf et Bob Kahn. On en attribue aussi l'invention à Bob Taylor, le futur patron du Xerox-Parc, quelque part entre 1969 et 1971.

Mais M. R.-J. Chauvet m'a fait parvenir la photocopie de la couverture d'un livre de 1970, *Planning moderne et emploi de l'ordinateur*, chez Dunod, où l'auteur, Philippe Poré, précise qu'il a participé activement aux congrès Internet de Vienne en 1967 et d'Amsterdam en 1969! En 1970, précise le lecteur, le mot *Internet* était, pour un informaticien, «supposé suffisamment connu pour ne pas nécessiter d'explication complémentaire».

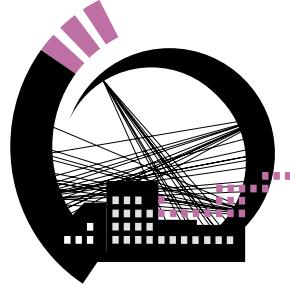
Booter: ce verbe signifie «mettre en marche un ordinateur». Il s'agit d'une adaptation du verbe anglais *to boot*, mais qui lui-même vient du français *bottes*. En anglais, *bootstrap* désigne la boucle grâce à laquelle on enfile une botte. Philippe Cibois, de l'université de Versailles, précise: «Il me semblait que l'expression *bootstrap* faisait allusion au baron de Münchhausen qui se soulevait de terre en se tirant par ses sangles de bottes. Il s'agit d'un auto-lévitier, ce que fait l'ordinateur en lançant le programme qui va le lancer. Cyrano faisait de même en jetant en l'air l'aimant qui l'attrait ensuite vers le ciel.»

Alain Le Diberder

interactif.lemonde.fr/
cyberculture

Nouvelle étape de notre tour de France des villes de la cyberculture, la capitale de l'Alsace se veut tour à tour artistique, tribale ou décalée

Strasbourg cyberélectrique



DÈS 1995, alors que la ville décida de remettre au goût du jour l'éducation populaire, elle eut l'intuition politique de s'interroger sur les conséquences sociales des nouvelles technologies. Pour éviter que la mutation annoncée n'exclue les jeunes des quartiers populaires, il fallait leur donner l'occasion de s'approprier ces nouveaux outils.

Recrute à la fin de 1996 pour mettre en place ce programme, Jean-Claude Bournez se souvient: «Nous avons tout d'abord créé les cybercentres, des espaces grand public et gratuits d'accès au multimédia. Chacun a une fonctionnalité différente: bureautique pour le Neuhof, création artistique pour la Galerie à l'En-Verre et soutien scolaire à la Meinau. Devant l'engouement des jeunes pour les sons et les images animées, on a créé par la suite deux nouvelles structures plus spécialisées: La Maison de l'image et son programme d'ateliers audiovisuels, et les studios

Crica (Centre de ressources et d'initiatives culturelles et artistiques), consacrés à la musique et aux cultures urbaines.»

Jean-Claude Bournez se réjouit de l'émergence d'une scène musicale multimédia qui a organisé son premier festival Rézolutions en décembre 2000 ou de rendez-vous comme Cité jeunes, ville en projet, qui livre la place Kléber aux nouvelles technologies et à ses acteurs durant trois jours au mois de mai.

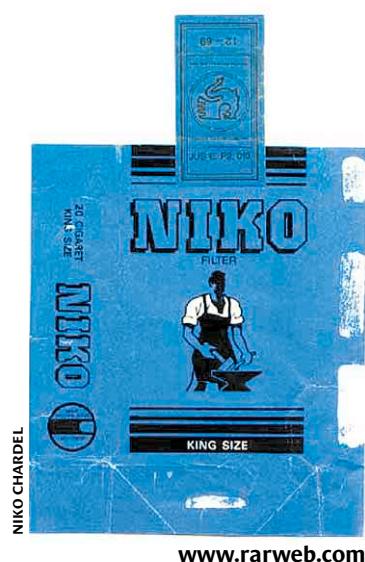
L'engagement de la ville en faveur de la diffusion des nouvelles technologies a porté ses fruits puisqu'elle est aujourd'hui débordée de tous les côtés par le dynamisme des cyberacteurs locaux. Le vivier artistique local trouve ainsi sur le Web une véritable galerie d'expression avec rarweb.com, qui présente et vend des œuvres d'artistes rhénans. D'autres, comme le Syndicat potentiel, un collectif d'artistes, en profitent pour servir leur discours

philosophico-artistique. Les étudiants en arts s'exercent sur la Toile depuis le site de l'atelier numérique des Arts déco. Les plus novateurs, comme e-toiler.com, se donnent en spectacle, en ligne exclusivement.

Mais c'est dans les pages plus



www.absurde.com



www.rarweb.com
www.lyeux.net

Corinne Maix

- www.cybercentre-strasbourg.org
- syndicatpotentiel.free.fr
- www.esad-stg.org/numerik
- www.lyeux.net
- www.absurde.com

Une plate-forme de travail partagée

Groove représente la première application professionnelle de la technique point-à-point

«Groove est une plate-forme dans laquelle n'importe quel développeur peut ajouter de nouvelles applications», précise Andrew Mahon. Un éditeur d'antivirus préparera une version pour ce logiciel. Trellix, qui commercialise des outils de création de sites, va adapter ses solutions à la plate-forme Groove. Cette ouverture sur l'extérieur le distingue des autres logiciels fondés sur la technique du point-à-point. Cette dernière permet à des internautes d'échanger des informations d'ordinateur à ordinateur sans passer par un serveur central. Dans le détail, une partie de la puissance de calcul de chaque ordinateur connecté est mutualisée au sein d'un serveur virtuel qui gère en temps réel les applications.

Ray Ozzie a eu l'intuition, dès octobre 1997, de miser sur une technologie alors évanescante: «Plusieurs tendances militaient à cette époque en faveur du peer to peer, analyse Andrew Mahon. Des processeurs de plus en plus puissants, des capacités de stockage des données en pleine croissance et l'augmentation constante de la bande passante disponible.» Jusque-là cantonné à des applications universitaires ou ludiques, Groove ouvre le P2P aux entreprises.

Côté sécurité, Groove crypte systématiquement les communications entre les utilisateurs. Cette protection séduira les professionnels, même si le cryptage employé demeure non précisé. Groove dispose d'autres arguments à l'attention des entreprises. D'après Andrew Mahon, ce logiciel s'intègre aux applications d'entreprises existantes (bases de données, annuaires, systèmes de facturation, etc.), avec lesquelles il pourra dialoguer. Fort de ces arguments, il est peu étonnant que Groove ait levé plus de 420 millions de francs auprès de partenaires comme Intel. La revue *The Economist*, quant à elle, s'interroge: «Groove: le prochain Netscape?».

Emmanuel Chanal

Vous avez dit absurde?

Absurde cache une association strasbourgeoise qui pourrait faire figure de référence pour la promotion de la création numérique. Depuis six ans, huit passionnés de musiques électroniques ont entrepris de faire découvrir ces œuvres numériques qui les émeuvent. Des raves clandestines jusqu'au festival Rézolutions organisé avec la Ville, l'histoire de l'association est aussi celle de sa professionnalisation. Puisque le droit local associatif l'autorise, Absurde est gérée comme une entreprise. Crédit à la création de sites, organisation de spectacles, animations visuelles par les trois VJ que compte l'association, réalisation d'habillages sonores ou transmission d'émissions en direct sur le Web sont autant d'activités commerciales destinées à garantir l'indépendance de la structure.

Mais c'est dans des initiatives plus décalées que s'exprime son militantisme: des soirées qui cultivent le mélange des genres, un site qui propose 150 heures de musique en MP3 ou l'inclassable émission réalisée pour la télévision câblée locale. «C'est la baisse du prix du matériel qui a permis à Absurde de se développer, avoue Alexandre Rachez, son responsable. Nous sommes tous équipés à titre personnel d'un studio de montage audio ou vidéo. Pas mal d'artistes gravitent autour d'Absurde, et ce réseau devrait nous éviter de tomber dans la routine pour produire des spectacles uniques.»

PUBLICITÉ

Une autre société de l'information est possible

Armand Mattelart, universitaire spécialiste des questions de communication, porte dans son dernier ouvrage un regard sévère sur la société de l'information.

Interview

Vous ne croyez pas aux promesses d'un monde «plus solidaire, plus ouvert, plus démocratique» dont les discours sur la société de l'information sont porteurs...

Ce à quoi je m'oppose, c'est à la forme que l'on nous propose pour implanter ladite société de l'information, qui nous est présentée comme apportant plus de démocratie, plus de prospérité, etc. Il est important de comprendre comment la notion de société de l'information qui s'est popularisée renvoie à un projet particulier, qui, selon moi, ne profite pas à la majorité, mais qui est construit précisément sur le mythe qu'elle va profiter au plus grand nombre. C'est une croyance qui a accompagné depuis leur début les technologies de communication à distance.

D'après vous, à quand remonte cette «croyance»?

Dès l'apparition du télégraphe de Chappe, en 1794, aussi bien les scientifiques que les hommes politiques ont eu un discours sur les promesses émancipatrices de la technologie à distance : elle doit permettre de reconstruire à l'échelle d'une nation les conditions de l'agora athénienne. Dans le discours d'Albert Gore de 1994 sur les «auto-routes de l'information», on retrouve le même terme, évoqué bien avant lui par Victor Hugo à propos du câble sous-marin, de «la réconciliation de la grande famille humaine».

Or, à chaque fois, ces promesses ont dû être révisées à la baisse. Ce qui ne veut pas dire que l'avancée des systèmes de communication mondiaux ne participe pas, à sa façon, à l'élargissement et au désenclavement des sociétés particulières. Les technologies de communica-



ARMAND MATTELART est professeur de sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-VIII. Il publie une *Histoire de la société de l'information* aux éditions La Découverte.

nation font partie du chemin qui nous mène à l'intégration supérieure rêvée par tous les utopistes et ont toujours été investies par un discours eschatologique.

Cela n'explique pas que les hommes politiques adoptent aujourd'hui un discours encenseur sur la société de l'information...

La société globale de l'information est devenue un enjeu géopolitique, et le discours qui l'entoure est une doctrine sur les nouvelles formes de l'hégémonie. Cette doctrine prend racine aux Etats-Unis dès la fin des années 1960, avec la «révolution technétronique» du géopoliticien Zbigniew Brzezinski. Dorénavant, l'hégémonie mondiale passe par les technologies technétroniques et se manifeste à travers une triple révolution : diplomatique, militaire et managériale. La révolution dans les affaires diplomatiques, c'est l'apparition de l'idée de «soft

power». On passe de la diplomatie des canons à la diplomatie des réseaux pour réorienter le monde en fonction de ce qu'on appelle la démocratie de marché. D'où le mythe de la guerre idéale et idéelle de l'information, telle qu'elle s'est menée au Golfe et au Kosovo.

L'information devient l'élément fondamental de l'hégémonie à travers les technologies de collecte d'informations et de renseignement. C'est la cyberguerre, dont le but est de faire basculer le plus de sociétés dans la démocratie du marché. Ainsi, le plan Echelon montre que l'évolution du marché global implique un système d'intelligence global, de captation d'informations pour pouvoir concurrencer ses rivaux et anticiper les stratégies de grandes organisations de la société civile. Dès 1998, le Pentagone parle d'ailleurs de Netwar pour qualifier l'utilisation du Réseau par les néo-zapatistes au Chiapas.

La troisième révolution, managériale, est peut-être la plus importante au niveau de la légitimation de la société globale de l'information. Elle peut se résumer dans une expression qu'emploie souvent Bill Gates : le «capitalisme libre de frictions». C'est-à-dire que dans l'information se dissolvent toutes les tensions du monde. Le noyau de la société globale de l'information prend forme à partir d'une réorganisation managériale du monde : la liberté d'expression commerciale est conditionnelle à la liberté d'expression des citoyens.

La société de l'information serait donc le résultat d'une construction géopolitique?

L'idée de société de l'information naît après guerre comme alternative aux sociétés non libres, c'est-à-dire totalitaires. Elle est intimement liée à la thèse de la fin des idéologies, mais aussi du politique, des affrontements de classe, de l'engagement, de l'intellectuel contestataire. Mais c'est la crise de 1972-1973 qui déclenche son adoption, aussi bien par l'OCDE, l'ONU ou la CEE. On parle alors d'une crise du modèle de croissance, mais aussi de gouvernabilité des grandes démocraties occidentales. En 1978, le rapport Nora-Minc diffuse l'idée que les nouvelles technologies peuvent résoudre la crise économique et du consensus politique. La troisième étape, que nous vivons aujourd'hui, s'amorce en 1984 avec le processus de déréglementation des réseaux

financiers et des systèmes de télécommunication. Et en 1998, la déréglementation est officiellement reconnue par l'OMC comme principe d'une nouvelle économie et d'une nouvelle société.

Il s'agirait donc d'une nouvelle manifestation de la globalisation néolibérale du monde?

L'idéologie de la société de l'information n'est autre que celle du marché. Elle est en synergie avec les présupposés de la reconstruction néo-libérale du monde. C'est précisément contre cela qu'essaient de s'ériger certains gouvernements, à commencer par le français, et les réseaux de la société civile à travers le monde.

Dans quelle mesure la société civile peut-elle peser sur l'architecture et l'orientation de cette société globale de l'information?

Paradoxalement, la question de la société globale de l'information, éminemment politique, n'a pas toujours la place qui devrait lui échoir dans la réflexion des organisations citoyennes. Lors du Forum social à Porto Alegre, elle n'était pas un enjeu primordial dans la construction d'un autre ordre mondial, comme a pu l'être par exemple l'annulation de la dette des pays du tiers-monde. Il faudrait convoquer des états généraux (au sens des révolutionnaires de 1789) sur la société de l'information pour se demander quel type de société elle dessine et lui proposer un modèle alternatif.

Mais le danger est de poser l'alternative à partir des usages des nouvelles technologies. Il y a des combats qui passent par le champ de la régulation de l'architecture mondiale des réseaux. Jusqu'à maintenant, celle-ci s'est décidée à l'intérieur d'organismes d'où était exclue la société civile. Le mouvement social global, entendu comme la somme des sociétés civiles nationales, doit se poser la question plus globale de la régulation des régulations du système de communication mondial. Mais le thème de la société de l'information comme l'un des thèmes de la construction d'un nouveau type de société ne se réalisera que progressivement, car les divers mouvements qui sont susceptibles de contester les logiques de l'ordre technologique ont parfois des intérêts contradictoires.

Que préconisez-vous pour sortir de ce que vous qualifiez de «néo-darwinisme informationnel»?

Il faut se réapproprier les nouvelles technologies en construisant une alternative à la société de l'information. S'il y a une vérité dans la notion de société de l'information, c'est que de plus en plus d'interstices de la vie quotidienne et institutionnelle sont pénétrés par les technologies de l'information et que donc de plus en plus de secteurs seront obligés d'y réfléchir, soit pour y adhérer, soit pour poser la question d'une autre option. Or, aujourd'hui, ceux qui osent parler d'alternative sont aussitôt taxés de technophobes. Il n'y a aucune réflexion sur la question essentielle. A savoir : face à un projet qui se réduit de plus en plus à une technoutopie, à un déterminisme technomarchand, peut-on opposer des projets sociaux et d'autres formes d'appropriation de ces technologies qui pénètrent la société?

Propos recueillis par Stéphane Mandard

Poursuivez le débat sur notre forum interactif.lemonde.fr

Tribune

Qui sont les prédateurs d'aujourd'hui?

IL Y A QUELQUES SEMAINES, lors du Salon du Milia, Lionel Jospin n'hésitait pas à employer le terme de «prédateurs» pour qualifier ceux qui pratiquent l'échange de fichiers musicaux pirates sur Internet. A l'heure où se prépare, dans une indifférence quasi générale et avec la complicité bienveillante de nombreux gouvernements, un des plus grands crimes de masse que l'humanité ait jamais connu, ces propos sont pour le moins choquants. Passer sous silence les ravages que provoque le sida dans le tiers-monde, le scandale de ces paysans obligés de vendre leurs organes pour acheter des semences – qui, jadis, leur appartenaient – pour rabattre en fin de compte l'immense chantier de la propriété intellectuelle à l'ère de l'immatériel sur un problème de piratage musical à quelque chose de malhonnête, sinon d'indécent.

Comment qualifier ceux qui, sous prétexte de droit d'auteur, refusent l'accès aux soins, en Afrique du Sud, en Inde ou ailleurs, à des millions de malades du sida ? Que dire de ces géants de l'industrie agroalimentaire qui brevetent et modifient génétiquement le stock mondial de semences, privant ainsi de leur moyen de subsistance des millions d'agriculteurs insolubles ? Que dire, enfin, de ces entreprises qui pillent le travail de milliers de contributeurs, souvent bénévoles, qui ont créé Internet en déposant des brevets sur les principes les plus élémentaires du Réseau ?

Chacun se félicitait récemment que la carte du génome humain ait été décryptée par un établissement public. Est-ce réellement suffisant ? A qui vont profiter ces recherches financées par des fonds publics : aux malades ou aux laboratoires ? Dans un communiqué de presse datant de décembre dernier, l'association Act Up, dénonçant les pratiques monopolistiques des laboratoires pharmaceutiques, ne revendiquait rien de moins que «l'abolition de la propriété intellectuelle partout où elle tue». Malgré son caractère peut-être maladroit, sinon excessif, cette revendication

marque un tournant majeur dans l'histoire de la contestation sociale et politique. L'affrontement ne se situe plus, aujourd'hui, seulement sur le terrain de la propriété privée et de la marchandise matérielle mais aussi, et probablement de plus en plus, sur celui de la propriété intellectuelle et du savoir.

Avec l'avènement de l'immatériel conçu comme une des sources premières de productivité et de richesse, l'économie passe d'une logique fondée sur l'échange de marchandises à une logique reposant sur le contrôle de l'accès à la connaissance. Ce que l'on s'acharne à qualifier de «nouvelle économie» n'est en fait qu'une tentative visant à pérenniser modèles économiques et rapports de domination de l'ère industrielle. Les entraves juridiques et technologiques au mouvement des connaissances, loin d'avoir pour seule motivation la juste rémunération des auteurs, visent en fait à réintroduire de la pénurie dans un domaine qui, jusqu'à présent, était celui de l'abondance.

A un moment où le savoir risque de devenir une marchandise à part entière, comment ne pas s'interroger sur le statut que l'on souhaite lui donner ? C'est autour de cette question cruciale, liée à la liberté de circulation de l'information et au respect des principes fondateurs qui régissent jusqu'à présent les lois sur la propriété intellectuelle, que convergent aujourd'hui et convergeront demain plus encore des mouvements dont la rencontre paraît bien improbable. Activistes de la lutte contre le sida, tiers-mondistes, militants anti-OGM, informaticiens du libre... généralement tous ceux que l'on qualifie d'anti-mondialisation ne préfigurent-ils pas un nouveau rapport de forces lié à l'évolution de la société : celui qui oppose les info-riches et les info-pauvres...

Olivier Blondeau, sociologue

olivier.blondeau@freescape.eu.org

PUBLICITÉ

Start-up



UDcast transmet Internet par les airs

DIFFUSER la même information, émise par une source unique, à des millions de téléspectateurs (diffuser en « multicast »), c'est la force du satellite. Beaucoup rêvent d'utiliser cette solution de diffusion pour Internet en haut débit, ce qui permettrait de résoudre le problème de l'engorgement des réseaux terrestres, et celui des zones géographiques inaccessibles, ou pour lesquelles la pose d'un câble n'est pas rentable. Mais les problèmes technologiques sont de taille. Par satellite, impossible d'avoir à la fois la possibilité d'envoyer le même message à des millions d'internautes tout en laissant à chacun d'entre eux la possibilité de renvoyer par la même voie une information à l'émetteur.

SORTIE EN JUIN 2000 des laboratoires de l'Inria Sophia Antipolis, UDcast se positionne pourtant sur ce créneau, en choisissant, avec des logiciels issus de sa technologie UDLR (UniDirectional Link Routing), l'option rerouting des messages par la terre. Les messages satellites arrivent donc à un réseau local récepteur auquel sont connectés les PC des internautes. Les mails de ces derniers, collectés par le récepteur, transitent par les câbles terrestres jusqu'à l'émetteur, de façon transparente pour l'internaute. UDcast garantit sur le PC de l'internaute jusqu'à 40 mégabits par seconde, grâce à un logiciel à télécharger sur un PC, pour le récepteur, et une application logicielle à 50 000 francs, côté diffuseur. Et, au final, pour pas cher, ajoute Didier Tymen, PDG d'UDcast : « Un débit d'un mégabit par seconde coûte 1 million de francs pour un an, pour un comme pour 10 000 récepteurs. Pour chacun des 10 000, cela ne coûte que 100 francs par an, alors que l'abonnement ADSL lui reviendrait à 300 francs par mois. »

Côté technologie et équipe, UDcast est plutôt bien armée. L'Inria a fait ses preuves, la start-up lui a racheté l'UDLR dans les formes, « plusieurs millions de francs » selon son PDG. La société est soutenue par I-Source, fonds de capital-risque de l'Inria, qui, avec CDC Innovation et SGAM, ont investi 12 millions de francs dans l'affaire. L'équipe, cinq fondateurs dont quatre chercheurs de l'Inria Sophia-Antipolis, tous sur le projet Planète (groupe de recherche de l'Inria sur les réseaux Internet multicast et haut débit), connaît bien ses clients potentiels, les acteurs de la diffusion satellite, Eutelsat ou Alcatel Space. Didier Tymen commence à signer avec ses premiers clients. Ainsi d'e-Tera, société d'économie mixte du conseil général du Tarn, dont le but est d'amener les hauts débits aux écoles et aux mairies du département. Le marché visé, l'équipement des plates-formes satellites, est prometteur. Pioneer Consulting l'évalue à 7 milliards de dollars en 2005. Mais avec 4 millions de francs de chiffre d'affaires attendus pour son premier exercice, et un équilibre prévu pour 2003, UDcast n'est pas la seule sur le coup, avec déjà deux ou trois concurrents américains, dont Kencast.

Cécile Ducourtieux

interactif.lemonde.fr/
entreprises

Ducati démarre en trombe sur le Web

DIMANCHE 11 MARS 2001. Peu avant 17 heures. La dernière-née des motos Ducati, la 996R, vient de réussir son baptême du feu. Au guidon de son tout nouveau bolide

BusinessWeek
e.biz



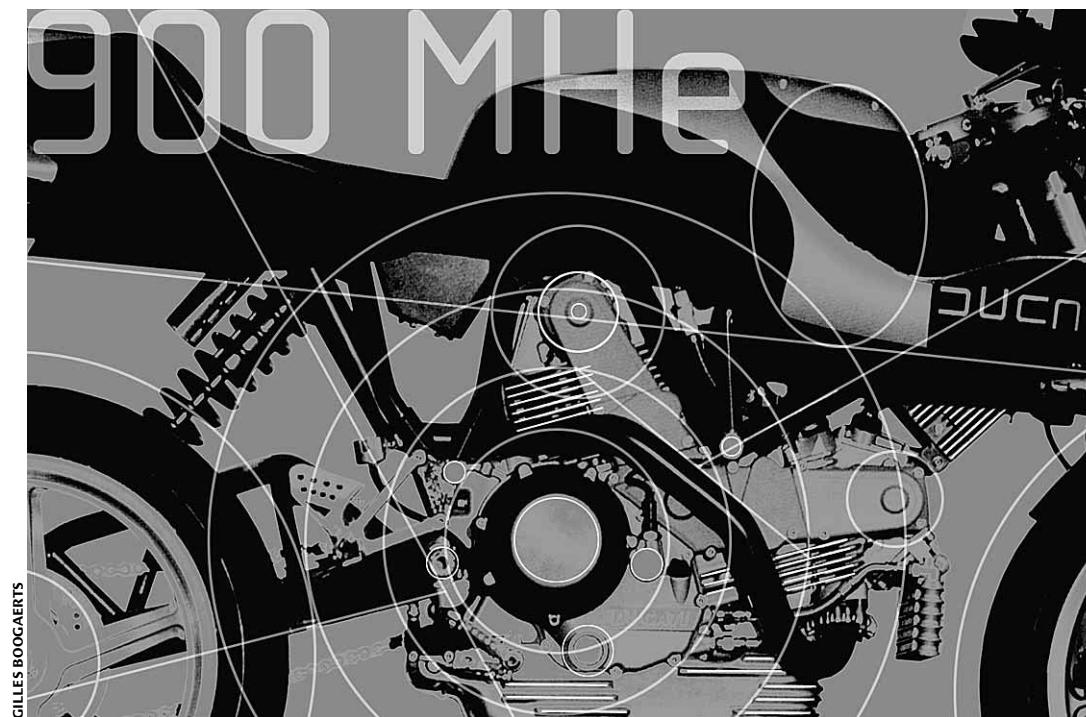
rouge, le pilote australien Troy Bayliss a décroché la deuxième place du Grand Prix d'Espagne, à Valence. Prometteur. Prochain temps fort, le 1^{er} avril, en Afrique du Sud, sur le circuit de Kyalami. Mais, déjà, le constructeur italien peut rêver d'un huitième sacre mondial en onze ans dans le championnat du monde Superbike, une épreuve en treize manches réservée aux motos de production.

Avant même d'aller conquérir des titres de gloire sur les langues bitumées des circuits de la planète, la 996R a déjà fait un tabac. En effet, depuis janvier 2000, avec www.ducati.com, Ducati (2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, plus de 39 000 motos vendues en l'an 2000) sillonne avec succès les autoroutes de l'information pour commercialiser ses motos sportives. « Nous avons été les premiers avec la MH900e à vendre une moto sur Internet, en euros et à un prix unique (15 000 euros) dans le monde entier », s'enorgueillit Christophe Spira, porte-parole du groupe.

Une voie empruntée par hasard, en désespoir de cause. Car au départ, Ducati ne sait comment s'y prendre avec la MH900e, une série limitée au look seventies, hommage au pilote emblématique de la marque dans les années 1970, Mike Hailwood. « Quand nous l'avons présentée à nos distributeurs, ils sont tombés sous le charme, se souvient Christophe Spira. Mais, comme nous, ils ont été incapables de cerner le niveau de commandes que nous pouvions en attendre. »

AU DOUzième COUP DE MINUIT

Le PDG, Federico Minoli, lance alors l'idée d'un ballon d'essai sur Internet. Juste pour voir. La marque a ses passionnés, les « Ducatisti », présents aussi sur le Net. A titre expérimental, en 1999, le constructeur a organisé des enchères sur son site, où les mordus ont déboursé jusqu'à 3 000 dollars pour s'arracher des morceaux de carénage de motos abîmées en course. Des dé-



Produits passion par excellence, les motos de l'italien s'arrachent sur la Toile

bris qu'ils récupéraient gratuitement quelques mois auparavant dans les poubelles des paddocks, sur les circuits.

Alors vendre des motos sur le Web... Ducati a pourtant basculé dans le cybercommerce au douzième coup de minuit, le 31 décembre 1999, avec la vente de 500 modèles de MH900e. « Nous les avons vendues en 31 minutes », sourit Christophe Spira. Dans la foulée, Ducati en a proposé 1 500 de plus. Elles ont trouvé leur motard en moins de trois semaines ! « Si nous avions soupçonné un tel succès sur le Web, nous les aurions vendues deux fois plus cher », ne peut s'empêcher de regretter le porte-parole du groupe transalpin.

Rebelote le 12 septembre 2000 avec la vente en ligne de 350 exemplaires de 996R, à 26 000 euros chacune. « Elles sont parties dans la journée », s'exclame-t-il. Le pli est

pris. Le 5 décembre, le merchandising (casques, gants, blousons, etc.) est proposé à son tour sur Internet, et la marque réfléchit à la vente de nouveaux modèles de deux-roues sur son site en 2001.

En revanche, terminé l'amateurisme. « Notre première expérience nous a ouvert les yeux sur le potentiel sans limites des ventes sur Internet », justifie Christophe Spira. Le commerce électronique s'est structuré autour de Ducati.com, une division indépendante lancée comme une start-up le 6 mars 2000. Dotée d'un budget annuel de 2 millions de dollars, elle réunit une vingtaine de salariés dans des bureaux situés à 500 mètres des ateliers de l'usine, fondée en 1926, à Bologne. « Nous avons la preuve que nous pouvons vendre des produits chers et compliqués sur le Web, se réjouit-il. Et Internet nous a permis de comprendre et quantifier des marchés où nous étions peu présents. »

Sur les 2 000 motos MH900e vendues en moins de trois semaines sur le Web, 800 ont été retenues par des cybermarchands japonais. Un score supérieur aux ventes annuelles de Ducati au Japon. Implacable, la Toile ? Fatale, en tout cas, à l'équipe commerciale nippone, qui n'avait jamais réussi à exploiter autant que le Web le potentiel de son marché, et qui a été restructurée depuis.

Toutefois, les 600 distributeurs Ducati sont loin d'être les premières victimes de la stratégie d'e-commerce du groupe transalpin. Au contraire. Car le constructeur italien n'a ni l'envie ni les moyens de se transformer en logisticien pour livrer à domicile les motos achetées sur le Web. « Leur rôle est trop important », assure Christophe Spira. « Ils sont nos veines qui irriguent le marché. »

PRODUIRE CE QUI EST DÉJÀ VENDU

Sur le site, les acheteurs doivent ainsi indiquer le revendeur auprès duquel ils retireront leur bolide. « Sans débours un franc en marketing, les distributeurs récoltent de nouveaux clients. Ils peuvent être enthousiastes, croit savoir Christophe Spira. Et en plus, nous leur versons une partie de la vente. » Leur marge tombe cependant sous les 10 %, contre plus de 15 % pour une vente classique. Mais à eux de fidéliser ces clients tombés de la Toile.

Cette stratégie de cybercommerce profite aussi en interne. En une journée, Ducati a écoulé sur le Web la production annuelle programmée de 996R sans avoir encore serré un seul boulon. Avec les 2 000 MH900e finalement commercialisés via Internet, le constructeur a quadruplé la production initialement prévue. Comble du paradoxe,

la fabrication de la MH900e n'a été lancée que six mois plus tard, en juin 2000. Et de manière artisanale.

Comme toutes les séries limitées de la marque, la moto est produite et assemblée à la main à un train de sénatrice de 5 à 6 motos par jour. A des années-lumière de la frénésie d'achat du modèle sur le Web. Le rythme est un peu plus soutenu pour la 996R, fabriquée à 65 modèles par jour depuis le 25 janvier au matin. L'avantage du système qui se met en place chez l'italien est déterminant : il produit ce qu'il a vendu. Le groupe ne prend plus aucun risque financier. Il dimensionne son outil de production au plus juste. Ni stock ni inventaire. Avant même l'automobile, Ducati installe sans bruit le système du « order to delivery » : la fabrication à la commande, qui relèvera au musée l'actuelle et coûteuse vente sur stocks. Le rêve de tout industriel.

Pour éviter un réveil brutal, Ducati a imposé à chaque cybermarchand d'acquitter, par carte bancaire et en mode sécurisé, 10 % du prix de son futur engin à la prise de commande, et lui a précisé qu'il devra attendre peut-être un an avant de pouvoir enfourcher sa bécane. Une patience dont seuls les Ducatisti sont peut-être capables. « A quelques détails près, les fans et les pilotes professionnels chevauchent les mêmes motos. Ils discutent ensemble sur les circuits et forment une véritable communauté, très soudée », avance comme explication Christophe Spira.

L'esprit qui anime la « famille » Ducati ne peut que se renforcer par le Web. L'équipe de Ducati.com est en effet passée maître dans l'art d'entretenir la flamme. Les Ducatisti peuvent s'abreuer de schémas techniques ou télécharger le son du nouveau moteur de la 996R sur le site. Et ça roule ! Ces douze derniers mois, les connexions mensuelles sur le site ont grimpé de 150 000 à plus de 400 000 visiteurs. Un engouement qui réduit en miettes une idée reçue selon laquelle le contact physique domine dans l'achat de produits complexes et chers. Bref, sur le Web, on n'achète pas une moto ou une voiture comme on s'approvisionne en yaourts. Acheter une Ducati, c'est la voir, la toucher, l'essayer, la revoir, sentir le cuir de la sellerie, tester la position de conduite... Mais ça, c'était hier. Avant Internet. Avant la 996R. Il y a une éternité.

Clément S. Thibault

Courrier électronique: alerte au « marketing viral » !

Les courriels publicitaires perdent de leur efficacité à mesure qu'ils se multiplient

C'EST L'HISTOIRE du client d'un hôtel qui ne veut pas que la femme de chambre lui livre les quatre savons par jour usuels car il a déjà apporté son propre produit de douche. Mais les malentendus s'enchâînent et les savons finissent par s'empiler toujours plus nombreux dans la salle de bains du malheureux client. L'anecdote est cassée et bien scénarisée, et prend la forme d'une bonne blague reçue par courriel d'un ami et aussitôt renvoyée à plein d'autres. Sauf que les marques des savons sont mentionnées moult fois dans l'histoire. Vous avez été l'acteur involontaire d'une campagne de « marketing viral » des fabricants de savons.

Le concept : créer un message, l'envoyer par courriel et faire en sorte qu'il soit si fascinant que ses destinataires aient envie de le transmettre à tout leur carnet d'adresses. Un coup génial pour les annonceurs qui, au lieu d'avoir à payer de coûteux emplacements sur les grands portails, laissent aux consommateurs le soin d'assurer leur visibilité sur la Toile !

Le marketing viral sera-t-il le sauveur de la cyberpublicité ? Attendez-vous donc à voir circuler

aux Etats-Unis des milliers de campagnes via courriel cette année. « Tous les spécialistes du marketing sautent aujourd'hui dans ce train », affirme Marc Feldman, analyste de la société de conseil IMT Strategies. Certes, il existe de belles réussites en matière de marketing viral. Prenons le cas du site gestionnaire de courriels Hotmail. Grâce au simple envoi de courriels, les consommateurs ont fait la promotion du service, chaque message étant accompagné de trois lignes de publicité pour Hotmail. Voilà qui a aidé ce site à rassembler 12 millions d'abonnés dès 1996, sa première année de mise en service.

RETOUR DE BÂTON

Le succès du film *Le Projet Blair Witch* en 1999 a profité du même effet boule de neige. Sur les sites et dans les forums, les promoteurs du film ont laissé entendre que cette fiction était en réalité un documentaire, ce qui était faux mais a suffi à éveiller la curiosité. Au final, tous les spectateurs, même ceux qui n'avaient jamais visité le site dédié à *Blair Witch*, avaient entendu dire qu'il s'agissait d'une histoire inspirée de la réalité. La contamination avait fait son chemin.

Pourtant, les spécialistes du marketing devraient se méfier avant d'inoculer leurs virus à tout va sur le Réseau. La boîte aux lettres électronique occupe de plus en plus de place sur le disque dur des internautes. En plus des courriels publicitaires malvenus, l'internaute va aussi recevoir une pile de courriels de pub déguisés transmis par ses amis. Une fois, deux fois, il trouvera ça drôle. Mais la contagion risque

d'aboutir à un embouteillage de courriels et même les bons amis risquent d'en devenir agaçants. Par ailleurs, le marketing viral a du mal à contaminer au-delà de sa cible première, les adolescents.

C'est le constat fait, l'été dernier, par des producteurs de cinéma tentant d'imiter *Blair Witch*. Les studios ont sollicité des adolescents internautes pour faire la promotion de *Professeur Foldingue 2, Cecil B. DeMented*, etc. Mais aucun de ces films n'a bénéficié de l'effet de propagation de *Blair Witch*. De plus, le marketing viral à destination des adolescents soulève des questions de confidentialité. Non seulement ces messages publicitaires s'adressent à des mineurs, mais ils les sollicitent directement pour donner un coup de pouce au produit. C'est limite.

D'ailleurs, le retour de bâton peut être sévère. Une fois qu'ils découvrent qu'ils servent de pions au service des stratégies marketing des grands groupes, les ados finiront par se détourner, voire par conspuer l'entreprise qui les a abusés. Plus qu'une méthode puissante, ce type de marketing n'est qu'un petit virus propagé par des publicitaires déspérés et des consommateurs sans méfiance... mais qui pourraient vite guérir.

BusinessWeek
Ellen Neuborne
e.biz

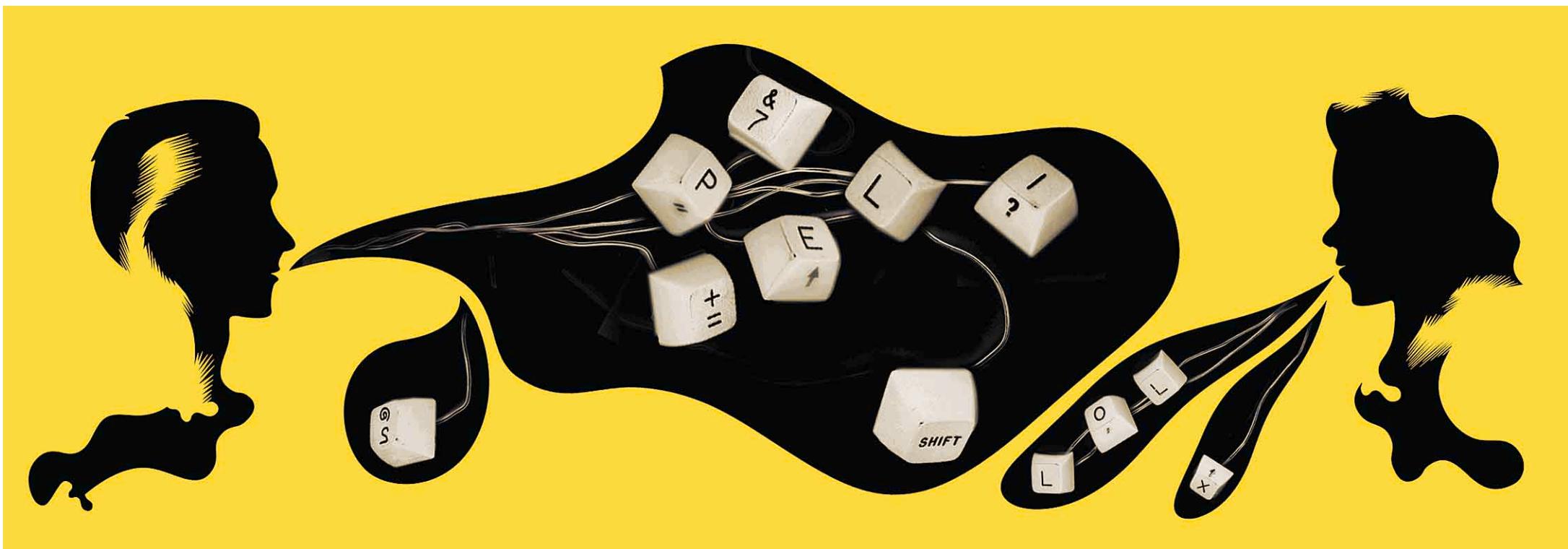
★ Les pages « Entreprises » sont réalisées par les rédactions du « Monde interactif », et de « Business Week/e.biz ».

★ Traduit de l'anglais par Myriam Bouregba/Corporate.

PUBLICITÉ

La «start-up attitude» ne se résume pas à une tenue décontractée ou au tutoiement. Elle se traduit aussi par l'utilisation d'un vocabulaire particulier à base anglo-saxonne, qui frôle parfois le ridicule. Très vite démodés, les termes en vogue dans les entreprises de la nouvelle économie sont fréquemment détournés par leurs utilisateurs eux-mêmes ou par des sites qui parodient les start-up, engendrant à leur tour un nouveau jargon.

PATRICK LINDSAY



Parlez-vous le cyberjargon?

Les start-up ont instauré un code de communication qui fait la part belle aux anglicismes, sans peur d'un certain ridicule

ARRIVER dans une start-up, c'est un peu comme débarquer dans un pays dans lequel on ne maîtrisera pas la langue. On s'y sent étranger et un peu perdu. Abréviations, anglicismes à gogo, détournement de termes techniques. Autant de tics et d'habitudes qui sévissent dans les entreprises de la nouvelle économie. Existe-t-il pour autant un jargon spécifique aux start-up? La réponse n'est pas aisée. «Staffer et taskforce ont existé bien avant la nouvelle économie», précise Fiona Rossette, linguiste et enseignante à l'université Paris-X, mais je crois que le propre de celle-ci est d'apprécier encore plus tout ce qui est anglais.»

Le fait d'inventer des mots ou emplois de mot va dans le sens de l'image de vitesse que la nouvelle économie veut se créer, cela fait en quelque sorte partie de sa

«marque». Et elle ne s'en est pas privée. Il est vrai que la population dont sont issus nombre de dirigeants de start-up est un terreau fertile pour le jargon cyberéconomique. «Les cabinets d'audit et de conseils sont bien évidemment des pouponnières à jargonnants, explique Alain, un des animateurs du site humoristique zipiz.com, qui brocarde la nouvelle économie. C'est cette population de formation école de commerce passée par les grands cabinets anglo-saxons et arrivée dans les start-up qui est en grande partie à l'origine de ces termes.»

Habitués à brasser anglicismes et termes économiques, techniques et financiers, les jeunes entrepreneurs ont «contaminé» leurs collègues, imposant au sein de leurs entreprises des codes de langage. «La plupart du temps, ces anglicismes traduisent un désir de se justifier, de se rendre crédible, mais toujours par la forme et non par le fond», poursuit Fiona Rossette. Et d'ajouter: «D'une manière générale, les Français adorent employer des termes anglais dans le travail, et ils s'attachent à des mots que même les anglophones n'emploient pas tellement comme workshop ou feedback.»

La nouvelle économie et l'exercice obligé du *business plan* ont donné sur un plateau à chacun l'occasion rêvée de se laisser aller à son propre délice verbal, sans peur du ridicule. Commerciaux mais aussi ingénieurs ou techniciens. Un phé-

nomène qui fait dire à un des créateurs de vakooler.com, site parodique qui fait ses choux gras des faillites des jeunes pousses, «qu'il n'y a pas un jargon, mais des jargons. Chaque sous-domaine a ses propres termes et ses propres abréviations, celui issu du marketing, de l'Internet "général", de l'Internet "technique", du secteur boursier, des télécoms, de la mesure d'audience...»

GALIMATIAS

La surexposition de l'économie de l'Internet a permis de diffuser ces termes. Hors du champ des initiés. On mail à longueur de journée, la deadline est l'épée de Damoclès de tout cadre surbooké qui n'a pas été briefé sur la dernière confcall. Mais le branché au cœur de la nouvelle économie, au contraire du suivre de la vieille économie, aura toujours un jargon d'avance. Histoire de ne pas être ringardisé. Le galimatias de la nouvelle économie se démode en effet aussi vite que le nombre de start-up créées il y a quelques mois ou de leurs faillites d'aujourd'hui. «Si le marketplace est encore à la mode, en revanche le first-mover a du plomb dans ses ailes de géant», témoigne Alain, de zipiz.com. Sans parler des B2B, B2C, C2C passés au rayon antiquités.»

Signe de la gueule de bois de la nouvelle économie, les termes les plus tendance aujourd'hui flirtent avec le profit warning ou le e-krach. Autre phénomène intéressant, né

des difficultés de la Netéconomie, le retournement négatif des termes jusqu'à la mode. «Le B2C (Business to Consumer) a été détourné par les salariés des start-up en Back to Consulting», explique Alain Maestracci, directeur général de l'agence de marketing Web Ad'oc. Dans la même veine, les start-up ont tourné start-down, le e-business est devenu e-krach. Cette dérisoire est allée jusqu'à un détournement grivois comme «se faire incuber», allusion aux incubateurs, ou «les VCs sont fermés de l'intérieur», tirés de l'anglicisme utilisé de venture capitalists, c'est-à-dire les investisseurs.

Paradoxalement ce sont les sites qui se sont moqués du jargon des start-up qui ont contribué aussi très largement à les véhiculer. Dans un registre second degré, ils peuvent être alors utilisés à loisir sans crainte du ridicule. Kasskooye, Vakooler, entre autres, constituent une mine pour les inventions jargonantes. Aux Etats-Unis, un site comme dack.com met à la disposition de ses internautes un générateur de jargon. Il suffit de rentrer un mot et le site vous propose une série de définitions de plus en plus dérantes. Reste ensuite à l'apprenti jargonnant à trouver une audience et il aura toutes les chances de voir ce terme se diffuser au sein de la nouvelle économie. Et de connaître sa minute de célébrité.

C. Ro.

Trois questions à...

Jean-Pierre Jardel

1 Vous êtes anthropologue, enseignant à la faculté des lettres et sciences humaines de Nice, et auteur, avec Christian Loridon, consultant en entreprise, d'un ouvrage intitulé *Les Rites dans l'entreprise* (*). En quoi l'appropriation d'un langage commun est-il un élément fédérateur au sein d'une entreprise? L'acquisition d'un langage particulier par les membres d'un service, d'un atelier ou d'une start-up est le signe à la fois d'une volonté de différenciation et d'intégration: volonté de différenciation d'une entreprise liée à la nouvelle économie par rapport aux entreprises traditionnelles pour affirmer sa modernité; volonté d'intégration des individus à un groupe ou à un système, en faisant usage du langage adéquat reconnu par le groupe. Savoir qui est à l'origine de la constitution de ce langage est une question délicate.

Certains langages se constituent à partir du contexte sociotechnique. Il faut désigner des choses et des objets ou des manières de faire spécifiques, liés à une activité particulière au sein de l'entreprise. Cela se transmet par l'intermédiaire des individus qui appartiennent à l'atelier ou au service.

Dans le cadre de petites entreprises comme les start-up, l'usage de ces termes est fédérateur, de même que la tenue vestimentaire décontractée et le tutoiement. Dans des entreprises plus importantes, l'usage d'un vocabulaire spécifique par les commerciaux ou bien par les informaticiens, par exemple, permet de se donner une identité particulière, de spécifier le «clan». Cela sert à la fois à exclure les étrangers au groupe et à souder les membres du sous-groupe. Dans le cadre des start-up, cela participe à la culture d'entreprise.

2 Comment expliquez-vous ce goût immoderé des anglicismes qui caractérise le jargon utilisé dans les start-up? La génération start-up est plongée depuis plusieurs années dans le réseau Internet et a acquis et fait usage du vocabulaire à base anglo-saxonne. Des habitudes de langage ont été prises et, là encore, ces termes servent à désigner des réalités qui ne sont pas nommées en français ou méconnues. Exemple: *marketing* en anglais et *mercatique* en français, ou *e-mail* en anglais et *courriel* en français. Il y a sans doute aussi un peu de snobisme et un effet de mode.

3 L'utilisation d'un langage commun est-il un signe d'appartenance plus fort que celui, par exemple, qui concerne l'habillement ou le tutoiement?

Oui, à mon avis, l'usage d'un langage commun est un signe d'appartenance plus nettement affirmé que l'habillement, car cela suppose un apprentissage, une intégration du code langagier avec sa symbolique. L'habit est un signe visible, mais superficiel. Un habillement peut être modifié en quelques instants. Le langage enferme et circonscrit le groupe. Le tutoiement est un élément surtout symbolique qui peut écraser faussement les hiérarchies et les distances sociales. Le tutoiement peut être un marqueur d'une identité de groupe vue de l'extérieur, mais n'est pas un signe fort d'appartenance car le tutoiement peut être en usage dans d'autres entreprises qui ne sont pas des start-up.

Propos recueillis par Catherine Rollot

(*) *Les Rites dans l'entreprise, une nouvelle approche du temps*, Jean-Pierre Jardel et Christian Loridon. Collection Tendances, Les Echos Editions et Editions d'organisation, Paris, janvier 2000, 280 pages, 145 francs.

Un florilège des mots de la nouvelle économie

B2B, B2C, C2C...

Business to Business: commerce interentreprise; *Business to Consumer*: commerce grand public; *Consumer to Consumer*: commerce entre particuliers. Ces termes ont été les vedettes du cyberjargon. Aujourd'hui, ils sont détournés, par exemple par le site vakooler.com: *BtoC*, ancienne économie; *BtoB*, nouvelle économie; *toBtoBto*, Frank Sinatra.

Etre short-listé

Signifie faire partie des derniers candidats retenus dans le cadre d'un appel d'offres.

Cash burn rate

Vitesse à laquelle l'entreprise dépense l'argent levé auprès d'investisseurs. Synonyme du temps où les start-up pouvaient jeter l'argent par la fenêtre.

Websafe

Site de confiance à cause de son contenu ou site sécurisé.

Staffer

«Il faut staffer la taskforce avec des skills pointues»: il faut recruter des compétences pointues pour étoffer notre groupe de travail.

Pipe

Prononcez «païpe». Liste des propositions en attente: c'est l'endroit où «incubent» les futurs *newbiz*, c'est-à-dire les contrats de demain.

LoL

Abréviation de *laugh out loud*, qui signifie «mort de rire».

Spam

Mail non sollicité.

Lurker

Du verbe anglais *to lurk*, se cacher, se tapir. Un *lurker* ne fait que lire les messages des groupes de discussion sans y participer.

Serveur down, crash, bug...

Quand tout va mal. «Notre serveur est down, c'est le crash, il y a un bug»: le serveur est éteint, il a planté, il y a un problème.

Chat (< tchat >)

Discussion en temps réel. «Il passe son temps sur les chats des news-groups (forums de discussion).»

PDA et desktop

Respectivement ordinateur de poche et ordinateur de bureau.

Asap, fyi, to do, brief...

Asap (as soon as possible): le plus tôt possible. *Fyi* (for your information): pour ton information. *Mes to do* (toudou): ma liste de tâches. Le parfum jargon du jeune loup des start-up: «*Asap, transmets-moi tes toudou*», «*Fyi, voici mes toudou*».

Très prisé aussi le *brief* (le résumé), qui aboutit souvent à un document difficile à comprendre,

et où les informations se télescopent car l'auteur lui-même ne comprend pas ce qu'il a écrit.

Pop-up

Comme du pop-corn, mais avec des fenêtres. «*A la première page du site, il y a un pop-up*» signifie qu'il y a une fenêtre d'écran qui vous saute à la figure. Fatigant à forte dose.

Hub

Point d'interconnexion de plusieurs sites.

Bandal

Un bandeau publicitaire. «*Le taux de clics sur nos bandal est bon*» signifie que le site peut espérer gagner un peu d'argent grâce aux rentrées publicitaires.

Cookifier

Action d'attribuer un cookie au navigateur d'Internet.

Confcall

Une conférence téléphonique.

Schnoozer

Se raconter les derniers ragots du milieu: «*Lors de la dernière confcall, on n'a pas arrêté de schnoozer*.»

Beamer

S'échanger des adresses par infrarouge avec son PDA (voir plus haut). Très prisé pendant les *First Tuesday*, la sauterelle la plus courue des entrepreneurs en herbe au temps de l'euphorie. Aujourd'hui, on *beame* entre amis.

P and L

Signifie *profit and loss* et tend à remplacer le désormais ringard *business plan*.

Churn rate

Taux de *churn*: terme d'abord utilisé dans la téléphonie mobile, qui se répand aujourd'hui dans d'autres sphères, signifiant taux de non-renouvellement des abonnements.

Le Monde INTERACTIF

16-18, quai de la Loire, 75019 Paris.

Tél.: 01-53-38-42-60. Fax: 01-53-38-42-97.

E-mail: hitech@lemonde.fr.

Directeur de la publication: Jean-Marie Colombani.

Directeur général: Bruno Patino.

Rédacteur en chef: Bertrand d'Armagnat.

Secrétaire général de la rédaction: Clémence Boeglin.

Directrice artistique: Maria Mercedes Salgado.

Rédacteur: Olivier Zilbertin, chef de service (Enquête),

Pierre Bouvier (site Internet), Cécile Dourcourt (Entreprises), Stéphane Foucart (Techniques), Guillaume Fraissard (Portrait), Gaëlle Macke (Entreprises), Stéphane Mandard (Citoyen), Corinne Manoury (Techniques), Hélène Nguyen (Cyberculture), Catherine Rollot (Métiers).

Édition: Nathalie Le Dréau, Alex Monnet, François Montintin.

Révision: Olivier Houdart, Christiane Tricot.

Publicité: Le Monde Publicité. Directeur général: Stéphane Corre, Caroline Séjournant, directrice de clientèle (01-42-17-39-56), Isabelle Quodverde (01-42-17-38-58).

Impression: Le Monde Imprimerie.

Les articles extraits de BUSINESS WEEK traduits et reproduits dans ce numéro sont la propriété de The McGraw-Hill Companies, Inc. ©2001. Tous droits réservés.

Articles translated and reprinted in this issue from BUSINESS WEEK are copyrighted 2001 by The McGraw-Hill Companies, Inc. All rights reserved.

interactif.lemonde.fr